



La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes



Causeries novembre 2017

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
---------	---------	------	-------	-----	------	---------	------	-----------	---------	----------	----------

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 1er novembre 2017

CAUSERIE

- Causerie au format pdf (12 pages)

[Un courriel reçu et ma réponse \(entre parenthèses\).](#)

Quelle belle analyse renvoyant ainsi dos à dos d'un côté l'ensemble de la réaction mondiale, des appareils bourgeois.. aux côtés de Rajoy et de la monarchie mise en place par Franco, et de l'autre le peuple catalan combattant pour une république catalane indépendante !!

LVOG- (Je vous signale au passage que l'Espagne ne se réduit pas à la Catalogne, et que le peuple espagnol ne se réduit pas au peuple catalan. Que vous et vos amis l'ignoriez ou feigniez de l'ignorer est somme toute normal. Au fait, ils en pensent quoi les travailleurs du reste de l'Espagne ?)

Quelle belle analyse qui renvoie aux calendes grecques les positions de Trotsky, le droit (et non pas l'obligation!) à la séparation, à l'indépendance, le droit à une république catalane indépendante même si cette république n'a (encore!) rien de bolchevique! Ou si, face aux aspirations du peuple catalan, on ne répond "oui" qu'à la condition d'un accord préalable avec le communisme!!

LVOG- (Vous me direz si je me trompe, mais j'avais cru comprendre que c'était l'ensemble du peuple opprimé espagnol qui combattait pour une République en Espagne dans les années 30, et même que la classe ouvrière était à l'avant-garde de ce combat. Alors cessez de comparer des situations qui n'ont rien à voir ou si peu, un peu de sérieux.

Par ailleurs, vous ne nous avez toujours pas dit si cette "*république catalane*" serait indépendante de l'UE, ni même si elle avait un début de contenu social correspondant aux revendications des travailleurs catalans, je suis peut-être mal informé, mais je crois n'avoir lu cela nulle part. Cette République catalane a-t-elle pour but de satisfaire les besoins sociaux des travailleurs foulés aux pieds par Madrid, dans toute l'Espagne, ou a-t-elle un autre objet, lequel ?

Bolchevique, communisme, tout de suite les grands mots, vous voulez me faire passer pour un gauchiste, caractérisation que j'ai employée pour qualifier les partisans de l'indépendance de la Catalogne en conclusion de mon analyse, analyse de la situation inexistante dans les documents du POID que vous m'avez transmis, c'était uniquement de la propagande sur fond de théorie obsolète ou inappropriée. Au lieu de citer sans cesse Trotsky, vous feriez mieux de relire Lénine, vous y verriez sans doute plus clair, quoique ! Et ne me sortez pas que j'opposerais Trotsky à Lénine.)

Les capitalistes catalans aussi rejettent massivement cette indépendance...tout comme toi, aveuglé par la petite bourgeoisie à la tête du mouvement. (Les social-démocrates soutiennent la grande bourgeoisie contre les aspirations réactionnaires de la petite bourgeoisie... - Lénine : Les tâches des social-démocrates russes (1897) Et à mon avis, toujours en fonction des éléments en ma possession sur la situation actuelle en Espagne, les rapports entre les classes, y compris en Catalogne, il me semble que ce soient la petite bourgeoisie et une partie de la bourgeoisie catalanes qui sont plus réactionnaires que la grande bourgeoisie qui domine à Madrid ou dans le reste de l'Espagne, y compris l'UE, le FMI, etc. J'ai lu les déclarations des indépendantistes catalans, j'ai relu le déroulement de la révolution espagnole de 1931 à 1937-38, j'ai suivi jour après jour le processus en cours en Catalogne, j'ai parcouru le processus institutionnel engagé en Espagne depuis la mort de Franco avant de prendre une position. Où les avez-vous évoqués ou vos amis du POID ? Je me trompe peut-être et je suis prêt à adopter une autre position, mais à partir de faits concrets et non des principes ou du vent.)

Une organisation qui se prétend révolutionnaire doit être capable de choisir son camp tout en restant indépendante elle-même de la petite bourgeoisie;

LVOG- (Et de la grande bourgeoisie de préférence.)

La seule position correcte c'est de défendre le combat pour une république catalane indépendante tout en combattant parallèlement pour une république ouvrière, donc tout en continuant à construire un parti révolutionnaire pour le gouvernement ouvrier, tendant la main aux autres peuples composant l'Espagne (basque, andalou, galicien, castillan).

LVOG- (Je crois que vous prenez le problème à l'envers, j'ai cru comprendre que les travailleurs du reste de l'Espagne ne soutenaient pas l'initiative des Catalans ou ne la comprenaient pas, elle est plutôt un élément de division supplémentaire au sein du mouvement ouvrier, elle fait le jeu de la monarchie parlementaire.

Ne faudrait-il pas plutôt que l'ensemble des travailleurs espagnols combattent pour abolir la Constitution et les institutions héritées du franquisme, afin d'instaurer une République sociale sur toute l'Espagne, afin de pouvoir satisfaire leurs revendications sociales et les aspirations des peuples de chacune de ses 17 régions?

Ce que vous ne semblez pas comprendre ou ne voulez pas comprendre, c'est que la monarchie parlementaire espagnole fonctionne pratiquement comme une République et que le peuple espagnol dans sa totalité l'interprète ainsi. Qu'elle ait des relents de franquisme, selon les générations, il va de soi qu'un grand nombre d'Espagnols le savent, tout comme ils ont eu une multitude d'occasions de s'apercevoir que la monarchie était corrompue, que l'ensemble des institutions étaient corrompues ou antidémocratiques.

En France, où il existe officiellement une République, qui ignore que les inégalités sociales ont explosé au cours des dernières décennies, ce qui constitue un déni du principe d'égalité qui définit la République, qui ignore que seuls les intérêts des capitalistes sont pris en compte par le Parlement et le gouvernement, ce qui constitue un déni des principes de la République. Et pourtant 86% des électeurs ont participé aux dernières élections, tout du moins à au moins un de ses scrutins, vous le savez aussi bien que moi puisque vous lisez mes causeries. Je crois que c'est de là qu'il faut partir, du niveau de conscience politique des travailleurs, et non de je ne sais quelle théorie que l'on plaque sur la réalité.

Mes salutations petites bourgeoises.)

Nouveau courriel reçu le lendemain.

Pas mal pour quelqu'un qui nous parle sans cesse du combat pour le communisme, de la révolution de 1917 et qui est incapable de voir sous ses yeux les centaines de comités de défense du référendum du 1er octobre, transformés en comités de défense de la république, dans les villages, les quartiers, comités autonomes où les travailleurs participent massivement et réfléchissent à la réalisation concrète de leur indépendance! A un moment où on commémore les soviets.

LVOG- (Quand pour justifier ma position j'évoquais le contenu social et politique du référendum et du processus d'indépendance de la Catalogne, de la République que certains veulent instaurer dans cette région, il me répond "*défense du référendum*" ou "*défense de la république*" ou encore "*réalisation concrète de leur indépendance*" sans qu'on en sache davantage sur leur nature sociale ou leur orientation politique, leurs réels intentions, hormis toutefois disloquer l'Espagne.)

Et ce n'est sans doute pas la Catalogne qui se proclama République catalane en 1934 et fut martyrisée par Franco, avec la complicité de Staline et des staliniens !!

LVOG- ("*La Catalogne*", quelle Catalogne, qui, quoi, pour qui, pour quoi ? No comprendo señor !)

Elle serait indépendante de l'UE la rejette ainsi que toutes les institutions au service du capital financier et tous les appareils bourgeois (par exemple en Espagne du PSOE, du PCE, de Podemos, de l'UGT, des Commissions ouvrières) et peut-être la

première pierre d'une Europe des peuples, tout en constituant une brèche pour les autres peuples contre la monarchie franquiste.

LVOG- (Mais en quoi serait-elle indépendante ? En quoi serait-elle progressiste, je parle pour les travailleurs catalans ? Vous avez oublié "libres" Europe des peuples libres (POID), libres de quoi ? Vous avez au minimum un demi-siècle de retard !)

Pas mal de soutenir ainsi la grande bourgeoisie catalane qui combat l'indépendance contre la petite-bourgeoisie qui se bat pour. (Pas mal, pas mal, on se fait du bien comme on peut, n'est-ce pas !)

Et le texte de Lénine date d'une époque qui était celle encore du capitalisme ascendant et du développement des forces productives, qu'on ne peut plaquer tel quel sur la nouvelle période historique de l'impérialisme.

LVOG- (Le texte de Lénine que j'ai cité datait de 1897. Voici ce qu'il écrit dans *L'impérialisme stade suprême du capitalisme* en 1916 : "Pour l'Europe, on peut établir avec assez de précision le moment où le nouveau capitalisme s'est définitivement substitué à l'ancien : c'est le début du XXe siècle." A trois ans près, vous repasserez avec votre "capitalisme ascendant" en 1897 ! Vous racontez vraiment n'importe quoi, vous êtes d'une mauvaise foi écoeurante.)

La majorité en France aux dernières élections n'a pas voté, sans parler des non inscrits et des bulletins blancs!

LVOG- (Vous vous faites faussaire maintenant ? La preuve, extrait de ma causerie du 25 octobre 2017 : Alors que 44 millions de Français sont inscrits sur les listes électorales, 86% de ces inscrits ont participé à au moins un des quatre tours (élection présidentielle et élections législatives). (Source : L'Express.fr 19 octobre 2017) Dites, vous allez nous sortir quoi la prochaine fois ?)

Et une nouvelle fois, méthode éclectique, impressionniste d'analyse de la réalité !! Ce ne sont pas les autres classes ouvrières qui viennent manifester à Barcelone contre l'indépendance, mais les militants et sympathisants de Tous les partis, gauche, droite, extrême gauche pour une part et extrême droite avec les franquistes drapeau au vent.

LVOG- (C'est un fait, quoique je ne l'ai pas vérifié, je vous fais confiance pour le coup, "les autres classes ouvrières" (comme s'il y en avait plusieurs en Espagne, passons.) elles n'en ont rien à foutre du référendum catalan, de leur République et de leur indépendance, car en réalité ce référendum n'était pas destiné à instaurer une République, mais bien plutôt à balkaniser l'Espagne.

Mes salutations de suppôt de la réaction.)

[Dossier sur l'Espagne.](#)

A lire.

- Trump et le sécessionnisme, par Thierry Meyssan)

Alors que les néo-conservateurs entendaient réaliser une « révolution mondiale » en exportant leur « démocratie » par la guerre, le président Trump fonde sa politique étrangère sur le respect de la souveraineté des États. Par conséquent, il a interrompu tout soutien US aux séparatismes. Thierry Meyssan rappelle ici les ambiguïtés de la position états-unienne sur les sécessions, puis dégage les points communs des événements au Kenya, en Iraq et en Espagne. Réseau Voltaire 31 octobre 2017

Extrait.

Catalogne : faux sécessionnistes et vrais comploteurs

On imagine que l'indépendantisme catalan s'est forgé dans la résistance au fascisme. C'est faux. Le premier parti indépendantiste catalan, Estat Català, a été fondé en 1922, c'est-à-dire juste avant les dictatures de Miguel Primo de Rivera et de Francisco Franco en Espagne.

On imagine que son fondateur, Francesc Macià (le « grand-père »), entendait créer un État indépendant qui n'avait jamais existé, afin de sauver la région de Barcelone du fascisme. C'est faux. Il souhaitait annexer Andorre, le Sud-Est de la France et une partie de la Sardaigne car, selon lui, la « Catalogne » est opprimée par Andorre, l'Espagne, la France et l'Italie.

On imagine que les indépendantistes catalans sont pacifistes. C'est faux. En 1926, Francesc Macià tenta un coup d'État après avoir enrôlé une centaine de mercenaires italiens et réuni une armée.

On imagine que les indépendantistes catalans sont historiquement de gauche. C'est faux. En 1928, Francesc Macià fonda à La Havane, avec l'aide du dictateur cubain pro-US Gerardo Machado, le Parti séparatiste révolutionnaire de Catalogne.

Les indépendantistes catalans n'ont jamais été soutenus par les États anti-impérialistes, et surtout pas par l'URSS durant la guerre d'Espagne (bien que Francesc Macià soit allé solliciter l'aide de Moscou dès 1924 et ait alors obtenu le soutien de Boukharine et de Zinoviev). Tout au plus Macià a-t-il noué des alliances avec des membres de la Seconde internationale.

Se revendiquant directement de Macià (et non pas de son ancien patron, Jordi Pujol) et donc soutenant implicitement le projet d'annexion d'Andorre, et d'une partie de la France et de l'Italie, Carles Puigdemont n'a jamais cherché à cacher ses soutiens anglo-saxons. Journaliste, il crée un mensuel pour tenir au courant ses sponsors de l'évolution de son combat. Il n'est évidemment pas en catalan, ni en espagnol, mais en anglais : Catalonia Today, dont sa femme la Roumaine Marcela Topor est devenue la rédactrice en chef. Identiquement il anime des associations promouvant l'indépendantisme catalan non pas en Espagne, mais à l'étranger, qu'il fait financer par George Soros [8].

Les indépendantistes catalans, comme leurs homologues luos et kurdes iraqiens, n'ont pas intégré le changement survenu à la Maison-Blanche. S'appuyant sur le Parlement où ils sont majoritaires en sièges, bien qu'ayant obtenu une minorité de voix lors de leur élection, ils ont proclamé l'indépendance à la suite du référendum du 1er octobre 2017. Ils croyaient pouvoir disposer du soutien des États-Unis et par voie de conséquence de celui de l'Union européenne. Mais, le président Trump ne les a pas plus soutenus qu'il ne l'a fait avec les Luos et les Kurdes iraqiens. Et par voie de conséquence, l'Union européenne est restée opposée au nouvel État.

[8] "George Soros financió a la agencia de la paradiplomacia catalana", Quico Sallés, La Vanguardia, 16 de agosto de 2016. Réseau Voltaire

[Comment Trotsky, abordait la question cruciale du nationalisme en Espagne...](#)

- Œuvres - mai 1931 - Léon Trotsky - 17 mai 1931.

Exercice pratique : Cherchez dans ce texte très court les passages qui correspondent à la situation actuelle en Espagne, et ceux qui sont devenus obsolètes ou qui ne seraient pas d'actualité.

Questions tirées de la lecture de ce texte :

- Le "*nationalisme catalan*" est-il en 2017 "*un facteur révolutionnaire progressiste*" ?

- Les "*Catalans*", les "*Basques*" sont-ils plus "*écrasés par la bourgeoisie espagnole*" que les "*autres nationalités*" ?

- Le référendum sur l'indépendance de la Catalogne, donc la séparation de la Catalogne du reste de l'Espagne, la création d'un nouvel Etat, un Etat catalan, est-il compatible avec l'idée que se faisait Trotsky du "*caractère progressiste, révolutionnaire-démocratique de la lutte nationale catalane*", autrement dit selon Trotsky, ce processus devait-il aboutir à l'éclatement de l'Espagne ? Question posée aux trotskystes fossilisés.

La réponse de Trotsky :

- "*Pas un instant l'on ne doit perdre de vue que l'Espagne tout entière et la Catalogne, comme partie constituante de ce pays, sont gouvernées actuellement non point par des nationaux-démocrates catalans, mais par des bourgeois impérialistes espagnols, alliés à de gros propriétaires fonciers, à de vieux bureaucrates et des généraux, avec l'appui des nationaux-socialistes. (...)*

Où est le danger des illusions nationales petites bourgeoises? En ceci qu'elles peuvent diviser le prolétariat d'Espagne en secteurs nationaux. Le danger est très sérieux."

Le mouvement nationaliste basque et l'ETA, dans une moindre celui catalan n'ont fait qu'alimenter ces "*illusions nationales petites bourgeoises*" au cours des décennies précédentes. Accordez une rallonge budgétaire à leur région ou concédez-leur quelques concessions dans la gestion de leur région autonome, et ils feront acte de servilité ou d'allégeance, de repentance envers Madrid, tandis que la condition des travailleurs catalans ou basques demeurera inchangée ou continuera de se dégrader.

Autant la proclamation le 6 octobre 1934 de la République catalane était justifiée (semble-t-il) pour montrer aux travailleurs de toute l'Espagne que la Seconde République instituée en 1931 était une mystification destinée à connaître rapidement un destin tragique pour, d'une part avoir engagé d'importantes réformes sociales et politique sans les mener jusqu'au bout, d'autre part pour avoir fait des concessions à la réaction et surtout ne pas l'avoir désarmée, autant d'éléments qui devaient diviser les rangs des partisans de la révolution espagnole et préparer son renversement par Franco, 83 ans plus tard, il n'y a absolument rien

de comparable en terme "*progressiste*" ou "*révolutionnaire-démocratique*" dans les mouvements nationalistes en Espagne.

Il y a un truc qui m'a échappé, apparemment Trotsky n'a jamais envisagé un référendum ou une République dans une région autrement que dans le cadre de l'Espagne républicaine une et indivisible. J'ai encore un document à lire, on y reviendra si nécessaire.

- La révolution espagnole et les dangers qui la menacent - Léon Trotsky - 28 mai 1931 (11 pages)

Un des aspects méconnus de la crise politique espagnole.

- C'est la corruption qui perpétue le conflit catalan par Carlos Hernández — Arrêt sur Info 31 octobre 2017

Mariano Rajoy a vu validée sa stratégie perverse sur la Catalogne tout au long de cette semaine. Le Premier ministre a dû éclater de rire en constatant que ce qui aurait dû être la nouvelle de l'année (l'implication du PP [1] dans l'affaire Gürtel [2]) a été complètement éclipsée par la crise catalane.

Ce n'en est pas l'unique cause, ne vous hâtez pas de jeter à la corbeille ce modeste article en raison de son titre, mais permettez-moi de poser une simple question, en ces heures tendues, surréalistes et pathétiques, alors que nous sommes sous la menace d'une catastrophe d'une ampleur imprévisible : serions-nous dans cette situation dramatique si le PP et le défunt parti « Convergència i Unió [3] » n'avaient pas été deux formations politiques gangrenées par la corruption? En serions-nous à retenir notre souffle, que nous nous sentions espagnols ou catalans, si Jordi Pujol, Artur Mas, Esperanza Aguirre [4] et Mariano Rajoy n'avaient pas été éclaboussés par de graves accusations de financement irrégulier et même d'enrichissement illicite? Mon impression, qui s'appuie sur les événements de ces dernières années, est ... un « Non ! » catégorique.

Si nous examinons le déroulement du processus, depuis ses origines, nous trouvons les acteurs indépendantistes convaincus, l'ERC, la CUP [5] et différents mouvements citoyens qui, d'une manière ou d'une autre, ont toujours été présents, brandissant fièrement l'estelada [6]. Le dernier élément, celui qui a rompu l'équilibre, a été le défunt parti « Convergència i Unió » : ce parti des affaires et de la bourgeoisie catalane a abandonné du jour au lendemain sa position, certes nationaliste, mais favorable à l'union (avec l'Espagne), au profit du séparatisme. Est-ce vraiment dû au hasard si cette surprenante transformation de la force politique que dirigeait Artur Mas a coïncidé avec le flot des révélations médiatiques et des affaires judiciaires pour corruption dans lesquelles étaient impliqués les dirigeants de Convergència ? L'estelada a d'abord constitué pour Convergència un rempart contre ses ennuis judiciaires; puis, petit à petit, ses dirigeants ont été dépassés par les événements qu'ils avaient eux-mêmes déclenchés et par la pression de leurs compagnons de route.

Les locataires du numéro 13 de la Calle de Génova [7] et de la Moncloa [8] ont sûrement dû sauter de joie quand a surgi ce qu'ils ont eux-mêmes défini comme « le défi souverainiste ». La Catalogne avait déjà rendu service au Parti Populaire quand celui-ci était dans l'opposition, en lui permettant de grappiller des voix à Madrid, en Galice, dans la Région de Murcie, dans les deux Castilles, en Estrémadure et en Andalousie, en « criminalisant » l'Estatut [9] générant ainsi un profond sentiment de catalanophobie. Si Cristobal Montoro [10] a déclaré, en plein milieu de la débâcle économique du gouvernement de Zapatero, « que l'Espagne fasse naufrage, nous la redresserons », Rajoy a dû penser quelque chose d'approchant quand il a décidé d'allumer la flamme dangereuse de la haine entre les communautés. Il est très probable que le chef de l'opposition d'alors avait prévu d'éteindre le feu qu'il avait lui-même allumé une fois arrivé à la Moncloa ; cependant, sa présidence a été dès le début menacée par le tsunami de corruption qui submergeait son parti, depuis les municipalités et les chefs-lieux des régions, jusqu'au siège national du parti, au n° 13 de la Calle de Génova. Dans ce contexte, la menace indépendantiste était l'ennemi idéal dont avait besoin celui qui était maintenant le chef du gouvernement. Il ne leur suffisait déjà plus d'agiter le spectre exsangue de l' ETA pour rallier leurs électeurs, dont certains commençaient à être dégoûtés par les innombrables combines ourdies par des filous et que des juges, des policiers, des journalistes et des citoyens incorruptibles dévoilaient au grand jour. C'était le moment d'agiter frénétiquement le drapeau espagnol, la « rojigualda » (sang et or), pour détourner le regard des Espagnols de ces colonies de grenouilles qui peuplaient le gigantesque marigot qu'était le Parti Populaire.

Telle est la pièce qu'on nous a jouée avec quelques variations au cours des six dernières années, et dont le dernier acte, par hasard ou peut-être pour d'autres circonstances moins accidentelles, menace de mettre en scène une Déclaration Unilatérale d'Indépendance(DUI), l'application de l'Article 155 [11] et le dénouement de la première partie du procès Gürtel. Nous n'aurions pas pu assister à un scénario plus dangereux, mais aussi plus révélateur de la tragédie qu'on nous a contraints à vivre. Pendant que sur la scène Rajoy et Puigdemont poursuivaient leur grotesque et irresponsable guerre des drapeaux, la Procureure Concepción Sabadell se voyait condamnée à faire part de ses conclusions dévastatrices en coulisses. L'efficace procureure de l' Audiencia Nacional [12] ne laissait planer aucun doute : Le Parti Populaire avait bénéficié d'activités criminelles, et l'existence au siège du parti d'une caisse noire, alimentée par des commissions occultes versées par des entrepreneurs en échange de la concession de contrats publics, illégalement accordés par les administrations dirigées... par le Parti Populaire, a été « de manière accablante et constante, pleinement établie » »

Le banc des accusés du procès Gürtel

Il y a seulement un mois, tous les journaux (sans compter les tracts, évidemment), ainsi que les bulletins d'information de la radio et de la télévision (je ne compte pas non plus ce NO-DO [13] est conçu dans les bureaux de la Moncloa et transmis par la télévision espagnole) auraient ouvert leurs éditions en citant les mots de Sabadell Concepción, qui assurait que « Luis El Cabrón » (Lulu l'Enfoiré) n'était autre que Luis Bárcenas [14] et que, selon les notes documentaires parvenues aux dirigeants de la chaîne figuraient les initiales de l'ancien député « populaire » Jesús Merino. Il est évident qu'au fur et à mesure des nouvelles, nous nous serions tous rappelés que les éléments mentionnés dans ce qu'on appelle les « papiers de Bárcenas » - des documents dans lesquels était nommé un certain « M. Rajoy » comme destinataire de milliers d'euros de primes payées avec de l'argent sale- se voyaient corroborés point par point.

S'il avait le moindre doute, et je ne pense pas qu'il y en avait, Mariano Rajoy a vu validée sa stratégie perverse sur la question de la Catalogne tout au long de cette semaine. Le chef du gouvernement a dû éclater de rire en constatant que ce qui devrait être la nouvelle de l'année a été complètement éclipsé par la crise catalane. Dans les bars et les bureaux de Madrid, Séville et Barcelone, les victimes de l'affaire Gürtel, que nous sommes tous, ignoraient que le Ministère Public était en train de les informer que le PP les avait détrossés; entre deux cafés ou entre deux bières, elles préféraient passer leur temps à maudire les radicaux indépendantistes ou les méchants espagnolistes.

Tant que Mariano Rajoy et un PP corrompu jusqu'à l'os resteront au pouvoir, la crise catalane durera à perpétuité ou, tout au moins, jusqu'à ce que surgisse un nouvel ennemi grâce auquel on pourra intimider et exaspérer l'électorat. Il est possible que le Premier ministre ait évité d'affronter politiquement le problème au cours des six années à la Moncloa, par pure négligence, arrogance et paresse ; oui, mais pas seulement. Rien ne protège mieux des papiers de Bárcenas qu'un bon vieux drapeau espagnol. Rien ne détourne plus l'attention du financement irrégulier de son parti que d'unir les citoyens contre un démoniaque ennemi commun armé d'une estelada. J'espère que je me trompe, mais je suis convaincu que ce sont Rajoy et les siens qui tirent les ficelles dans ces heures critiques pour l'avenir de l'Espagne et de la Catalogne, et qu'ils continueront à le faire à l'avenir, comme ils l'ont fait jusqu'à présent, dans le seul but de faire durer un conflit politique qui leur profite politiquement.

Ce n'est que comme cela que s'explique l'attitude qu'a eue le PP alors que Puigdemont demandait jeudi dernier que Madrid fasse un geste, même minime, avant de « s'immoler » personnellement et politiquement en convoquant des élections anticipées ? Dans ces heures critiques, alors que la plus grande prudence et la plus grande sagesse étaient requises de la part des fonctionnaires publics, Albiol et Javier Arenas [15] ont fait des déclarations incendiaires, essayant d'humilier encore plus le président de la Generalitat. Comme par hasard, au même moment, le Ministère public, téléguidé par le ministre Catalá, annonçait son refus de revenir sur la détention provisoire des dirigeants de l'ANC et d'Òmnium [16]. Il semble évident qu'aucun de ces actes n'ait été déterminant pour pousser Puigdemont à retourner -définitivement ou non, nous l'ignorons- sur la voie de la déclaration unilatérale d'indépendance; mais même dans ce cas, nous avons le droit, et même le devoir, de nous poser une question : si le PP se comportait en public de façon aussi irresponsable et inopportune, comment pouvait-il bien se comporter dans les négociations qu'il tenait en privé avec le gouvernement catalan par divers intermédiaires?

Pour ces raisons, aussi stupides que soient les actes de Puigdemont dans les heures à venir, le PSOE fera une grave erreur s'il continue à faire confiance à un chef de gouvernement auquel on ne peut pas se fier. Les faits sont têtus, aujourd'hui comme hier, et ils le seront demain, même si la Moncloa donne l'assaut à TV3 [17] pour en faire un clone de TVE NO-DO. Aussi irresponsables qu'aient été, et demeurent, les dirigeants indépendantistes catalans, les principaux coupables de la situation actuelle, de la perpétuation de ce conflit avec la Catalogne qui peut aboutir à une véritable tragédie ne s'appellent pas seulement Puigdemont, Junqueras, Gabriel, Rajoy ou Rivera. Nous devons rechercher les principaux coupables derrière des noms aussi originaux que Gürtel, Púnica, Lezo, Palau, Nóos, Acuamed, Millet, Palma Arena, Pokémon, Guateque, Pallerols, Brugal, Auditorio, Imelsa, Andratx, Campeón ou Faycan[18]. Les responsables sont les politiciens, les entrepreneurs et les journalistes impliqués dans ces scandales, complices ou seulement complaisants. Les responsables sont aussi ces millions de citoyens qui ont voté pour des partis et des candidats, tout en sachant qu'ils étaient corrompus, parce que, malgré tout ... c'étaient leurs corrompus à eux. Les responsables sont aussi ces partis de gauche qui restent incapables de se mettre d'accord pour expulser «Monsieur X» de la Moncloa. Carlos Hernández de Miguel (Madrid, 1969) est un journaliste et expert en communication espagnol. Il a été chroniqueur parlementaire d'Antena 3 Televisión, correspondant de guerre au Kosovo, en Palestine, en Afghanistan et en Irak. Il a aussi été rédacteur en chef de l'hebdomadaire La Clave, directeur de communication du PSOE et consultant en communication de diverses entreprises. Actuellement il collabore à diverses publications comme eldiario.es, El Mundo et le magazine Viajar (Voyager). En 2015 il a publié Los últimos españoles de Mauthausen [Les derniers Espagnols de Mauthausen] (Ediciones B)

[1] PP : Partido Popular (Parti Populaire), principal parti de la droite espagnole depuis la Transition, auquel appartient Mariano Rajoy. Ses membres et représentants sont souvent appelés les « populares » (populaires).

[2] L'Affaire ou Cas Gürtel désigne une enquête en cours depuis 2007 sur la corruption dans l'attribution des marchés publics, affectant tous les niveaux de l'administration espagnole et impliquant essentiellement des membres du PP.

[3] Convergència i Unió (CIU) est une ancienne fédération de partis centristes catalans (2001-2015) dont deux des présidents, Jordi Pujol et Artur Mas, ont été présidents de la Généralité de Catalogne. Le premier a été au centre de scandales fiscaux en série impliquant sa femme et ses enfants et portant sur plusieurs centaines de millions d'euros. Le second a été condamné en 2017 pour avoir organisé en 2014 une consultation sur l'indépendance catalane qualifiée d' « illégale » par le Tribunal

Constitutionnel de Madrid.

[4] Esperanza Aguirre : ex-ministre, ex-présidente du Sénat, ex présidente de la Communauté de Madrid, impliquée dans une autre affaire de corruption, elle a dû démissionner de ses autres mandats politiques et électifs.

[5] ERC : Esquerra Republicana de Catalunya (Gauche républicaine de Catalogne), et CUP : Candidatura d'Unitat Popular (Candidature d'unité populaire) sont deux partis de la gauche indépendantiste catalane, le premier social-démocrate, le second « radical ».

[6] L'Estelada (L'étoilée) est le drapeau catalan aux bandes jaunes et rouges. Elle est ainsi nommée pour l'étoile qui figure dans un triangle sur la gauche du drapeau (étoile blanche sur fond bleu dans sa version « droitiste », rouge sur fond jaune dans sa version « gauchiste »).

[7] Calle de Génova 13 : adresse du siège madrilène du Parti Populaire depuis 1983, connue comme « Génova 13 ».

[8] Palais de la Moncloa : résidence officielle de président du gouvernement espagnol (actuellement M.Rajoy) à Madrid.

[9] Estatut : le Statut d'autonomie de la Catalogne de 2006.

[10] Cristobal Montoro : économiste, membre du PP, ministre de l'Économie d'Aznar de 2000 à 2004 et de Rajoy depuis 2011.

[11] Article 155 de la Constitution espagnole de 1978 : « 1. Si une Communauté autonome ne remplit pas les obligations que la Constitution ou les autres lois lui imposent ou agit de façon à porter gravement atteinte à l'intérêt général de l'Espagne, le gouvernement, après avoir préalablement mis en demeure le président de la communauté autonome et si cette mise en demeure n'aboutit pas, pourra, avec l'approbation de la majorité absolue des membres du Sénat, prendre les mesures nécessaires pour la contraindre à respecter ces obligations ou pour protéger l'intérêt général mentionné. 2. Pour mener à bien les mesures prévues au paragraphe précédent, le gouvernement pourra donner des instructions à toutes les autorités des communautés autonomes. »

[12] Audiencia Nacional : Tribunal ayant juridiction sur l'ensemble de l'État espagnol, siégeant à Madrid, chargé de juger les affaires les plus graves (terrorisme, etc.)

[13] Les NO-DO : Acronyme de Noticiarios y Documentales (Actualités et documentaires) étaient des courts-métrages diffusés obligatoirement dans les cinémas espagnols sous la dictature franquiste dans une but de propagande pour le régime.

[14] Luis Bárcenas : trésorier du PP, inculpé dans l'affaire Gürtel en 2009, incarcéré en 2013, libéré contre caution de 200 000 € en 2015.

[15] Xavier García Albiol : président du Parti populaire de Badalona depuis 1990, maire de sa ville natale entre 2011 et 2015. Candidat à la présidence de la Généralité de Catalogne lors des élections régionales de septembre 2015. Javier Arenas: chef de file du PP en Andalousie

[16] Assemblea Nacional Catalana et Òmnium Cultural : deux organisations indépendantistes catalanes.

[17] TV3 est une chaîne de télévision publique catalane. Son audience a augmenté de 40 % depuis le 1er octobre 2017.

[18] Gürtel, Púnica, etc. sont quelques uns des scandales de corruption dans lesquelles le PP est impliqué.

Ils osent tout. Sionisme et impérialisme.

- Un siècle plus tard, la déclaration Balfour divise toujours Israéliens et Palestiniens - AFP

La déclaration Balfour, qui aura cent ans jeudi, est saluée par Israël comme ayant contribué à la fondation du pays mais critiquée par les Palestiniens comme une étape majeure de la "catastrophe" qui les a privés de leurs terres.

Le 2 novembre 1917, le ministre britannique des Affaires étrangères Arthur Balfour indique que Londres considère "favorablement l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif".

Cette phrase de 67 mots est alors la manifestation de soutien la plus forte d'une grande puissance aux objectifs du mouvement sioniste: le retour des Juifs sur la terre leurs ancêtres.

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu commémorera cet anniversaire à Londres, où il participera à un dîner avec son homologue britannique Theresa May.

Mme May a dit qu'elle marquerait cette date avec "fierté", malgré les critiques qui s'élèvent en Grande-Bretagne autour de cette commémoration en raison des 50 ans d'occupation israélienne de la Cisjordanie.

Lors de la guerre entourant la création d'Israël, 750.000 Palestiniens ont été expulsés ou ont fui leurs foyers.

Deux décennies plus tard, pendant la guerre des Six-Jours (1967), Israël a notamment pris la Cisjordanie, qu'il occupe toujours, et Jérusalem-Est, qu'il occupe et a annexée mais que les Palestiniens revendiquent comme capitale de leur futur Etat.

Theresa May s'est fait l'écho de ces inquiétudes. "Nous sommes fiers du rôle que nous avons joué dans la création de l'Etat d'Israël", a récemment déclaré la Première ministre britannique... AFP 31 octobre 2017

- Israël, Australie et Nouvelle-Zélande marquent le centenaire de la "charge" de Beer-Sheva - AFP

Dirigeants israéliens, australiens et néo-zélandais ont marqué mardi le centenaire d'une charge de cavalerie connue sous le nom de "bataille de Beer-Sheva", un tournant de la Grande guerre qui a précipité la chute de l'empire Ottoman au Proche-Orient, et préfiguré la naissance de l'Etat d'Israël.

"Il y a exactement 100 ans, les valeureux soldats du corps d'armée australien et néo-zélandais (Anzac) ont libéré Beer-Sheva pour les fils et les filles d'Abraham, et (...) permis au peuple juif de faire son retour dans l'Histoire", a proclamé le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, en présence de son homologue australien Malcolm Turnbull et de la gouverneure générale de Nouvelle-Zélande, Patricia Reddy.

Cette bataille, qui a contribué à mettre fin à la domination ottomane dans la région, "est devenue partie intégrante de notre histoire, de notre conscience" collective, a pour sa part déclaré l'Australien Malcolm Turnbull.

Cette victoire, et l'avancée des troupes britanniques en Palestine, "n'a pas créé l'Etat d'Israël mais a rendu son existence possible". Dans le cas contraire, "la Déclaration Balfour n'aurait été que des mots creux", a-t-il relevé. AFP 31 octobre 2017

[Coucou, le "père Noël" est arrivé. Devinez pour qui ?](#)

- Hausse des salaires en cabinets ministériels- [lexpress.fr](#)

"La rémunération moyenne brute (primes comprises) des 232 membres des cabinets ministériels s'élève à 9186 euros mensuels soit +20,5% par rapport au gouvernement Valls", a constaté ce mardi l'ancien parlementaire socialiste René Dosière, s'appuyant sur un document annexé au projet de budget pour 2018 et publié par Bercy. [lexpress.fr](#) 31.10

- 120 millions d'impôts en moins sur les stock-options : le nouveau cadeau aux riches de Macron ? - [francais.rt.com](#)

Un amendement inattendu de la majorité, dans le cadre du projet de loi de finances de la sécurité sociale, a fait passer le 20 octobre de 30% à 20% les prélèvements sur les stock-options et autres actions gratuites. La somme équivaut à environ 120 millions d'euros de pertes de recettes, destinées originellement à la sécurité sociale.

L'amendement 646 a aussitôt été approuvé par le rapporteur général de La République en marche (LREM) et par la ministre de la Santé Agnès Buzyn. D'ordinaire, l'examen des amendements se fait en commission avant leur discussion en séance plénière. Mais le 646 n'a pas eu besoin de passer en commission.

L'abaissement de la fiscalité sur les stock-options «coûtera de l'ordre de 100 millions d'euros aux finances publiques... il vient après la suppression de la 4e tranche de la taxe sur les salaires qui profite essentiellement aux grands groupes et qui coûte 120 millions d'euros aux finances de l'Etat», écrit la députée Valérie Rabaud. Elle ajoute que «les entreprises concernées sont déjà celles qui pour la plupart bénéficient de la suppression de la 4e tranche de la taxe sur les salaires... ce qui représente déjà un gain pour elles de 120 millions d'euros». [francais.rt.com](#) 31 oct. 2017

[Ils osent tout](#)

- Loi antiterroriste : Macron assure que les libertés ne seront pas bafouées - [Franceinfo](#)

- Gay Games : après Paris en 2018, Hongkong organisera les jeux 2022 - Liberation.fr

- Prisons: Macron veut créer une Agence des travaux d'intérêt général - AFP

Travaux forcés ou S. T. O., leur société ressemble de plus en plus à un camp de concentration, avec les Gay Game en prime, quel bonheur !

INFOS EN BREF

ECONOMIE

Russie-Chine

- La Russie et la Chine renforcent leur coopération monétaire contre le dollar - francais.rt.com

«En ce moment, les autorités financières des deux pays [la Chine et la Russie] travaillent à la prolongation pour trois ans de l'accord bilatéral d'échange de devises», a déclaré le 31 octobre Sergueï Prikhodko, vice-Premier ministre de la Fédération de Russie, au moment où le Premier ministre Dmitri Medvedev s'envolait pour une visite officielle de deux jours en Chine.

En 2014, la Russie et la Chine avaient conclu un premier accord d'échange de devises pour une durée de trois ans et pour un montant équivalent à 25 milliards de dollars (21,5 milliards d'euros). Cette opération qui revient à créer une chambre de compensation yuan/rouble, permet aux deux pays de libeller les montants de leurs échanges de biens et services en monnaies nationales, rouble et yuan, sans passer par le dollar ou l'euro. Selon les informations données par Sergueï Prikhodko, la part des échanges commerciaux de la Russie libellée en roubles augmente de manière continue. Ainsi, de 2016 à 2017, elle serait passée de 13% à 16% pour les importations, et de 16% à 18% pour les exportations.

Des échanges commerciaux en hausse et passant de moins en moins par le dollar.

La Chine et la Russie, dont les échanges économiques croissent à un rythme soutenu, cherchent à multiplier les initiatives pour faciliter les paiements en rouble et en yuan dans l'espace eurasiatique. Ainsi, selon le vice-Premier ministre russe, plusieurs banques russes ont déjà rejoint le China International Payment System (CIPS), un système de paiement interbancaire international en yuan garanti par la Banque populaire de Chine, (la banque centrale chinoise). Par ailleurs les deux systèmes nationaux de paiement par cartes bancaires russe NSPK et chinois Union Pay, se sont rapprochés pour permettre le paiement d'achats en Russie avec des cartes bancaires chinoises.

En 2016 les échanges commerciaux entre la Chine et la Russie ont atteint l'équivalent d'environ 70 milliards de dollars. Mais les deux pays se sont fixés pour but de porter ces échanges à 80 milliards dès 2018 et 200 milliards d'ici 2020. Cité par le portail web chinois en plusieurs langues le Quotidien du peuple, le premier vice-Premier ministre russe, Igor Chouvalov, a laissé entendre que ce résultat pourrait être atteint en intégrant l'initiative chinoise de développement stratégique Une ceinture, Une route avec l'Union économique eurasiatique (UEE). francais.rt.com 31 oct. 2017

[Haut de page ↗](#)

Le 3 novembre 2017

CAUSERIE

● [Causerie au format pdf \(12 pages\)](#)

[Avertissement. Le blog Les-crises.fr manipule ses lecteurs et ne supporte pas qu'on le démasque.](#)

Un internaute écrit le 2 novembre :

- "Je me demande ce qu'on cherche ici. Kadhafi était, et Assad est toujours, au moins aussi "dictateur" qu'Al Sissi, les trois étant avant tout ennemis des Frères Musulmans. Il me semble que les deux premiers ont été plutôt soutenus ici. On parle de "deux

poids deux mesures" ?

Ou alors, absolument tout est jugé à l'aune de l'hystérie de diabolisation des USA (que je n'angélise pas) : tout régime qui les combat est bon quoi qu'il fasse par ailleurs, et tout régime qui ne les combat pas est mauvais quoi qu'il fasse par ailleurs."

Un sbire de ce blog lui répond :

- "Ici, on ne cherche rien, on a déjà trouvé.

Tout simplement, le régime du Sissi est illégitime, tyrannique et criminel, comme le sont ceux qui l'ont mis en place, financé, armé et soutenu inconditionnellement en tout jusqu'à présent. Voilà la réalité toute crue."

Parce que les Frères Musulmans ne sont pas "financés, armés et soutenus inconditionnellement en tout jusqu'à présent" par "ceux qui les (avaient) mis en place" en Tunisie, en Egypte, en Syrie, ah non, ça a foiré, quel dommage ! Au côté d'Al-Qaïda ils ont quand même détruit une bonne partie de la Syrie, vous devrez vous en contenter en guise de compensation.

Bien pourri ce blog, n'est-ce pas ? Un modèle de démocratie cet "espace d'autodéfense intellectuelle" comme il se définit.

Sur absolument tous les sujets il tient un double discours, sauf un, il ne supporte pas qu'on remette en cause l'existence du capitalisme... et la version officielle du 11/9 ! Il n'a jamais soutenu Kadhafi ou Assad. Il a publié un tas d'articles où leurs auteurs se livraient au même exercice.

Morsi et les Frères musulmans, c'est la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la Suisse et la Turquie, le Qatar, et le Parti démocrate d'Obama et Clinton, ainsi que le clan républicain de Mc Cain.

Sissi, c'est l'Arabie saoudite, le clan de l'oligarchie et des républicains qui soutiennent Trump.

Quant à la France, elle a soutenu Morsi quand il était au pouvoir ainsi qu'Obama, et elle soutient maintenant Sissi depuis que Trump est au pouvoir. Normal, puisqu'elle réagit en vassal du clan de l'oligarchie anglo-saxonne qui est au pouvoir ou qui est le plus puissant !

La situation mondiale est particulièrement complexe de nos jours, beaucoup plus qu'autrefois, outre le chaos qui y règne dans un grand nombre de pays, il faut ajouter la désinformation orchestrée par l'ensemble des médias, dont ceux dits alternatifs qui corrigent rarement leurs erreurs, une exception à ma connaissance, le Réseau Voltaire, et n'attendez pas que nos dirigeants (ou de vieux militants) en fassent autant.

[Dossier sur l'Espagne.](#)

La République : résolument oui ! L'indépendance : résolument non !

La Seconde Guerre mondiale impérialiste fut la réponse politique de l'oligarchie financière à la crise qui frappait le capitalisme et à la montée en puissance du mouvement ouvrier international. Elle ne mit pas un terme aux contradictions des lois de fonctionnement du capitalisme, et elle ne parvint pas à entamer la détermination du prolétariat mondial à lutter pour l'amélioration de sa condition ou pour le socialisme.

Bref, cet acte de barbarie ne permit ni de mettre fin à la crise du capitalisme ni de neutraliser la lutte de classe du prolétariat. Il lui permit juste de temporiser, de gagner du tout avant l'explosion de prochaines crises, qui allaient se produire dans un intervalle de plus en plus rapproché, toujours plus profondes et étendues au point de prendre un caractère permanent quelques décennies plus tard.

L'état de crise permanente du capitalisme allait devenir le facteur déterminant l'orientation de la stratégie politique que les sommets de l'oligarchie anglo-saxonne allait adopter et imposer au reste du monde. La Seconde Guerre mondiale impérialiste préfigurait ou était le signe avant-coureur de l'entrée en crise permanente du capitalisme, tout en sachant que dans le futur ils ne pourraient plus recourir à cet expédient pour y faire face. Il leur faudrait employer d'autres moyens à la fois sur le plan économique et politique.

Sur le plan économique ils avaient pratiquement les mains libres, puisque personne ne pouvait ou n'oserait contester leur pouvoir dans ce domaine. Constatant que les vieilles recettes étaient devenues obsolètes ou sans effet, en passant par différentes étapes avec le concours du législateur, ils allaient doter l'économie d'instruments financiers occultes ou de type mafieux, qui leur permettraient d'accroître leur pouvoir et leur fortune dans des proportions gigantesques ou pratiquement illimitées, de sorte qu'ils pourraient manipuler, instrumentaliser, contrôler les crises à venir du capitalisme sans que le pouvoir politique ou aucun Etat ne puisse s'y opposer, bref, ils allaient se donner les moyens de devenir enfin les maîtres incontestés du monde, et ils y sont

en grande partie parvenue.

Sur le plan politique ils allaient avoir pratiquement les mains libres également, grâce au concours de la social-démocratie dégénérée et du stalinisme qui avaient littéralement pourri le mouvement ouvrier, tandis que le prolétariat était incapable de se doter d'une nouvelle direction révolutionnaire. Cela allait leur permettre de passer le moment venu à l'offensive contre les acquis sociaux et politique de la classe ouvrière à l'échelle mondiale. Aux institutions financières internationales qu'ils allaient créer pour soumettre l'ensemble des Etats à leur politique économiques ou leurs propres besoins, l'oligarchie allait créer leur pendant politique en mettant en place une multitude d'institutions politiques internationales ou continentales, supranationales, non élues et sans aucune légitimité populaire, qui allaient être chargées de se substituer aux Parlements nationaux à l'aide de traités qu'ils allaient tous signer, de sorte que les peuples allaient être spoliés de leurs droits politiques (mais pas totalement, on verra cela plus loin). Cette étape étant franchie ou cet objectif étant atteint, plus rien ne devait faire obstacle à l'adoption par tous les Etats de la stratégie économique élaborée par l'oligarchie et ses idéologues néolibéraux.

Sur le plan militaire, leur intégration à l'OTAN sous commandement américain ne sera qu'une simple formalité.

Voilà en gros les grandes lignes de l'orientation du capitalisme tel qu'on a pu l'observer depuis le milieu des années 40. Je ne suis pas entré dans les détails ou je n'ai pas fourni d'autres références historiques qui nous auraient distrait de l'essentiel. Mais vous pouvez vérifier que tous les événements importants qui se sont produits dans le monde ainsi que leur enchaînement confirme ce constat ou s'y intègrent parfaitement, ce qui ne signifie pas pour autant que l'oligarchie aurait atteint tous les objectifs qu'elle s'était fixé ou que sa stratégie ne comportait pas des lacunes, des faiblesses, des failles, dont une déterminante que nous allons aborder maintenant rapidement.

Ils ont eu beau créer une multitude d'institutions financières ou politiques internationales ou continentales, y intégrer les Etats en adoptant de nombreux traités pour spolier la classe ouvrière de ses droits politiques, il n'en demeure pas moins qu'ils n'ont pas pu aller au-delà, ils n'ont pas pu éliminer par une signature adossée au bas d'un traité les origines ou le développement multiséculaires de chaque peuple, leur histoire politique, leur culture, leur langue ou leurs particularités, etc. de sorte que tous les Etats continuent d'exister avec leur Constitution et leurs institutions nationales (élues au suffrage universelle), leur Premier ministre et leur gouvernement respectif responsable devant leur peuple, et bien que ces Etats soient devenus les vassaux d'institutions supranationales, ils demeurent aussi ou si ce n'est plus vulnérables que par le passé, car ils peuvent être renversés par un mouvement révolutionnaire qui romprait avec ces institutions supranationales, avec le capitalisme en instaurant une République sociale.

On aura compris que l'ensemble de la situation telle qu'elle ressort de l'évolution du capitalisme ou de l'orientation économique et politique impulsée par l'oligarchie particulièrement au cours des 4 ou 5 dernière décennies s'oppose frontalement à tout progrès social significatif, collectif, est incompatible avec l'expression même limitée de la démocratie, interdit toute remise en cause de l'ordre établi, les peuples exploités et opprimés doivent s'y soumettre impérativement ou être réprimés féroceement en cas de rébellion ou de soulèvement.

On aura compris que la tactique du mouvement ouvrier doit être subordonnée au combat politique pour l'abolition de la Constitution et le renversement des institutions nationales dans chaque pays de l'UE (et ailleurs), et que les masses exploitées qui constituent chaque nation doivent impérativement être unies pour affronter et vaincre leur ennemi, et malheur à celles qui seraient divisées face à un ennemi qui fait preuve d'une détermination, d'une solidarité ou d'une fraternité sans faille pour terrasser par tous les moyens à sa disposition le prolétariat révolutionnaire.

Si les travailleurs de toute l'Espagne se saisissent de la question de la République avancée par le prolétariat catalans comme un levier pour axer leur combat contre la Constitution et les institutions nationales espagnoles pour les abattre, nous devons les soutenir inconditionnellement en leur proposant d'aller plus loin, et d'instaurer une République sociale sur les débris de la monarchie parlementaire et du franquisme, à eux ensuite d'en déterminer la forme la plus appropriée dans le respect des aspirations de tous les peuples qui composent l'Espagne.

Réponse d'un "**ignare**" à deux courriels.

Le militant, qui m'a envoyé les deux courriels que j'ai reproduits avant-hier et auxquels j'ai répondu, a récidivé dans deux courriels, où il a fait preuve du même dogmatisme aveugle. Je vous en ferai grâce et je n'y répondrai pas.

Le premier était intitulé "**Ignardise**", le second était constitué de sélections de citations de Lénine et Trotsky uniquement destinées à justifier sa position en faveur de l'indépendance de la Catalogne donc de l'éclatement de l'Espagne en une multitude de micro-Etats...

Une multitude de fois dans mes causeries depuis 9 ans j'ai mis en garde les lecteurs contre ceux qui à court d'arguments ou de légitimité emploient de manière intempestive et détournée des citations des marxistes à seul fin de justifier leurs positions politique ou leur opportunisme.

A les entendre, les marxistes auraient partagé toutes les positions qu'ils ont adoptées hier ou aujourd'hui, ne prétendent-ils pas en être les héritiers (autoproclamés), ce qui, si c'était vraiment le cas, ne serait pas très flatteur pour Marx, Engels, Lénine et Trotsky, au regard du bilan politique de leurs disciples qui avoisine le néant. Or non seulement c'est complètement absurde du fait que le contexte politique a évolué depuis, ainsi que la société, le capitalisme, etc. de sorte que nous nous retrouvons souvent confrontés à des situations ou questions totalement inédites auxquelles autrefois les marxistes n'ont pas pu apporter de réponses politiques.

Que cela ne tiennent, à coup de citations tronquées minutieusement sélectionnées pour l'occasion, ils réussiraient à leur faire dire ce qu'ils n'ont jamais dit. Si au moins ils partaient des faits et se contentaient de comparer ce qui est comparable, on pourrait admettre qu'ils fassent un usage circonscrit de certains passages des oeuvres des marxistes, mais ce n'est pas le cas ici, car c'est précisément dès qu'on tente d'aborder avec eux les faits qu'ils se dérobent derrière des citations ou des principes ou encore ils évoquent autres choses, comme si dans la situation il y avait justement des éléments qui contredisaient leur position ou leur théorie qu'ils substituent à la réalité. On aura l'occasion d'en reparler très prochainement lorsque cette mystification que constituait cette déclaration de l'indépendance de la Catalogne se sera volatilisée.

J'en profite pour préciser qu'il ne faut pas confondre le mot d'ordre de République valable pour toute l'Espagne, avec celui d'indépendance qui signifie la dislocation de l'Espagne. Nous sommes résolument pour l'établissement d'une République en Espagne, et farouchement contre l'indépendance ou la création de nouveaux Etats correspondant aux territoires de ses régions.

Nos dirigeants n'ont décidément absolument rien appris des développements des dernières décennies. Hormis inculquer des illusions dans la tête des militants, ils n'ont aucune stratégie.

L'adoption par le Conseil européen en 2007 du Traité de Lisbonne se substituant au Traité établissant une Constitution pour l'Europe (TCE) rejeté par référendum en France et au Pays-Bas en 2005, avait déjà démontré qu'il serait impossible de rompre avec l'Union européenne et d'appliquer une politique conforme aux besoins des travailleurs sans abolir au préalable la Constitution et les institutions nationales dans chaque pays, sans renverser l'Etat des capitalistes, tâche que seul le prolétariat révolutionnaire peut accomplir à la tête de l'ensemble des exploités. Puis 10 ans plus tard, l'expérience grecque l'a à nouveau prouvé après le référendum de 2015. Un an plus tard, le référendum sur le maintien ou non au sein de l'UE de la Grande-Bretagne l'a confirmé, la farce du "Brexit" ayant été planifiée par Cameron quelques années plus tôt lors d'une réunion... au Pentagone aux Etats-Unis, le pendant militaire de la Fed. Et ne voilà-t-il pas qu'un an plus tard, en 2017, on nous refait le même coup en Espagne avec la Catalogne, et quand on dit stop, stop trop c'est trop, on nous caractérise de petit bourgeois, de traître, de réactionnaire, d'opportuniste, c'est renversant, n'est-ce pas ?

Puisque l'auteur de ces courriels est un sympathisant ou un militant du POID, je le renvoie à la perspicacité, à la profondeur d'analyse de son principal dirigeant, Daniel Gluckstein, qui titrait son éditorial du 16 mai 2017 "*Quand un régime s'effondre...*", en France. Depuis, se serait-il effondré, évidemment non et vous pouvez encore attendre longtemps, lui et ses amis tenaient déjà exactement le même discours il y a un demi-siècle en arrière, avec de tels prophètes on va aller loin !

Ce que nous disons, c'est que la monarchie parlementaire espagnole fonctionne comme une République bourgeoise dite démocratique, les députés au Cortes, les maires, les députés des Assemblées régionales sont élus au suffrage universel, le Premier ministre est désigné (par le roi) parmi le groupe parlementaire qui détient la majorité, et c'est lui qui désigne les ministres de son gouvernement, et les lois s'appliquent à tous les citoyens espagnols, exactement comme en France ou dans la totalité des pays de l'UE et bien d'autres pays dans le monde. Ce courant politique et d'autres le nient ou n'en parlent pas, ce qui est pire encore.

Partant de là, des faits, on est en droit de se poser les questions suivantes : Pour les travailleurs espagnols existe-t-il une différence entre ce régime et la République que les indépendantistes catalans viennent d'adopter ? Aucune pour l'essentiel. Alors pourquoi devrait-il se saisir de cette question ? S'en saisissent-ils ? Apparemment pas. Ne serait-ce pas plutôt les détourner du combat politique pour une République sociale qui abolirait la Constitution et les institutions espagnoles, qui romprait avec l'UE, qui s'attaquerait aux fondements du capitalisme pour satisfaire leurs besoins sociaux, de la révolution socialiste ? Cela ne préfigure-t-il pas une prochaine offensive du gouvernement contre les travailleurs ? Cela ne vient-il pas à point nommé pour détourner l'attention du peuple espagnol des affaires de corruption dans lesquelles le parti de Rajoy est embourbé, mais aussi certains dirigeants indépendantistes ?

Sans parti, sans programme, sans plan établi, sans direction, vous attendez quoi du processus engagé en Catalogne ? La seule question qui se pose à l'avant-garde ne serait-elle pas "celle de la conquête des masses", au lieu de marcher dans les combines pourries de la petite bourgeoisie réactionnaire catalane qui risquent de se terminer pour le prolétariat catalan par un bain de sang pire que les "journées" de juillet en 1917 en Russie ou celles de juin 1848 en France ?

En guise d'épilogue.

J'ai continué de lire quotidiennement ce que les uns et les autres ont écrit ses dernières semaines sur ce sujet, ils sont pratiquement tous alignés sur la même position favorable au démantèlement de l'Espagne, cela doit bien les faire marrer à Bruxelles.

Ils sortent tous les mêmes citations de Trotsky qui datent de près d'un siècle pour justifier leur position. J'ai cherché dans leurs documents (principalement ceux disponibles sur Internet) des éléments, des données chiffrées et détaillées, des faits précis qui permettraient d'étayer davantage ma position, en vain, chaque fois ils ne s'y attardent pas ou ils les citent en passant, donc ils sont inutilisables, donc je n'y fais pas référence, je ne vais tout de même pas les imiter.

Je n'ai pas réussi à savoir précisément à quel niveau se situait la mobilisation de la classe ouvrière dans le reste de l'Espagne que certains ont évoquée, à les entendre les masses de toute l'Espagne seraient devenues révolutionnaires, mais qui peut les croire sur parole en l'absence de données chiffrées, vérifiables, incontestables, certainement pas moi ou plus moi.

Ce n'est pas la politique, l'ethnologie ou l'anthropologie qu'il faut avoir étudiées pour comprendre ce que ces gens-là ont dans le crâne, mais l'archéologie ou la géologie !

Donnons la parole à une Espagnole vivant en Catalogne

- Ma vie en Catalogne, comment l'indignation a remplacé l'illusion par Laura Quijano (économiste)

Il y a 5 ans, la Catalogne m'était apparue comme un lieu propice à l'installation de notre couple. Lui, originaire de Majorque, avait déjà vécu dans six régions autonomes au cours de sa vie, dont de nombreuses années à Barcelone où ses parents s'étaient installés il y a plus de 30 ans. Née à Madrid, j'étais quant à moi peu attachée aux identités régionales ou nationales du fait de mon travail dans des milieux internationaux et des années que j'avais passées à l'étranger. C'est ici que nous avons fondé notre famille, ici que nos deux filles sont nées et ont passé toute leur vie.

Mon mari et moi avons commencé notre étape catalane dans l'enthousiasme: je m'étais inscrite à un cours de catalan, puis nous étions partis à la découverte des moindres recoins, traditions et coutumes du lieu où nous avons choisi de vivre. Nous voulions nous intégrer, et non pas vivre ghettoïsés entre hispanophones. Pour nous, les drapeaux indépendantistes qui peu à peu fleurissaient aux balcons avaient quelque chose d'exotique.

Nous considérons le nationalisme catalan comme une gageure indépendantiste, car ses partisans disaient clairement que c'était le moyen d'obtenir des avancées économiques, sans que l'objectif soit véritablement d'aller jusqu'à l'indépendance. Mais ensuite sont arrivées les premières surprises, puis la stupéfaction et, enfin, une grande déception.

Notre première surprise a eu lieu au moment de trouver une école pour mes filles. Après en avoir visité au moins onze, entre écoles publiques et écoles sous contrat avec l'État, j'ai pu constater que la plupart se disaient sans rougir "catalanistes", et ce dès la première réunion d'information. Je ne m'imagine vraiment pas une école publique à Madrid se déclarer "espagnoliste". J'ai aussi remarqué que sur les murs, seules des cartes de la Catalogne étaient affichées; je n'ai vu aucune carte d'Espagne ou d'Europe. Enfin, j'ai constaté que, dans la plupart des écoles, on commençait par l'apprentissage de l'anglais avant celui de l'espagnol, auquel deux heures de cours par semaine étaient consacrées en école primaire.

Autre surprise, juste avant le vote sur l'avenir politique de la Catalogne, en 2014, des activistes de l'Assemblée nationale catalane (ANC) ont sonné à ma porte dans le cadre d'une "enquête" sur l'indépendance. La première question était la suivante: "Lorsque la Catalogne sera indépendante, nous disposerons de 16 milliards supplémentaires à dépenser. À quoi souhaitez-vous que ces fonds soient attribués?" Toutes les questions suivaient le même schéma: une affirmation à visée de propagande dont la véracité n'est à aucun moment mise en doute, suivie d'une question piège.

Surprise encore: chaque week-end, plusieurs événements indépendantistes ont commencé à être organisés. Des courses à pied grand public, des paëllas, des sardanes, des foires. On monopolisait et on politisait l'espace public en faveur de la cause. On distribuait des ballons et des tracts, dans une campagne électorale permanente. J'ai dû refuser que des membres de l'ANC approchent mes filles pour leur donner des ballons. Et tout cela était considéré comme moderne et révolutionnaire.

Puis, lorsque ma fille de 4 ans m'a demandé pourquoi les autres enfants étaient Catalans et pas elle, ce fut la stupéfaction. D'où une petite fille pouvait-elle sortir une telle idée, elle qui suppose que chaque ville est un pays, qui ne fait pas la différence entre le concept de quartier, de région ou de pays, et dont l'identité n'est pas fermement établie? Selon quel critère peut-on affirmer que ma fille, qui a vécu uniquement en Catalogne depuis sa naissance, est ou n'est pas Catalane? Je préfère croire que ce n'est pas un professeur qui lui a mis cette idée en tête, mais plutôt un enfant innocent qui aurait dit cela en voyant qu'elle préférerait parler espagnol. Il n'empêche que ce symptôme est révélateur de l'obsession identitaire, présente dans tous les pans de la société.

Le 29 octobre, la stupeur s'est abattue lorsque nous avons reçu, par le groupe WhatsApp de l'école de mes filles, une invitation à un week-end de ce type sous couvert de "fête familiale et conviviale" dans l'enceinte de l'école. J'ai été sidérée lorsque j'ai protesté, non en raison de l'objet de la "fête", mais en raison de la manipulation qui faisait passer cela pour un événement familial et amical. En guise de réponse je n'ai reçu que des reproches, car l'information était soi-disant objective, et destinée aux personnes potentiellement intéressées.

L'incrédulité s'est installée lorsque des personnes de mon milieu, par ailleurs absolument privilégié au vu de la réalité espagnole (je vis dans la deuxième ville où le revenu par habitant est le plus élevé d'Espagne), qui ont un travail et des revenus décentes et qui ont voyagé et bénéficié de bonnes opportunités, ont commencé à se dire "opprimées par l'État". Lorsque je vois de jeunes employés de mon entreprise, qui viennent travailler en grosse voiture, qui ont étudié intégralement en catalan, qui ont voyagé en Europe avec leur passeport espagnol, qui ont pu s'affilier à des associations de tous bords et manifester dans les rues autant qu'ils le voulaient, tout cela dans une Catalogne faisant partie de l'Espagne, se déclarer "opprimés", je ne peux qu'en rire.

Mon incrédulité s'est encore renforcée à la lecture de leurs appels à l'aide désespérés sur Facebook, adressés à leurs amis d'autres pays, en raison des "abus de l'État espagnol". Tous ont voté le 1er octobre, aucun d'entre eux n'a été molesté; au contraire, ils ont été applaudis et n'ont pas manqué de prendre tous les selfies possibles, à partager sur les réseaux sociaux.

Stupéfaction encore lorsque la mère d'une élève qui me contait les bienfaits, la liberté et la joie d'avoir grandi dans une Catalogne faisant partie de l'Espagne n'hésitait pas à dire que, dans ce même contexte, elle lutterait pour l'indépendance et la "liberté du pays". À la question de savoir à quoi correspondait cette liberté à conquérir, elle m'a expliqué que cela consistait à "faire uniquement ce que nous nous voulons". Pour moi, la liberté d'un pays se mesure à l'aune de la somme des libertés des individus qui la composent, et je ne sais pas à qui correspond ce "nous", dans la mesure où, s'il existe une réalité qui se subroge à celle des individus, elle aurait justement pour conséquence de faire perdre leur liberté à nombre d'entre eux.

Finalement, l'indignation l'a emporté lorsque j'ai vu la résurrection de Franco sur papier glacé et sur des affiches de propagande, dans les discours politiques et citoyens. L'indignation, lorsqu'une collègue de travail m'a accusée pour la première fois d'être complice du franquisme. Ce qu'il ne faut pas entendre! À ma naissance, Franco était déjà mort. Comme beaucoup, je suis fille de parents qui ont lutté pour sortir de la dictature et nous offrir la liberté qu'ils n'avaient pas eue. Je ne comprends pas comment on peut rester franquiste après la mort de Franco, et jamais Franco n'a fait partie de nos discussions ou alternatives politiques, ni moi ni mes connaissances du Partido Popular. Jusqu'à mon arrivée en Catalogne, où soudain on m'a collé cette étiquette, pourtant diamétralement opposée à mes convictions...

On entend dire que l'Espagne a abandonné la Catalogne et de nombreux indépendantistes disent "qu'on les a perdus". Moi aussi, je me sens déçue et abandonnée par cette Catalogne des mensonges et des rêves irrationnels et impossibles, celle qui me pousse aujourd'hui à remettre en question le fait qu'il fasse bon y vivre, comme je le croyais il y a cinq ans. Cette Catalogne "m'a perdue", elle aussi, mais je ne m'en irai pas; je resterai, aux côtés de ceux qui ne veulent pas voir leur terre convertie en un pays au bord de la faillite morale et économique. Je resterai, tout en sachant qu'il nous faudra lutter pour défendre nos droits et contrecarrer un discours trompeur et bien huilé. Pour que mes filles puissent grandir ici, dans un pays libre. Fin

Bref, une "oppression" en remplace une autre...

C'est marrant, plus les jours passent et moins je me sens Catalan ! Bon, je n'étais pas Charlie non plus, ceci doit expliquer cela...

Catalogne: huit ministres en prison, mandat d'arrêt contre Puigdemont - AFP

Huit membres du gouvernement catalan destitué par Madrid ont été placés jeudi en détention provisoire par une juge d'instruction espagnole qui émettra vendredi un mandat d'arrêt européen à l'encontre de leur chef Carles Puigdemont, réfugié à Bruxelles.

La juge Carmen Lamela de l'Audience Nationale, tribunal chargé des affaires sensibles, "le fera durant la journée de vendredi", a assuré jeudi en fin de soirée à l'AFP une source judiciaire à Madrid.

Depuis Bruxelles, l'avocat de M. Puigdemont, Me Paul Bekaert, avait déclaré jeudi soir à la télévision flamande VRT: "Mon client vient de me dire que (le mandat d'arrêt) a été émis à l'encontre du président et de quatre ministres qui se trouvent en Belgique" depuis lundi et ont refusé de se présenter au tribunal.

"Cela signifie dans la pratique que la justice espagnole va maintenant envoyer une demande d'extradition au parquet fédéral de Bruxelles", a-t-il ajouté.

Interrogé sur le point de savoir si le dirigeant séparatiste allait rester en Belgique, l'avocat a répondu: "Bien entendu. Il s'est engagé à coopérer pleinement avec les autorités belges".

Une fois la demande d'extradition transmise à la justice belge, celle-ci aurait 60 jours pour étudier le dossier. Au cas où sa demande d'extradition serait approuvée par un juge belge, M. Puigdemont fera appel, a précisé Me Bekaert.

Plus tôt dans la soirée, dans un court message diffusé par la télévision régionale catalane, le président catalan destitué par Madrid a "exigé la libération" de ses collègues incarcérés, affirmant que la décision de la justice n'était "plus une affaire interne espagnole" et que la communauté internationale devait "se rendre compte du danger" qu'elle constituait.

Vingt mille personnes, selon la police municipale, se sont rassemblées dans la soirée à Barcelone, à l'appel du mouvement indépendantiste Assemblée nationale catalane (ANC).

Un neuvième ministre, Santi Vila, qui avait démissionné avant la proclamation de la "République" et le seul à avoir répondu aux questions de la magistrature, pourra être mis en liberté provisoire moyennant le paiement d'une caution.

Dans son ordonnance, la juge explique l'ordre d'incarcération par le risque de fuite des inculpés.

Cinq membres du bureau du Parlement catalan, dont la présidente Carme Forcadell, ont quant à eux obtenu un report au 9 novembre de leur audition pour pouvoir préparer leur défense. AFP 3 novembre 2017

ACTUALITE EN TITRES

[Après Jupiter, le "père Noël", le petit prince, Dieu et le pape.](#)

- Emmanuel Macron répond au poème d'une ado britannique par un poème - LeParisien.fr

Si vous écrivez un poème à Emmanuel Macron, il pourrait bien vous répondre. C'est en tout cas ce qui est arrivé à Sophie, une Britannique de 13 ans. LeParisien.fr 1 novembre 2017

- Emmanuel Macron sera bien chanoine de Latran - LePoint.fr

"La Croix" révèle que le président de la République accepte le titre honorifique et qu'il a l'intention d'aller en prendre possession à Rome. LePoint.fr

- Phénomène de cour, isolement : peut-on encore parler au président Macron ? - LeParisien.fr

« Ce qui le fait sourire, c'est qu'il y ait des gens qui croient qu'on puisse encore lui apprendre des choses. Dieu est Dieu ! »
LeParisien.fr

[Un candidat unique à la direction du parti unique.](#)

- En Marche : une élection et un seul candidat, Christophe Castaner - LeParisien.fr

Vous avez dit nouveau monde ? La course pour le poste de délégué général de la République en marche (LREM) se résumera à une candidature unique. LeParisien.fr

[Quand le populisme est en proie à un crise d'infantilisme aiguë.](#)

- Après cette séquence de "C à vous", Mélenchon dénonce une "manipulation d'enfants" - Le Huffington Post 1 novembre 2017

["Coup de froid" sur le "réchauffement climatique".](#)

- Climat : un coup de froid sur l'Europe dans les décennies à venir ? - Franceinfo

Selon une recherche récente, une baisse brutale des températures est à prévoir dans les décennies à venir en Europe. Franceinfo 1 novembre 2017

ACTUALITÉ DU JOUR

[La révolution numérique est antisociale en régime capitaliste ou la régression sociale en marche.](#)

- Intelligence artificielle, vers le sans-contact humain - Liberation.fr

L'automatisation des services bancaires, notamment au Crédit mutuel-CIC, menace même les postes qualifiés. Liberation.fr
1 novembre 2017

- En France, 20 % des emplois menacés d'ici à 2020 - Liberation.fr

La dématérialisation en cours dans le secteur entraîne fermetures d'agences et suppressions de postes.

Moins 3 600 dans le réseau Banque populaire et Caisse d'épargne (BPCE), moins 2 500 à la Société générale, moins 750 à 850 au Crédit lyonnais, moins 640 chez BNP Paribas : au cours des derniers mois, plus de 7 000 suppressions de postes à l'horizon 2020, couplées à des fermetures de succursales, ont été annoncées par les principales banques françaises.

Avec, à chaque fois, le même discours : la nécessité de réduire la voilure pour faire face à la révolution numérique. Une évolution plutôt acceptée du côté syndical : «Les clients consultent leurs comptes par Internet, certaines agences tournent au ralenti, ce n'est pas illogique de les fermer», estime Denis Boutin, de la CFDT-BPCE.

En 2016, toutes banques confondues, les effectifs - en baisse depuis 2011 - ont chuté de 0,3 % selon la Fédération bancaire française (et de 0,6 % pour les seules banques commerciales, selon l'Association française des banques, AFP). Pour l'heure, la baisse est donc «modérée», note Luc Mathieu, de la fédération CFDT Banques. Mais qui, selon Régis Dos Santos, du Syndicat national de la banque (SNB), rattaché à la CGC, pourrait s'amplifier : «Les groupes ont annoncé des plans qui tournent autour d'une baisse de 20 % des effectifs à moyen terme. Mais cela ira au-delà. Le monde de la banque de détail est fragilisé et le mouvement de fermeture des agences est inexorable.»

Selon l'AFB, les démissions de collaborateurs représentaient en 2016 près d'un tiers des départs (31,1 %, contre 24,8 % en 2014). Soit à peine moins que les départs à la retraite (32,6 %). Preuve, s'il en fallait une nouvelle, de la dégradation des conditions de travail dans le secteur. Liberation.fr 1 novembre 2017

Le remplacement des hommes qui effectuent des tâches répétitives et abrutissantes par des machines ou des robots constitue un progrès social pour l'humanité, sauf qu'en régime capitaliste il se traduit par le chômage de masse et la pauvreté. Ce facteur ne contribue pas à la déshumanisation de la société puisqu'il libère les hommes d'un fardeau, en revanche ce sont ceux qui le mettent en oeuvre de nos jours qui le transforment en un puissant facteur de régression sociale.

- «On a été prévenus par lettre la veille de la fermeture de l'agence» - Liberation.fr

A Saint-Sauveur-Lendelin, dans la Manche, la permanence du Crédit agricole Normandie ne fonctionne plus que sur rendez-vous. Une défection de plus en plus récurrente en zones rurales qui provoque la colère des habitants.

Pour signifier la fin de sa permanence dans le petit bourg de Saint-Sauveur-Lendelin, dans la Manche, le Crédit agricole Normandie ne s'est pas embarrassé de grandes explications. Une affichette a été simplement scotchée sur la paroi vitrée de l'agence, ouverte jusqu'alors quatre matinées par semaine et désormais réservée aux entretiens sur rendez-vous. «Nos services évoluent, à compter du 1er novembre 2017 accueil dans notre agence la plus proche», explique, laconique, l'affiche en question. Suivent les horaires de l'agence de Périers, à sept kilomètres.

A l'intérieur, les clients de cette commune de 1 900 habitants se succèdent sans discontinuer. A la sortie, on papote, on se fait la bise. Et on ne décolère pas. «Ils se fichent du monde, fulmine un grand gaillard dans son blouson molletonné. On a été prévenus par lettre la veille de la fermeture de l'agence. Où on nous parle d'"évolution". C'est plutôt une régression ! Il paraît qu'on veut garder des petites communes, mais tous les commerces s'en vont.»

«Tout s'en va». Jean, 65 ans, ancien salarié d'une entreprise d'ébénisterie qui emploie toujours une vingtaine de salariés dans la commune, abonde. Et passe en revue la disparition successive des services à Saint-Sauveur. Le bureau de la Caisse d'épargne, puis le Trésor public, et maintenant le bureau du Crédit agricole. «Le plus embêtant, c'est pour les personnes âgées qui n'ont pas de moyens de locomotion pour aller à Périers ou à Coutances, relève un jeune retraité, se faisant l'écho du sentiment général. Il va rester un automate pour retirer du liquide, mais beaucoup préfèrent retirer leur argent au guichet. Personnellement, j'aimais mieux aussi gérer mes comptes à la banque, directement. Je n'ai pas d'ordinateur et c'est l'occasion de voir des gens.» Evelyne, ex-institutrice septuagénaire, est du même avis : «J'ai un ordinateur à la maison mais je ne m'en sers pas. M'adresser à une machine, je peux pas. Nos petites communes se meurent, mais c'est normal, tout s'en va.» Chez les commerçants, qui devront prendre leur véhicule pour aller déposer leurs recettes à Périers ou à Coutances, sans compter la baisse de fréquentation induite par la fermeture de l'agence, l'inquiétude aussi est grande. «C'est sûr, quand les gens se déplaceront pour aller à la banque, ils en profiteront pour faire leurs courses ailleurs», déplore Myriam, la boulangère.

Se faisant porte-parole de ce tollé, le maire de Saint-Sauveur-Lendelin, Patrick Leclerc, avec les élus de quatre autres communes environnantes également touchées par la fermeture de leur agence bancaire, a tenté une médiation. Sans succès.

«Cette fermeture, ça a été la douche froide. On s'est senti trahis, lâche l'édile dans sa jolie mairie jouxtant l'église. On n'a même pas réussi à savoir sur quels critères ces décisions ont été prises. Ils partent du principe qu'on est tous sur Internet et nos smartphones. Mais dans nos communes rurales, ça ne se passe pas comme ça.»

«Bar-épicerie». A la direction du Crédit agricole Normandie, on évoque la baisse de fréquentation. Et on se veut rassurant. «Comme sur l'ensemble du territoire, on s'adapte, avec de nouveaux automates et on maintient notre présence. A Saint-Sauveur-Lendelin, on pourra toujours recevoir des personnes sur rendez-vous et, pour retirer des espèces, un point vert a été mis en place dans un bar-épicerie de la commune.» Pas convaincue, Pierrette, 60 ans, responsable d'une association dédiée à la préservation du patrimoine communal, n'en a cure : «Ils ont mis un nouvel automate, mais comment je fais pour déposer des espèces ? L'ancien slogan du Crédit agricole "le bon sens près de chez vous" n'a vraiment plus aucune raison d'être, il n'y a plus de proximité.» Liberation.fr 1 novembre 2017 Liberation.fr 1 novembre 2017

On ne voudrait pas être jeune aujourd'hui ou demain, et on plaint les plus vieux qui n'ont plus l'agilité intellectuelle requise ou la faculté de s'adapter aux nouvelles technologies qui bouleversent ou envahissent la société.

Ils osent tout

- Emmanuel Macron aurait pu devenir Premier ministre de François Hollande en février 2016 - francetvinfo.fr

Alors qu'il était déjà programmé pour prendre la relève de Hollande en 2017... Mais qu'est-ce qu'on est con, même Hollande l'ignorait...

- Corée du Nord: le témoignage "inestimable" du dissident Thae Yong-Ho sur l'état de son pays - Le Huffington Post

Il mérite au moins le prix Sakharov !

- Israël frappe un site industriel syrien près de Homs - Reuters

Israël n'est pas engagé dans le conflit syrien, foi des agences de presse qui le martèle depuis 6 ans...

- Près de neuf Européens sur dix ont désormais une mauvaise image de Donald Trump, selon un sondage - Franceinfo

Comme quoi c'est bien le clan de l'oligarchie qui s'oppose à sa politique qui détient les médias et les instituts de sondages. La machine à fabriquer du consentement a encore de beaux jours devant elle. A quoi bon la combattre nous disent nos détracteurs, ils ont raison, laissons-les manipuler la conscience des masses à leur guise...

- La CIA dévoile des archives de Ben Laden saisies lors de sa mort - AFP

Ils ont mis le temps pour les fabriquer...

- Yemen: trente morts dans un raid attribué à Ryad sur un marché - AFP

Tout le monde s'en fout...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

- L'armée syrienne a repris le contrôle de Daïr az Zour - Reuters

L'armée gouvernementale syrienne et ses alliés ont repris à l'Etat islamique le contrôle total de Daïr az Zour, la ville la plus importante de l'est de la Syrie, a annoncé jeudi l'Observatoire syrien des droits de l'homme.

L'Etat islamique tenait l'essentiel de la ville depuis 2014 à l'exception d'une large poche où étaient retranchés l'armée syrienne et 93.000 civils depuis trois ans.

La capitale provinciale est située sur la rive occidentale de l'Euphrate.

Daïr az Zour était importante pour l'Etat islamique parce qu'elle est située près de la frontière avec l'Irak, où le groupe djihadiste contrôlait également d'importants territoires.

Dans la province de Daïr az Zour, l'armée syrienne avance également vers la ville d'Albou Kamal, située à la frontière irako-syrienne. L'aviation russe a bombardé jeudi des cibles de l'EI dans cette ville, a rapporté l'agence de presse RIA. Reuters 3 novembre 2017

ECONOMIE

Etats-Unis

- Jerome Powell choisi par Donald Trump pour présider la Fed - Reuters

Donald Trump a fait le choix de la continuité en nommant jeudi Jerome Powell, un des gouverneurs de la Réserve fédérale, pour succéder à Janet Yellen à la présidence de la banque centrale américaine.

Jerome Powell, qui est âgé de 64 ans, avait été nommé au conseil des gouverneurs de la Fed en 2012 par le président démocrate Barack Obama. Ce républicain modéré, juriste et banquier d'affaires, faisait figure de favori pour le poste et sa nomination n'a pas fait réagir les marchés qui l'avaient largement anticipée. Reuters 3 novembre 2017

[Haut de page ↗](#)

Le 4 novembre 2017

CAUSERIE

● Causerie au format pdf (9 pages)

[La peste blanche !](#)

On a écrit hier que le blog Les-crisis était bien pourri. C'est la voix de la réaction blanche.

Il a publié ce samedi un article de Jacques Sapir intitulé *Quelles leçons d'Octobre ?* qui se terminait en donnant la parole au général Denikine qui selon Trotsky " *ne manquait pas de caractère, mais, pour le reste, c'était un général ordinaire de l'armée, qui avait peut-être lu cinq ou six livres*", ou encore " *le chef d'état-major du Grand Quartier Général, le général Denikine, futur généralissime des Blancs dans la guerre civile, qui n'était guère supérieur, pour la largeur de vues, aux agents du contre-espionnage tsariste*" une autorité en la matière pour Sapir, il faut bien qu'il mérite la confiance que lui accorde le Kremlin, était-ce si nécessaire ?

A l'entendre, la prise du pouvoir en octobre 1917 a été réalisée par " *un petit groupe d'agitateurs*", allez, des vauriens, des voyous, se désespérant qu'un siècle plus tard en Russie " *bien peu sont ceux qui sont capables de l'admettre*", mais peut-être ont-ils de bonnes raisons de ne pas croire les balivernes de ce faussaire.

[Un petit mot très personnel, suivi d'une réflexion politique sur l'Espagne](#)

Notre page d'accueil a de la gueule, on mène le combat sur tous les fronts, on ne recule pas, on ne concède rien à l'impérialisme, à l'opportunisme, à toutes les tentatives de manipuler les consciences, c'est notre façon de mettre en pratique nos principes, au lieu de les agiter comme des hochets en papier.

La désinformation étant devenue la règle, avant de s'exprimer sur un sujet, il est préférable d'y réfléchir à deux fois et même davantage. Lorsque j'apprends qu'une manifestation a eu lieu dans un pays contre le gouvernement ou pour une cause quelconque, si on ne me fournit pas les informations permettant de cerner précisément la nature des différents acteurs, je m'abstiens de prendre position et de publier un article, j'attends d'en savoir plus ou le prochain épisode. Cela évite de courir et de se disperser, de perdre un temps précieux, c'est ce que j'essaie de faire gagner aux lecteurs.

On essaie de se concentrer sur l'essentiel, tout en abordant des questions qui me viennent à l'esprit en étudiant la situation. Je ne veux pas être prisonnier de l'actualité, des états d'âme, mon combat politique s'inscrit dans la durée, à ma connaissance la révolution et le socialisme ce n'est pas pour demain la veille, donc c'est ce qu'on a de mieux à faire, miner, saper la confiance que les travailleurs ou les militants peuvent avoir dans le régime, les institutions pour qu'ils parviennent à se poser la question de leur légitimité, c'est saper un des piliers essentiels du régime sur une base saine qui ne demande qu'à se traduire en pratique, c'est donc aussi un facteur d'organisation politique.

Je n'ai pas besoin d'étaler à tout bout de champ les principes ou les idées du socialisme, je les mets en pratique quotidiennement. Si en France c'est difficile à vivre d'avoir atteint un certain niveau de conscience politique et de constater que la plupart des travailleurs en sont encore si éloignés, en Inde, c'est mille fois plus difficile à supporter. Parce qu'on est passé d'un régime semi-féodal à un régime ultra libéral, et la transition qui a mis entre un siècle et un siècle et demi en France, a mis moins de deux décennies en Inde, car pendant les 4 décennies qui ont suivi l'indépendance, la plupart des Indiens ont continué de vivre et de travailler comme au siècle précédent, mais aussi de penser, le pays était resté sous-développé et le niveau de conscience des Indiens également, alors le décalage qu'il y a avec moi, la société dans laquelle j'ai vécu, est énorme.

J'ai pris le parti de tourner cela en dérision, parce que les Indiens ne sont pas plus responsables que moi de la société dans laquelle on nous impose de vivre. J'ai eu le temps de me préparer à ce qui m'attendait, pas eux, tout leur est tombé dessus d'un seul coup, donc c'est à moi de faire davantage d'efforts pour que nos relations soient supportables. Et vous savez comment je m'y prends ? Je déconne, je blague et je les fais marrer ou alors je suis attentionné, je leur témoigne des marques de respect qu'ils ne rencontrent nulle part ailleurs, c'est ma manière de faire passer un message.

Avant-hier je suis allé au marché de Pondichéry. J'ai acheté un kilo de tomates à une dame obèse à l'air renfrogné, elle ne m'avait pas truané la fois précédente, elle s'est souvenue de moi et m'a adressé un sourire que j'ai trouvé sincère. Du coup, lorsqu'un monsieur d'une trentaine d'années très soigné et relativement décontracté s'est présenté pour également lui acheter des tomates en lui en demandant le prix, je lui ai littéralement vendues, en lui disant qu'elles étaient au même prix dans tout le marché, et j'ai ajouté que le marchand d'en face venait juste d'essayer de placer des tomates pourries à deux clientes. Ma vendeuse s'est marrée et ce monsieur aussi, si bien qu'ils firent l'affaire.

Non, je ne suis pas quelqu'un de belliqueux, je suis pour la paix sociale entre nous, je réserve mes coups uniquement pour notre ennemi et ceux qui le supportent d'une manière ou d'une autre en notre nom. J'ai failli écrire que j'étais pour la paix des ménages, mais c'est vrai aussi, mais au sein de notre famille uniquement.

Avec les gosses, c'est pire, je me lâche et ils sont pliés de rire ou je les gronde et ils sont terrifiés... bon, pas plus de trois secondes ! Avec les femmes, c'est compliqué parce qu'elles ont généralement une mauvaise idée des hommes, à juste titre il faut dire, ils sont rustres et indécents, elles peuvent être à la fois naïves et hypocrites, du coup on ne sait pas sur quel pied danser, si elles prennent bien ou mal une plaisanterie quasi enfantine, au-delà elles ne comprendraient pas ou croiraient que je me moque d'elles, et malgré tout il m'arrive de devoir me confondre en excuses parce que j'ai du respect pour elles. Se prendre au sérieux sied mal à ceux qui n'ont pas les moyens de l'assumer, ils sont ridicules, c'est pour cela que je ne le suis pas dans mes causeries ; non mais sans déconner, il faut penser à tout, même à ce qu'on n'est pas, c'est préférable quand on doit parler d'autres choses que de soi ! La dialectique peut nous mener loin l'air de rien. Tenez, allons plus loin, quand on doit parler à quelqu'un d'autre qu'à soi, d'autres préfèrent l'entre soi, ils font parler les morts aussi, au moins ils sont sûrs de toujours avoir raison !

Je ne me suis pas lever sur le bon pied. Cela va passer. Il pleut depuis trois semaines, c'est long quand on n'y est plus habitué. Sans transition on passe de l'été à l'hiver.

L'espèce humaine n'aurait pas dû dépasser quelques centaines de millions. Plus la population mondiale est importante, plus le nombre de personnes susceptibles d'être manipulées serait important, et comme ceux qui possèdent les moyens de les manipuler n'étaient pas vraiment animés par de bonnes intentions à leur égard, il était à prévoir que la situation dégènerait ou deviendrait très compliquée pour l'orienter dans une autre direction. La plupart des gens se demandent comment on a pu en arriver là, aussi doit-on leur fournir des explications, celle-ci en est une parmi d'autres qui peuvent être également valables.

Les militants les plus bornés croient que la seule explication serait politique, ils se trompent parce que si tout mène à la politique, tout n'est pas que politique, distinction qui leur échappe apparemment ou qu'ils feignent d'ignorer parce qu'ils n'ont pas acquis les connaissances pour s'exprimer sur d'autres terrains que la politique. Ils appartiennent à l'une des catégories de personnes les plus facilement manipulables, ils ne peuvent pas réfléchir à une question qui appartient à un autre domaine de connaissance parce qu'ils n'y ont jamais mis les pieds, ils ne l'ont jamais étudié, alors ils se fient à ce qu'on leur raconte, il suffit de quelques sophismes bien emballés dans des syllogismes et le tour est joué.

Ils sont littéralement obnubilés par le développement des forces productives qui a permis à l'homme de s'élever au-dessus de sa condition élémentaire de primate doté de certaines facultés, mais ils sont incapables d'en mesurer toutes les conséquences, dont le développement exponentiel et démesuré de la démographie mondiale, pire, ils ne veulent pas en entendre parler, pour eux toute approche d'une question doit forcément se situer sur le terrain politique, alors qu'en réalité il faudrait l'aborder sur le

plan dialectique qui parcourt la totalité des expériences humaines ou de la nature. Les plus butés d'entre eux en proie à cette confusion, considèrent que c'est faire preuve d'éclectisme, alors qu'on s'emploie à considérer l'évolution et les rapports qu'entretiennent l'ensemble des facteurs qui ont participé au développement de la civilisation humaine depuis la nuit des temps jusqu'à nos jours.

Prenez la question espagnole, vous croyez qu'ils auraient pris la précaution ou le temps de réfléchir à la distinction qui existe entre le mot d'ordre de république et celui d'indépendance, à aucun moment. Ils ont décrété que le régime actuel en Espagne était franquiste, alors que le parlement (Cortes) avait été suspendu sous Franco et a été rétabli après sa mort en 1975. Pour eux, ce facteur n'a aucune incidence sur la conscience des masses ; quand un facteur les gêne, ils l'évacuent ou le traitent avec mépris en vous accusant de faire preuve de parlementarisme.

Croient-ils qu'en dénaturant ainsi les faits ou en les niant, ils vont faire avancer notre cause ? Ils la sapent en réalité et c'est très grave. Quand on dit que leur discours est inaudible pour la plupart des travailleurs, on est très en dessous de la réalité, car en fait ils sont incapables de saisir le fil qui les relie aux travailleurs. Nous ne sommes plus au XIXe siècle, nous ne vivons plus au début du XXe siècle, allez donc leur faire comprendre, c'est à désespérer.

Les revendications des indépendantistes sont strictement nationalistes et corporatistes, simple constat. Et en l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire profondément ancré dans les masses, il est inutile d'espérer que le processus engagé en Catalogne puisse adopter une autre orientation politique. Si les travailleurs catalans et du reste de l'Espagne n'ont rien à en attendre, en revanche ce n'est pas le cas des capitalistes et leurs représentants qui profitent de cette occasion pour resserrer leurs rangs après trois mois de hausse consécutive du chômage.

Et Rajoy peut être satisfait de constater que tous les partis qui ont une implantation nationale en Espagne ainsi que l'ensemble des syndicats le soutiennent. Ce qui est une manière comme une autre de signifier aux travailleurs espagnols qu'il n'existe pas d'autres alternatives politiques que celle menée par le gouvernement ou qu'en la matière ils ne doivent se faire aucune illusion. Pour les diviser, affaiblir leur résistance, les démoraliser, il n'y a pas mieux.

Alimenter le nationalisme, rassembler la réaction autour de Rajoy, intimider les masses en recourant à la répression, les détourner des questions politiques essentielles afin de leur interdire de trouver la voie ou les moyens qui les conduirait à affronter directement le régime, voilà en substance à quoi devait servir cette aventure. Malheur à celui qui part au combat désarmé, il sera impitoyablement écrasé.

Effectivement, "*les masses catalanes ont été violemment touchées par la crise*", du coup "*les masses catalanes prolétariennes, ouvrières, jeunes se sont rassemblées autour du combat pour l'indépendance. A défaut d'autre possibilité, elles s'en sont saisies comme d'une perspective politique.*" Les passages entre parenthèses (ci-dessus et ci-dessous) sont extraits de *Combattre pour le socialisme* (n°66 - 22 octobre 2017)

Que lors de chaque combat politique les masses y partent avec des illusions, c'est un fait incontestable, mais ce n'est pas l'essentiel, tout dépend surtout de leur niveau de conscience au départ, et si les conditions existent pour qu'il progresse au cours de leur mobilisation ou du processus révolutionnaire pour pouvoir abattre les obstacles qui vont se dresser sur leur chemin, car si leur niveau de conscience est trop bas pour qu'elles se saisissent de ces conditions, elles seront vaincues inévitablement, pire encore, elles ne seront même pas en mesure d'en tirer des enseignements pour la suite de leur combat, bref cela se soldera par une grande désillusion, voire pire si cela se terminait dans un bain de sang, pour rien. C'est la raison pour laquelle il faut y réfléchir à deux fois avant de les encourager à participer à un combat politique. A ne pas confondre avec une bataille politique juste mais perdue d'avance, comme ce fut le cas par exemple lors de la Commune, et dont les enseignements furent mis en pratique par le parti bolchevik lors de la révolution russe.

J'ai relevé les passages suivants qui illustrent ou confirment mon analyse :

- "Depuis 1978, la bourgeoisie catalane et des couches de la petite bourgeoisie n'ont cessé de tenter d'obtenir un statut d'autonomie plus large, en particulier en matière économique en référence notamment à celui obtenu partiellement par les cercles dirigeants de la bourgeoisie basque. Ces composantes s'estiment en effet spoliées (En effet, c'est une manière de donner raison à la bourgeoisie catalane, bravo ! - LVOG) par l'État espagnol, en particulier en matière fiscale. En effet, la Catalogne est la région la plus riche d'Espagne : « Certains économistes estiment que la Catalogne, qui représente 15% de la population et 20% de l'activité économique de l'Espagne, paye chaque année 12 milliards d'euros d'impôts de plus que ce qu'elle reçoit de l'État central en services publics, bien que le chiffre - que de nombreux Catalans évaluent quant à eux à 16 milliards d'euros - soit difficile à calculer. » C'est l'état espagnol qui prélève l'impôt sur les sociétés et qui redistribue à son gré. Ainsi, la principale revendication de la communauté autonome de Catalogne (c'est-à-dire de la bourgeoisie catalane et de la petite bourgeoisie) est de disposer de l'autorité fiscale pour son gouvernement. Pour la bourgeoisie catalane, la revendication indépendantiste se résume à refuser de payer pour les « feignants » d'Andalousie ou d'Estrémadure (des régions les plus pauvres d'Espagne)."

- "Les hautes sphères de la bourgeoisie catalane sont contre l'indépendance. (En réalité, elles sont divisées. - LVOG) Elles

la combattent. Autant elles cherchent à négocier plus d'autonomie, donc plus de libertés au plan économique, autant elles savent par instinct que seul l'État espagnol, héritier de l'État franquiste, est capable de maintenir le prolétariat catalan sous le joug de l'exploitation et de l'oppression." A l'heure où la concentration du capital entre quelques mains n'a jamais atteint une telle ampleur, une telle nécessité aussi, où ceux qui détiennent le pouvoir économique détiennent également sans partage ou plutôt sans concession aucune le pouvoir politique, tous les pouvoirs, éparpiller ou morceler ce pouvoir au travers une multitude d'Etats nouveaux présenteraient plus d'inconvénients que d'avantages, avec le risque de perdre le contrôle de l'un d'entre eux, après tout le mal qu'ils se sont donnés pour parvenir à la situation actuelle sous la direction de Bruxelles, le jeu n'en vaut pas la chandelle.

- "Depuis le début de la crise en Catalogne, le PSOE a apporté un soutien sans faille à Rajoy." (Quoi de plus normal. - LVOG)

"La responsabilité des dirigeants du PSOE est entière. De fait, le PSOE soutient le gouvernement minoritaire Parti populaire-Ciudadanos aux Cortès : ce gouvernement ne tient que par l'abstention du PSOE." (Quoi de plus normal. - LVOG)

"La responsabilité des dirigeants du PSOE, c'est de rompre tout soutien au gouvernement Rajoy. Le premier acte de rupture qu'il faut imposer au PSOE, c'est de voter au sénat contre la mise en application de l'article 155."

"Le droit à l'indépendance de la Catalogne ne peut être effectif que par le combat de tout le prolétariat d'Espagne se dressant contre la monarchie, pour le droit à l'autodétermination des peuples d'Espagne. La perspective qui doit être ouverte c'est celle du front unique des organisations ouvrières pour chasser le gouvernement Rajoy."

La lecture de ces passages m'a inspiré la réflexion suivante :

Introduire le PS, PSOE, PASOK, etc. dans le front unique, de par leur nature sociale réelle et non de par l'idée erronée que certaines couches de la classe ouvrière ou des classes moyennes peuvent s'en faire, c'est réaliser en fait un Front populaire. Ces partis n'intègrent pas le front unique comme partis de la classe ouvrière, mais de la réaction. Et le Front populaire n'est finalement rien d'autre que la réaction au pouvoir, comme dans les années 30 où la bourgeoisie espagnole n'avait pas besoin d'être représentée direction au gouvernement, les républicains, social-démocrates dégénérés et les staliniens assumant très bien ce rôle (Trotsky), d'ailleurs à quel moment l'aurait-elle perdu le pouvoir sous ce type de gouvernement, jamais, ni en Espagne, ni en France, ni au Chili, nulle part.

Vous vous imaginez demain vous adresser à Hollande, Valls, etc. pour qu'ils rompent leur soutien à Macron, mais quel délire !

On nous dit également que "*les tribunaux d'exception hérités du franquisme ont été mis en action*".(id)

En réalité, ces tribunaux sont l'équivalent en France de la cour d'assises et de la Cour de cassation qui contrôle les juridictions judiciaires, et du Conseil d'État, qui contrôle les juridictions administratives. Si en Espagne, ils ont un relent de franquisme, en France de l'Empire, les deux de l'Ancien Régime. Et pour les puristes, un relent d'esclavagisme puisque le peuple ne détient finalement aucun pouvoir.

- Catalogne : pourquoi les poursuites sont gérées par deux tribunaux différents - lefigaro.fr

Deux juridictions différentes - l'Audience nationale espagnole et le Tribunal suprême espagnol - sont impliquées dans deux procédures distinctes visant, d'un côté, les membres du gouvernement catalan destitué de Carles Puigdemont et, de l'autre, des membres du Bureau du Parlement catalan dissout. Plusieurs points méritent d'être éclairés pour bien comprendre ces procédures et surtout, pourquoi elles sont traitées par ces deux juridictions différentes:

Qu'est-ce que l'Audience nationale espagnole?

«C'est une cour spécialisée en matière pénale, l'équivalent d'une cour d'assises en France mais qui couvre tout le territoire national», précise au Figaro Antonio Marzal Yetano, maître de conférences et directeur de la double-maîtrise en droit français et espagnol à Paris-1.

L'Audience nationale a été créée en 1977, dans la lignée du Tribunal d'ordre public qui existait sous Franco. L'une des raisons de sa création, rappelait en 2014 le média espagnol ABC, était le contexte terroriste engendré par l'organisation séparatiste basque ETA.

Qu'est-ce que le Tribunal suprême espagnol?

Également appelé parfois Cour suprême espagnole, il constitue la plus haute juridiction du pays. C'est l'équivalent, en France, de la Cour de cassation, qui contrôle les juridictions judiciaires, et du Conseil d'État, qui contrôle les juridictions administratives. En effet, en droit espagnol, il n'y a pas de distinction entre ces deux branches, précise Pierre Bon, professeur émérite de Droit public

à l'Université de Pau et des Pays de l'Adour, spécialiste de l'Espagne.

Les décisions de l'Audience nationale sont susceptibles d'être contrôlées par le Tribunal suprême, qui bénéficie d'un prestige institutionnel plus grand.

Qu'en est-il du Tribunal constitutionnel?

Cette juridiction ne doit pas être confondue avec le Tribunal suprême. Le Tribunal constitutionnel, ou Cour constitutionnelle, peut être comparé à notre Conseil constitutionnel français, même s'il occupe une place plus importante dans le droit espagnol. Parmi ses compétences, «il peut suspendre ou annuler les actes des assemblées parlementaires qui violent la Constitution», rappelle Pierre Bon. lefigaro.fr 03.11

[Faites tomber le masque. Le fait du prince ou la servilité de LR et PS mise à rude épreuve. Parlement godillot.](#)

- Le futur cumul de Castaner passe mal - Libération.fr

Les petits arrangements d'Emmanuel Macron commencent à faire des vagues. En cause : la désignation à la tête de LREM de Christophe Castaner, membre du gouvernement, et qui a obtenu de le rester. Comme décidé par le Président, l'actuel secrétaire d'Etat aux Relations avec le Parlement et porte-parole de l'exécutif est, à l'issue de la clôture officielle des candidatures, le seul prétendant au poste de délégué général du mouvement macronien. Le vote à main levée lors du congrès du parti, réuni pour la première fois le 18 novembre, devrait donc tourner au plébiscite.

Heureux dans ses actuelles fonctions, l'ancien maire PS de Forcalquier (Alpes-de-Haute-Provence) n'a pourtant guère caché son peu d'appétence pour piloter un parti, considéré par Macron lui-même comme la dernière roue du carrosse. Pour emporter son consentement, le Président lui a donc promis l'incongru : s'il doit renoncer au porte-parolat - de facto incompatible avec son nouveau statut de chef de parti -, Christophe Castaner conservera son secrétariat d'Etat. «Macron en a décidé ainsi, et ça ne pose pas de problème», affirme le sénateur LREM François Patriat. «C'est pour le moins choquant, se récrie le patron des députés LR, Christian Jacob, à Libération. Le ministre des Relations avec le Parlement est chargé de faire le lien avec la majorité parlementaire et d'être à l'écoute des composantes de l'opposition. Que ce rôle revienne à un chef de parti est assez invraisemblable.»

«C'est une distribution des rôles impossible, note Olivier Faure, le patron PS du groupe Nouvelle gauche. Le ministre des Relations avec le Parlement est censé être au-dessus des contingences partisans pour faciliter les travaux parlementaires...» liberation.fr 4 novembre 2017

Dictature. La terreur. Punition collective, pour l'exemple

En Israël, le législateur ordonne la destruction des maisons des Palestiniens déclarés coupables de crimes, donc appliquant un injuste et violent châtement à toute leur famille. Et en France, le législateur ne disposant pas de preuves pour prouver la complicité de membres de la famille de citoyens ayant commis des crimes, les jugera malgré tout coupable et leur infligera une lourde peine de prison. Mieux encore, comme il juge que cette peine n'est pas suffisante, il fait appel. En Israël comme en France, à défaut de pouvoir juger Mohamed Merah et Ahmed Hanachi, et pour cause ils les ont achevés, ils se vengent sur leurs frères.

Loin de nous l'idée de prendre la défense de messieurs Abdelkader Merah et Ahmed Hanachi, il s'agit juste de montrer de quoi leur justice est capable, en démocratie cela va de soi ! Justice il faut préciser appliquer par ceux qui ont favorisé la propagation de l'idéologie criminelle salafisme ou du wahhabisme, qui s'est rendue complice des massacres commis par ceux qui l'avaient adoptés en Syrie, en Irak, en Libye, etc. Ils osent tout, quoi.

- Procès Merah : le parquet fait appel du verdict - Liberation.fr

Le réquisitoire de l'avocate générale, Naïma Rudloff, n'a pas été suivi par la cour d'assises spécialement composée, qui a acquitté Abdelkader Merah de la complicité des assassinats commis par son cadet Mohammed en mars 2012. Lundi, au terme d'une démonstration de plus de trois heures, la parquière avait pourtant requis la perpétuité assortie d'une période de sûreté des deux tiers. L'aîné des deux frères Merah a, en revanche, été condamné à vingt ans de prison pour «association de malfaiteurs terroriste criminelle». Ainsi, le verdict est apparu à beaucoup comme équilibré, en ceci qu'il actait l'absence de preuves irréfutables du dossier, mais qu'il replaçait Abdelkader Merah dans une nébuleuse salafiste ayant contribué à l'idéologie guerrière de Mohammed.

Fettah Malki, condamné pour la même infraction, a écopé de quatorze ans de prison, une peine relativement sévère. Délinquant notoire mais nullement radicalisé, il a confié à Mohammed Merah le pistolet-mitrailleur Uzi utilisé le jour de la tuerie perpétrée à l'école juive Ozar-Hatorah. liberation.fr

- Mise en examen d'un frère du tueur de la gare Saint-Charles - Reuters

Un frère d'Ahmed Hanachi, l'assassin de deux jeunes femmes à la gare Saint-Charles de Marseille le 1er octobre, a été mis en examen vendredi à Paris, au lendemain de sa remise à la France par les autorités italiennes, a-t-on appris de source judiciaire. Reuters

Ils osent tout

- Syrie: Macron appelle Poutine à agir pour protéger les civils - Reuters

- Les Californiens, moteurs de la lutte anti-Trump aux Etats-Unis - AFP

La Californie, bastion démocrate et progressiste, mène le mouvement d'opposition à Donald Trump aux Etats-Unis, avec des militants fraîchement convertis à la politique, comme Talia, et animés par un sentiment d'urgence. AFP

- Catalogne : Carles Puigdemont d'accord pour se livrer "à la vraie justice" de Belgique, "pas à la justice espagnole" - Franceinfo

- Syrie/attaque chimique: pressions sur Moscou de Londres, Washington et Paris - AFP

- L'armée israélienne prête à protéger un village druze en Syrie - Reuters

- Tunnel de Gaza : 12 morts dans le bombardement israélien - LeFigaro.fr

- Les Etats-Unis frappent Daech en Somalie, plusieurs morts - LeParisien.fr

- Afghanistan : la procureure de la Cour pénale internationale va demander l'ouverture d'une enquête pour "crimes de guerre"
- Franceinfo

Selon un examen préliminaire, l'armée américaine et la CIA pourraient avoir commis des crimes de guerre en Afghanistan en torturant des détenus, particulièrement en 2003 et 2004. Franceinfo

Au conditionnel... Quelle farce sordide !

- La présentatrice égyptienne Doaa Salah a été accusée de faire la propagande des mères célibataires lors de son émission With Dody. - Liberation.fr

Poursuivie en justice par un avocat, elle a été condamnée à 3 ans de prisons et doit régler une amende 10 000 livres égyptiennes (487 euros). Liberation.fr

- Files d'attentes pour la sortie mondiale du coûteux iPhone X - AFP

Les fidèles d'Apple n'ont pas hésité à patienter plusieurs heures vendredi à travers le monde pour acheter le coûteux iPhone X du géant californien, qui a déjà promis le succès commercial de ce smartphone anniversaire.

999 dollars aux Etats-Unis. Dans un Apple Store parisien ou à Athènes la version la plus chère coûte 1.300 euros (trois fois le salaire minimum grec).

Apple pèse désormais environ 890 milliards de dollars en Bourse, toujours première capitalisation du monde. AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Etats-Unis

- Hillary Clinton de nouveau accusée d'avoir «triché» aux primaires démocrates - lefigaro.fr

Dans un livre à paraître la semaine prochaine, Donna Brazile, ex-présidente par intérim du comité démocrate national (DNC), raconte que le parti démocrate américain était sous la coupe de l'ex-rivale de Donald Trump avant même qu'elle ne remporte l'investiture présidentielle en 2016. Politico a publié vendredi les bonnes feuilles de cet ouvrage, à paraître la semaine prochaine aux États-Unis.

Tout remonte au mois d'août 2015. Les démocrates signent un accord avec l'équipe de campagne de l'ex-secrétaire d'État. En apparence, le deal est simple: le camp Clinton doit aider à renflouer les caisses du parti, endetté de plusieurs millions de dollars. Si ce volet-là est connu du grand public, ce livre révèle que cet accord comportait une contrepartie jusqu'ici ignorée. En échange de ce soutien financier, l'équipe Clinton aurait bénéficié de tout un tas de pouvoirs au sein du parti, dont un droit de veto sur le poste de directeur de la communication. «En échange de lever de l'argent et d'investissements dans le comité démocrate national (DNC), Hillary contrôlait les finances et la stratégie du parti, et tout l'argent levé. Le DNC était également obligé de consulter l'équipe de campagne sur le reste du personnel, le budget, les données, le travail d'analyse et les mailings», écrit l'auteure.

Donna Brazile dit n'avoir compris cet arrangement secret qu'en juillet 2016, quelques jours après avoir remplacé au pied levé la patronne démissionnaire du DNC, Debbie Wasserman Schultz. Une fois à la tête du comité, elle raconte qu'elle ne pouvait écrire un communiqué sans le feu vert de «Brooklyn», le QG de campagne Clinton. L'accord «n'était pas illégal, mais il n'avait certainement pas l'air éthique», précise-t-elle.

Donald Trump, lui aussi, dénonce régulièrement les magouilles d'Hillary Clinton, qu'il qualifie de «crapule» (crooked Hillary). Vendredi, juste avant de monter dans son hélicoptère pour une tournée en Asie, le président américain s'est fendu de plusieurs tweets, appelant le FBI à ouvrir une enquête sur ce qu'il considère être «le vrai scandale du moment». «Elle a acheté le DNC et volé l'élection à Bernie. C'est ça qu'il faut regarder», a-t-il déclaré. Puis, depuis l'avion présidentiel, il a publié deux autres tweets: «Les supporters de Bernie Sanders ont tous les droits d'être furieux» ; «J'ai toujours senti que j'aurais affronté et battu Bernie Sanders et non H la crapule, sans tricherie, j'avais raison.»

Quant aux démocrates, ils n'ont pas cherché à contester le «trucage» des primaires. La sénatrice Elizabeth Warren, en bons termes avec les deux camps, n'a pu que répondre «oui» à ce sujet, sur CNN. Hillary Clinton, elle, n'a pas commenté ces accusations. lefigaro.fr

[Haut de page ↗](#)

Le 5 novembre 2017

[CAUSERIE](#)

- [Causerie au format pdf \(3 pages\)](#)

Voilà que le pauvre type qui s'acharne à me traîner dans la boue avec ses courriels insignifiants, me traite maintenant de "pabliste". Merci de nous confirmer que la vieillesse est un naufrage... mais pas toujours !

[Dossier sur l'Espagne](#)

Leurs intérêts de classe et les nôtres - La Tribune des travailleurs (POID)

Lâchés par leur propre classe sociale – l'Union européenne (à laquelle ils avaient prêté allégeance) qui mène croisade contre la République catalane et les patrons qui délocalisent leur siège social –, les dirigeants nationalistes bourgeois et petit-bourgeois de la Généralité de Catalogne ont apparemment renoncé à toute résistance sérieuse.

A contrario, la terreur de classe inspirée aux capitalistes et aux banquiers par la proclamation de la République aurait pu (et dû) conduire les travailleurs de tout l'État espagnol à comprendre où se situaient leurs intérêts de classe. Mais pour cela, il aurait fallu qu'au lendemain du 1er octobre les organisations qui disent représenter les ouvriers, les paysans et les jeunes les appellent, dans toute l'Espagne, à des meetings ouvriers sur les mots d'ordre : « La République en Catalogne ouvre la voie à la République dans toute l'Espagne ! Forgeons l'unité des travailleurs des villes et des campagnes de toutes les régions de l'État espagnol, pour en finir avec les plans anti-ouvriers dictés par le FMI et l'Union européenne, pour un processus constituant permettant d'abattre la monarchie franquiste et d'établir les Républiques dans toutes les régions et l'union libre des Républiques libres de tout l'État espagnol ! »

Les dirigeants des organisations issues du mouvement ouvrier en ont décidé autrement. Ceux du Parti socialiste ouvrier espagnol se sont vautrés dans la soumission à la monarchie jusqu'à participer à la mise en œuvre du honteux article 155. Ceux du Parti communiste et de Podemos, tout comme les dirigeants des centrales syndicales, tout en condamnant la répression, ont voté contre la proclamation de la République, appuyés en cela par la plupart des organisations (d'extrême gauche) petites ou grandes*.

Tous ces dirigeants ont, de fait, prêté allégeance au maintien de la monarchie et aux diktats de Bruxelles et de Francfort.

Certes, une mobilisation ouvrière dans tout l'État espagnol autour de la République catalane, premier pas vers les Républiques dans toute l'Espagne, n'était pas en soi une garantie de victoire. Mais la classe ouvrière aurait été appelée à jouer son rôle, son propre rôle en toute indépendance, préparant ainsi, immédiatement ou à une prochaine étape, le renversement de la monarchie, l'établissement de la République et de la démocratie, ouvrant la voie à son propre pouvoir.

Certes, rien n'est encore joué et les semaines qui viennent peuvent réserver bien des rebondissements.

Mais les dirigeants d'organisations ouvrières qui n'osent pas, quand vient l'heure de l'action, sont définitivement perdus pour la cause.

D'où l'importance, dans chaque pays, de construire un parti ouvrier qui refuse de se soumettre, non seulement en paroles, mais aussi en actes.

D'où l'importance, en France, de construire un parti ouvrier, indépendant et démocratique, résolu à aider la classe ouvrière et le peuple à mener jusqu'au bout le combat pour la rupture avec la Ve République et l'Union européenne, pour l'Assemblée constituante, premier pas vers la démocratie.

(<https://latribunedestravailleurs.fr/2017/11/03/leurs-interets-de-classe-et-les-notres/>)

Ma position.

Le mot d'ordre de République en Catalogne ou plutôt dans toute l'Espagne peut constituer un objectif politique unissant l'ensemble des classes exploitées et opprimées pour abattre la monarchie parlementaire héritée du franquisme, tandis que le mot d'ordre d'indépendance n'implique pas seulement la dislocation de l'Espagne, qui en soi n'est pas éternelle ou à laquelle nous ne sommes pas plus attachés que les travailleurs des différentes régions de l'Espagne, mais peut constituer un puissant facteur de division des forces opposées au régime dont se saisiraient la réaction et les médias qu'elle contrôle pour manipuler et influencer la classe ouvrière et les classes moyennes, en réalisant un amalgame avec la République afin de les détourner de cet objectif politique, en leur expliquant par exemple que c'est à l'Espagne unifiée qu'ils doivent d'avoir un niveau de vie supérieur à celui de bien des peuples, et que des États réduits à des portions congrues n'auraient pas les moyens de leur offrir un tel niveau de vie...

Que ce genre d'arguments soit contestable ou comporte des contrevérités auxquelles se mêlent malicieusement certaines vérités, on le sait pertinemment, peu importe ici, mais les travailleurs peuvent y être sensibles, il servirait uniquement à choquer les esprits, à introduire le doute dans les esprits de manière à les paralyser ou à neutraliser toute action contre le régime.

C'est pour cette raison qu'il me semble important de dissocier ces deux mots d'ordre sans s'opposer frontalement au mot d'ordre d'indépendance lorsqu'on ne le partage pas, mais en expliquant à ses partisans le danger qu'il représente pour la suite de leur combat, dans la mesure où ils ne le gagneront qu'à condition que les travailleurs de toute l'Espagne se saisissent de celui de la République. Car pour vaincre l'État espagnol et son appareil de répression, il est indispensable que les travailleurs de toute l'Espagne s'engagent dans ce combat pour la République, ils ne doivent avoir aucune illusion sur leur chance de vaincre s'ils étaient divisés ou si leur combat se réduisait à leur seule région, si le mot d'ordre d'indépendance prévalait sur celui de la République, qui répétons-le peut rassembler l'ensemble des classes exploitées et opprimées de toute l'Espagne.

Le mot d'ordre de République en Catalogne ne s'imposera que s'il est repris par tous les travailleurs espagnols contre le régime en place à Madrid.

La République ne peut s'imposer qu'au niveau de toute l'Espagne.

Ce n'est pas tout à fait ce que dit le POID quand il écrit que "*la République catalane (serait le) premier pas vers les Républiques dans toute l'Espagne*", car il n'existera jamais de République en Catalogne ou ailleurs temps que le régime n'aura pas été abattu, il ne le permettrait pas ou alors ce ne serait qu'un clone du régime actuel qui fonctionne déjà en grande partie comme une République, la monarchie serait sacrifiée ou ses pouvoirs seraient encore réduits de manière à ne pas remettre en cause l'ordre établi... et la vie continuerait comme avant ! Est-ce cela que souhaitent les travailleurs de toute l'Espagne ?

S'il faut essayer d'éviter d'opposer le mot d'ordre de République à celui d'indépendance, il faut également éviter d'isoler la

Catalogne des autres régions de l'Espagne, de les opposer les unes aux autres, dans l'esprit des travailleurs elles doivent être unies pour mener ensemble le combat contre l'Etat, s'ils veulent atteindre leurs objectifs politiques.

[Haut de page ↗](#)

Le 7 novembre 2017

CAUSERIE

- La causerie d'octobre au format pdf
- Causerie au format pdf (14 pages)

Dossier Espagne

Catalogne : entre mirage et réalités par Alex Anfruns Investig'Action - 25 Octobre 2017
<https://www.investigaction.net/fr/catalogne-entre-mirage-et-realites>

Article apparemment rédigé par un partisan de Podemos... Il comporte beaucoup d'approximations comme dans tous les articles que j'ai lus ces dernières semaines.

Tendance Claire du NPA.

Solidarité avec la République catalane contre le putsch de Rajoy ! Seule la mobilisation des travailleurs/ses peut imposer l'indépendance ! Pour une république socialiste catalane ! par Gaston Lefranc - 1 novembre 2017

Je ne reproduirai pas ce long article que vous pouvez lire si cela vous intéresse sur leur blog. J'ai simplement constaté qu'il n'avait pas évoqué les travailleurs du reste de l'Espagne, hormis une fois entre parenthèses. Cela laisse pensif, n'est-ce pas ?

Nous sommes habitués du fait et ils ne sont pas les seuls à ignorer l'existence de l'immense majorité des travailleurs (en France ou ailleurs). Chaque fois qu'ils analysent des résultats électoraux (de référendums) ou des mouvements sociaux, il faut absolument qu'ils en fournissent une signification politique qui ne correspond pas à la réalité, en se livrant à des extrapolations sans consistance sous la forme de développements improbable ou qui ne se réaliseront pas. Ils prétendent ainsi fournir une perspective politique aux travailleurs ou leur indiquer la voie à suivre pour la suite de leur combat, sans se poser la question de savoir pourquoi ils ne se mobilisent pas. Pourquoi se la poseraient-ils puisqu'ils ont réussi à se persuader que leurs divagations allaient se réaliser en confondant l'état d'esprit des masses et leurs intérêts collectifs.

Non seulement ils prêtent aux travailleurs qui se mobilisent un niveau de conscience qui n'est pas le leur, ils l'étendent à l'ensemble des travailleurs, alors que les faits les contredisent. Peu importe puisque cela reste du domaine de la théorie et n'a rien à voir avec la réalité, l'essentiel c'est qu'ils soient convaincus d'avoir raison, comme toujours, et que des incrédules les suivent, et par la suite, qui se souviendra de leurs déclarations tonitruantes sans lendemain, personne ou presque, ils passeront à autre chose et ainsi de suite.

Il ne faut pas chercher ailleurs pourquoi ils n'ont jamais réussi à convaincre les éléments les plus déterminés de la classe ouvrière et des classes moyennes de les rejoindre pour construire le parti. Ils sont incohérents et pas sérieux.

Ils vous diront que les conditions objectives ne sont pas mûres. Soit. Les conditions subjectives non plus. Dans ce cas-là, doit-on attendre que les conditions objectives soient mûres pour construire le parti ? Ils vous répondront non évidemment. Dans ce cas-là, ne pourrait-on pas agir sur les conditions subjectives de manière à ce qu'elles aient suffisamment progressé pour être mûres lorsque les conditions objectives le deviendront également ou pour palier en partie leur manque de maturité, de sorte qu'un processus révolutionnaire puisse s'engager avec une chance d'aboutir sans attendre que la misère sociale se soit étendue à l'ensemble des masses ? Ils vous répondront non évidemment. Pourquoi ? Parce qu'ils considèrent que les rapports entre les conditions objectives et subjectives n'ont pas évolué depuis un siècle et demi ou davantage. Bien entendu, ils ne vous le diront jamais tel quel, à les entendre la situation est révolutionnaire et tout serait possible que ce soit en Espagne, en France ou ailleurs. Ils vous sortent ce genre d'aberrations le plus sérieusement du monde en se figurant que les travailleurs vont les croire sur parole, c'est les prendre pour plus ignorants qu'ils sont.

Ils démontrent en permanence qu'ils refusent de partir de la réalité ou de la situation telle qu'elle existe. Par exemple, ils considèrent que l'adoption de réformes sociales a constitué un progrès, ce qui est exact, mais ils refuseront d'admettre qu'elles

sont devenues également un puissant obstacle au combat politique pour en finir avec le capitalisme ou changer la société. Pourquoi ? Parce que cela les forcerait à se pencher sur l'aspect subjectif qui était lié à ces réformes sociales et qui allaient éloigner durablement les masses du socialisme du fait de l'interprétation qu'elles faisaient du capitalisme, ce qui allait se graver profondément dans leur cerveau. De la même manière qu'ils ignorent superbement que l'immense majorité des travailleurs ne participent pas à la lutte des classes, ils ne se demanderont pas non plus pourquoi ceux qui y participent n'ont jamais progressé, car à ces questions ils ont des réponses prêtes à l'emploi, c'est de la faute du stalinisme, pour eux ce combat ne mérite pas d'être mené, peu importe comment les travailleurs seront armés théoriquement ou politiquement quand ils se soulèveront contre le régime, ils le vaincront, ils en sont certains et cela ne se discute pas.

D'ailleurs avec eux, qu'est-ce qui se discute ? Rien. Quand se sont-ils posés des questions sur l'indépendance de la Catalogne ? Pourquoi faire, puisqu'ils considèrent qu'elle était acquise ou s'imposait. Dans tous les textes que j'ai mis en ligne ou que vous avez lus ici ou là, où a-t-elle fait l'objet d'une analyse sérieuse en tenant compte du développement des institutions espagnoles depuis 1975, de l'UE, du capitalisme mondial ? Nulle part, à ma connaissance, qui se limite à ce qui est publié sur Internet. On nous dit que le régime est franquiste, une monarchie qui opprime, tyrannise les peuples d'Espagne, tout comme le font tous les régimes envers les exploités sous le capitalisme qu'ils soient républicains ou non, tenez, comme l'ont fait les gouvernements qui se sont succédés en Catalogne. Avez-vous lu quelque part cet argument dans leur littérature ? Evidemment non. Voilà à quoi se réduit la discussion avec ces gens-là, et je ne caricature pas : Le régime en Espagne est franquiste et une monarchie, donc si vous ne soutenez pas l'indépendance de la Catalogne ils vous caractérisent de franchistes, de monarchistes, de réactionnaires, de traîtres, de pablistes, c'est une insulte dans la bouche des lambertistes, bref, vous êtes une ordure, et effectivement on ne discute pas avec les ordures, ils n'ont pas le droit à la parole, ils doivent disparaître. Ils osent tout que voulez-vous.

La déclaration de l'indépendance de la Catalogne ne serait-il le meilleur moyen d'isoler la Catalogne du reste de l'Espagne, et du même coup porter un coup fatal à l'instauration d'une République, donc faire le jeu de Rajoy ou de la réaction, pas seulement en Catalogne mais dans toute l'Espagne ? Ne serait-ce pas à l'origine une mystification destinée à combattre toute velléité d'instaurer une République en Espagne, puisque finalement ceux qui ont poussé le prolétariat à s'engager sur la voie de l'indépendance sont prêts à l'abandonner ?

L'indépendance de la Catalogne n'aurait aucune signification politique pour la classe ouvrière puisqu'elle serait obligée de se soumettre au marché mondial à défaut de rompre avec le capitalisme, en revanche la nature du régime pourrait contribuer à modifier les rapports entre les classes et favoriser le combat pour l'instauration d'une République sociale, c'est en posant la question de la République que se trouve posée la question du pouvoir politique, de l'Etat, et non la question de l'indépendance, de la même manière que la rupture avec l'UE ou l'indépendance vis-à-vis de l'UE ne résout aucune question politique, c'est ce que je me suis acharné à expliquer depuis des années, en vain. La question de la République entraîne la question, quelle République, quel Etat, quels doivent être les rapports entre les classes dans la République que nous voulons bâtir, doit-on conserver les rapports existant ou doit-on les inverser, qui doit détenir le pouvoir politique, comment doit-il être organisé, de quelles institutions avons-nous besoin pour que ce soit le peuple travailleur qui décide quelle orientation donnée à la société, quel sort réservons-nous aux institutions en place, etc.

Pourquoi s'arc-boutent-ils tous sur la question de l'indépendance et font-ils si peu de cas de celle de la République ? Mais parce qu'il faudrait en préciser la nature sociale, ce qui est éminemment révolutionnaire. Et puis l'indépendance présente d'autres aspects plutôt répugnants, car les régions les plus riches s'en tireraient bien et les plus pauvres n'auraient plus qu'à crever, mais ils pourraient aussi envisager de les vendre à Soros pour une bouchée de pain, par exemple. On doit avoir à l'esprit en permanence le sort de l'ensemble de la classe ouvrière de toute l'Espagne. On ne peut pas s'empêcher de penser qu'abandonner telle ou telle région plus pauvre que les autres est incompatible avec les principes qui définissent une République. Qu'il faille rappeler cela à des "trotskystes" fournit une indication précise sur leur degré de décomposition politique.

En gros, les institutions espagnoles sont similaires à celle qui existent dans la République française, à ceci près nous dira-t-on que c'est le roi et non le président qui nomme le Premier ministre, franchement, quand on a Jupiter ou Macron comme président, on se demande quelle différence il existe réellement entre une monarchie parlementaire et une république parlementaire ! Allons plus loin, certes en France l'article 155 n'existe pas, ce qui n'empêche pas le ministre de l'Intérieur d'envoyer les CRS matraquer et gazer des travailleurs en grève ou qui manifestent pour garder leurs emplois, sans compter que le président de la République détient le pouvoir discrétionnaire de déclarer la guerre à un autre pays... On semble ignorer ou avoir oublié ou encore on n'a jamais voulu admettre ou tenir compte qu'en France on vivait sous une dictature imposée par la même classe qui détient également le pouvoir à Barcelone ou à Madrid. Le mouvement ouvrier et le prolétariat paient aujourd'hui le prix de cet opportunisme, et ce n'est qu'un début.

N'est-on pas en droit de se poser la question de savoir si oui ou non la majorité des travailleurs espagnols considèrent que les institutions espagnoles fonctionnent comme celles d'une République, sans en avoir le titre puisque la monarchie existe toujours en Espagne ?

Le mot d'ordre d'indépendance de la Catalogne a été soigneusement alimenté par une couche de la bourgeoisie catalane et de la petite bourgeoisie qui comptaient en tirer profit tout en bénéficiant de la mansuétude des sommets de la bourgeoisie catalane qui y était farouchement opposée tant que ce mot d'ordre ne dépasserait pas le stade de l'utopie, jusqu'au jour où étant conduites

à passer à l'exercice pratique, elles l'abandonnèrent une fois les grandes banques catalanes ayant sifflé la fin de la récréation en délocalisant leurs sièges, suivies par la plupart des grandes et moyennes entreprises.

En adoptant ce mot d'ordre d'indépendance la bourgeoisie catalane pouvait s'allier aux partis dits de gauche ou d'extrême gauche afin de prendre la direction du combat pour l'indépendance de la Catalogne et interdire qu'il se réalise pour le compte de l'ensemble de la bourgeoisie espagnole. En s'alliant avec ces partis, elles comptaient bien faire d'une pierre deux coups en interdisant du même coup l'instauration de la République en Catalogne. L'établissement d'une République était condamné dès le départ en étant lié à l'indépendance de la Catalogne qui ne verrait jamais le jour.

En identifiant le mot d'ordre d'indépendance à celui de la République, ils allaient vider ce dernier de tout contenu social. Il devait servir à détourner la classe ouvrière de la question sociale qui avait pris une acuité particulière et tendait à adopter un contenu politique depuis qu'elle avait été durement frappée par la politique d'austérité menée par le gouvernement depuis 2008, et partant de là elles pouvaient tout du moins en parole se rallier au mot d'ordre de la République, ce qui leur vaudrait le soutien de ce qu'ils appellent la gauche radicale et l'extrême gauche décomposée, tout en sachant d'une part, qu'elles ne feraient aucune concession à ses alliés sur le capitalisme ou qu'il ne s'agirait en aucun cas de près ou de loin d'instaurer une République sociale, et que d'autre part, Madrid répondrait à toute tentative d'indépendance par une répression féroce, de sorte que ni la République ni l'indépendance ne verraient le jour, en revanche la classe ouvrière subirait une lourde défaite qui devrait servir d'avertissement à la classe ouvrière de toute l'Espagne.

Les partis qui ont pris l'initiative du référendum du 1er octobre ne devraient-ils appeler les travailleurs de l'ensemble de l'Espagne, non pas à soutenir l'indépendance de la Catalogne, mais à adopter la République, et en fonction de l'écho que rencontrerait cet appel, cela permettrait de mesurer avec précision le niveau de conscience politique des travailleurs espagnols.

Quant au sort de la monarchie, ce serait aux travailleurs d'en décider. Bien entendu, nous sommes pour son abolition, mais si une forte proportion ou la moitié des travailleurs y étaient opposés tout en se prononçant pour une République, dans ce cas-là il serait préférable de retirer tous ses pouvoirs au roi sans l'abolir totalement dans un premier temps, et une fois que la République aurait démontré qu'elle rendait de meilleurs services au peuple que la monarchie et qu'il pouvait très bien s'en passer, peut-être au bout d'un an ou deux, son abolition définitive serait juste une formalité qui ne menacerait plus la République, sans doute dans l'indifférence générale.

Il reste un point qu'on a évoqué sans s'y attarder alors qu'il est déterminant, c'est que compte tenu que les institutions espagnoles fonctionnent déjà comme une République bourgeoise ou dominée par la classe des capitalistes, on ne peut combattre que pour une République sociale débarrassée des institutions qui existent actuellement ou dans laquelle ce serait la classe des exploités qui détiendrait le pouvoir. Or, cela ne se réalisera jamais au moyen d'élections ou par le biais de négociations entre les représentants des différentes classes, car les capitalistes n'accepteront jamais d'être dépossédés du pouvoir autrement que par la force, c'est-à-dire à l'issue d'un soulèvement révolutionnaire des masses qui balayerait le régime ou l'Etat de fond en comble.

Dans l'état actuel des choses en Espagne, en l'absence d'un véritable parti ouvrier révolutionnaire ancré dans les masses, si un tel soulèvement devait avoir lieu, dans le meilleur des cas il n'aboutirait qu'à un replâtrage des institutions existantes ou à remettre une couche de vernis démocratique à la monarchie parlementaire. Donc construire ce parti demeure la tâche politique prioritaire en Espagne comme ailleurs, si l'on veut parvenir à en finir avec le capitalisme et ses institutions.

Parole d'internaute.

1- "Aucune classe dominante ne peut tenir le contrôle longtemps quand la crédibilité des idées qui justifient son existence s'est évaporée. A ce stade, elle est forcée d'avoir recours à la coercition, l'intimidation et la censure."

Ne pas oublier :

– la diversion / distraction (toujours plus de people, télé-réalité et sports),

– la division : ce qui se passe sur les rapports hommes/femmes ne trouve pas une chambre de résonance aussi puissante par hasard, il faut "fournir du progrès", quitte à diviser pour en donner à certain(e)s forcément au détriment d'autres en ces temps de non-croissance.

Il suffit ensuite de zoomer sur ceux auxquels on "donne" plus pour se faire une image de progressiste et enrayer la critique..."

En réalité ou surtout, la perte de "crédibilité" des représentants de la classe dominante intervient quand les travailleurs s'aperçoivent qu'ils leur avaient tenu un discours trompeur, et qu'ils appliquent une politique encore plus encore antisociale que leurs prédécesseurs. Il est toujours bon de remettre les choses à leurs places.

2- "Il y a vingt ans, TIME Magazine a fait un rapport exclusif sur les prouesses des conseillers politiques américains qui avaient

réussi – à la grande joie du gouvernement des États-Unis – à assurer la réélection de Boris Eltsine à la présidence russe.”
<http://numidia-liberum.blogspot.ch/2016/12/il-y-20-ans-les-usa-ont-manipule-les.html>

Le lien du Time : <http://content.time.com/time/subscriber/article/0,33009,984833-2,00.html>

ACTUALITE EN TITRES

En oligarchie. Ils voulaient dire trop tard !

- Sondage: pour 50% des Français il est top tôt pour juger Macron - AFP

Assurément... aux riches !

- "Aux yeux des Français, Macron a au moins le mérite de tenir ses promesses", selon Jean-Daniel Lévy, d'Harris Interactive.
- Franceinfo

De Gaulle, Pompidou, Giscard, Mitterrand, Chirac, Sarkozy, Hollande, avaient en commun d'avoir déjà acquis une longue ou riche expérience politique avant de devenir président de la IV^e République, ils disposaient d'un parti politique et de réseaux solidement établis sur tout le territoire, le statut qu'ils allaient acquérir en fin de parcours était en quelque sorte la consécration de l'engagement de toute une vie au service d'une cause ou d'une classe qu'ils avaient servie avec persévérance et détermination, alors qu'il n'existe rien de tout cela chez Macron.

Macron est un vulgaire aventurier qui n'a manifestement développé aucune faculté particulière, sans vocation, contrairement à ses prédécesseurs ou aux autres membres de sa famille. Il n'a pour ainsi dire pas de passé, chez lui le plus récent a été purement et simplement fabriqué récemment à partir d'opportunité grâce à de tierces personnes qu'il a rencontrées presque par hasard. Sans attache, sans idéal, il n'a rien à perdre, c'est un électron libre qui ne demandait qu'à être manipulé par le plus offrant, pour enfin pouvoir assouvir son ambition refoulée enfouie pendant de longues années sous un tas de complexes qu'il traînait depuis son adolescence.

Pour sa famille, tous médecins de pères en fils du côté paternel et maternel, c'était un raté qui ne savait pas quoi faire de sa peau. Et c'est uniquement le hasard, la rencontre avec la femme d'un banquier qui était son professeur de français, qui le placera dans l'orbite de Jupiter. Un banquier et un père industriel, cela possèdent forcément des relations ou un carnet d'adresses parmi les notables ou les puissants, qui le moment venu allait servir à façonner le personnage idéal, sans passé, sans parti, sans principe, ni scrupule ni morale, qui serait amené à accomplir les tâches les plus viles et sordides que ses nouveaux parrains lui dicteraient et qu'ils assumeraient entièrement, avec zèle.

Enfin il allait exister, il allait être reconnu à sa juste valeur, quoiqu'on puisse douter qu'un type aussi médiocre et servile, mais tout de même pas inculte, parvienne à s'en persuader lui-même, car il sait mieux que quiconque ce qu'il est et ce qu'il vaut réellement, rien, hormis pour ceux qui l'ont placé là où il est aujourd'hui.

Il est censé tirer satisfaction de la surmédiation et des flatteries dont il fait l'objet, c'est dire à quel point il est faible ou vulnérable, insignifiant, ce que son entourage doit constater quotidiennement sans rien laisser paraître, mais est-ce vraiment possible dans tous les cas, on en doute, ce qui explique pourquoi il est très souvent crispé, son visage le trahit.

Comme chez tous les psychopathes qui finissent par croire qu'ils possèdent le pouvoir d'être libres en paroles ou en actes, il va commettre l'erreur d'exprimer crûment ce qu'il pense réellement, mais c'est aussi une manière de relâcher la pression qui pèse sur lui en permanence au point de devenir insupportable ou de lui faire perdre le contrôle de lui-même. Et quand il l'assume, c'est parce que cela lui a procuré un réel soulagement, et quand il se rétracte à demi-mot (ou d'un membre de son entourage corrige ses propos infâmes), c'est parce que ses parrains lui en ont intimé l'ordre, car en réalité il n'a absolument aucune liberté ou pouvoir, c'est un pion, un Kleenex, un homme de paille, une marionnette et rien d'autre.

Il est juste l'homme de la situation dont l'oligarchie avait besoin pour accélérer son offensive contre la classe ouvrière, "et de droite et de gauche" ou "ni de droite ni de gauche", de manière à briser toute velléité de contestation provenant des partis institutionnels sommés de se soumettre sans broncher au diktat de l'oligarchie sous peine d'être broyé impitoyablement, ce qu'elle n'a pas eu besoin de faire avec le PS, mais ce dont LR paya le prix fort.

Macron incarne aussi au plus haut point l'esprit de la Ve République, il en l'expression la plus achevée, dès lors il est normal qu'ils lui aient fixé pour objectif d'achever le sale boulot que depuis De Gaulle ses prédécesseurs n'étaient pas parvenus à finaliser.

Et ce n'est pas un hasard si nous arrivons à la Ve République, c'est l'inverse qui aurait été préoccupant, car c'est bien contre les institutions de la Ve République que nous devons axer notre combat politique pour envisager sérieusement la possibilité de passer au socialisme ou d'instaurer une République sociale, comme en Espagne et ailleurs.

[Offensive pour détruire ce qui reste de la Sécurité sociale. La carotte et la matraque](#)

- Ferrand (LREM): 23 millions de salariés vont voir leur feuille de paie augmenter en janvier - AFP

Ici en Inde, le salaire brut et net d'un salarié est identique, aucune retenue à la source. En revanche, il n'a aucun droit social. Je suis dans le même cas.

Avec son salaire, quand il tombe malade ou un membre de sa famille, un travailleur doit régler la totalité des frais médicaux, et s'il n'en a pas les moyens, il empruntera de l'argent à un usurier et il pourra ainsi s'endetter pendant de longues années, sinon il devra se passer de tout traitement ou il recourra à des expédients si le mal est bénin, et dans les cas les plus graves il sera condamné à mort... par cette généreuse société dite démocratique.

Il existe bien l'hôpital public, mais comme il manque cruellement de moyens en personnel beaucoup d'Indiens renoncent à y recourir, car il faut y passer des heures pour une simple consultation, et des jours en cas de complication ou de maladie grave. Or un Indien quand il ne travaille pas, il ne perçoit pas de salaire, donc il hésite à s'absenter de son travail, cruel dilemme.

A l'hôpital public tout n'est pas gratuit, les plus pauvres qui n'ont pas les moyens d'acheter des médicaments pour la durée d'un traitement se voit octroyer les doses correspondant à un ou plusieurs jours, ensuite ils doivent revenir en chercher en se tapant les mêmes heures interminables d'attente.

Je ne suis pas riche loin de là, mais j'ai renoncé à y aller. Je me suis fait ma propre pharmacie et jusqu'à présent cela a suffi pour me soigner. Sinon il existe une autre option, allez dans une pharmacie et décrire son symptôme afin qu'on vous délivre le médicament qui vous soulagera, mais bon, il faut bien tomber ou connaître le pharmacien, c'est préférable !

[Sans faute. C'était dans l'ordre des choses.](#)

- Bush père dit avoir voté Clinton à la présidentielle - AFP

[Ils osent tout](#)

Comme c'est "cool" l'exploitation, l'oppression... Comment neutraliser la lutte des classes...

- Bonheur au travail : de la « coolitude » à la démocratie dans l'entreprise - Publicsenat.fr

- Trump: l'attitude de la Corée du Nord est une "menace pour le monde" - AFP

La première année de Donald Trump doit-elle nous faire douter de la démocratie? - Le Huffington Post

Avec quelques 200 guerres à son actif depuis la création, les Etats-Unis avec près de 1000 bases militaires installées sur tous les continents et un budget de la Défense qui avoisine les 1000 milliards de dollars, il est plus que recommandé de douter de l'existence de la démocratie... Et s'il existe une "menace pour le monde", c'est bien l'impérialisme américain.

- Rohingyas: l'ONU accentue sa pression sur la Birmanie - AFP

Par le biais de leurs barbares, ce sont encore les Etats-Unis qui déstabilisent ce pays et se livrent à des massacres de populations civiles innocentes.

ONG. Ces officines de la réaction ou la fabrique à illusions dans le capitalisme. La preuve.

- 'Paradise papers': un espoir contre les paradis fiscaux (ONG) - AFP

Parce que vous devez imaginer ou comprendre que ceux qui profitent en premier lieu des paradis fiscaux et qui sont ceux qui détiennent le pouvoir économique vont s'y attaquer, il faut être un abruti fini pour croire un truc pareil.

Cet exemple peut servir à démasquer très facilement le véritable rôle des ONG pour que les travailleurs et surtout les jeunes s'en détournent.

ACTUALITÉ DU JOUR

Une campagne orchestrée en haut lieu à l'échelle mondiale...

... par ceux qui ont fait de la pornographie une industrie juteuse, les proxénètes qui gouvernent le monde.

On sait qu'ils ont de la suite dans les idées, il ne faut jamais l'oublier sinon on ne comprend pas grand chose à la situation, et quelques décennies plus tard ils font l'apologie de l'homosexualité, ils dressent les femmes contre les hommes, c'est toujours préférable que de voir l'ensemble des exploités se dresser contre les exploités...

De la même manière qu'ils prétendent lutter contre le trafic de drogue... qu'ils introduisent eux-mêmes dans le pays, ils répriment sévèrement les consommateurs, puis un beau jour ils décident de légaliser la drogue, ils en font la promotion, ils commercialisent des opiacés à côté desquels l'héroïne ou la morphine sont des cachets d'aspirine et tuent des centaines de milliers d'Américains.

De la même manière qu'ils prétendent lutter contre la violence tout en légalisant la vente d'armes de guerre.

De la même manière qu'ils prétendent lutter contre le terrorisme en finançant et armant Al-Qaïda (Daesh et Al-Nosra, etc.)

Etc, etc. etc.

Vous ne voudriez tout de même pas qu'on marche dans leur combine pourrie, criminelle, n'est-ce pas ? Lecteurs, identifiez tous ceux qui se disent de gauche ou d'extrême gauche qui soutiennent leurs campagnes infâmes et tournez-leur le dos, fuyez-les, c'est aussi un acte de résistance aussi salutaire pour vous-mêmes que pour notre cause !

- Harcèlement sexuel : les scandales se multiplient en Europe, des décisions attendues - Franceinfo

Alors qu'il est ultra minoritaire et illégitime

- Violences sexuelles : cent personnalités féminines appellent Emmanuel Macron à décréter "un plan d'urgence" - Franceinfo

Depuis des jours, plusieurs centaines de milliers de messages sont apparus sur les réseaux sociaux pour témoigner de l'ampleur des violences sexuelles que subissent les femmes en France. Une femme sur deux a déjà été victime de violence sexuelle (*). Certaines ne sont plus là pour signer cette tribune, mortes sous les coups. Certaines sont plus particulièrement concernées parce qu'elles sont en situation de handicap, lesbiennes ou subissent le racisme. (...)

Alors, pourquoi cette lettre? Parce que vous avez le pouvoir de faire en sorte que ces violences sexuelles cessent. La puissance publique a déjà réussi par le passé à changer des mentalités et des comportements qui nous semblaient inamovibles tellement ils étaient ancrés dans nos habitudes.

- elles proposent à Emmanuel Macron (...) à doubler "immédiatement les subventions des associations qui accueillent les femmes au téléphone ou physiquement".

- la création "au collège d'un brevet de la non-violence sur le modèle du brevet de la sécurité routière, obligatoire dès la rentrée prochaine". Puis, l'instauration d'une formation obligatoire des "salarié.e.s et managers à la prévention du harcèlement sexuel au travail". Franceinfo

Qui sont-elles, que représentent-elles ?

Elles sont : journaliste, comédienne, auteur-interprète, auteure-compositrice, scénariste, réalisatrice, réalisatrice, cinéaste, chanteuse, éditrice, écrivaine, artiste plasticienne, dessinatrice, médecin, avocate, économiste, préfète honoraire, présidente de l'Institut Robert Schuman, présidente de l'UNEF, enseignante-chercheuse, historienne, philosophe, YouTubeuse. (Source : JDD - www.lejdd.fr)

Qui visent ces vipères de la petite bourgeoisie : les travailleurs et la jeunesse. De qui font-elles le jeu ? Vous l'avez deviné. J'ai noté que deux membres de la CGT avaient signé cette pétition, rien d'étonnant, la CGT a appelé à voter Macron.

Comme quoi parallèlement ils font tout pour que le peuple soit obsédé par le sexe.

Trouvé par hasard en lisant un article du Point (Paradise Papers : les astuces fiscales de Bono), cela figurait dans le bandeau vertical à droite de l'écran. Sinon, absolument tous les jours en se connectant sur les pages Yahoo politique et monde, au même endroit à l'écran, ils proposent des articles sur des people féminines à moitié dénudées, parfois sur les plateaux de télé (Hanouna par exemple hier).

Le tour du monde du sexe

- Le tour du monde du sexe : la générosité sexuelle incomparable des Canelas
- Le tour du monde du sexe : la chambre d'amour des fillettes kreungs
- Le tour du monde du sexe : les Papous Sambia buveurs de sperme
- Le tour du monde du sexe : la beauté des petites lèvres vaginales sur les îles de Chuuk
- Le tour du monde du sexe : chez les Wodaabe, les hommes jouent aux pin-up
- Le tour du monde du sexe : les Tahitiennes, pas si libérées que cela
- Le tour du monde du sexe : les organes génitaux remodelés des Hawaïens
- Le tour du monde du sexe : les hyper-refoulés d'Inis Oirr
- Le tour du monde du sexe : les Moso, sans père ni mari
- Le tour du monde du sexe : chez les Nyinba, les frères partagent la même épouse
- Le tour du monde du sexe : la femme collective des Bashilele

Ce n'est pas innocent.

Les hommes, qui se livrent à des attouchements sur des femmes dans la rue ou n'importe où, ont un problème et ils ne parviennent plus à se contrôler. Soit ils n'ont pas de partenaire pour assouvir leurs pulsions sexuelles, soit leur partenaire ne leur donne pas satisfaction, ou alors elle ne leur suffit pas et ils ne se fixent plus de limites, cela devient obsessionnel chez eux.

Mais qui a poussé les hommes (comme les femmes) à adopter un individualisme effréné ou chacun se croit tout permis ou presque en manquant singulièrement de respect envers les autres dans tous les domaines, sinon ceux qui nous gouvernent depuis des décennies.

Ils s'emploient systématiquement à pourrir tous les rapports dans la société, afin de conduire toutes les couches à s'affronter entre elles au lieu de diriger leurs coups contre le régime, c'est la raison pour laquelle il ne faut absolument rien leur lâcher, ne rien laisser passer et les combattre sur tous les fronts à la fois, sinon nous sommes perdus.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Arabie saoudite. - Liban.

- Purge sans précédent en Arabie saoudite: princes, ministres, ex-ministres arrêtés - AFP

Onze princes et des dizaines de ministres, anciens et actuels, ont été arrêtés samedi soir en Arabie saoudite, selon des médias, au cours d'une purge sans précédent qui doit permettre au jeune prince héritier de consolider son pouvoir.

Parallèlement, les puissants chefs de la Garde nationale saoudienne, une force d'élite intérieure, et de la Marine ont été limogés.

Ces arrestations et limogeages sont intervenus quelques heures après la création, par décret royal, d'une commission anticorruption dirigée par le prince héritier et homme fort du royaume ultra-conservateur, Mohammed ben Salmane, âgé de 32 ans et surnomé MBS.

Selon la chaîne satellitaire Al-Arabiya, à capitaux saoudiens, onze princes, quatre ministres et des dizaines d'anciens ministres ont été arrêtés alors que la commission a lancé une enquête sur les inondations qui ont dévasté en 2009 la ville portuaire de Jeddah (ouest), sur la mer Rouge, à la suite de pluies torrentielles, faisant une centaine de morts.

L'agence de presse officielle saoudienne SPA a indiqué que le but de la commission était de "préserver l'argent public, punir les personnes corrompues et ceux qui profitent de leur position".

Le conseil des religieux a rapidement réagi sur son compte Twitter en affirmant que la lutte contre la corruption était "aussi importante que le combat contre le terrorisme".

Parmi les personnes arrêtées figure le prince et milliardaire Al-Walid ben Talal, selon des sites web saoudiens. Cette information n'a pas été confirmée officiellement.

Une source aéroportuaire a par ailleurs indiqué à l'AFP que les forces de sécurité avaient cloué au sol des avions privés à Jeddah, pour empêcher que certaines personnalités quittent le territoire.

"L'étendue et l'ampleur de ces arrestations semblent être sans précédent dans l'histoire moderne de l'Arabie saoudite", a affirmé à l'AFP Kristian Ulrichsen, spécialiste du Golfe à l'institut Baker de l'université Rice, aux Etats-Unis.

"Si la détention du prince Al-Walid ben Talal se confirme, elle constituera une onde de choc sur le plan intérieur et dans le monde des affaires internationales", estime cet expert.

Contrôlant les principaux leviers du gouvernement, de la défense à l'économie, Mohammed ben Salmane semble chercher à étouffer les contestations internes avant tout transfert formel du pouvoir par son père, le roi Salmane, âgé de 81 ans.

Fin octobre, MBS, issu de la jeune génération princière saoudienne, a promis une Arabie "modérée", en rupture avec l'image d'un pays longtemps considéré comme l'exportateur du wahhabisme, une version rigoriste de l'islam qui a nourri nombre de jihadistes à travers le monde.

"Nous n'allons pas passer 30 ans de plus de notre vie à nous accommoder d'idées extrémistes et nous allons les détruire maintenant", avait-il assuré sous les applaudissements des participants à un forum économique baptisé le "Davos dans le désert" qui avait attiré 2.500 décideurs du monde entier.

Il a lancé plusieurs chantiers de réformes -- droit de conduire pour les femmes et ouvertures de cinémas notamment -- qui marquent le plus grand bouleversement culturel et économique de l'histoire moderne du royaume, avec une marginalisation de fait de la caste des religieux conservateurs.

Dans le même temps, il a oeuvré pour renforcer son emprise politique sur le pouvoir, procédant notamment en septembre à une vague d'arrestations de dissidents, dont des religieux influents et des intellectuels.

Selon des analystes, nombre de ces dissidents critiquaient la politique étrangère musclée du jeune prince héritier, comme le boycott du Qatar, ainsi que certaines réformes comme la privatisation d'entreprises publiques et la réduction des subventions de l'Etat. AFP

- Al-Walid ben Talal: un prince milliardaire saoudien haut en couleur - AFP

Dans cet article, l'AFP en faisait l'éloge... Cela ne vous étonne pas, n'est-ce pas ? Bravo !

- Un vice-gouverneur saoudien tué dans le crash d'un hélicoptère - Reuters

Le vice-gouverneur de la province d'Asir, en Arabie saoudite, et plusieurs de ses collaborateurs ont été tués dimanche dans le crash d'un hélicoptère, rapporte la chaîne de télévision publique saoudienne Ekhbariya.

Selon le journal saoudien Okaz, ces responsables survolaient un secteur près de la côte de la province d'Asir, près de la frontière du Yémen, quand l'avion s'est écrasé.

La presse ne précise pas la cause du crash. Reuters 6 novembre 2017

- La coalition saoudienne ferme les accès au Yémen - Reuters

La coalition militaire conduite par l'Arabie saoudite a décidé de fermer temporairement tous les accès aériens, terrestres et maritimes au Yémen afin d'empêcher l'armement par l'Iran des rebelles chiites Houthi, rapporte lundi l'agence de presse saoudienne SPA.

- La stabilité du Liban prioritaire pour le président Aoun - Reuters

Deux jours après la démission du Premier ministre Saad Hariri, le président libanais Michel Aoun a souligné lundi que la stabilité sécuritaire, économique, financière et politique du Liban était une "ligne rouge" lors d'une réunion à Beyrouth liée aux questions de sécurité.

"Le chef de l'Etat attend le retour de Hariri pour l'entendre personnellement", a déclaré le ministre de la Justice Salim Jreissati à l'issue de ce conseil qui s'est tenu au palais présidentiel de Baabda. "Cette démission doit être volontaire dans tous les sens du terme", a-t-il ajouté. Reuters 7 novembre 2017

- La France demande à l'Arabie saoudite de libérer le PM libanais - Réseau Voltaire

Le gouvernement français est intervenu auprès du prince héritier saoudien, Mohamed Ben Salmane, pour qu'il libère le Premier ministre libanais, Saad Hariri, actuellement aux arrêts à l'hôtel Ritz de Riyad avec plusieurs des personnalités arrêtées lors du coup de Palais. Il est impossible de le joindre.

Monsieur Hariri a annoncé depuis l'hôtel Ritz qu'il démissionnait de ses fonctions au Liban. Cependant, selon la Constitution libanaise, il reste en charge des affaires courantes dans l'attente de son successeur. Il a informé directement le président Michel Aoun par téléphone de sa démission, mais n'en a pas exposé le motif.

Dans un discours télévisé, le secrétaire général du Hezbollah, Sayyed Hassan Nasrallah, a pris la défense de Saad Hariri, leader de la Coalition opposée à son parti. Il a dénoncé une ingérence saoudienne dans les affaires libanaises.

Le président Michel Aoun a réuni lundi matin un Conseil de défense au palais de Babda pour déterminer les réactions à la disparition inattendue du Premier ministre. Il ne semble pas considérer comme valide une démission par téléphone et ne devrait en tenir compte que si le Premier ministre revenait au Liban la lui annoncer en personne.

La classe dirigeante libanaise fait preuve de circonspection, à l'exception de l'ancien directeur de la Police, Achraf Rifi, rentré d'exil pour succéder à Saad Hariri. Selon lui, le président Aoun doit prendre ses responsabilités et choisir d'urgence un nouveau Premier ministre.

Saad Hariri ayant la double nationalité saoudo-libanaise, il ne peut bénéficier de l'immunité diplomatique en Arabie saoudite. Réseau Voltaire 6 novembre 2017

- Le Hezbollah accuse Ryad d'avoir contraint Hariri à la démission - Reuters

Le chef du Hezbollah, Sayyed Hassan Nasrallah, a estimé dimanche que la décision du Premier ministre libanais, Saad Hariri, de démissionner lui avait été dictée par l'Arabie saoudite.

"Cette démission est une décision saoudienne qui a été imposée à Saad Hariri", a-t-il dit dans un discours télévisé, au lendemain de l'annonce surprise faite en Arabie saoudite par le chef du gouvernement d'union nationale, en poste depuis janvier.

"De légitimes questions" se posent en outre, a ajouté le chef de la milice chiite, sur le point de savoir si Saad Hariri dispose de sa pleine liberté de mouvement en Arabie saoudite.

Dans l'entourage de Saad Hariri, qui possède la nationalité saoudienne, on dément avec la plus grande fermeté qu'il ait été placé en état d'arrestation ou forcé de démissionner.

Sayyed Hassan Nasrallah a invité les Libanais à faire preuve de calme face à cette nouvelle crise politique d'ampleur et à ne pas manifester car "cela n'aboutirait à aucun résultat".

Les dirigeants politiques libanais, a-t-il dit, s'attendent à ce que Saad Hariri rentre au Liban jeudi, si toutefois "on l'autorise à voyager".

Le président libanais, Michel Aoun, n'acceptera pas la démission du Premier ministre tant qu'il ne sera pas revenu en expliquer les raisons, dit-on dans son entourage.

En annonçant sa démission, Saad Hariri a accusé le Hezbollah chiite et l'Iran qui le soutient de semer la discorde dans la région et dit craindre pour sa vie.

Le journal saoudien Acharq al Aoussat, citant des sources non identifiées, écrit dimanche que des services de renseignement occidentaux l'ont averti qu'une tentative d'assassinat à son encontre était en préparation.

Selon la chaîne de télévision saoudienne Al Arabiya al Hadath, il a échappé jeudi à une tentative de meurtre alors qu'il se trouvait encore à Beyrouth. Le général Abbas Ibrahim, chef de la Sûreté libanaise, a assuré dimanche n'avoir eu vent d'aucun complot visant une personnalité politique.

La démission du chef du gouvernement libanaise risque dans un premier temps de raviver les tensions entre Téhéran et Ryad, qui se disputent le leadership régional, et entre les différentes communautés religieuses libanaises.

Elle remet en outre en question la survie de la coalition gouvernementale formée fin 2016 après des années d'impasse politique et dont la difficile mise sur pied avait été perçue comme une victoire pour le Hezbollah.

Le "pacte national" au Liban, accord non écrit conclu en 1943, réserve la présidence à un chrétien maronite, le poste de chef du gouvernement à un sunnite et la présidence de la Chambre des députés à un chiite. Saad Hariri avait déjà été à la tête d'un gouvernement d'union nationale de 2009 à 2011. Reuters 6 novembre 2017

- L'Arabie saoudite accuse le Liban de lui avoir déclaré la guerre - Reuters

L'Arabie saoudite a estimé lundi que le Liban lui avait déclaré la guerre en raison de ce qu'elle considère comme des agressions commises dans le royaume par le Hezbollah libanais, soutenu par l'Iran.

Le gouvernement libanais sera "traité comme un gouvernement qui a déclaré la guerre à l'Arabie saoudite", a affirmé le ministre saoudien des Affaires du Golfe, Thamer al Sabhan, dans un entretien à la chaîne de télévision Al Arabiya.

Sabhan a précisé que le message avait été transmis au Premier ministre libanais Saad Hariri, allié des Saoudiens, qui a annoncé sa démission samedi depuis Ryad.

Les actes d'"agression" commis par le Hezbollah contre le royaume saoudien "sont considérés comme une déclaration de guerre contre l'Arabie saoudite par le Liban et par le parti libanais du diable", a ajouté Thamer al Sabhan.

Deux jours après la démission de Saad Hariri, le président libanais Michel Aoun a rappelé lundi que la stabilité sécuritaire, économique, financière et politique du Liban était une "ligne rouge" lors d'une réunion à Beyrouth liée aux questions de sécurité.

"Le chef de l'Etat attend le retour de Hariri pour l'entendre personnellement", a déclaré le ministre de la Justice Salim Jreissati à l'issue de ce conseil qui s'est tenu au palais présidentiel de Baabda. "Cette démission doit être volontaire dans tous les sens du terme", a-t-il ajouté. Reuters 7 novembre 2017

2- Italie

- Scrutin régional en Sicile, test avant les élections en Italie - Reuters

Le candidat au poste de gouverneur de Sicile de la coalition de centre droit soutenue par Silvio Berlusconi est en tête avec une courte avance sur le Mouvement 5 Etoiles (M5S), si l'on en croit des sondages sortis des urnes publiés dimanche soir.

L'élection du gouvernement régional dans l'île est considérée comme une répétition à grande échelle en vue des élections législatives prévues d'ici mai prochain en Italie.

La course s'annonçait serrée en Sicile entre une alliance de partis de droite et le M5S anti-système.

Elle l'a été, le candidat de la droite, Nello Musumeci, obtenant de 35% à 40% des suffrages exprimés, et celui du M5S, Giancarlo Cancelleri, entre 33% et 38%.

Fabrizio Micari, candidat soutenu par le Parti démocrate (PD) au pouvoir en Sicile et au niveau national, a apparemment souffert des dissensions internes, et arriverait loin derrière en troisième position avec vingt points de moins.

Renforcée par le retour dans la campagne électorale de l'ancien chef du gouvernement Silvio Berlusconi, la droite a à cœur de récupérer sa traditionnelle prééminence sur la Sicile et montrer qu'après des années de scandales, elle est redevenue une force à ne pas sous-estimer.

Le Mouvement 5 Etoiles, lui, n'a jamais dirigé de région mais espère qu'une victoire en Sicile le propulsera vers un succès à l'échelle nationale.

Une mauvaise performance de Fabrizio Micari risque de mettre en difficulté le chef de file du PD et ancien président du Conseil Matteo Renzi. Le PD a fait l'objet d'une scission cette année. Les membres de son aile gauche l'ont quitté pour lancer une formation nettement plus à gauche.

Au niveau national, le Mouvement 5 Etoiles est en tête avec 27% des intentions de vote, juste devant le Parti démocrate.

Les partis de la coalition de droite, Forza Italia, le parti de Silvio Berlusconi, et la Ligue du Nord, sont crédités chacun de 14% des intentions de vote au niveau national. Reuters 6 novembre 2017

[Haut de page ↗](#)

Le 11 novembre 2017

CAUSERIE

● Causerie au format pdf (17 pages)

La mousson est abondante cette année, une bonne nouvelle. Il pleut depuis un mois, la dernière fois qu'on avait eu une mousson aussi longue remonte à près de 10 ans.

Ici en Inde, contrairement à en France on ne dit jamais qu'il fait un temps pourri quand il pleut car tout le monde a conscience qu'on a besoin de la pluie pour survivre, sauf peut-être ceux qui sont victimes de fortes pluies continues, les plus pauvres qui vivent encore dans des cabanes en feuilles de cocotiers, comme toujours.

Il va falloir que je cimente le sol de l'enclos des chèvres qui est inondé, les pauvres bêtes sont obligées de dormir debout, l'eau s'écoule du champ en pente qui surplombe mon terrain, elle passe sous les plaques de ciment qui font office de mur, il n'y a pas de fondations, je n'avais pas de fric pour en construire. J'ai demandé plusieurs fois au propriétaire de ce champ de passer un coup de tracteur pour régler le problème mais il n'a jamais donné suite, c'est un gros propriétaire terrien et il s'en fout, je n'ai pas manqué de lui dire ce que je pensais de lui, mais bon, vous vous en doutez !

Cela dit, on vit mieux à la campagne qu'en ville, et pour cause...

Sous la Cop 21. Mieux nous respirerons, plus vous suffoquerez...

Depuis trois jours, les habitants de la capitale indienne suffoquent sous un épais nuage de pollution. Entre colère et résignation.

New Delhi (17 millions d'habitants). Chaque jour, 1 400 nouvelles immatriculations s'ajoutent aux 8 millions de véhicules déjà sur les routes de la ville.

Les chiffres font froid dans le dos. La concentration des particules fines « PM 2,5 » (2,5 microns) est beaucoup trop dense et les taux ont affiché ce jeudi entre 500 et 800 microns/m³, alors que le seuil de danger fixé par l'OMS est de 300.

Parmi toutes les capitales, la ville détient depuis 2014 le record de pollution atmosphérique de la planète. Le chef de l'exécutif de New Delhi, Arvind Kejriwal, l'avait comparée à une « chambre à gaz ». Mais entre 2014 et 2016, le gouvernement a voulu relativiser les faits. Autorités et experts se sont livrés à une guerre des chiffres sur les capteurs, les mesures de la qualité de l'air, et les seuils de tolérance. En attendant, le niveau de pollution ne cessait de grimper.

Aujourd'hui, les éditoriaux des grands quotidiens lamentent les autorités. « Dans une indifférence alarmante, Delhi continue à porter l'ignominie d'être l'une des villes les plus polluées au monde », dénonce jeudi le Hindustan Times. « Le brouillard de Delhi est un nouveau rappel de l'échec du gouvernement à agir avant l'urgence, estime quant à lui l'Indian Express. Le gouvernement a attendu deux ans que la pollution atteigne des proportions catastrophiques pour réagir. » Jigme Lingsang, un résident de Delhi, pointe également les limites de la contestation citoyenne : « Nous avons la séduisante option de nous plaindre sur les réseaux sociaux, en nous isolant davantage encore derrière nos masques ou nos purificateurs d'air, en signant des pétitions en ligne, peut-être même en allant à une manifestation ou deux, et ensuite de tout oublier jusqu'à l'année suivante... Et tout recommence à chaque mois de novembre. »

Certes, les élites indiennes et les expatriés ont été les premiers à réagir. Eux ont les moyens de se protéger et ils tentent désormais de fuir la capitale pour des cieux plus cléments. Pour les autres, la vie continue. Deepika, une avocate, contemple tristement sa

ville : « J'ai honte de ce que nous allons laisser en héritage à nos enfants. »

« La pollution à Delhi est critique mais elle symbolise aussi le sort de nombreuses zones rurales et urbaines en Inde », rappelle l'environnementaliste Kanchi Kohli. Aujourd'hui, le pays abrite 13 des 20 villes les plus polluées au monde. Le Point 10.09

Du bonapartisme au fascisme

- "L'élément que le fascisme a en commun avec le vieux bonapartisme est qu'il a utilisé les antagonismes de classe pour donner au pouvoir d'Etat la plus grande indépendance. Mais nous avons déjà souligné que l'ancien bonapartisme datait de l'époque de la société bourgeoise ascendante, tandis que le fascisme est un pouvoir d'Etat de la société bourgeoise en déclin." (Oeuvres : Août 1940 - L. Trotsky)

L'avènement de la Ve République bonapartiste en 1958 signifia que la guerre n'avait pas permis d'en finir avec les contradictions du capitalisme, et que dans l'impossibilité de les réduire leur développement allait approfondir ou amplifier la crise du capitalisme dans des proportions telles qu'il leur faudrait affronter directement la classe ouvrière pour liquider les acquis sociaux ou les concessions qu'ils avaient dû lui octroyer entre 1945 et 1958. Dans ces conditions il leur fallait un instrument politique pour briser ou inverser les rapports entre les classes qui étaient le produit du processus révolutionnaire qui s'était développé vers la fin de la guerre, mais qui n'avait pas pu aller à son terme en raison de la trahison de la social-démocratie et du stalinisme, et cet instrument allait être la Constitution de la Ve République.

Son instauration sonnait la fin de l'antagonisme entre les classes, qui jusque là avait été favorable à la classe ouvrière, cela signifiait que celle des capitalistes passait à l'offensive en bénéficiant de la bienveillance de la social-démocratie et du stalinisme, tout en profitant de la neutralité de la majorité des masses qui avaient obtenu une amélioration de leur condition, ainsi que du mythe entourant la personnalité du général de Gaulle et qui allait permettre à un militaire de gouverner la France.

L'instauration de ce nouveau bonapartiste avait été rendu possible pour les raisons que nous venons d'indiquer, mais dont l'un des facteurs était trompeur, à savoir que le répit que le capitalisme s'était accordé à la faveur de la guerre, et qui allait se traduire par une nouvelle période d'extension sur un champ de ruine, était déjà parvenu à son terme, une nouvelle crise se dessinait qui devait entraîner également la fin de sa coûteuse épopée coloniale en Asie et en Afrique du Nord.

La Ve République allait être à la fois le produit de l'incapacité des capitalistes de mater la classe ouvrière, et de l'incapacité de la classe ouvrière à se doter d'une nouvelle direction pour en finir avec le capitalisme et ses institutions. Dit autrement, la Ve République était à la fois le produit de la crise du capitalisme et de la crise historique de la direction du prolétariat. Dès lors le bonapartisme s'imposait à la bourgeoisie comme le seul recours possible à défaut de pouvoir recourir au fascisme pour atteindre ses objectifs. Le régime qui allait se mettre en place se doterait d'un vernis démocratique tout en étant autoritaire, alternant paternalisme et répression.

Les institutions allaient se réduire au pouvoir d'un seul homme trônant au sommet de l'Etat, toutes les institutions devraient lui être soumises, ce qui signifiait que le parlementarisme était mort ou vidé de son contenu, du coup c'est ailleurs qu'allait s'exprimer la lutte de classe du prolétariat, dans la rue...

Affirmer que la société bourgeoise est "en déclin" mérite une précision. Si elle tend effectivement au déclin ou elle est vouée historiquement au déclin, cela ne signifie pas pour autant qu'elle ne pourrait pas connaître encore des périodes de prospérité, qui au fil du temps ou de l'exacerbation des contradictions du capitalisme tendraient à se raréfier jusqu'au jour où elles disparaîtraient totalement en cédant la place à une période de régression sociale à durée indéterminée, et sur le plan politique le vernis démocratique déjà bien entamé craquerait de partout ou ne pourrait plus remplir de caution politique du régime et la réaction sur toute la ligne lui succéderait.

Dans les conditions actuelles, soit 59 ans plus tard, le bonapartisme ne pouvant plus remplir sa fonction telle qu'elle avait été définie en 1958, n'ayant pas réussi à atteindre ses objectifs tant économiques que politiques du fait de la résistance de la classe ouvrière, il va être tenter pour y parvenir de recourir à un coup de force, qui ne sera rendu possible une fois de plus que grâce à la neutralisation du mouvement ouvrier et du prolétariat par la social-démocratie et le stalinisme ainsi que leurs satellites respectifs dits de gauche et d'extrême gauche, le pouvoir étant dorénavant détenu par un parvenu nommé Macron et un parti unique, LREM, tous deux mis en place par l'oligarchie qui contrôle tous les pouvoirs, et les institutions vont fonctionner de la même manière que sous un régime fasciste.

Vous aurez toutefois observé qu'il existait encore des distinctions entre le régime actuel en France et un régime fasciste. Effectivement, Macron n'a pas eu besoin de dissoudre ou réprimer les partis qui autrefois se réclamaient de la classe ouvrière, le PS et le PCF ou les syndicats, puisque soit ils ont soutenu la candidature de Macron, soit ils ont refusé d'engager le combat contre sa candidature, le PS et le PCF se sont pratiquement autodissouts au fil du temps en soutenant tous les gouvernements réactionnaires qui se sont succédés depuis près de quatre décennies, pire encore, ils collaborent avec Macron et son gouvernement quotidiennement en participant au dialogue social, ils passent leur temps à le légitimer, dans ces conditions il est inutile pour Macron de recourir à la force contre le mouvement ouvrier et ses organisations, puisque leurs dirigeants s'en

chargent à sa place à leur manière, après tout comme en Espagne dans les années 30 ils sont les mieux placés pour faire la sale besogne de la bourgeois.

En guise de conclusion, on aura compris que le régime actuel en France tend vers le fascisme, il en épouse jour après jour un peu plus les contours et le contenu parce qu'il en partage les objectifs : sauver le capitalisme ou plutôt le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme pour le compte de l'oligarchie. On pourrait peut-être dire que c'est un régime de transition, qui de bonapartiste parlementaire est devenu ploutocratique en évoluant vers le fascisme.

Je ne sais pas si vous l'avez également remarqué, mais toutes les campagnes qu'ils mènent depuis des années contre les préjugés archaïques de certaines couches de la société qui recourent en fait toutes les classes, servent uniquement de prétexte à l'instauration d'une pensée unique en recourant à la délation généralisée de toute pensée déviante par le biais des réseaux sociaux qu'ils ont créés à cet effet, procédé qui est l'apanage des régimes fascistes.

Illustration. La réaction sur toute la ligne.

- Subventions : les associations de consommateurs en danger ? -

Le ministère de l'Économie a l'intention de diminuer les subventions attribuées aux associations de consommateurs. Beaucoup s'en inquiètent. Franceinfo

- "La Marseillaise" dans tous les championnats de France : l'idée de Laura Flessel pour "se réapproprié notre fibre citoyenne"
- Franceinfo

La ministre des Sports suggère aux fédérations sportives d'ouvrir les compétitions, toutes catégories d'âge confondues, par l'hymne national. Franceinfo

- Énergie : Nicolas Hulot décide un sursis pour le nucléaire - Franceinfo

- Charlie Hebdo : le soutien de l'Assemblée nationale - Franceinfo

Édouard Philippe a pris la parole ce mardi 7 novembre afin de défendre Charlie Hebdo, ciblé par des menaces de meurtre et d'attentat depuis sa Une du 1er novembre. Franceinfo

- Le groupe PS n'est « pas emballé » par la surtaxe sur les grandes entreprises - Publicsenat.fr Vincent Éblé, président (PS) de la commission des Finances, annonce que son groupe s'abstiendra sur le vote de cette mesure du projet de loi de finances rectificative, qui rapportera 5 milliards d'euros dans les caisses de l'État. Publicsenat.fr

- 14% de chômeurs radiés après des contrôles - Reuters

Le contrôle de la recherche effective d'emploi par les chômeurs, généralisé il y a un an et demi, a abouti à la radiation de 14% des personnes sur les 270.000 dont la situation a été vérifiée, rapportent Les Echos dans leur édition de jeudi. Reuters

- L'Assemblée vote le budget 2018 de la Défense, en hausse de 1,8 milliard d'euros - Le Huffington Post

Chose promise, chose due. L'Assemblée nationale a adopté dans la soirée du mardi 7 novembre en première lecture le projet de budget de la Défense pour 2018, en augmentation de 1,8 milliard par rapport à l'année précédente, conformément aux engagements du gouvernement.

Ce premier budget du quinquennat du président Emmanuel Macron, doté de 32,4 milliards d'euros, "prévoit une hausse historique de 1,8 milliard d'euros", a déclaré devant les députés la ministre des Armées Florence Parly. "C'est un effort inédit, le point de départ d'une remontée en puissance exceptionnelle, puisque chaque année ensuite, et ceci jusqu'en 2022, le budget du ministère des Armées augmentera de 1,7 milliard par an".

Ce projet de budget, en hausse de 5,6% par rapport au budget 2017, accorde 1,2 milliard d'euros supplémentaire aux crédits d'équipements, a ajouté la ministre. "C'est un budget de remontée en puissance qui répond aux besoins des armées et prépare leur avenir, que je veux ambitieux, innovant, autonome et européen aussi".

A la tribune de l'Assemblée, Florence Parly a réaffirmé le but de parvenir à ce que la France, en 2025, consacre 2% de son Produit intérieur brut (PIB) à la Défense. Le Huffington Post

Autres illustrations. Intimidation, délation, harcèlement, provocation, diffamation, répression ou le règne de la tyrannie.

- Emmanuel Macron recadre fermement ses ministres - lefigaro.fr

- "Bon cinéaste, mais pas excellent fiscaliste" : l'avocat de Jean-Jacques Annaud réagit aux révélations des "Paradise Papers"
- Franceinfo

- Le harcèlement à l'école expliqué aux enfants - Liberation.fr

- Première victoire d'une candidate transgenre dans une élection américaine - LeParisien.fr

- Affaire Tariq Ramadan : Charlie Hebdo s'en prend à Edwy Plenel - LeParisien.fr

- Pierre Joxe, accusé d'agression sexuelle, dénonce «un tissu de contre-vérités» - LeFigaro.fr

- Scandales sexuels : la télé aussi est concernée - Téléstar

- L'Allemagne va-t-elle reconnaître un troisième sexe ? - Reuters

Ils osent tout.

- Certains députés ont-ils trouvé comment contourner la loi sur la moralisation de la vie publique ? - Franceinfo

Parce que les affairistes pourraient avoir une morale respectable ?

- Macron «bientôt aux commandes de l'Europe», selon Time... s'il s'impose en France - LeParisien.fr

Ouais, valait mieux employer le conditionnel, ils ne se mouillent pas trop au Time, ils savent à qui ils ont à faire.

- Macron en Arabie pour faire baisser la tension avec l'Iran - AFP

Et la tension de sa momie toute fripée, elle est à combien ? Il n'a même pas le pouvoir de décider de manger un chocolat quand il en a envie, et il aurait celui d'impressionner le monarque dégénéré du royaume des Saouds...

- Emmanuel Macron prédit "la fin de Daech dans les prochains mois" - Franceinfo

Domage que cela ne s'appliquera sans doute pas à lui...

- Inauguration du Louvre Abu Dhabi, un musée "contre l'obscurantisme" - AFP

Sachant qu'en France ils ont favorisé la propagation du wahhabisme pendant des décennies...

- L'ONU réclame à Ryad la fin du blocus au Yémen, menacé de la pire famine - AFP

Sachant que l'ONU a couvert les bombardements du Yémen perpétrés par l'Arabie saoudite...

- La guerre au Yémen "traîne", avec "l'assentiment, voire la complicité des grandes puissances internationales" - Franceinfo

Sans blague, comme en Syrie...

- Burundi : la Cour pénale internationale autorise une enquête pour crime contre l'humanité - LeFigaro.fr

Pourquoi pas la France, la Grande-Bretagne, la Belgique, etc.

- A Hongkong, des fans de foot défient Pékin en sifflant l'hymne - Liberation.fr

L'équipe de la NED...

- L'Otan parée à la cyberguerre, prépare des renforts pour l'Afghanistan - AFP

L'Otan faiseur de guerres à durée indéterminée pour le compte du complexe militaro-industriel-financier américain, dehors, GI's go home !

- Venezuela: Fitch abaisse la note de PDVSA, défaut "hautement probable" - AFP

L'agence de notation financière Fitch, comme Moody's avant elle, a abaissé mardi la note du groupe pétrolier d'Etat vénézuélien PDVSA, en la faisant passer de "CC" à "C", et en jugeant qu'un défaut du pays était "hautement probable". AFP

C'est franchement dommage que le baril de brut soit repassé au-dessus des 60 dollars...

- Nouvelles sanctions américaines contre le Venezuela déjà très fragile - AFP

Mimétisme de son vassal...

- L'UE va imposer un embargo sur les armes au Venezuela - Reuters

Il s'approvisionnera en Russie ou en Chine, d'ailleurs c'est déjà le cas...

- La lutte contre les inégalités commence par l'éducation, c'est le défi que doit relever l'Europe - Le Huffington Post

Comme le président de la Commission européenne l'a déclaré dans son récent discours sur l'état de l'Union, "l'Europe a de nouveau le vent en poupe". Le Huffington Post

Vous vous souvenez peut-être d'une interview d'Attali développant cette rhétorique il y a quelques mois, comme quoi les mesures qu'ils prennent correspondent bien à une stratégie arrêtée longtemps à l'avance...

- Trump : un an de couacs et de chaos - Liberation.fr

Quel couac ou chaos la fin de la guerre annoncée contre l'Irak et la Syrie !

- Paradise Papers: Des députés néerlandais réclament un débat - Reuters

Parole, parole, parole...

- Paradise Papers. La riposte de l'UE - Liberation.fr

Les multinationales et le Luxembourg en font déjà des cauchemars...

- RSF distingue des journalistes polonais, turques et iranien - Reuters

Sélectionnés ou recrutés par la CIA...

- Italie : une aide financière pour la natalité - Franceinfo

Qui a dit que le crime ne payait pas ?

- Syrie: une autre attaque au sarin "porte les marques" du régime, selon les Occidentaux - AFP

Ils en mettent du temps pour les fabriquer...

- Allemagne: Les plaintes de Syriens contre le régime Assad se multiplient - AFP

Les plaintes d'Allemands contre le régime de Merkel se multiplient...

L'autre campagne pornographique des médias-oligarchiques.

- Sexy ! Carla Ginola, sans soutien-gorge fait grimper la température
- Cara Delevingne explique pourquoi elle louchait sur le décolleté de Rihanna
- "3 raisons pour lesquelles je ne porte plus de soutien-gorge depuis 2 mois"
- Pansexualité, graysexualité... ces orientations sexuelles méconnues
- La réponse (géniale) de cette présentatrice télé à ceux qui disent qu'elle porte des tenues trop sexy
- Elle enlève par erreur sa... culotte devant son médecin !
- Jade Lagardère topless à la plage : le cliché très sexy
- Ce combat à mort entre une guêpe et une abeille est la chose la plus cruelle que vous ayez jamais vue

L'autre campagne bestiale des médias-oligarchiques.

- «Qui va trop loin ? Ce sont les activistes qui vont au contact des cirques. Ces associations comptent dans leurs rangs des fous furieux et des néonazis !»

Engueulades. Bousculades. Insultes. - Liberation.fr

- Corrida, chasse à courre, animaux de cirque : la SPA montre les crocs au pénal - Liberation.fr

La plus ancienne des associations de protection animale a présenté jeudi matin son «offensive judiciaire» contre plusieurs pratiques relevant de la cruauté animale, dont la tauromachie, les conditions d'abattage ou les fermes à fourrure. Liberation.fr

Plus l'espèce humaine est exploitée, moins on lui reconnaît la capacité de penser. Elle peut toujours méditer !

- «Plus une espèce animale est exploitée, moins on lui reconnaît la capacité de penser» - Liberation.fr

Il est temps, alerte le moine bouddhiste tibétain Matthieu Ricard, de repenser notre concitoyenneté avec les animaux que nous exploitons et massacrons sans raison morale valable. Un travail qui commence par la reconnaissance de leur individualité. Liberation.fr

Qu'ont en commun tous ces gens au grand coeur qui se penchent sur la condition animale ? D'ignorer la condition humaine ou le sort terrifiant que le capitalisme réserve à tous les peuples, ils s'en accommodent, ils en parlent, ils le justifient par leur refus de rompre avec le capitalisme.

[Nul droit ne s'impose au pauvre...](#)

Depuis plusieurs jours, la campagne des "Panama Papers" qui avait été lancée il y a dix-huit mois par le Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ), est repartie de plus belle.

Tout d'abord il faut avoir à l'esprit que les membres de l'ICIJ appartiennent tous à des oligarques ou dépendent des banques pour survivre ou encore perçoivent dans certains cas des subventions de l'Etat où ces médias officient. Il était donc inconcevable qu'ils aient pris cette initiative d'eux-mêmes, elle était forcément téléguidée par les sommets de l'oligarchie anglo-saxonne et internationale.

Ensuite, on doit constater que cette campagne qui aboutit à révéler "la fraude fiscale" à laquelle se livreraient à l'échelle mondiale des nantis aux multinationales, via des paradis fiscaux pratiquant des montages financiers pour leurs illustres clients, etc. n'est pas vraiment à l'avantage du capitalisme, c'est le moins qu'on puisse dire, n'est-ce pas ?

Et pour conclure, une question : Pourquoi ou dans quel but ?

On ne peut répondre à cette question qu'en ayant à l'esprit leur stratégie qui se situe sur le long terme, ou il ne faut pas perdre de

vue qu'ils ont de la suite dans les idées, il faut donc la traiter dans une perspective générale.

L'explication ou une des explications car à mon avis il en existe plusieurs tout aussi valables, ils l'ont fournie eux-mêmes en rappelant que "l'optimisation fiscale" était parfaitement légale, autrement dit que les législateurs de tous les pays en connaissaient parfaitement l'existence.

Il faut donc en déduire que cette campagne et ces "révélations" de polichinelle n'étaient pas destinés à stopper ces pratiques de type mafieux ou à tyranniser leurs heureux bénéficiaires, comme ils se sont empressés de le préciser pour qu'on ne s'y trompe pas sur leurs réelles intentions. En revanche, elle tendra à discréditer un peu plus auprès des peuples les acteurs politiques qui prétendaient les combattre au sein des différents Etats, à affaiblir leur pouvoir face aux multinationales ou à l'oligarchie, sinon à qui d'autres pourrait-elle profiter ?

En se fiant uniquement aux apparences on pourrait trouver un aspect hasardeux ou risqué à cette campagne, mais c'est bien mal les connaître. Car convaincus qu'ils sont de leur toute puissance, peu importe le coût à payer pour parvenir à leurs fins, ils possèdent suffisamment de réserves ou disposent d'un avantage si considérable sur leur ennemi, le prolétariat mondial qui demeure inorganisé et dans l'incapacité de les affronter, de se soulever pour renverser l'ordre établi ou ne serait-ce que s'opposer à leur politique, qu'ils pensent être en mesure de tout se permettre, tout oser, sans vraiment être démenti par les faits jusqu'à présent, y compris l'élection de Trump ou le Brexit notamment. A ceci près que s'ils ont acquis la capacité d'instrumentaliser pratiquement tous les facteurs parce qu'ils sont corrompus, cela ne dure qu'un temps, et il leur faut régulièrement en remettre une couche pour maintenir les peuples dans l'ignorance.

C'est assurément un moyen de montrer à la terre entière qu'ils ne craignent aucun ennemi, qu'il n'existe aucun ennemi de taille à leur résister ou qu'ils sont réellement devenus les maîtres incontestables du monde, et qu'au lieu de leur résister, de les combattre, de chercher une issue politique à la crise du capitalisme qui n'existe pas, le mouvement ouvrier ferait mieux d'admettre sa défaite définitive et les masses exploitées leur impuissance.

Ces "révélations" présentent un autre aspect infâme dont ils comptent bien tirer profit, à savoir que bon nombre de personnalités du domaine de la culture ou du sport, dont certaines étaient connues pour leur engagement humanitaire et adulées par les travailleurs et les jeunes, sont citées dans cette affaire sordide, de sorte que ces braves philanthropes ne valent pas mieux que les gangsters professionnels de la finance qui sont responsables des maux dont soufflent tous les peuples qu'ils étaient censés soulager... tout en profitant de leur misérable condition, ce qui a de quoi flanquer un rude coup à leurs admirateurs qui s'en trouveront déstabilisés, voire démoralisés, dégoûtés, de quoi, mais du genre humain, du monde en général, sans rien d'autres ni personne à qui se raccrocher, sans repères, sans idéal, bref des proies faciles qui ne demandent qu'à être manipulés ou faire acte de soumission...

Et c'est bien de ce vide qu'ils comptent profiter, vide qui ne le sera pas vraiment puisqu'il restera encore le marché, avec la sortie du dernier modèle de Iphone, etc. mais pas seulement, car la plupart des admirateurs de Bono, Madonna ou Ronaldo ne s'en détourneront pas forcément pour autant, dorénavant et c'est là le point le plus important, ils admireront non plus des personnages possédant un certain talent (contestable souvent) dans leur domaine professionnel respectif, mais aussi des gens sans scrupules ni principe, malhonnêtes, animées d'une ambition dévorante ou d'une cupidité sans fond, malsains, hypocrites, cyniques, sans foi ni loi, exactement comme le sont les oligarques, cela tombe bien puisqu'ils sont justement destinés à leur ressembler, ils s'emploient à les façonner à leur image. Tenez, au même moment sur le Net Libération ou Le Parisien je ne sais plus, invitait ses lecteurs à visiter le jet privé de Ronaldo !

Allons encore plus loin. Une fois qu'on a adopté ce mode de pensée effroyable, que vaut-on ? Rien. On va se dévaloriser à nos propres yeux, dans ces conditions, dites-moi, comment pourrait-on acquérir une confiance en soi, comment pourrait-on prendre conscience que le combat politique pour changer la société passe justement par là ? Ce serait encore plus difficile ou compliqué qu'avant. Vous trouveriez le courage de dire en face à quelqu'un qu'il devrait être honnête tout en sachant que vous ne l'êtes pas vous-même, moi j'en serais incapable.

Je suis issu d'un milieu ouvrier pauvre et arriéré. Mes parents étaient honnêtes par dessus tout, mais ils étaient particulièrement hypocrites, et vous savez pourquoi ils ne sont jamais parvenus à se débarrasser de ce défaut, parce qu'ils se sentaient écrasés par le sort qu'on leur avait imposé et dont ils ignoraient l'origine. Du coup, durant toute leur existence ils vouèrent un culte aux misérables puissants qui étaient responsables de leur malheureux destin, ainsi qu'aux Bono, Madonna ou Ronaldo de leur époque qui se moquaient bien de leur condition.

J'ai bien l'impression que cette entreprise vise le même objectif.

En guise d'épilogue à titre personnel.

On peut apprécier la poésie de Rimbaud ou la philosophie de J-J Rousseau, mais sans leur louer un culte, parce que leur personnalité ne le méritait pas ou pire encore. Cela vaut pour des musiciens géniaux dans leur art, mais qui ont des idées épouvantables. Je n'ai jamais acheté de disques de chanteurs français parce que les paroles de leur chanson m'en

ont dissuadées. En revanche, j'avais acheté plein de disques de groupes de rock anglais ou américains... dont je ne comprenais pas les paroles et c'était sans doute préférable, je louais la maîtrise de leurs instruments notamment, mais pas leur personnage, j'ai toujours fait une distinction entre les deux...

Ce passage est en quelque sorte un complément au dernier éditorial de La tribune des travailleurs (POID).

Ce 6 novembre, les médias font mine de découvrir l'ampleur de l'évasion fiscale...

(<https://latribunedesttravailleurs.fr/2017/11/08/nul-devoir-ne-simpose-au-riche/>)

Excellent éditorial. "N'est-ce pas pure illusion que de demander aux gouvernements qui instaurent les lois d'évasion fiscale de lutter contre elles ?", demande formulée par le PCF et LFI, c'est pire que formuler une "illusion", c'est une supercherie qui témoigne leur collusion avec les gouvernements des riches, c'est la preuve que ces partis roulent pour le capitalisme...

En effet. Un secret de polichinelle à "échelle industrielle".

- L'optimisation à l'échelle industrielle - Liberation.fr

Des grands cabinets internationaux d'audit aux avocats «fiscalistes», le contournement de l'impôt fait vivre toute une armée de l'ombre, prête à élaborer des montages opaques au bénéfice de grands groupes et de personnalités. Liberation.fr

Péché révélé à moitié pardonné ou comment les corrompus s'autoamnistient

[Syrie. Profil bas à l'AFP.](#)

Quand ils sentent le vent tourné ils se font tout petits, leur rhétorique de guerre s'évapore... avant d'amorcer un tournant, puisque tel le veulent les maîtres de ces vulgaires larbins.

- Le conflit en Syrie a laissé le pays exsangue et morcelé entre différents belligérants dont certains étrangers venus en renfort de camps adverses. Il a fait plus de 330.000 morts et poussé des millions de Syriens à l'exil. AFP 9 novembre 2017

Il ne s'agit plus d'une guerre, mais d'un modeste "conflit" ; les différents acteurs ne sont pas cités, ce sont de simples "belligérants" ; les plus de 100.000 mercenaires en provenance de quelque 85 pays venus rejoindre les rangs des barbares ne sont plus que "certains étrangers", et quand aux "330.000 morts" et aux "millions de Syriens à l'exil", étrangement ils ne sont plus attribués systématiquement au "régime" de Bachar al-Assad...

[Yémen. "La dévastation est presque totale"... avec l'aval de l'ONU.](#)

- L'ONU réclame à Ryad la fin du blocus au Yémen, menacé de la pire famine - AFP

La Suède, à l'origine de la convocation de la réunion du Conseil de sécurité sur la situation humanitaire au Yémen, a mis en garde contre les "immenses conséquences" pour le peuple yéménite si le blocus imposé par Ryad perdurait. "Le niveau de souffrances est immense. La dévastation est presque totale. 21 millions de personnes ont un besoin d'aide humanitaire urgente", a déclaré le représentant suédois adjoint à l'ONU, Carl Skau. "C'est la pire situation humanitaire dans le monde, sept millions de gens au bord de la famine, un enfant meurt toutes les dix minutes de maladie, presque un million de malades du choléra", a-t-il égrené. AFP 9 novembre 2017

Quel parti a-t-il manifesté devant l'ambassade d'Arabie saoudite à Paris pour dénoncer ce génocide ?

[Parole d'internaute](#)

1- "Vous partez du principe que nous vivons dans un monde réformable, donc stable ; alors que nous vivons dans un monde en plein effondrement et donc ni réparable, ni réformable.

Aussi interdictions, règlements et autres billevesées ne sont que des vœux pieux – au mieux, ou des prétextes/justifications de la fuite en avant, fatale bien évidemment et comme d'habitude."

Vous avez raison, il faut faire table rase du passé, cela va finir un jour par s'imposer à l'esprit du plus grand nombre, et c'est à nous de faire en sorte que ce soit le plus tôt possible...

2- "Le journalisme n'existe plus, en France et aux USA (et probablement dans tout les pays occidentaux au minimum).

Les journalistes ont fini leur "Grande Transition Dogmatique" :

Tellement sûr de leurs supériorités intellectuelles ils se sont transformés de "chercheurs d'informations" en "créateurs d'informations". De "relayers d'opinions" vers "faiseurs d'opinions". Finalement ils sont passés de journalistes à instituteurs. Ils sont là pour nous expliquer à nous, bas peuple, ce qui se passe dans le monde et pourquoi c'est pour notre bien."

Hier les intellectuels de gauche, qui bénéficiaient d'un mode de vie confortable, pratiquaient une démagogie teintée d'humanisme en se présentant comme les pendant des intellectuels de droite, tandis que le régime leur accordait un statut privilégié sans qu'ils ne le remettent en cause... Et de nos jours, ils sont nostalgiques de cette "belle époque" qui leur a permis de se faire une rente ou une notoriété en recourant à un discours stérile, sans trop s'engager, sans trop se mouiller, or ce n'est plus possible, ce n'est plus suffisant, pire, c'est devenu trop risqué pour ceux qui sont en début de carrière ou qui veulent faire carrière, qui sont dévorés d'ambition, il vaut mieux qu'ils se rallient à la majorité ou qu'ils adoptent un profil bas, et quant aux plus vieux, ils arborent toujours la même bonne conscience que partagent leurs admirateurs ou leurs semblables, à ceci près qu'elle s'est diluée dans un fatalisme nauséabond où il ne reste plus trace du moindre idéal chez eux, ce qui, pour peu qu'on y prête attention démontre que leurs convictions n'ont jamais dépassé le stade des bonnes intentions ou qu'ils n'y ont jamais cru eux-mêmes.

3- "A ton avis qu'elle est le plus grand mal de notre époque ? L'ignorance ou l'indifférence ? – Je sais pas et je m'en fous."

Votre indifférence ne fait que mettre en relief votre ignorance, donc la bonne réponse était les deux.

Cela résume bien mon commentaire précédent, ils ont déserté le combat politique, ils ont totalement capitulé, sans combat... La masturbation intellectuelle est une chose, essayer de comprendre comment fonctionne la société ou le monde est beaucoup plus exigeant.

Une espèce hideuse qui prolifère.

- Les intellectuels « embarqués » de l'Empire Par Abdus Sattar Ghazali — 09 novembre 2017

<http://arretsurinfo.ch/les-intellectuels-embarques-de-lempire/>

Conférence prononcée à l'Université de Berkeley en 2005, sous le titre « Les intellectuels embarqués de l'Empire », par le Dr. Bazian, professeur à la Faculté des Etudes Ethnologiques et du Proche-Orient.

Extraits.

1- « Empire's embedded intellectuals », les « intellectuels embarqués de l'Empire », cette expression a été créée par le professeur Hatem Bazian de l'Université de Californie à Berkeley afin de décrire des personnes engagées dans la promotion et la rationalisation de projets, ainsi que de programmes du pouvoir mis en oeuvre tant aux Etats-Unis qu'à l'étranger, aux dépens de la majorité du peuple américain et des autres peuples.

Au cours d'une conférence prononcée récemment à l'Université de Berkeley, sous le titre « Les intellectuels embarqués de l'Empire », le Dr. Bazian, professeur à la Faculté des Etudes Ethnologiques et du Proche-Orient, a expliqué que ces intellectuels « embarqués » sont employés, tout en bénéficiant de bourses universitaires, au service d'objectifs nationaux, et parfois extra-nationaux, en subvertissant bien souvent les méthodes reconnues de la recherche et de l'investigation scientifiques, tout en assénant des propositions et des hypothèses tirées de données idéologiques pré-construites. En cela, les questions objets de leurs recherches sont formulées idéologiquement et les « preuves » qu'ils invoquent pour étayer leurs démonstrations sont biaisées, afin de fabriquer en tant que de besoin les « pépites » si fébrilement recherchées.

Le Dr Bazian a indiqué avoir créé l'expression « intellectuels embarqués de l'Empire », en donnant au terme « empire » la définition spécifique d'un pouvoir suprême, ou absolu, détenu par un individu ou une configuration d'individus et d'organisations. « En ce sens, je définis l'empire comme une configuration mettant en relation les élites gouvernementales et les élites entrepreneuriales, en me basant sur le fait que les néoconservateurs se sont mis à vanter l'Empire américain immédiatement après la victoire (américaine) en Afghanistan. Il ne s'agit pas là d'une terminologie de gauche. En effet, c'est la droite qui, la première, a évoqué la notion d'Empire américain, ainsi que les critères pour y être admis. Par conséquent, nous sommes amenés à inventer une nouvelle _expression : « les intellectuels embarqués de l'Empire » ».

Il a fait observer que cette _expression découlait du concept des « journalistes embarqués » [embedded journalists] utilisé pour la première fois durant la guerre en Afghanistan, puis généralisé durant la campagne contre l'Irak. Dans la campagne d'Irak, l'armée contrôlait l'accès des médias au champ de bataille et c'est elle qui nourrissait à la petite cuillère les médias soi-disant « indépendants », auxquelles elle donnait les informations qu'elle voulait donner à voir au public américain.

La couverture de cette guerre tenait plus du show médiatique distrayant que d'une couverture honnête et directe de ce qui était en train de se passer. La question étant la suivante : les journalistes doivent-ils réfléchir et agir comme des gens représentatifs de leur nation [c'est-à-dire couvrir les informations en ayant à l'esprit les objectifs ou les intérêts nationaux des élites au pouvoir], ou bien doivent-ils être des observateurs recherchant la vérité et témoignant de l'histoire en train de se dérouler ?

On dit souvent que la vérité est la première victime d'une guerre. Certes, mais dans quel camp ? Ce n'est pas aux yeux des Irakiens, qu'on cherche à cacher la vérité, parce que, eux, les Irakiens, ils sont en train de vivre l'expérience de la vérité en temps réel, en même temps qu'elle se déploie. Non. En réalité, c'est uniquement pour le peuple américain que la vérité est la première victime de la guerre, parce que ce sont eux, les Américains, qui ont été tenus à l'écart de l'information véridique au sujet de cette guerre.

D'après le quotidien Boston Globe, les informations factuelles fournies par des journalistes, dans les premiers jours de la guerre, provenaient en réalité dans leur écrasante majorité des briefings de l'état-major et de reporters « embarqués » au sein des unités de l'armée. Ces briefings n'étaient en aucun cas une source d'informations fiables ; les reporters disposaient de très peu de moyens leur permettant de vérifier ce que les officiers et les responsables gouvernementaux leur racontaient, et l'histoire suggère que nous devons nous attendre à ce que les responsables officiels omettent des informations cruciales et éludent les faits gênants. Pendant la guerre au Vietnam, les porte-parole du Pentagone insistaient, lors de leurs briefings, sur le fait qu'ils « apercevaient la petite lumière, au bout du tunnel.. » En se pliant au petit jeu imaginé par le Pentagone, les journalistes troquent leur indépendance contre la possibilité qui leur est offerte d'accéder aux troupes et à un fauteuil de première, sur le champ de bataille.

Les intellectuels embarqués : qui sont-ils ?

Elaborant sur sa nouvelle terminologie, le Dr Bazian a expliqué que les intellectuels embarqués de l'Empire sont des individus et des groupes constitués dans un certain nombre d'universités, tant publiques que privées, ainsi que dans des « réservoirs à idées » [think tanks] hautement élitistes, qui échappent totalement au contrôle de l'opinion publique.

Les intellectuels embarqués sont liés par les liens du mariage à la promotion et à la rationalisation de projets et de programmes du pouvoir, en interne et à l'international, des programmes menés à bien aux dépens de la majorité du peuple américain et des populations du monde. Ils contribuent à l'Empire en mobilisant leur plume pour exalter les vertus du pouvoir, ses objectifs et sa mission, tout en restant très vigilants, en même temps, face aux critiques, aux intellectuels, aux simples citoyens et aux élus.

« Les intellectuels embarqués de l'Empire se sont assigné le rôle de défenseurs patriotes de l'Amérique. L'amour pour leur pays est la seule manifestation, affirment-ils, de leur engagement en faveur du pouvoir, tout en déniaient le même type d'intention chez leurs contempteurs. De leur point de vue, toutes les énergies intellectuelles du pays devraient être consacrées au maintien et à l'expansion d'une vision [dans une très large mesure militaire] de l'Empire américain contemporain, la seule superpuissance survivante, qui doit agir, de leur point de vue, de manière préemptive, à l'échelle planétaire, contre tous les ennemis possibles à venir. Ce qui inclut ceux qui combattent nos alliés, au tout premier rang desquels se trouve Israël », a dit le Dr Bazian.

A propos du modus operandi des intellectuels embarqués, le Dr Bazian a indiqué qu'ils bénéficient de bourses universitaires, avec des objectifs de recherche nationaux, ou parfois extra-nationaux, et qu'ils subvertissent bien souvent les méthodes reconnues de la recherche scientifique, tout en affirmant des propositions et des hypothèses découlant d'un corpus idéologique préconstruit. « En cela, les questions de la recherche sont formulées idéologiquement, et les « preuves » invoquées pour la recherche sont biaisées afin d'en faire les « pépites » si fébrilement recherchées. Je maintiens que l'approche des intellectuels embarqués, en matière de recherche, consiste à booster les idées préconstruites de l'Empire, ou à trouver des réponses à des défis pressants sur le terrain, plutôt qu'à s'engager dans la recherche au vrai sens du terme, au service de la vérité. »

2- L'utilisation du paradigme féminin

Au cours du débat qui a suivi son intervention, le Dr. Bazian a évoqué la question de l'utilisation du paradigme féminin à l'encontre des musulmans.

L'utilisation du statut de la femme [dans les pays musulmans] vise à attaquer le monde musulman et à promouvoir l'agenda politique des Etats-Unis. Je dirai que la guerre contre l'Afghanistan a été popularisée au moyen de la burqa [voile des femmes musulmanes afghanes, NDT]. C'est la propagande à base de burqa qui a permis de vendre cette guerre. Il y a même eu un temps où une assistante parlementaire du Congrès américain a téléphoné à diverses associations musulmanes de Washington, pour leur demander si elles ne pourraient pas lui prêter une burqa, qu'elle aurait revêtue lors d'une conférence de presse, afin d'illustrer l'oppression des femmes en Afghanistan ! Aujourd'hui, on n'entend plus parler de la burqa, bien que les femmes afghanes la portent toujours ! Et pourtant, la burqa a été le principal moyen utilisé afin de susciter de l'intérêt dans l'opinion publique !

L'oppression des femmes, dans les mondes arabe et musulman, est indéniable. Partout où des hommes et des femmes

vivent ensemble, il y a nécessairement un certain niveau d'oppression. Cela, non pas à cause de l'Islam, mais tout simplement en raison de la simple coexistence d'hommes et de femmes. Telle est la structure normative. Mais quand nous l'utilisons à propos du Moyen-Orient et du monde arabe, nous pensons que nous avons affaire à une forme ou une autre de pathologie, et nous nous efforçons de suivre certaines pistes afin d'expliquer que ce doit être l'Islam qui est la cause de cette oppression.

Personnellement, je répondrai ceci :

Toutes les trois minutes, une femme se fait violer, ici, aux Etats-Unis. Est-ce parce que nous avons un grand nombre de musulmans, dans notre pays ? Si telle n'est pas l'explication, qu'on ait l'amabilité de dire quelle est-elle ? L'explication, c'est que la société comporte certaines particularités qui génèrent tous ces types de comportements déviants, dont la prostitution et les autres formes d'oppression.

Cela existe aussi dans le monde musulman, comme partout ailleurs. Mais ici, nous l'utilisons en guise de moyen permettant de défendre un certain agenda politique, car cela nous fait apparaître comme totalement bons et purs : nous serions au pinacle de la civilisation - n'est-ce pas ? - et les autres, tous les autres, seraient des barbares qui auraient bien besoin d'être civilisés. Ainsi, le fardeau de l'homme blanc est reformulé dans une nouvelle terminologie, sans prendre conscience qu'en réalité, c'est l'homme blanc qui a été un fardeau, pour le reste du monde, tout au long des siècles écoulés !

Aussi place-t-on la question des femmes au premier plan. Comment s'y prennent-ils pour en faire une question de relations publiques ? Il s'agit tout simplement d'une dialectique du maître et de l'esclave, portée au niveau global.

Ne prenez pas cela pour une offense envers la société musulmane ou la société arabe. Nous avons des problèmes qui ne diffèrent en rien de ceux des autres régions du monde. Si vous vivez dans une maison de verre, ne jetez pas de pierres sur celle de votre voisin !.. N'allez pas montrer aux autres comment il faut traiter les femmes, alors que les femmes, dans ce pays, continuent à ne recevoir que la portion congrue..

Si vous êtes violée, il y a de fortes probabilités que votre violeur n'ira pas en prison, car le système juridique trouvera toujours un moyen de le sortir d'entre les pattes du processus légal.

Aussi, une fois encore : ce processus consistant à chapitrer et à civiliser les barbares est un paradigme qui existait déjà au seizième siècle. Seule différence : aujourd'hui, il est articulé au moyen d'une dynamique beaucoup plus sophistiquée, du style Madison Avenue, et nous devons en être conscients.

Dossier Espagne.

92% des Espagnols considèrent que les institutions nationales ne sont pas démocratiques. Alors il faut les balayer !

Extrait d'un article publié le 9 novembre par Les-Crises.fr.

Les résultats d'un récent sondage effectué (avant le 1er octobre) par le PEW Research Institute montrent un effondrement de la confiance des espagnols en général, et des catalans en particulier dans la capacité du gouvernement de Madrid d'agir de manière efficace pour les intérêts de l'Espagne.

Notons qu'une écrasante majorité des espagnols sont aussi insatisfaits de la manière dont la démocratie fonctionne dans leur pays. Cette insatisfaction date d'avant le référendum du 1er octobre. Elle montre l'ampleur des problèmes que connaissait le système politique espagnol.

Question à tous les Espagnols : Etes-vous satisfait de l'état de la démocratie dans votre pays

28% pas du tout
45% pas beaucoup
19% un peu
7% complètement
1% ne savent pas

Question à dix centimes d'euro : De même que pendant des décennies ils se sont servis de l'ETA pour diviser les opposants au régime, ne pensez-vous pas qu'ils ont alimenté la revendication indépendantiste de la Catalogne dans le même but, pour détourner les travailleurs du combat contre les institutions nationales ?

Commentaire d'un internaute.

- "Quel aveuglement chez Sapir dans le dossier catalan.

Ce sondage montre que les espagnols considèrent leur pays bien peu démocratique ; à l'identique de ce que pensent les français, italiens, grecs, togolais ou chinois. Aucun rapport avec la Catalogne.

D'autre part Sapir devrait s'interroger sur le fait que le très dépendantiste Puigdemont a fait de nombreux déplacements à Washington (et Bruxelles siège de l'OTAN) ; peut-être pour leur demander leur feu vert ? L'arrivée au pouvoir de Trump a été pour lui un mauvais coup puisque celui-ci semble infléchir la politique des néo-conservateurs (Bush, Obama, Clinton(s)) en faveur de l'Europe des régions ethniques. Trump a approuvé l'indépendance britannique quand Obama s'ingérait dans les affaires intérieures de la GB en appelant à voter contre le Brexit, vote pour l'indépendance nationale."

L'aventure, c'est l'aventure.

Lors de leur déclaration, les parlementaires sécessionnistes ont joué la carte de l'apaisement. La déclaration d'indépendance qu'ils ont soumis au vote de l'assemblée n'a «pas de portée juridique», ont-ils déclaré, tandis qu'ils reconnaissaient la tutelle de Madrid sur la région. Un revirement spectaculaire, probablement motivé par leur stratégie de défense.

La déclaration d'indépendance, dégradée au rang de «symbolique» ou de «politique» par Forcadell, selon les versions, a été votée par la majorité indépendantiste, le 27 octobre dernier. Ce texte ambigu cite, dans son préambule, un document indépendantiste signé deux semaines plus tôt par les députés sécessionnistes en dehors de l'Hémicycle. Forcadell a également indiqué avoir respecté l'application de l'article 155 de la Constitution, qui a permis au gouvernement Rajoy de destituer l'exécutif régional, de dissoudre le Parlement catalan et d'exercer sa tutelle sur la région le temps d'organiser de nouvelles élections le 21 décembre.

"Tous les accusés (...) ont dit soit qu'ils renonçaient à leurs activités politiques à l'avenir, soit, pour ceux qui continuent, qu'ils le feraient en renonçant à tout acte en dehors du cadre constitutionnel", a déclaré le juge Pablo Llarena. lefigaro.fr 09.11

Commentaires d'internautes

1- "Tout ça pour en arriver là. C'est incroyable avec quelle désinvolture certains politiciens jouent avec le destin des peuples."

2- ""Indépendance symbolique ", Forcadell (La présidente du parlement catalan - LVOG) se fiche de la gueule des Catalans. Ce qui n'est pas symbolique mais bien réel, ce sont les plus de 2000 transferts de sièges sociaux, la hausse record du chômage en Catalogne en octobre, la chute du nombre d'entreprises créées en Catalogne, l'arrêt total de tous les investissements étrangers en Catalogne, la chute de l'activité touristique et immobilière, l'annonce du déplacement hors de Catalogne du Salon international du Mobile, la décision de L'UE de ne pas retenir Barcelone comme siège de l'agence européenne pour le médicament, etc, etc, etc. Tout ça ce n'est pas symbolique, c'est réel pour les Catalans !!!"

Sans blague, ils vont réunifier la Yougoslavie, la Tchécoslovaquie...

Le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker, s'exprimant jeudi à l'Université de Salamanque où un prix lui était remis, a appelé l'Europe à se dresser contre le séparatisme.

"Les nationalismes sont un poison qui empêche les Européens de travailler ensemble", a déclaré le chef de l'exécutif européen lors de la cérémonie, en présence du président du gouvernement espagnol, Mariano Rajoy.

"Nous ne pouvons rester les bras croisés parce qu'il est temps pour nous de faire ce qui doit être fait. Je dis 'non' à toute forme d'un séparatisme qui affaiblit l'Europe et qui creuse encore les divergences", a-t-il déclaré. Reuters 10 novembre 2017

[Info Syrie](#)

- Le régime entre dans la dernière ville aux mains de l'EI en Syrie (Sana) - AFP

Les troupes du régime et leurs alliés sont entrés mercredi soir dans la dernière ville de Syrie contrôlée par le groupe jihadiste Etat islamique (EI), selon l'agence officielle Sana.

Selon Sana, l'armée, aidée de ses alliés, est entrée dans la cité de Boukamal dans la province pétrolière de Deir Ezzor (est), frontalière de l'Irak.

"Les unités de l'armée et les forces alliées ont franchi les défenses de l'EI et sont entrées dans Boukamal, se livrant à de violents combats dans la ville", a indiqué l'agence.

Après avoir reculé dans la province de Deir Ezzor face à l'offensive du régime et à une autre menée séparément par une coalition arabo-kurde, les jihadistes s'étaient retranchés dans Boukamal.

Bien que Boukamal soit une ville moins grande que celle de Deir Ezzor, sa capture priverait l'EI de la dernière zone urbaine de son "califat" autoproclamé en 2014 sur les vastes territoires conquis à cheval entre l'Irak et la Syrie, et qui s'est effondré.

Soutenues ces dernières semaines par des raids intenses de l'aviation militaire russe, les troupes syriennes ont avancé vers Boukamal à partir du sud et de l'ouest.

Et à partir de l'est, de l'autre côté de la frontière, les forces irakiennes ont acculé l'EI dans une zone frontalière.

"L'avancée en direction de Boukamal a été opérée après que les troupes et leurs alliés ainsi que les forces irakiennes se soient retrouvés à la frontière entre les deux pays", selon Sana.

Selon une source auprès des milices prorégime, des combattants du Hezbollah chiite ont avancé vers Boukamal mercredi. "Une partie de ces combattants ont traversé la frontière en Irak, avec l'aide des unités des forces paramilitaires irakiennes du Hachd al-Chaabi pour contourner Boukamal puis l'encercler du côté nord".

Le Hachd al-Chaabi, dominé par des forces chiites, aide les forces gouvernementales irakiennes dans leur combat contre l'EI. AFP 9 novembre 2017

[Info Liban](#)

- Le Liban considère que Hariri est détenu en Arabie saoudite - Reuters

Le Liban considère que Saad Hariri, qui a annoncé à la surprise générale sa démission du poste de Premier ministre, est virtuellement en état d'arrestation en Arabie saoudite, dit-on de source gouvernementale autorisée à Beyrouth.

Dans ce contexte, le Liban va entreprendre des démarches auprès de certains pays afin d'amener les autorités de Ryad à le relâcher, ajoute-t-on de même source.

L'Arabie saoudite comme l'entourage de Saad Hariri ont démenti qu'il soit assigné à résidence mais Saad Hariri n'a publié lui-même aucun communiqué. Reuters 9 novembre 2017

- Trois pays du Golfe demandent à leurs ressortissants d'éviter le Liban - Reuters

Trois pays du Golfe ont demandé jeudi à leurs ressortissants de ne pas se rendre au Liban et conseillé à ceux qui s'y trouvent d'en partir dès que possible, sur fond de tensions grandissantes entre l'Arabie saoudite et l'Iran au sujet du Liban et du Yémen.

L'agence de presse saoudienne SPA, citant une source au ministère des Affaires étrangères, a rapporté que le royaume demandait à ses sujets d'éviter le Liban.

Dans la foulée, le Koweït et les Emirats arabes unis (EAU) ont recommandé eux aussi à leurs ressortissants d'éviter le Liban. Bahreïn avait déjà appelé dimanche ses ressortissants à quitter le pays du Cèdre. Reuters 10 novembre 2017

[Haut de page ↗](#)

Le 12 novembre 2017

[CAUSERIE](#)

● [Causerie au format pdf \(10 pages\)](#)

Cette causerie ayant été terminée en milieu d'après-midi samedi, je l'ai datée du 12, demain on fera relâche

[Que vous soyez riche ou pauvre...](#)

De l'eau pulvérisée sur New Delhi pour lutter contre la pollution - Reuters

Les autorités indiennes vont pulvériser de l'eau sur New Delhi, une mesure sans précédent pour tenter de lutter contre le nuage toxique qui recouvre depuis quatre jours la capitale indienne.

Des camions de pompiers seront mobilisés pour cette opération, a précisé un responsable du ministère de l'Environnement. Un autre fonctionnaire de ce ministère a indiqué, sous le couvert de l'anonymat, que des canons à eau - d'ordinaire utilisés par la police contre des émeutiers - seraient également utilisés.

Le niveau actuel de concentration de particules fines PM2,5 (dont le diamètre est inférieur à 2,5 micromètres) a été mesuré par l'ambassade des Etats-Unis à 523 vendredi matin alors que la limite pour un air de "bonne" qualité est fixée à 50. La situation devrait encore se détériorer au cours du week-end.

"La pulvérisation d'eau est le seul moyen de réduire ces dangereux niveaux de pollution", explique Shruti Bhardwaj, une responsable de l'environnement chargée de la surveillance de la qualité de l'air.

L'eau sera pulvérisée d'une hauteur de 100 mètres sur l'agglomération de 22 millions d'habitants, a-t-elle précisé.

Le nuage de pollution a également des conséquences au Pakistan. L'épais smog qui enveloppe depuis deux semaines la ville de Lahore, dans l'est du pays, a conduit à l'annulation ou au report de dizaines de vol et provoqué quelque 250 accidents de la route pour cause de faible visibilité, selon les secours.

Plus de 15.000 personnes ont dû être hospitalisées pour des affections liées à la pollution, a précisé Faisal Zahoor, directeur général des services sanitaires de la province du Punjab.

Les particules PM2,5 sont à peu près trente fois plus fines qu'un cheveu humain.

Elles peuvent être inhalées profondément et provoquer attaques cardiaques, cancers et maladies respiratoires. Reuters 10 novembre 2017

[Xénophobie et propagande de guerre de l'OTAN.](#)

Grille de lecture.

Emmanuel - C'est quand même incroyable, ils se permettent tout ces putains de ruskofs !

Brigitte - Qu'est-ce qu'ils ont encore fait ceux-là ?

E. - Voilà qu'ils nous polluent avec leurs saloperies de centrales nucléaires.

B. - T'en es sûr, tu as bien lu ?

Emmanuel - Ben ouais, c'est un institut spécialisé dans le nucléaire qui l'a dit, un truc qui dépend du gouvernement.

B. - Et toi tu le crois ?

E. - Pourquoi pas, c'est sérieux, merde.

B. - Montre-moi ton article.

E. - Tiens mémé.

B. - T'as pas tout lu, t'es très con comme d'habitude, à la fin le gouvernement a dit avoir testé des champignons qui venaient de là bas qui ne contenaient pas un taux de radioactivité anormal, banane, c'était encore du pipeau.

E. - Mais alors pourquoi ils racontent toutes ces conneries ?

B. - Pour que tu restes aussi con, t'as pas encore compris ?

E. - Ah ben je n'y avais pas pensé mais je commence à piger.

B. - Il serait tant, parce que avec leurs conneries tu vas finir par faire des cauchemars de Poutine, en attendant tu seras privé de chocolat ce soir, cela t'apprendra, na !

- Un accident nucléaire russe à l'origine d'une pollution radioactive en France? - Le Huffington Post

- La mystérieuse pollution radioactive détectée en Europe vient-elle de Russie ? - francetvinfo.fr

Une énigmatique pollution radioactive détectée dans l'air en France et dans d'autres pays d'Europe par plusieurs réseaux européens de surveillance de la radioactivité dans l'atmosphère, à la fin du mois de septembre et au début du mois d'octobre. D'où provenait ce ruthénium 106 ? L'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) français a mené son enquête. Sa conclusion, dévoilée dans une note de synthèse jeudi 9 novembre, pointe en direction de la Russie.

(LVOG - Je vous passe le blablabla du reste de l'article et passons à sa conclusion après avoir semé un doute sur la Russie

sans intention d'y nuire cela va de soi ou d'entretenir la xénophobie.)

"Les niveaux de concentration dans l'air en ruthénium 106 qui ont été relevés en Europe et a fortiori en France sont sans conséquence tant pour la santé humaine que pour l'environnement", assure l'IRSN.

Le gouvernement précise de son côté avoir, par précaution, réalisé des "contrôles par sondage sur les champignons importés des pays concernés, qui n'ont révélé aucune contamination à ce jour". Les champignons sont en effet un aliment particulièrement à risque. francetvinfo.fr

En complément. La grande évasion.

- Yoann Barbereau ou la drôle d'évasion de Russie - Liberation.fr

[Fantasmes jupitériens suivis d'infos sur le Yémen et le Liban](#)

- "En Arabie Saoudite, Emmanuel Macron se présente en tant que médiateur" - Franceinfo

Comme s'il faisait le poids entre les deux clans de l'oligarchie anglo-saxonne-sioniste qui s'affrontent...

- Proche-Orient : Macron ménage Riyad avant sa visite en Iran - Franceinfo

Il penche pour le clan le plus guerrier, le plus barbare, celui d'Obama et Clinton, Soros, etc.

- Entre l'Iran et l'Arabie saoudite, les prémices d'une guerre ouverte - Franceinfo

Ils prennent leurs désirs pour la réalité à France Info, au ministère de la désinformation...

- Yémen: la coalition dirigée par Ryad bombarde le ministère de la Défense à Sanaa - AFP

La coalition dirigée par l'Arabie saoudite a mené vendredi soir deux raids aériens contre le ministère de la Défense à Sanaa, capitale du Yémen en guerre contrôlée par les rebelles, ont rapporté des témoins. AFP

Bombardement légitimé par Macron...

- Pour le Hezbollah, le Premier ministre libanais est "détenu" par Ryad - AFP

Le chef du Hezbollah a accusé vendredi l'Arabie saoudite de "détenir" le Premier ministre libanais démissionnaire et d'avoir demandé à Israël, l'ennemi juré du mouvement chiite, de frapper le Liban.

La démission choc de Saad Hariri, annoncée le 4 novembre à Ryad, a pris de court la classe politique au Liban où l'on s'interroge sur la liberté de mouvement du chef du gouvernement.

Le chef de la diplomatie américaine Rex Tillerson a mis en garde vendredi "toute partie, à l'intérieur ou à l'extérieur du pays, qui utiliserait le Liban comme théâtre de conflits par procuration". Le secrétaire général de l'ONU a lui fait part de sa "grande inquiétude".

Car l'affaire a très rapidement été perçue comme un nouveau bras de fer entre l'Arabie saoudite sunnite, important soutien de M. Hariri, et l'Iran chiite, grand allié du Hezbollah.

Les deux poids lourds du Moyen-Orient s'affrontent déjà sur plusieurs dossiers régionaux, notamment les guerres au Yémen et en Syrie.

Le président libanais Michel Aoun n'a toujours pas accepté la démission de M. Hariri, assurant qu'il attendait de le rencontrer pour en discuter avec lui.

Mais le retour au Liban du Premier ministre se fait toujours attendre.

La France, par la voix d'un porte-parole de son ministère des Affaires étrangères, a souhaité que Saad Hariri "dispose de toute sa liberté de mouvement et soit pleinement en mesure de jouer le rôle essentiel qui est le sien au Liban".

M. Hariri "est détenu en Arabie saoudite, on lui interdit jusqu'à ce moment de rentrer au Liban", a lancé vendredi le chef du Hezbollah, Hassan Nasrallah, lors d'une allocution télévisée.

"Il est assigné à résidence", a-t-il assuré, réclamant à Ryad de le "libérer".

Le chef du mouvement chiite libanais a une nouvelle fois affirmé que M. Hariri, qui a aussi la nationalité saoudienne, avait été "obligé" par les Saoudiens de présenter sa démission et de "lire un texte écrit par eux".

Dans son allocution, Hassan Nasrallah a par ailleurs nommé accusé Ryad d'avoir demandé à Israël d'effectuer une opération militaire contre le Liban. "Ce qu'il y a de plus dangereux, c'est inciter Israël à frapper le Liban", a-t-il dit.

"Nous sommes aujourd'hui plus forts", a-t-il ajouté mettant Israël en garde "contre un mauvais calcul (stratégique)".

Vendredi, le président Aoun a lui aussi exprimé son "inquiétude" quant au sort de M. Hariri, assurant lors d'une rencontre avec le chargé d'affaires saoudien à Beyrouth que la manière dont s'est produite sa démission était "inacceptable".

Depuis plusieurs jours, Michel Aoun multiplie les contacts diplomatiques pour trouver une issue à la crise.

Des chancelleries occidentales ont lancé des appels au calme, craignant que la situation ne dégénère au Liban.

Pour Paris, "la situation libanaise est le sujet le plus préoccupant du moment", a souligné le ministre des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian.

"On pense que (Saad Hariri) est libre de ses mouvements", a-t-il ajouté. Son homologue américain Rex Tillerson a affirmé n'avoir "aucune indication" selon laquelle M. Hariri serait retenu contre son gré par Ryad.

De son côté, le chef de l'ONU Antonio Guterres a assuré multiplier les "contacts" pour éviter une "escalade aux conséquences tragiques".

Le ministre libanais de l'Intérieur Nouhad Machnouk a par ailleurs annoncé vendredi qu'un ressortissant saoudien avait été enlevé au Liban, précisant qu'il s'agissait d'une "affaire personnelle, qui n'a aucun lien, ni de près ni de loin, avec la politique". AFP 11 novembre 2017

[LFI. Insoumis un jour, soumis pour toujours !](#)

- Raquel Garrido sur le point de quitter La France insoumise - lepoint.fr

Raquel Garrido s'apprête à dire adieu à La France insoumise. Selon les informations du Parisien et du Figaro, confirmant les révélations vendredi d'un journaliste de BFM TV, l'ancienne porte-parole de Jean-Luc Mélenchon pendant la dernière campagne présidentielle devrait annoncer son retrait du mouvement politique dimanche, lors de la diffusion de l'émission Terriens du dimanche ! sur la chaîne C8. Chaîne pour laquelle elle est devenue chroniqueuse, une activité qui la conduit aujourd'hui à devoir faire un choix entre la politique et le monde des médias. lepoint.fr 11.11

Ces gens-là sont des charlatans qui sont prêts à vendre leurs convictions au plus offrant. A vous vendre, à trahir leurs engagements qui finalement se réduisent à leur tube digestif, à vomir!

[Libération, ONG et la CPI = même combat au service des intérêts de l'Empire \(la "communauté internationale"\). La preuve.](#)

- Enquête surprise de la CPI au Burundi - Liberation.fr

«C'est vraiment une très bonne nouvelle.» Jeudi soir, l'opposant Pierre-Claver Mbonimpa joint au téléphone à Bruxelles ne cachait pas sa joie après l'annonce le jour même de l'ouverture d'une enquête par la Cour pénale internationale (CPI) sur les crimes contre l'humanité commis au Burundi à partir d'avril 2015.

Inlassable militant des droits de l'homme, récompensé par de multiples prix, Mbonimpa avait dû quitter le Burundi en 2015 pour s'installer en Belgique, d'où il apprendra l'assassinat de son gendre et son fils à Bujumbura, la capitale, peu après son départ. Aujourd'hui, il fait partie d'un collectif de familles de victimes qui s'est battu pour pousser la CPI à ouvrir une enquête sur les exactions massives perpétrées dans ce petit pays de l'Afrique des Grands Lacs depuis plus de deux ans.

Et les preuves ne manquent pas : la plupart des organisations des droits de l'homme ont publié depuis 2015 des rapports accablants sur la dérive criminelle du régime de l'inamovible président, Pierre Nkurunziza. Dernier en date, le rapport publié en juillet par la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) évoquait «un pays au bord du gouffre» et dénonçait «les dynamiques répressives d'un régime obsédé par la conservation du pouvoir».

La CPI est une machine lourde, souvent critiquée pour sa lenteur, sans aucun pouvoir coercitif, et parfois accusée de partialité. Surfant sur la colère et la défiance exprimées par de nombreux dirigeants africains contre la cour installée à La Haye, le régime de Nkurunziza a eu beau jeu d'agiter l'accusation de «la justice des Blancs» pour justifier le retrait de son pays de la CPI, devenu effectif le 27 octobre.

Sauf que jeudi, coup de théâtre : le bureau du procureur a annoncé avoir obtenu «dès le 25 octobre», soit deux jours avant le retrait effectif, l'autorisation d'ouvrir une enquête sur les crimes commis au Burundi. Cette autorisation a été «exceptionnellement» tenue secrète, a expliqué la procureure de la CPI, Fatou Bensouda. «Afin de protéger l'intégrité de l'enquête et la vie des témoins et des victimes», a-t-elle précisé. Liberation.fr 10 novembre 2017

- Le Burundi refusera de coopérer à l'enquête de la CPI - Reuters

Les autorités du Burundi ont annoncé vendredi qu'elles refuseraient de coopérer à l'enquête approuvée jeudi par la Cour pénale internationale (CPI) sur la situation dans ce pays de la région des Grands lacs.

La CPI souhaite par cette enquête établir si des crimes relevant de sa compétence ont été commis par des membres des forces gouvernementales ou des groupes armés liés au pouvoir du président Pierre Nkurunziza, entre avril 2015 et octobre de cette année.

"Le gouvernement rejette cette décision (d'enquêter) et réaffirme sa détermination claire et nette à ne pas y coopérer", a déclaré la ministre de la Justice burundaise, Aimee Laurentine Kanyana.

Il sera difficile à la procureure de la CPI Fatou Bensouda de réunir des éléments sans la coopération du gouvernement burundais, qui, en octobre, a été le premier à se retirer de la CPI, qui voit son soutien s'étioler en Afrique.

Le Burundi traverse une crise politique depuis que le président Nkurunziza a annoncé en 2015 qu'il solliciterait un troisième mandat. Il a été réélu cette même année malgré les protestations de l'opposition qui estimait qu'il avait ainsi violé la constitution et en dépit des protestations de la communauté internationale. Reuters 11 novembre 2017

Je ne connais pas précisément la situation au Burundi, mais en lisant que "la communauté internationale", autrement dit les puissances occidentales alignées sur les Etats-Unis s'en prennent au président Nkurunziza, je suis porté à penser qu'il a dû résister à leur diktat et qu'ils cherchent à le déstabiliser par tous les moyens au profit de Pierre-Claver Mbonimpa, un candidat plus docile planqué à Bruxelles. Cela dit j'ignore tout de la manière dont gouverne Nkurunziza et je ne m'avancerai pas davantage.

[Ils osent tout. Du LuxLeaks au Paradise Papers en passant par l'EuroLeaks, le gangstérisme financier, c'est "une situation mondiale".](#)

On aurait pu titrer : Au nom du "père", du fils et du saint esprit de la Commission européenne, amen... le fric !

- Premier ministre du Luxembourg : "Tout le monde doit payer des impôts" - euronews

En marge du Web Summit 2017 à Lisbonne, l'une des plus grandes conférences tech en Europe, nous avons interviewé le Premier ministre luxembourgeois Xavier Bettel. En pleine révélation des Paradise Papers, il insiste sur la légalité des pratiques qui sont mises en cause, mais appelle ses homologues internationaux à "discuter de savoir comment on évite que certaines sociétés ne paient aucun impôt".

Stefan Grobe, euronews :

"Evoquons l'actualité qui a été dominée cette semaine par les révélations des Paradise Papers. Vous ont-elles surpris ? Quelle est votre réaction ?"

Xavier Bettel :

"Non. Je l'ai dit depuis le départ, à savoir que l'harmonisation fiscale était quelque chose qui est important pour le Grand-Duché du Luxembourg. [ndlr : Il ne s'agit pas d'aller vers] une harmonisation qui ferait que tout le monde devrait avoir le même taux, mais on doit éviter qu'un principe de non-double imposition veuille dire pas d'imposition.

Aujourd'hui, mon pays n'est plus le même qu'il y a quelques années. Il n'est plus sur aucune liste noire, grise, que ce soit au niveau de l'OCDE, etc. Donc, le Grand-Duché du Luxembourg pense qu'aujourd'hui, on doit se mettre autour d'une table pour discuter de savoir comment on évite que certaines sociétés ne paient aucun impôt.

Quand il y a eu les LuxLeaks, tout le monde a dit : "Ah, le Luxembourg !" Et puis on a découvert que cela existait dans toute l'Europe et que c'était un EuroLeaks et maintenant, on voit que c'est une situation mondiale avec des 'rulings' – une légalité qui est quand même là -, mais on doit aussi avoir une moralité qui doit permettre de dire qu'on ne peut pas ne pas payer d'impôts."

Stefan Grobe :

"C'était un traumatisme national, les révélations des LuxLeaks..."

Bettel :

"Non."

Stefan Grobe :

"Comment les gens ont-ils vécu cette période ?"

Xavier Bettel :

"C'était légal. D'un côté, il y a ce qui est légal et de l'autre, [quand on regarde la société dans son ensemble], comment voulez-vous expliquer que quelqu'un qui fait des milliards de bénéfices ne paie pas d'impôts et celui qui a un petit commerce par exemple paie des impôts normalement ? Donc, on doit trouver une régulation qui permette et qui oblige tout le monde à payer l'impôt."

Stefan Grobe :

"C'est vrai : le Luxembourg a modifié ses règles fiscales l'année dernière afin d'interdire certains montages fiscaux abusifs utilisés par des multinationales présentes dans votre pays. En même temps, on a l'impression que le Luxembourg freine toujours à Bruxelles."

Bettel :

"On ne freine pas du tout... Il faut qu'on réfléchisse deux secondes. Aujourd'hui, est-ce que le marché est un marché uniquement européen ou un marché mondial ? Et surtout quand vous parlez du digital – on est ici au Web Summit – , est-ce qu'il est dans l'intérêt de l'Europe que nous taxions les entreprises au niveau européen plus que les Etats-Unis ou l'Asie ? Donc, je pense qu'il est important qu'on trouve une législation au niveau de l'OCDE où les Etats-Unis, où les autres pays autour de l'Europe participent à une fiscalité qui soit commune."

Stefan Grobe :

"Quelle est votre relation avec Jean-Claude Juncker ?"

Xavier Bettel :

"Très bonne. Deux Luxembourgeois au Conseil européen, ce n'est pas tous les jours que cela arrive. A l'époque, c'était avec Jacques Santer et avec Jean-Claude Juncker aujourd'hui. Mais il n'est plus le Luxembourgeois, aujourd'hui, c'est l'Européen qui est là, c'est le père de la Commission européenne." euronews 11.11

En complément. Ils osent tout... avec zèle !

- Evasion fiscale: Moscovici cible Malte et l'île de Man - Reuters

[C'est Charlie ! A défaut d'autocensure, comment ils liquident la liberté d'expression.](#)

- Afrique-Asie, c'est fini ! Par Richard Labévière - prochetmoyen-orient.ch23-10-2017

Le numéro de septembre 2017 d'Afrique–Asie est le dernier. Le mensuel vient de déposer le bilan et ne paraîtra plus. Quelle

tristesse de voir ainsi ce titre historique disparaître ! Dans la presse française, Afrique-Asie était une institution. Lancé en 1969 par Simon Malley, Africasia est devenu Afrique-Asie en 1972. Suite à des difficultés financières, la diffusion s'interrompt de juillet 1987 à octobre 1989. A l'époque, Le Monde place Afrique-Asie « au premier rang de la presse tiers-mondiste de langue française ». Effectivement, le titre s'inscrit dans la filiation de la conférence de Bandung (1955), à la convergence du non-alignement, de la Tricontinentale et des mouvements de décolonisation africains et asiatiques.

Militant à la plume acérée, Simon Malley n'a pas que des amis. Il est momentanément expulsé de France en 1980, accusé de nuire, par ses propos, « aux intérêts de la France dans des Etats ayant avec elle des relations diplomatiques normales », selon les propos du ministre de l'Intérieur de l'époque Christian Bonnet, en réponse à une question à l'Assemblée nationale de Laurent Fabius. En 1981, avec l'arrivée de la gauche au pouvoir en France, Simon Malley peut revenir et poursuivre l'aventure éditoriale d'Afrique-Asie.

En décembre 2005, le journal dépose le bilan, ciblé depuis des années par un contrôle fiscal politique. Simon Malley portera plainte contre l'administration fiscale, contestant auprès du Tribunal administratif les conclusions de cette enquête à charge qui aboutira à la liquidation de la société Afriasia qui exploitait le titre. Le tribunal lui donnera raison, mais à titre posthume puisque le fondateur historique du titre est décédé le 7 septembre 2006, un an après avoir été contraint de déposer le bilan.

Majed Nehmé – rédacteur en chef d'Afrique-Asie depuis dix-sept ans – prend, avec quelques anciens du journal, l'initiative de relancer le titre qui sera exploité par une nouvelle société, la SARL-Afriam. Progressiste franco-syrien, ce grand connaisseur du monde arabe – intellectuel tous terrains -, améliore la qualité éditoriale, l'expertise, le réseau des correspondants et des collaborateurs. Afrique-Asie est régulièrement diffusé dans une cinquantaine de pays. Parallèlement à la version papier, il est possible de consulter le magazine en ligne, augmenté par des papiers et reportages qu'on ne lit nul par ailleurs.

En effet – sous la direction de Majed Nehmé – la qualité et la spécificité du titre ne cessent de s'améliorer, tranchant singulièrement avec la descente aux enfers de la presse parisienne mainstream. Pour les habitués « chiens de garde », une telle liberté est insupportable : Afrique-Asie, qui est régulièrement cité et repris par la presse internationale, mais systématiquement exclu et censuré par la plupart des revues de presse dans l'Hexagone, notamment par celle de Radio France Internationale (RFI), radio publique censée être spécialisée en affaires africaines... Sans parler de madame Ockrent-Kouchner et de ses étranges Affaires étrangères sur France-Culture...

Dans tous les cas de figures, les rédactions parisiennes ont toujours préféré Jeune Afrique et ses publi-reportages politiquement corrects à la liberté de ton et la profondeur des informations et enquêtes d'Afrique-Asie. A cela s'ajoutent, bien-sûr, les difficultés structurelles actuelles de la presse écrite – baisse des annonceurs, coût de la distribution et diffusion, etc. – et la multiplication de sous-produits numériques dédiés à l'Afrique, sans que l'on puisse voir toujours clairement les financements comme les intentions de ces « experts » du moment.

Mais le coup de grâce est venu de celui-là même qui interpellait Christian Bonnet sur la liberté de la presse française dans les années 1980 ! De bonne source, on sait que la lecture d'Afrique-Asie donnait des boutons au distingué normalien qui fut le chef de notre diplomatie de 2012 à 2016 avant d'aller pantoufler à la présidence du Conseil constitutionnel. Depuis le début de la crise syrienne (mars 2011), les papiers d'Afrique-Asie ont eu le don de faire grimper Laurent Fabius aux rideaux du Quai d'Orsay. En 2014, un contrôle fiscal zélé (on n'ose dire politique !) s'abat à bras raccourcis sur Afrique-Asie. Voilà donc un titre résolument internationaliste, déconstruisant avec intelligence les crises internationales, prônant les valeurs de laïcité, de lutte contre le communautarisme et les confessionnalismes religieux, décheté par les petites mains de Bercy.

L'auteur de ces lignes croise un jour Pierre Moscovici, qui venait de quitter Bercy pour rejoindre la Commission européenne, et l'alerte sur ce contrôle fiscal. Le baron socialiste prend son air le plus concerné avant de demander la communication du dossier sur son email personnel. Trois mois plus tard, la réponse mérite citation : « Bercy est souverain de ces choix en matière de contrôle fiscal. » Rien de plus normal, mais on peut toujours se demander pourquoi Médiapart, Libération ou L'Express n'ont pas goûté les délices d'une telle souveraineté. (Question déplacée pour ne pas dire débile ! - LVOG)

Voilà donc une douzaine de chômeurs de plus dans le secteur déjà sinistré de la presse et un titre prestigieux qui va – probablement – renaître dans un pays voisin... C'est d'une grande tristesse, surtout lorsque l'on connaît Majed Nehmé, l'un des hommes les plus délicieux, courtois et profonds de la corporation journalistique française, laquelle, pendant ce temps, continue dans sa majorité de s'abîmer dans l'opportunisme, l'ignorance et le carriérisme.

Et à la tristesse s'ajoute la colère, parce que la disparition d'Afrique-Asie pourrait bien être le symptôme du retour de la censure au soi-disant pays des droits de l'homme et de la liberté d'expression. Evidemment, lorsqu'on explique ça dans les dîners en ville, on vous regarde avec des yeux ronds d'incrédulité, sinon d'indignation, parce que les « chiens de garde » de la grande presse veillent au grain tous les jours que Dieu fait et que les Français sont très mal informés de l'évolution de leurs médias.

Donc Afrique-Asie n'est plus ! Vive Afrique-Asie, qui renaîtra un jour, d'une manière ou d'une autre, parce qu'on ne peut décidément pas laisser le champ libre aux désinformateurs. Bonne lecture, donc ! Et à la semaine prochaine, parce que nous écrivons et publions depuis la ville de Jean-Jacques Rousseau. (prochetmoyen-orient.ch/afrique-asie-c-est-fini)

Que les ordures Fabius et Moscovici soient à l'origine de la liquidation de cette revue est dans l'ordre des choses. Les illusions finissent toujours par se payer un jour, voyez où en est rendu le mouvement ouvrier et son avant-garde. Et puis gare à ceux qui n'ont pas suivi l'évolution de la situation économique et politique...

ACTUALITE EN TITRES

[Dans le même registre que Garrido.](#)

- Catalogne: la présidente du parlement et Puigdemont ont saisi la CEDH - L'Express.fr

Carme Forcadell et le président destitué de Catalogne ont déposé une requête contre le gouvernement espagnol auprès de la Cour européenne des droits de l'Homme. L'Express.fr 11.10

[Quand l'Etat se défonce, ce n'est pas pour votre bien, dans le cas contraire cela se saurait depuis longtemps.](#)

- Au Canada, la légalisation du cannabis pourrait rapporter 680 millions d'euros par an à l'Etat - LeParisien.fr

La légalisation du cannabis, prévue le 1er juillet 2018 au Canada, pourrait rapporter jusqu'à un milliard de dollars canadiens (680 millions d'euros) dans les caisses de l'Etat. LeParisien.fr

[C'est grave docteur, pardon monsieur le procureur, il m'a "pincé les fesses". Internez-le ou fusillez-le !](#)

- La joueuse de foot Hope Solo accuse Sepp Blatter d'agression sexuelle - Franceinfo

- La footballeuse Hope Solo accuse Sepp Blatter de lui avoir "pincé les fesses" - L'Express.fr

La gardienne de but américaine accuse l'ancien patron de la Fifa de l'avoir agressée sexuellement lors de la cérémonie du Ballon d'or en 2013. L'Express.fr

On aurait tellement de choses à reprocher aux uns et aux autres, ils ont ou ils ont eu dans le passé tellement d'idées et de comportement condamnable selon le niveau de conscience de chacun, qu'il faudrait juger et condamner, haïr la terre entière, c'est leur but.

J'estime en toute modestie avoir atteint un niveau de conscience que n'atteindra sans doute jamais plus de 90% de la population mondiale, et je vis avec une femme illettrée qui compte sur ses doigts, qui est très ignorante, inconsciente, inculte, superstitieuse, bref, qui cumule toutes les tares du genre humain selon certains, des gens qui n'hésiteraient pas à dire d'elle qu'elle est idiote, très conne, et pourtant j'éprouve un profond respect envers elle, parce qu'elle possède des qualités exceptionnelles, du courage et de la volonté à revendre, elle est honnêteté et déborde de tendresse, elle ne se met jamais en colère et elle éprouve de la sympathie même envers ceux qui ne le méritent pas, par exemple sa patronne italienne qui la tyrannise, elle lui pardonne, elle la comprend et la plaint, c'est pour dire à quel point elle est bonne et généreuse cette brave femme, elle partage toujours le peu qu'elle a quitte à en manquer, c'est exceptionnellement rare, n'est-ce pas ?

Elle est évidemment bourrée de préjugés archaïques qu'on lui a foutus dans la tête, qui osera lui reprocher, qui osera la juger ? La plupart des gens dit évolués ou cultivés n'ont pas véritablement développé un niveau de conscience par eux-mêmes, ils agissent par mimétisme tout au long de leur misérable existence, ce sont juste des primates qui possèdent des facultés innées que leurs cousins n'ont pas et dont ils se servent inconsciemment, donc mal, et partant de là ils se permettent de juger les autres à partir de leurs propres critères qui ne valent pas grand chose si on en juge parce qu'ils ont fait de leur existence ou l'état de la société dans la quelle ils vivent et qui est à leur image, ils feraient de commencer par y réfléchir.

Ceux qui traitent les autres de cons, devraient toujours se dire qu'ils sont eux-mêmes les cons de quelqu'un de plus évolués qu'eux, cela devrait rabaisser leur caquet ou les inviter à faire preuve de modestie.

[Haut de page ↗](#)

Le 19 novembre 2017

CAUSERIE

La causerie d'aujourd'hui va du 12 au 18 novembre, elle fait 37 pages, je vous conseille donc de la télécharger pour la lire tranquillement, le lien est un peu plus bas.

- Liste des 226 parlementaires européens alliés d'Open Society de Soros (177 pages)

Ce document provient d'Open Society. Lire plus loin la présentation en français.

Mais pourquoi se permettent-ils de divulguer ce genre d'informations, vous demanderez-vous peut-être ? Pardi, parce qu'ils estiment avoir gagné définitivement la lutte ou la guerre de classes !

Ets ils ont sans doute de bonnes raisons de le croire, car nos dirigeants préfèrent faire comme s'ils n'avaient rien vu ni rien entendu, leur donnant raison en adoptant ce comportement suicidaire. Les militants s'en accommodent, pire, ils le justifient, alors qu'est-ce qu'on peut faire ? Autant prendre sa retraite en attendant l'apocalypse comme me l'a dit un jour un vieux militant qui abandonnait le combat. Comment continuer à vivre dans ces conditions-là ?

- Causerie au format pdf (37 pages)

Quel bonheur la retraite, officielle, l'autre je l'ai prise depuis plus de 25 ans, on résiste au capitalisme comme on peut ! Finalement je vais toucher environ 400 euros nets par mois, soit 28.000 roupies, j'en dépense 15.000 tous les mois en me privant sur tout. Et on perçoit 16.000 roupies par mois en intérêt sur notre petit capital. Quand on vous dit qu'il faut être organisé, discipliné, rigoureux pour s'en sortir, j'ai ce privilège et j'en fais profiter ceux qui n'ont pas cette chance, sinon à quoi bon avoir de belles et grandes idées, n'est-ce pas ?

Première conséquence pratique, ma compagne Selvi a arrêté définitivement de travailler il y a 4 jours, elle a 47 ans mais elle est bien usée pour avoir élevé seule ses trois enfants et avoir travaillé comme une esclave près de 30 ans. Elle est heureuse la brave femme. La voilà libre, bien qu'elle dépende de moi financièrement. La seconde conséquence pratique, c'est qu'elle a pu se rendre à un temple avec sa famille en autocar ce week-end, c'est la troisième fois de sa vie qu'elle sort pour ainsi dire de son environnement quotidien. La troisième conséquence pratique a consisté à prêter 100.000 roupies à son frère pour qu'il puisse finir la construction de sa maison, il me rendra 4.000 roupies tous les mois... en principe ! J'ai aussi dépanné Adi (une des soeurs de Selvi) et sa fille de quelques milliers de roupies, parce qu'elles ne parvenaient pas à finir le mois, à une de mes voisines aussi, la pauvreté est insupportable, elle est partout ici.

L'Agirc m'a versé un capital au lieu de me verser une retraite complémentaire chaque mois ou trimestre, parce qu'elle était ridicule, 116 euros mensuels, j'ai donc touché 193.000 roupies, soit l'équivalent de 24 annuités. Comme 62 ans plus 24 ans égal 86 ans, après je serai mort pour eux ! On n'arrête plus le progrès social ! Bon, cela m'a permis de dépanner le frère de Selvi...

Vous aurez remarqué qu'aucune de ces conséquences pratiques ne me concerne, je le dis parce que des lecteurs m'ont présenté comme un sale type, personnellement je pense que pour en arriver là il faut au moins être aussi détraqué que Manuel Valls ! Il y en a plus d'un qui supportent mal l'effondrement de la société, que voulez-vous, apparemment leurs propres illusions ne leur suffisent plus, même pas celle sur l'indépendance de la Catalogne, quels misérables aventuriers et manipulateurs !

Mon épouse a été envoyée en maison de repos médicalisée à Marseille. J'ai envoyé une dizaine de courriels incendiaires à la Caf des Bouche-du-Rhône restés sans réponse, donc ses allocations sont toujours coupées. Deux assistantes sociales se sont proposées de s'occuper de son dossier, espérons qu'elles n'abandonneront pas en cours de route. On cherche toujours un avocat pour attaquer la Caf en justice.

Ma compagne ne travaillant plus, on va se répartir les tâches, à elle une partie des tâches ménagères, à moi les travaux de la maison. L'abonnement du site au serveur arrivera à échéance fin décembre, je n'ai toujours pas décidé si j'allais le renouveler ou non. Vous êtes seulement 6 lecteurs à télécharger les causeries quotidiennes, alors cela vaut-il le coup de continuer ? A suivre.

Cela n'a pas été facile de classer dans cette causerie toutes les infos de la semaine passée.

[Elevons-nous un instant avant de redescendre brutalement...](#)

La masse d'un corps est la mesure de son contenu en énergie. $E=MC^2$

Le destin d'une société réside dans sa capacité à utiliser l'énergie qu'elle a développée pour se transformer ou se dépasser,

sous peine d'être vouée à la décadence et à l'extinction si elle n'y parvenait pas, son énergie étant alors consacrée à son autodestruction.

Vidéo. Albert Einstein, le génie du 20e Siècle.

A retenir. Selon A. Einstein, la solution à un problème n'est pas uniforme, mais contradictoire. C'est évident puisque la matière se présente sous la forme d'une contradiction de par l'énergie qu'elle renferme et qui détermine son mouvement...

Donc la difficulté n'est pas de trouver la solution à un problème, mais de parvenir à poser correctement un problème dans la mesure où il renferme la solution que nous recherchons.

Vous me direz que nous le savons pertinemment, certes, mais nous n'en tenons pas compte, assurément. Vous noterez que nous retrouvons là les deux termes de notre contradiction, donc nous sommes en droit de penser que c'est là que réside le problème que nous avons à résoudre.

[Au marché aux bestiaux. La vache sacrée !](#)

J'ai appris par hasard que Miss Inde avait été sacrée Miss Monde.

Danseuse et étudiante en médecine, cette fille de médecins rêve de devenir chirurgien. "Merci tout le monde pour votre amour, votre soutien et vos prières", a-t-elle twitté, dans la foulée de son couronnement. L'Express.fr 18 novembre 2017

La femme objet que l'on désire plus qu'on ne la respecte, l'exemple vient bien d'en haut... et les coups !

[Le crétinisme sacré immortel par le législateur.](#)

- Un État du Sud de l'Inde lance sa campagne de prévention contre les selfies mortels - Slate.fr

En quelques semaines, quatre jeunes ont trouvé la mort dans l'État de Karnataka alors qu'ils se prenaient en photo. Les autorités ont décidé de réagir.

En septembre dernier, un groupe de jeunes décide de prendre un selfie dans l'étang près du temple de Gundanjaneya, à quelques kilomètres de Bangalore. Ils ne voient pas que l'un d'eux est en train de se noyer, tombé dans un trou d'eau... Quelques jours plus tard, à une heure de route environ, trois jeunes sont renversés par un train dans la petite ville de Bibadi; ils étaient en train de se prendre en photo. Les autorités de Karnataka, État du Sud de l'Inde où se sont déroulés coup sur coup ces événements tragiques, ont donc décidé de lancer une campagne pour prévenir des dangers des selfies, rapporte la BBC.

«Nous travaillons à la mise en place d'une signalisation sur les lieux touristiques dans onze districts», détaille le ministre du Tourisme, Priyank Kharge:

«Il y aura aussi des messages avertissant que les selfies peuvent tuer.»

Et pour étendre l'impact de cette campagne, le gouvernement prévoit bien sûr d'utiliser les réseaux sociaux, Facebook, Twitter et Instagram en tête. Le but? Informer les jeunes sur «les dangers des "killfies"», précise Priyank Kharge. Des campagnes contre les «killfies» déjà ailleurs en Inde, en Russie et en Espagne

Le Karnataka n'est cependant pas le premier État à se soucier des dommages collatéraux des selfies. Un peu plus loin en Inde, à Bombay, certains quartiers sont déjà équipés de panneaux indiquant des «zones sans selfie»: seize lieux «à risques» qui se trouvent essentiellement «sur le front de mer de la ville portuaire», précise Radio France Internationale (RFI). Des zones «difficiles à délimiter», regrette néanmoins Priyank Kharge sur la BBC, car «la tragédie peut frapper n'importe où». Pour cette raison, des chercheurs ont mis en place une application pour smartphone, Saftie, qui permet de signaler un endroit jugé dangereux pour prendre un selfie...

En Espagne également, la guerre aux selfies avait été déclarée en 2014 lors de la traditionnelle course de taureaux, rappelle la National Public Radio. NPR mentionne enfin la campagne menée en Russie pour aider les utilisateurs de smartphones à ne pas risquer leur vie en prenant des selfies...

Il faut croire que certains addicts des selfies ont besoin de ces conseils: entre mars 2014 et septembre 2016, des chercheurs de l'Université Carnegie Mellon et de l'Institut d'information de Delhi ont identifié 127 «killfies». 76 ont eu lieu en Inde, qui obtient donc cet étrange record du pays le plus meurtrier en termes de selfies - un titre à relativiser au vu de la population indienne, remarque RFI.

À travers leur campagne, les autorités du Karnataka ont un message essentiel à faire passer, conclut Priyank Kharge:

«Nous voulons dire aux gens que c'est bien d'avoir un téléphone intelligent, mais il faut qu'ils l'utilisent intelligemment.» Slate.fr
18 novembre 2017

Vous voyez le niveau des classes moyennes ? Alors imaginez un instant celui du reste de la population, la plus nombreuse. Hier le progrès était dangereux pour les masses les plus arriérées parce qu'elles n'y étaient pas du tout préparés, aujourd'hui il est devenu mortel, tragique... On a eu l'occasion de traiter cela en profondeur dans d'autres causeries. Comme quoi je ne connais pas précisément la situation politique en Inde, mais je connais celle des Indiens de toutes les classes.

Comment ils sont en train de détruire la civilisation humaine.

Demain, tous crétiens ? [Documentaire 2017]
<https://www.youtube.com/watch?v=oJ3TvMTI2Ik>

Entre 1990 et 2001 le nombre d'enfants diagnostiqués autistes a augmenté de 600% en Californie. Lors des études qui ont été réalisées, 1 cas a été diagnostiqué sur 250, puis 1 sur 250 deux ans plus tard, puis 1 sur 150, 1 sur 110, 1 sur 90 et 1 sur 68 plus récemment.

Par ailleurs, plusieurs études démontrent que la courbe de l'intelligence a commencé par s'infléchir à partir de 1990, puis s'est inversée 10 ans plus tard, pour finalement plonger littéralement depuis 2005.

Pourquoi ? Parce qu'un certain nombre de molécules (Fluor, chlore [PCB], bromure), introduites par les trusts de la chimie dans notre alimentation, des médicaments, une multitude d'objets ou notre environnement vont perturber le développement et le fonctionnement normal du cerveau (et de la thyroïde) en se substituant à la molécule de l'iode ou en la rendant inopérante, parce qu'elles présentent des structures similaires.

Si le dysfonctionnement de la thyroïde dû à une carence en iode a été palier par un apport régulier en sel dans l'alimentation notamment, en revanche il n'a aucun effet sur le cerveau qui reste exposé aux PCB.

Ces molécules vont agir directement sur la structure du cerveau en entraînant la formation de cellules nerveuses aux mauvais endroits, qui se traduiront par un dérèglement cérébral irréversible. Autrement dit, ils ont le pouvoir de changer le développement du cerveau, et par voie de conséquence de modifier le comportement des enfants et des hommes, qui seront atteints d'hyperactivité et manifesteront un manque d'attention et de concentration.

Comme on le voit ici, la situation est extrêmement grave. Si cela ne constitue pas une preuve irréfutable que la survie du capitalisme constitue une menace réelle pour l'avenir de l'espèce humaine, qu'est-ce qu'il vous faut ? Voilà un discours qu'on peut tenir devant chaque travailleur, pour leur faire conscience de la nécessité, de l'urgence à s'engager dans le combat politique pour se débarrasser du capitalisme.

Ne pensez-vous pas qu'il serait de notre devoir de militant ouvrier de nous saisir de cette question, nous qui estimons représenter l'avenir de l'humanité ? Sinon, c'est que nous n'en sommes pas dignes.

On peut, mieux, on doit mener la lutte contre le capitalisme à partir de différents angles, ce qui permet de toucher la totalité des travailleurs des différentes classes. On ne peut qu'y gagner en crédibilité.

En complément.

Lobotomisation en marche. Assumée et payante s'il vous plaît.

- Loisirs : les jeux vidéo font de plus en plus d'adeptes - Franceinfo

Un Français sur deux joue régulièrement aux jeux vidéo sur son téléphone ou son ordinateur. France 3 se penche sur cette industrie culturelle florissante.

Un marché à plus de 14% de croissance depuis le début d'année.

Des jeux vidéo toujours plus aboutis, car le marché, notamment en France et en Europe, est en plein essor. Franceinfo 12 novembre 2017

Empoisonnement programmé.

- Glyphosate: Monsanto et des fermiers poursuivent la Californie - Reuters

Monsanto et des fédérations agricoles américaines ont porté plainte contre la Californie mercredi afin que l'Etat n'émette pas d'avertissements sur les risques de cancer associés à des produits contenant du glyphosate.

L'Etat américain fait figurer le principal composant de l'herbicide Roundup produit par Monsanto sur sa liste de produits chimiques cancérigènes depuis juillet et exigera que les produits en contenant mentionnent l'avertissement d'ici juillet 2018.

La Californie a pris cette décision après que le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC), un organisme de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), a conclu en juillet 2015 que le glyphosate était "probablement cancérigène".

Les autorités sanitaires californiennes, représentées par l'Office of Environmental Health Hazard Assessment (OEHHA), cité dans la plainte, a dit qu'il s'en tenait à sa décision, estimant avoir suivi toutes les procédures légales adaptées.

Monsanto et les fédérations nient que le glyphosate soit cancérigène et arguent que l'avertissement imposé par la Californie obligerait les revendeurs de produits contenant le composant à diffuser une fausse information. Reuters 15 novembre 2017

On aurait pu classer ces articles dans la catégorie eugénisme, non ? Cela fait orwélien, complotiste, c'est grave docteur, et l'emploi délibéré de tous ces produits chimiques qui conduisent à une dégénérescence du cerveau et de l'espèce humaine, c'est quoi ? Elle n'affectera pas toute la population, les puissants et l'élite seront épargnés.

Parole d'internaute.

Sélection de commentaires d'internautes suite à la diffusion d'une vidéo sur le blog Les-crisis : Naomi Klein : "Le plus grand succès du néolibéralisme : la colonisation de nos imaginaires." Non madame, son plus grand succès c'est d'être parvenu à assurer la survie du capitalisme.

On remarquera que les lecteurs de ce blog (et d'autres) qui sont des intellectuels ou qui appartiennent aux classes moyennes, sont de plus en plus nombreux à ne plus supporter qu'on les prenne pour des demeurés et cherchent la voie de l'affrontement avec le capitalisme au lieu de vouloir le réformer. Ce qu'ils disent de madame Klein vaut pour Mélenchon et sa bande de bras cassés.

1- "Perso j'ai arrêté quand elle a parlé de Black live matters comme source de renouveau, en ignorant ou le feignant qu'ils sont aussi les idiots utiles de Soros."

En France pour les démagogues qui ont assuré la promotion du PS pendant un demi-siècle, Black live matters est également une référence...

2- "Me fait marrer Naomi...l'immigrationisme est un projet ultralibéral par excellence, ô combien ! Quel meilleur moyen de foutre en l'air ce qui reste de structures sociales organisées et de dresser les gens les uns contre les autres? Encore une gauchiste de salon."

3- "Je ne connaissais pas Naomi Klein, mais on voit très vite quel genre de personnage il s'agit : encore quelqu'un de gauche plein de bons sentiments, mais avec une politique incohérente et sans réponse concrète."

Vous l'avez remarqué aussi, bravo ! Mais au fait, c'est quoi une politique cohérente, quelle "réponse concrète" apportée à la crise du capitalisme ?

4- "Elle n'en sait sans doute pas plus que vous, et moi non plus. No Logo et la Stratégie du choc ne sont peut-être pas suffisants pour clouer au pilori la mondialisation et casser son moteur, le capitalisme.

Les chinois ont quand même préféré quitter les campagnes pour travailler dans ces ateliers minables. Les populations du Sud ont été bien contentes d'avoir un carrelage à la place d'un sol humide et plein de bestioles en terre battue, d'acquérir un frigo, une TV, un téléphone portable. Le lave linge n'est pas un idéal de vie, mais laver à la main ses habits est une pesante corvée de l'existence. L'explosion démographique atteste de l'enrichissement généralisé.

Finalement, la question est anthropologique. Elle a été posée par Mustapha Meunier, l'Administrateur du Meilleur des Mondes: que peut-on reprocher à une société qui gère vos besoins et satisfait à vos désirs ? John le Sauvage n'a pu que se défausser sur un droit à la souffrance lié à la dignité humaine.

Quel intellectuel est capable de s'y coller ? En attendant, c'est le GAFAM qui est en train d'enfiler l'habit de cet administrateur."

J'ai lu hier dans un article que "la désinformation ne s'adresse qu'en surface à l'intelligence du public qu'elle prétend induire en erreur; en profondeur elle s'adresse à sa sensibilité: "visez les tripes " disait Goebbels. Aussi si le thème n'est pas entièrement rationnel, il a des chances d'être mieux accepté, car -ne l'oublions pas- les passions sont toujours plus fortes en l'Homme que les convictions" ou encore : "si l'opérateur sait s'y prendre, elle (l'information - LVOG) peut contenir une charge émotive très forte ce qui en fait un objet idéal pour s'adresser aux passions de l'Homme", et toujours dans le même article "la désinformation s'adresse aux passions de l'Homme, et particulièrement à la haine ou à la peur".

Vous aurez remarqué que l'auteur présente systématiquement les passions des hommes sous un angle négatif, toute sa démonstration repose sur ce postulat qui est faux en réalité, car la passion pour la liberté peut très bien se passer de convictions ou de justificatifs pour exister et être légitime, elle est guidée par le même facteur qui pousse les hommes à se haïr sans même se connaître, l'instinct de survie qui l'emporte sur toute autre considération.

En revanche les hommes ne peuvent se libérer de leurs passions malsaines ou adopter des passions salutaires qu'en mettant en pratique les convictions qu'ils ont acquises. D'où la lutte acharnée que mène les représentants du capitalisme pour les empêcher en les orientant vers des passions malsaines. Les réactionnaires sont aussi épris de liberté que les révolutionnaires, on doit donc aborder cette question sur le terrain de la lutte de classe ou l'avoir toujours à l'esprit sous peine de se tromper de combat ou d'ennemi.

Il faut rappeler que les convictions acquises par les hommes sont fragiles et qu'en fonction de l'évolution de la situation et de leur interprétation ils peuvent soudainement en changer. Pour les renforcer ou faire en sorte qu'elles soient aussi solide que de l'acier trempé les hommes doivent maîtriser un seul et unique facteur, prendre conscience du processus matérialiste dialectique qui régit la matière, l'homme, la société, et une fois armés de cette méthode pour interpréter toutes ses manifestations (de la matière), ils ne risqueront plus d'être dominés par leurs passions ou leurs émotions, ils chercheront à les orienter dans une direction qui soit conforme aux besoins de la société plutôt que les nier, les refouler ou les réprimer.

Nous ne sommes pas des idéalistes ou des fanatiques, nous savons que le matérialisme dialectique peut conduire à l'anéantissement de la civilisation humaine ou à sa libération du règne de la nécessité pour peu que les hommes en prennent conscience et traduisent en pratique cette prise de conscience en terme d'organisation, voilà à quoi se résume l'apport du marxisme à l'humanité. Et tous ceux qui s'en détournent sont voués infailliblement à contribuer à la disparition de la civilisation humaine.

5- "Il faut attendre la moitié de l'interview pour que l'idée d'un projet alternatif pointe son nez mais il n'est pas décliné et c'est là que le bât blesse. Au-delà de la description de ce qui pêche, de l'accaparement par les dirigeants des choix de société pour les peuples, bref au-delà de tous ces poncifs, quelle voie, quelle méthode, quel modèle ?

Ok pour l'humanisme, ok pour la répartition des richesses, ok pour l'abandon des illusions matérielles etc. ok pour la prise en compte du caractère limité des ressources de la planète, je suis à 100% pour tout cela et je pense même qu'au fond d'une majorité de gens, c'est une prise de conscience qui se développe. Mais comment y parvenir avec ce modèle économique ? comment mettre fin à ces folies qui sont par essence inhérentes à ce système ? comment atteindre ces objectifs ? Ce modèle existe-t-il déjà ou en existe-t-il un d'approchant ? Ou bien faut-il cesser de vouloir changer le monde et faut-il suivre la voie philosophique bien connue qui est celle de commencer par changer soi-même ?"

Le socialisme scientifique. Se réapproprier le socialisme scientifique, le sort de l'humanité en dépend.

J'ignore si le meilleur moyen d'y parvenir consiste à expliquer que la social-démocratie et le stalinisme en sont des caricatures grotesques, qu'ils l'ont totalement déformé ou encore qu'ils y sont finalement étrangers, tout ceci est exact évidemment, mais apparemment cela ne suffit pas ou ne convainc personne. Il faut insister sur le fait que ceux qui font un amalgame entre la social-démocratie ou le stalinisme avec le socialisme ou le communisme, sont des représentants du capitalisme ou ceux qui en tirent profit ou encore qui s'emploient à le légitimer parce qu'ils ignorent ce qu'il signifie, d'ailleurs il suffit de leur demander ce qu'il représente pour eux pour en avoir immédiatement l'illustration. Cet argument est discutable parce que chacun peut en faire sa propre interprétation, donc nous ne sommes pas plus avancés. On peut confronter l'interprétation qu'ils en donnent au contenu réel du socialisme pour démontrer qu'ils s'en sont écartés ou détournés, mais ils pourront toujours rétorquer que la société ou le monde ont changé, etc. pour justifier leur propre interprétation...

Bref, nous aurons beau avoir raison face à ces interprétations contradictoires et erronées sans progresser d'un pouce.

La question capitale est donc de savoir pourquoi, et je pense avoir trouvé une explication cohérente qui permet d'y répondre de manière satisfaisante.

Lorsque nous présentons ou défendons le socialisme, nous adoptons un certain mode de pensée, le matérialisme dialectique et historique, et nous nous retrouvons en présence d'une personne qui a adopté un tout autre mode de pensée, idéaliste, partant de

là tout est fait pour qu'on ne se comprenne pas ou on ne parlera pas de la même chose, nous ne partagerons pas les mêmes critères pour apprécier la situation ou aborder un sujet ou nous ne leur attribuerons pas les mêmes valeurs, tandis que nous nous évertuerons à ne pas nous écarter des faits et de leurs enchaînements, cette personne n'en tiendra pas compte ou partiellement seulement, en y mêlant inconsciemment des interprétations ou des facteurs subjectifs qui en perturberont le déroulement et la compréhension, pour finalement confondre leurs causes et leurs conséquences le plus souvent en les isolant ou en les ravalant au rang d'abstractions, au lieu de les situer dans une perspective historique dont ils ne sont qu'un maillon.

Le développement des forces productives et de la lutte des classes sont les facteurs déterminant de l'évolution de la civilisation humaine, ils sont à l'origine du capitalisme et de sa négation, le socialisme. Tant qu'on n'en a pas pris conscience ou qu'on l'ignore, on sera amené à attribuer au capitalisme aussi bien le progrès social dont nous profitons et bien d'autres vertus, que les maux qui nous accablent quotidiennement, aussi sera-t-on tenté d'infléchir son orientation pour se débarrasser de ses excès. En ignorant à la fois que le capitalisme est le produit d'un processus historique dont l'origine remonte à la nuit des temps, et qu'il correspond uniquement à une étape de ce processus parvenu à un certain degré de développement, on en arrive à réduire ce processus au capitalisme, on en vient à identifier le capitalisme à ce processus en lui attribuant des qualités qu'il ne possède pas, mais qu'il pourrait développer par la suite.

Au passage, vous aurez noté que cette interprétation correspond à celle adoptée par le réformisme ou par la petite bourgeoisie, les classes moyennes à la suite des capitalistes qui prédisent encore de beaux jours à leur système économique en faillite. Et ce n'est pas anodin de le préciser, car outre que cette interprétation ne correspond pas à la réalité historique, le capitalisme n'existant pas de toute éternité et étant voué à périr au même titre que les modes de production antérieurs incapables de contenir les forces productives dans un cadre rigide, elle nie ou occulte une multitude de facteurs qui la contredisent. Parmi eux figure à l'origine l'impossibilité de faire valoir nos besoins ou aspirations ou de manière générale l'absence de liberté quel que soit notre statut social, les inégalités et les injustices sociales, la négation de nos droits les plus élémentaires dont celui de décider librement l'orientation de la société, les frustrations ou les humiliations que nous subissons quotidiennement, les difficultés de toute sorte ou les maux qui nous sont imposés ou à d'autres tout aussi innocents que nous.

Bref, la putréfaction de la société ou la régression sociale généralisée à laquelle nous assistons, les violences et les actes cruels de barbarie, les guerres qui se multiplient et les souffrances imposées à tant de peuples à travers le monde, suffisent à démontrer que le rôle progressiste et historique du capitalisme est épuisé depuis fort longtemps, un siècle en réalité, et qu'il doit céder la place à un autre mode de production qui libèrera les forces productives au lieu de les transformer en forces destructives, afin que la société puisse renouer avec le progrès social ou que la civilisation humaine franchisse une nouvelle étape de son développement au lieu d'être menacée de disparition.

L'interprétation selon laquelle il faudrait s'accommoder du capitalisme repose uniquement sur les bienfaits qu'en retirent ceux qui disposent d'un statut supérieur à la majorité des travailleurs ou qui bénéficient d'un mode de vie relativement confortable dû à un concours de circonstances, dont ne profiteront pas forcément leurs enfants ou petits-enfants, et qui pour cette raison sont indifférents au sort du reste de la société ou à son orientation, quoiqu'ils en disent par ailleurs uniquement par crainte de perdre leurs privilèges, on comprend qu'une telle préoccupation soit inavouable ou incompatible avec les idées généreuses qu'ils affichent... et piétinent allègrement.

Leur mode de pensée, l'idéologie dont est issue leur argumentation pour légitimer l'existence du capitalisme

6- "Oui, oui, tout ça, les multinationales, le climat, les guerres ... Pas un mot sur la responsabilité des démocrates américains, et pas grand chose sur comment faire pour s'en sortir. "

7- Les hommes ont beaucoup d'imagination pour investir le temps disponible de cerveau des autres hommes (qu'on appelle alors "patates de canapé").

[Comment un peuple exploité pourrait-il briser ses chaînes quand il est sous influence ?](#)

Autrefois, les peuples étaient soumis à l'obscurantisme et était enclins à tout un tas de superstitions, qui avaient le don de les empêcher de penser par eux-mêmes ou de les maintenir dans une profonde ignorance et de les terroriser, de sorte que de génération en génération ils se transmettaient une multitude de croyances ou de préjugés qui pour ainsi dire avaient force de vérités éternelles.

Plus tard, on leur inculqua certaines connaissances pour qu'ils s'adaptent au développement industriel et en assurent l'expansion pour le compte de leurs nouveaux maîtres, sans pour autant abandonner leurs préjugés ou une grande partie de leurs croyances, de sorte qu'ils demeurèrent pratiquement aussi ignorants que les générations qui les avaient précédées.

Jusque là, si leur évolution ne cessa d'être le produit d'un mimétisme inconscient, il faut noter qu'à partir du développement du capitalisme ils n'allaient plus reproduire un mode de vie et de pensée unique, tandis que simultanément de nouveaux besoins allaient voir le jour et allaient y être intégrés, d'autant plus facilement qu'ils allaient être amenés à participer aux institutions en élisant leurs représentants dans le cadre d'une République.

Le développement du mode de production capitaliste ou des forces productives aurait été inconcevable sans le développement des sciences et des techniques qui allaient donner naissance à une multitude de nouveaux produits correspondant à des besoins déjà existant ou destinés à satisfaire des besoins dont on n'avait pas encore imaginé l'existence, des marchandises ou des besoins non plus destinés à une élite mais au peuple tout entier.

La condition des exploités allait s'en trouver améliorée, et ils allaient être émerveillés par cet esprit créatif du capitalisme au point de lui attribuer des vertus qu'il n'avait pas ou qu'il était synonyme de progrès social, dès lors qu'on lui forçait un peu la main en recourant à la lutte de classe il faut préciser ; ce qui montre au passage qu'ils sont intimement liés ou que les capitalistes n'auraient jamais pu accéder à un mode de vie aussi agréable que celui dont ils profitent de nos jours sans la lutte de classe du prolétariat.

Qui disait développement des sciences et des techniques ou technologies impliquait un développement intellectuel à tous les niveaux de la société ou dans tous les domaines, il allait s'accompagner également du développement d'une importante classe moyenne aux exigences croissantes qui devaient correspondre à de nouveaux besoins, qu'elle ne pourrait satisfaire qu'à condition que les marchandises (ou les services) qui allaient être créés lui soient accessibles, et comme les investissements nécessaires ou leur coût de production seraient très importants, le meilleur moyen de les rentabiliser serait encore de produire en masse ces nouvelles marchandises, qui du coup au fil du temps deviendraient accessibles à toutes les classes.

La radio, le réfrigérateur, la télévision, la voiture, le téléphone, la machine à laver le linge, etc. allaient contribuer à révolutionner le mode de vie du peuple sans qu'il soit moins exploité que par le passé, bien au contraire, mais laissons cela de côté ici. L'emploi de tous ces nouveaux produits n'allait pas être sans effet sur leurs sens, leurs facultés intellectuelles qui allaient être mis à contribution ou se développer, à leur insu comme presque toujours, principalement leur attention ou leur concentration, leur mémoire, leur logique, et évidemment cela allait leur servir dans bien d'autres applications. Pour être bref et faire simple, pour chercher à savoir comment ça marche ou pourquoi ça ne marche pas, ils allaient se poser un tas de questions liées au fonctionnement de ces machines, à l'émerveillement allait se combiner un début d'éveil intellectuel susceptible de les aider à progresser dans leur compréhension du fonctionnement de la société, des institutions, du capitalisme, qui allait être contrarié ou détourné par les autorités qui à l'époque contrôlaient déjà les médias, de sorte qu'ils allaient davantage contribuer à les abrutir ou à les abêtir pour qu'ils continuent de vouer un culte au régime et à ses représentants.

La multiplication des chaînes de radio et de télévision à partir des années 80 n'allait rien arranger. Le peuple étant très hétérogène, on entend par peuple toutes les classes à l'exception de celle des capitalistes, il en fallait pour tout le monde, chacun devait croire qu'un air de liberté ou démocratie soufflait, alors qu'en réalité il s'agissait de mieux les étouffer ou plutôt dissoudre. Deux décennies plus tard, avec Internet et les réseaux sociaux ils disposeront des instruments les plus puissants et sophistiqués jamais imaginés pour conditionner, façonner les esprits, les atomiser pour mieux les contrôler, leur porter le coup de grâce.

Ils y parvinrent grâce aux progrès réalisés en physique et en chimie qui leur permirent de développer les nanotechnologies, pendant qu'une poignée d'oligarques allaient concentrer entre leurs mains la quasi-totalité des médias, de sorte que dorénavant leur propagande se substituerait à la réalité, il ne s'agirait plus seulement pour eux d'orienter les esprits dans une direction donnée, mais d'imprimer profondément à l'intérieur des cerveaux comment ils devront penser, donc d'en modifier le fonctionnement pour qu'ils ne puissent plus penser autrement, aidés en cela par leur dégénérescence progressive causée par des molécules chimiques disséminées dans une multitude de matériaux ou produits et sciemment utilisées à cet effet, pour en connaître de longue date les effets organiques et psychiques néfastes.

Leur incapacité à se débarrasser des contraintes liées aux lois de fonctionnement du capitalisme qui ont fait leur fortune, allait les conduire dans une fuite en avant suicidaire ou fatale pour l'avenir de l'humanité. Elle devait déboucher sur un modèle de société où le progrès social et toute expression de la démocratie seraient abolis ou déclarés hors la loi, au profit d'un système économique de type mafieux, un système politique de type ploutocratique et dictatorial, de sorte que les conditions ou les rapports sur lesquels reposait l'existence de principes ou de valeurs ayant un quelconque contenu moral ou humaniste disparaissent, bien que toujours consignés dans le droit pour mieux réprimer ceux qui les violeraient, mieux ou pire encore, ils insisteront pour renforcer les lois déjà existantes en faveur d'une multitude de minorités ou à en créer de nouvelles si nécessaire, c'est si diabolique, si machiavélique qu'on peine à imaginer que de tels monstres ou une telle société puissent exister, et pourtant c'est bien le cas.

En conclusion (provisoire), le développement matériel ou des forces productives devait favoriser le développement de facultés intellectuelles chez les hommes, et la combinaison des deux parvenus à un certain stade devait au mieux leur permettre de passer du règne de la nécessité à celui de la liberté ou au pire, d'en périr pour avoir été incapable d'accéder à la conscience que ce processus matérialiste dialectique comportait deux opportunités ou orientations diamétralement opposées, dont l'une constituait la négation de l'autre représentées par les deux seules classes indépendantes de la société, le capitalisme et la classe ouvrière.

La classe qui détenait le pouvoir n'allait pas se contenter d'exploiter et d'opprimer la classe qui n'en détenait aucun, la société s'étant développée tant sur le plan matériel qu'intellectuel, la classe dominante n'allait rencontrer aucune difficulté pour asservir la classe dominée sur le plan matériel puisqu'elle était obligée de lui vendre sa force de travail pour survivre, en revanche elle devait développer des instruments de communication toujours plus sophistiqués pour mieux la contrôler ou la dévoyer sur le

plan intellectuel, afin qu'elle n'en fasse pas un usage inapproprié et ne finisse pas par menacer sa domination de classe ou l'existence de son régime, qui plus est en faillite ou pourrissant.

Pour enclencher cette régression intellectuelle, ils pouvaient déjà s'appuyer sur une expérience précédente qui avait donné des résultats inespérés en détournant les masses de la lutte des classes au moyen d'associations ou d'ONG qu'ils avaient créées et financées à cet effet, ce qui devait permettre à ceux qui y participaient de se défouler tout en alimentant l'illusion qu'ils pouvaient avoir une influence sur l'orientation de la société, alors qu'en réalité ils n'en avaient aucune sur le capitalisme, pire, puisque c'était ses représentants qui les instrumentalisaient ou ils étaient sous l'influence de leur idéologie qui leur commandait de se mobiliser pour telle ou telle cause, sans imaginer un instant qu'ils cautionnaient ainsi la légitimité du capitalisme ou du gouvernement réactionnaire en place au lieu de les combattre.

A l'étape suivante, par le biais d'Internet et les réseaux sociaux créés notamment à cet effet ils allaient multiplier les sources d'information à l'infini, de sorte que chaque citoyen pouvant s'exprimer, ils croiraient être des acteurs de la démocratie, alors qu'en réalité c'était encore le meilleur moyen de la saper en donnant libre cours à leurs illusions dans le capitalisme, ils allaient être les acteurs de leur propre déchéance, de leurs propres droits sociaux et politiques. C'est ainsi qu'ils allaient multiplier à l'infini le nombre d'acteurs véhiculant leur idéologie au sein de la société mieux que n'aurait pu le faire la totalité des médias institutionnels réunis, qui plus est gratuitement, mieux encore, ils allaient payer pour s'abrutir un peu plus eux-mêmes, c'est merveilleux, n'est-ce pas ?

Voilà où nous en sommes arrivés, et à chaque étape le mouvement ouvrier, la pseudo-gauche et extrême gauche a participé activement à cette entreprise de décérébration des masses, à cette corruption, régression, dégénérescence, décomposition, désagrégation intellectuelle qui confine à la confusion la plus totale où domine le nihilisme et son corollaire politique, l'absence de toute perspective pour changer la société.

Bien que la classe dominante se soit doter tout au long de la seconde moitié du XXe siècle d'instruments divers pour mener sa guerre idéologique et psychologique contre les masses exploitées, la création ou l'activation de ces instruments correspondirent à chaque fois à une étape de la crise du capitalisme ou du régime, il était donc très facile d'en déduire le rôle néfaste qu'ils seraient amenés à jouer sur le plan politique et de l'expliquer aux travailleurs pour qu'ils s'en détournent ou en comprennent les intentions inavouables.

Il est clair que ces instruments devaient servir la lutte de classe de notre ennemi pour mieux conditionner et asservir les masses afin d'atteindre leurs objectifs, ne pas en avoir pris la mesure, avoir refusé de les combattre sur ce plan-là revenait à leur laisser le champ libre pour parvenir à leurs fins, étape par étape, jusqu'au moment où il parviendrait à concentrer davantage de pouvoir encore et à instaurer durablement un modèle de société ploutocratique une fois anesthésiée, neutralisée la lutte de classe de leur ennemi avec non seulement la complicité de leurs représentants, mais aussi avec la collaboration de la majorité des masses, de sorte que la situation leur apparaîtrait si inextricable qu'elles abandonneraient tout espoir de changer la société

L'oligarchie allait user du pouvoir financier et politique qu'elle détenait dorénavant pratiquement exclusivement pour fabriquer tranquillement des dizaines et dizaines de milliers de milliards de dollars afin d'empêcher que son système économique ne s'effondre, violer les lois de fonctionnement du capitalisme, ce qui lui permettrait au passage de neutraliser la lutte de classes à son profit, tandis que les masses (et leurs représentants) déjà corrompus par le capitalisme et son idéologie assisteraient impuissantes à la liquidation de tous leurs droits ou acquis sociaux et politiques, à la décadence, à l'effondrement totale de la société.

Maintenant, on est quand même en droit de se demander, si fatalement la civilisation humaine était condamnée à régresser sans fin et à périr, après s'être développée au cours des millénaires précédents et avoir créé les instruments qui pouvaient oeuvrer aussi bien à sa propre destruction qu'à son émancipation du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Le capitalisme se développa en ayant largement recours au travail des enfants et à la surexploitation des travailleurs des colonies lors de sa phase ascendante. Une fois achevée ou parvenu au stade parasitaire de l'impérialisme, il fut en proie à une profonde crise qui allait plonger l'humanité dans la barbarie à deux reprises.

La guerre ayant favorisé le développement de mouvements révolutionnaires sur tous les continents, les capitalistes allaient les liquider à l'aide de ses agents staliniens et social-démocrates en échange d'importantes concessions sur le plan social dont certaines contribueront à la reconstruction des infrastructures des pays ravagés par la guerre indispensables au fonctionnement du capitalisme et à la consolidation des appareils des Etats capitalistes.

Lors de la période suivante, ne pouvant plus employer des enfants, il recourra au travail des femmes qu'il généralisera et qu'il exploitera en leur accordant des salaires largement inférieurs à ceux des hommes, ce qui coïncidera avec une nouvelle expansion du capitalisme à l'échelle mondiale et une nouvelle crise d'accumulation du capital. Ne pouvant pas la résoudre (temporairement) en recourant à une nouvelle guerre mondiale, pour atteindre les mêmes objectifs il exportera ou investira des masses gigantesques de capitaux en Asie et en Amérique latine principalement, ce qui lui permettra de mettre en concurrence les travailleurs du monde entier et de délocaliser une grande partie de la production hors des pays où il était le plus développé, ce qui se traduira dans ces pays-là par le développement d'un chômage de masse qui lui servira de

levier supplémentaire pour exercer une pression constante sur les salaires.

Dès lors, les représentants du capitalisme vont disposer de trois leviers pour contenir la hausse des salaires et s'attaquer à l'ensemble des acquis sociaux des travailleurs ou aux importantes concessions qu'ils avaient dû leur accorder après-guerre au cours de la lutte des classes : le travail des femmes, la nouvelle division internationale du travail, le chômage de masse.

La stagnation ou la hausse des salaires inférieure au taux d'inflation et la liquidation d'un nombre croissant d'acquis ou de droits sociaux seront compensée dans chaque couple ou famille par l'apport du salaire des femmes qui permettra de maintenir ou de voir progresser le niveau de vie des travailleurs, à l'exception évidemment des travailleurs isolés qui s'appauvriront, puis des familles dites monoparentales ou des femmes seules élevant des enfants qui sombreront dans la grande pauvreté ou la misère. Donc, l'immense majorité des travailleurs continueront de bénéficier de conditions leur permettant de supporter tous les coups que leur porteront le capitalisme, les capitalistes appliquant leur politique antisociale sans qu'ils ne se mobilisent massivement ou sans qu'ils cherchent s'il existerait une voie pour affronter le régime ou une alternative au capitalisme, identifiant largement la faillite du stalinisme à celle du socialisme ou du communisme.

Ce que nous venons de décrire demeure valable jusqu'à aujourd'hui. Les travailleurs sont si corrompus par le capitalisme et désœuvrés que les représentants du capitalisme n'ont même plus besoin de camoufler leurs mauvaises intentions ou ce qu'ils tramaient hier dans leur dos. Cette insouciance, leur passivité témoigne de leur absence de prise de conscience de ce processus destructeur dont ils seront amenés à être les principales victimes. Par leur passivité ou neutralité ils se font ainsi les fossoyeurs de leur propre condition, estimant qu'il n'existe aucune alternative au capitalisme auquel ils doivent l'amélioration de leur condition ou la satisfaction de leurs besoins élémentaires et parfois au-delà, c'est tout du moins ce qu'ils croient.

On ne pas attendre et encore moins espérer une nouvelle guerre mondiale qui déboucherait à nouveau sur des mouvements révolutionnaires. On constate que la résistance dont les travailleurs peuvent faire preuve contre les coups qui leur sont portés ne sert en aucune manière leur cause en dernière analyse, on aurait envie de dire bien au contraire, car immédiatement elle va se transformer en son contraire dans la mesure où les plus faibles ou les moins organisés paieront à leur place ou en supporteront les conséquences à leur place ici ou ailleurs, les capitalistes restant les maîtres du jeu.

Ils ne sont pas seulement corrompus par le capitalisme sur le plan matériel, ils sont conditionnés pour adopter son idéologie ou plus précisément son mode de pensée, mode de pensée à partir duquel il leur est impossible d'envisager de changer la société, puisque toute alternative au capitalisme en est totalement exclue, il faut donc en démonter les mécanismes et le briser pour libérer leur esprit, leur imagination et qu'ils renouent avec l'idéal du socialisme, ce qui passe par l'adoption d'un autre mode de pensée, ouvert, libre, non plus conçu sur des interprétations ou des idées qui ne profitent qu'à ceux qui en sont à l'origine, mais sur les faits, sur la réalité en tenant compte de toutes ses composantes.

On ne cherchera pas à changer l'état d'esprit des travailleurs ou à leur faire adopter telle ou telle idée, on s'attaquera aux matériaux et aux mécanismes qui l'ont forgé, en montrant qu'ils ont un rapport avec leur condition et l'état de la société de nos jours, ce qu'ils seront amenés à déduire eux-mêmes pour peu qu'on les aide.

On doit donc intervenir à la fois sur les plans politique, idéologique et psychologique pour élever le niveau de conscience des travailleurs, sinon nous pouvons dire adieu au socialisme.

Les fossiles d'extrême gauche, dont la conception de la lutte de classe n'a pas évolué depuis un siècle, alors que la société avait connu de profondes transformations au cours de la seconde moitié du XXe siècles, prétendent que la diffusion permanente par les médias de l'idéologie de la classe dominante, la guerre psychologique qu'elle mène quotidiennement depuis des décennies n'aurait aucune conséquence ou influence sur les idées et le comportement des travailleurs. Les faits prouvent évidemment le contraire.

Ils considèrent que les travailleurs interprètent la situation uniquement à partir de leur condition individuelle, or c'est totalement faux. En réalité une multitude de facteurs extérieurs à leur condition influencent directement leur mode de pensée et leur comportement, et l'idée qu'ils se font de leur condition n'y échappe évidemment pas.

- Sondage: 86% des Français espèrent la victoire d'Hillary Clinton - francesoir.fr 02 octobre 2016

Un an plus tard, la fabrique du consentement ou du conditionnement n'a pas travaillé en vain :

- Donald Trump plus impopulaire que jamais en France et en Europe - Ici.fr 03 novembre 2017

Selon un sondage Odoxa-Dentsu Consulting réalisé pour Franceinfo et Le Figaro publié jeudi 2 novembre, 86% des Européens ont une mauvaise image du président américain. Ici.fr

Si nos conditions d'existence déterminent en partie nos idées, le mode de fonctionnement de notre pensée, notre état

psychologique vont commander quelle attitude adopter face à ces conditions d'existence, passivité (indifférence, insouciance, fatalité), neutralité (abstention, conformisme, légalisme), engagement (action, détermination, résistance, idéal).

Après avoir tendu la main, il ne leur restera plus qu'à tendre le bras !

- Alain Juppé est-il En Marche ? - Franceinfo

Alain Juppé tend la main à Emmanuel Macron en prônant un "grand mouvement central" avec le chef de l'Etat aux élections européennes, une idée qui ne convainc pas des ténors des Républicains, en particulier Laurent Wauquiez. Franceinfo

Mais au fait, qui est aux manettes de l'UE ? Une piste.

Reliable allies in the European Parliament (2014 – 2019) (Des alliés fiables au Parlement européen), Kumquat Consult. Ce trombinoscope, réalisé pour le compte de la Fondation Open Society, présente les 226 des 751 parlementaires qui ont accepté de promouvoir certaines de ses positions.

Mapping - Reliable allies in the European Parliament (2014 – 2019) - Kumquat consult for the Open Society European Policy Institute.

J'en ai traduit la présentation. Open Society appartient au milliardaire américain G. Soros qu'on ne présente plus.

Cette cartographie fournit des informations d'Open Society European Policy Institute et le réseau Open Society sur les membres du 8e Parlement européen susceptibles de soutenir les valeurs d'Open Society au cours de la législature 2014-2019.

Il comprend 11 commissions et 26 délégations, ainsi que la plus haute instance de décision du Parlement européen.

Organes: 226 eurodéputés qui sont des alliés d'Open Society ou susceptibles de le devenir. La présence d'un député dans cette cartographie indique qu'ils sont susceptibles de soutenir le travail d'Open Society. Ils devraient être approchés avec un esprit ouvert: bien qu'ils voudront probablement travailler sur des questions qui les intéressent déjà, ils pourraient également souhaiter aborder de nouveaux sujets. Au-delà de discuter de sujets individuels, Open Society devrait chercher à construire des relations durables et dignes de confiance avec ces législateurs européens.

Section B. Les organes du Parlement européen énumèrent les organes officiels du Parlement européen, leur domaines de compétence, et les éventuels alliés d'Open Society participent à leur travail. Ils incluent aussi les noms des conseillers politiques aidant les députés dans les commissions, bien que ceux-ci puissent changer pendant la législature, et ils ne peuvent pas décider d'eux-mêmes de faire partie des alliés d'Open Society.

Section C. Liste des profils individuels des membres 226. Ils fournissent des informations sur les affiliations parlementaires (pays, groupe politique, nature de leur mandat, et comités et délégations auxquelles ils appartiennent); leurs antécédents (histoire professionnelle, intérêts parlementaires et autre renseignement pertinent) ; et leurs coordonnées.

Enfin, la section D. Indexes fournit trois façons supplémentaires de trouver les membres pertinents: par sujet d'intérêt, par groupe politique, et par ordre alphabétique.

● [Reliable allies in the European Parliament \(177 pages\)](#)

Quand une "théorie du complot" était en-dessous de la réalité

...le Premier ministre hongrois, Viktor Orban, a appelé la communauté internationale à prêter attention aux documents parus sur Internet, prouvant que la Fondation Soros (Open Society) influence directement les décisions prises par l'Union européenne. 226 membres du Parlement européen associés au milliardaire y sont nommés. C'est plus d'un tiers de l'ensemble des membres du Parlement Européen. Il y a quelques jours encore, prétendre que le milliardaire et philanthrope George Soros s'est ingéré activement dans la politique mondiale et a tenté de contrôler des pays entiers, aurait été considéré comme une théorie du complot bon marché. Réseau Voltaire 9 novembre 2017

Quand la Commission européenne se préoccupe du "fonctionnement de nos démocraties", on est en droit de s'inquiéter.

- La Commission européenne lance une large consultation sur les "Fake news" - L'Express.fr

La Commission européenne a lancé ce lundi une vaste consultation publique sur les "fausses nouvelles et la désinformation en

ligne", s'adressant à la société civile, aux médias et aux acteurs du numérique, pour préparer des mesures annoncées pour le printemps 2018.

Elle a également créé un "groupe d'experts de haut niveau" qui devra formuler des pistes pour "lutter contre la diffusion de fausses nouvelles" ("fake news", en anglais), selon un communiqué de l'exécutif européen.

"Nous devons donner à nos concitoyens les moyens d'identifier les fausses nouvelles, de pouvoir croire ce qu'ils lisent en ligne et de gérer les informations qu'ils reçoivent", a plaidé le premier vice-président de la Commission, Frans Timmermans.

La diffusion de ces contenus constitue un "problème de plus en plus aigu pour le fonctionnement de nos démocraties parce qu'elle déforme notre perception de la réalité" selon la Commission.

La consultation publique lancée ce lundi, ouverte jusqu'à mi-février sur le site internet de la Commission européenne, s'adresse aux "citoyens, plateformes des médias sociaux, organes de presse, chercheurs et autorités publiques". L'Express.fr

L'Union européenne sous la bannière du fascisme

- Pologne: importante manifestation nationaliste pour la Fête de l'Indépendance - AFP

Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont participé samedi à Varsovie à une marche nationaliste à l'occasion de la Fête de l'Indépendance, de nombreux Polonais apolitiques ayant rejoint cette manifestation patriotique organisée par l'extrême droite. (Organisée par l'ONR ou la Jeunesse de la Grande-Pologne d'extrême droite - LVOG)

La partie officielle de la Fête de l'Indépendance, commémorant la renaissance de l'Etat polonais en 1918, a été marquée samedi matin par la présence du président du Conseil européen Donald Tusk, ancien Premier ministre polonais, que le parti conservateur au pouvoir considère comme son ennemi politique juré.

Dans l'après-midi, des jeunes gens de noir vêtus, mais aussi des familles avec des poussettes et des personnes âgées ont marché en rangs serrés sur quelque trois kilomètres sous une forêt de drapeaux blanc rouge, au milieu d'explosions de pétards et de fumées colorées de torches fumigènes.

Le mot d'ordre officiel et rassembleur était "Nous voulons Dieu", une expression rappelant un chant catholique interprété parfois aujourd'hui comme un rejet de l'islam.

Outre les classiques "Dieu, honneur et patrie" et "Gloire à nos héros", quelques slogans xénophobes ont été entendus : "La Pologne pure, la Pologne blanche", "Foutez le camp avec vos réfugiés" ou "A coups de marteau, à coups de faucille, battre la racaille rouge" - ce dernier compris à la fois comme anti-communiste et anti-russe.

Un des orateurs animant le rassemblement a affirmé que "la culture chrétienne est supérieure à la culture islamique".

C'est la première fois que M. Tusk y assiste depuis l'arrivée au pouvoir en octobre 2015 des conservateurs dont le gouvernement a été seul à voter contre sa réélection à la présidence du Conseil européen en mars.

S'adressant aux médias à l'aéroport de Varsovie, Donald Tusk a déclaré que la Fête de l'Indépendance "a toujours été et sera la fête de tous les Polonais et non d'un seul parti. Aucun politicien en Pologne n'a eu et n'aura de monopole du patriotisme". AFP 11 novembre 2017

En Espagne récemment les franquistes ont défilé dans les rues en faisant le signe nazi du bras tendu en soutien à Rajoy... soutenu également par l'UE, Macron, Washington...

L'Union européenne gouvernée par des représentants des "pirates fiscaux".

- Les pirates fiscaux de l'Europe : l'Irlande et le Luxembourg - xerficanal-economie.com

Irlande, Luxembourg. Ce sont les deux pays de la zone euro les plus régulièrement épinglés par la commission pour favoriser l'optimisation fiscale. Celle des géants du numérique notamment : Google, Amazon, Apple etc. A travers cela on ne tient qu'un bout de l'histoire de l'optimisation fiscale et de l'évaporation de base fiscale, tant les techniques sont multiformes. Mais ce bout d'histoire, celui de la domiciliation fiscale, en dit déjà long sur l'ampleur du phénomène.

Prenons le cas de l'Irlande. L'incroyable péripétie de la mesure de son PIB révèle à elle seule beaucoup de choses. Le pays a

poussé si loin l'art d'absorber la matière fiscale de ses concurrents que son PIB ne dit plus rien de sa santé économique réelle. A tel point que le pays va abandonner le PIB comme étalon de son économie pour lui préférer le revenu national ajusté !

Le PIB irlandais, une aberration au regard de son économie réelle

La raison, on la connaît et elle a été révélée au grand jour l'an dernier lorsque le pays a soudainement révisé sa croissance pour 2015, de 7,8% (un chiffre qui aurait déjà pu faire pâlir de jalousie la Chine) à 26%. Un bond qui lui a permis de faire passer son ratio de dette publique de 104,5% à 76,9% en l'espace d'un an. Un bond surtout qui ne se retrouve ni dans l'emploi, ni dans la consommation. L'emploi n'a toujours pas retrouvé ses sommets d'avant crise. Et le poids de la consommation ne cesse de diminuer en proportion du PIB, ce qui témoigne de la décorrélation entre le PIB et l'augmentation des revenus des personnes qui résident et travaillent réellement en Irlande.

Et pour cause, cette révision est un ajustement qui intègre plus complètement le chiffre d'affaires domicilié en Irlande de grands groupes, qui ne produisent pas réellement dans le pays. Elle est le résultat de fusions dites d'"inversion fiscale", où les entreprises se font domicilier en Irlande pour bénéficier des taux d'imposition avantageux du pays, voire de montages douteux sur la TVA, tout en maintenant l'essentiel de leurs opérations et de leur direction dans leur juridiction d'origine. Ces opérations gonflent le chiffre d'affaires des entités juridiques résidant en Irlande, mais sans engagement réel ni de main d'œuvre, ni de capital. En contrepartie de ce surcroît de PIB, on trouve une hausse équivalente des exportations de biens et services, qui n'ont pas été réellement produits sur le territoire.

Les anomalies révélées par le PIB par habitant

Pour prendre la mesure de ce détournement de matière fiscale, il suffit de regarder un indicateur simple : le PIB par habitant. Le classement européen révèle les anomalies par rapport à ce que l'on pourrait considérer comme une situation normale. Par situation normale, j'entends celle d'un pays qui produirait, en mobilisant principalement les ressources réellement résidentes sur son territoire et dont le niveau de PIB serait borné par la productivité de ces facteurs.

Au sommet de la hiérarchie européenne, qui trouve-t-on ? Le Luxembourg, avec un PIB par habitant qui représente plus du double de celui de l'Allemagne. Puis l'Irlande, avec un PIB par habitant qui surpasse de 49% celui de l'Allemagne. Et enfin la Suisse, supérieur de 30%. Il y a là une aberration manifeste, notamment lorsque l'on sait que l'Irlande ne mobilise que 65% de sa population en âge de travailler dans l'emploi, 10 points de moins que l'Allemagne.

Une (petite) idée du poids de l'optimisation fiscale...

Livrons nous maintenant à une approximation, qui a le mérite d'offrir des ordres de grandeurs certes frustes, mais sensés. Alignons le PIB par habitant de ces pays sur celui de l'Allemagne. Mesurons ainsi ce que serait leur PIB si leur efficacité productive et la mobilisation de la main d'œuvre était identiques à celles de l'économie leader en Europe. Le PIB irlandais ne serait pas de 276 milliards en 2016, mais de 185 milliards. Celui du Luxembourg non pas de 53 milliards, mais de 25 milliards. Celui de la Suisse, non pas de 604 milliards, mais 464 milliards.

Côté Irlande, cela fait 91 milliards de matière fiscale non réellement produite sur le territoire. Et encore, indexer l'efficacité de la population irlandaise sur celle de l'Allemagne paraît bien excessif. Si je prends la France comme référence, cela donnerait 120 milliards.

Toute cette matière n'échappe pas complètement à l'impôt dans les pays européens. Mais cela montre tout de même qu'il s'agit bien d'un phénomène très perturbant. xerficanal-economie.com 03.11

L'UE ou l'OTAN de la guerre contre tous les peuples.

- Europe de la Défense : 23 pays de l'UE renforcent leur coopération - AFP

Vingt-trois pays de l'Union européenne se sont engagés lundi dans une "coopération" militaire inédite, pour le développement d'armements ou le lancement d'opérations extérieures, avec pour ambition affichée de relancer l'Europe de la Défense.

"Nous vivons un moment historique pour la défense européenne", a commenté la diplomate en chef de l'Union, Federica Mogherini, à l'issue de la signature par les ministres de 23 Etats membres de l'UE d'un document où sont listés 20 "engagements" jetant les bases de leur "coopération structurée permanente" (CSP).

Mme Mogherini estime que ce nouvel outil va "permettre de développer davantage nos capacités militaires pour renforcer notre autonomie stratégique".

"Je pense que cela peut renforcer la Défense européenne, ce qui est bon pour l'Europe est bon pour l'Otan", a réagi le secrétaire général de l'Alliance atlantique Jens Stoltenberg.

Cette initiative "peut aider à augmenter les dépenses de défense" et à "améliorer le partage du fardeau au sein de l'Alliance", a-t-il ajouté, alors qu'à eux seuls, les Etats-Unis représentent près de 70% des budgets militaires cumulés des pays de l'Otan.

En théorie, cette coopération renforcée peut déboucher sur la mise sur pied d'un quartier général opérationnel pour des unités de combat de l'UE ou d'une plateforme logistique d'opérations.

Le grand nombre de participants, alors que la sélection des projets se fera à l'unanimité, fait que "ça n'a aucune chance de marcher", juge Frédéric Mauro, expert des questions de défense régulièrement interrogé par le Parlement européen.

Mais, souligne-t-on à Bruxelles, les pays qui rejoignent la CSP s'engagent à "augmenter régulièrement leurs budgets de défense" et les engagements qu'ils vont notifier lundi seront "juridiquement contraignants".

Le Royaume-Uni, traditionnellement atlantiste et premier budget militaire de l'UE, s'est toujours farouchement opposé à tout ce qui pouvait évoquer de près ou de loin une "armée européenne", considérant que la défense territoriale de l'Europe était l'unique prérogative de l'Otan.

Mais le Brexit prévu en mars 2019 approche et Londres -- qui s'est exclu de la CSP avec le Danemark -- n'a pas voulu faire obstacle à cette initiative.

L'UE veut aussi se doter prochainement d'un fonds pour stimuler l'industrie européenne de la défense, qui sera à terme doté de 5,5 milliards d'euros par an. Elle a aussi créé au printemps son premier QG militaire, qui pilote trois opérations non combattantes en Afrique.

L'Irlande, le Portugal et Malte n'ont pas rejoint à ce stade la CSP, qui sera officiellement lancée en décembre. AFP 14 novembre 2017

L'impérialisme ou l'alliance de l'aristocratie financière et de l'aristocratie ouvrière.

- Le siphonnage des PECO par l'Allemagne - xerficanal-economie.com

La convergence entre les pays d'Europe de l'Est et orientale et le reste de la zone euro a brutalement pris fin avec la grande récession. Les niveaux de vies (mesurés par le PIB par habitant) de la République tchèque, de la Pologne et de la Hongrie, qui se rapprochaient de la moyenne de la zone euro, butent depuis près de 10 ans maintenant sur un plafond de verre.

Fin 2016, le niveau de développement de la Pologne se hisse seulement à 35% de celui de la zone euro. La Hongrie fait à peine mieux. Plus avancée, la République tchèque, bloquée en dessous de 55%, fait du surplace depuis 2008.

Les pays de l'Est, rouages essentiel de la compétitivité allemande

Un coup d'arrêt qui a de quoi surprendre. Dans le sillage d'une Allemagne triomphante, la trajectoire de ces pays devait mécaniquement les amener sur la voie d'un rattrapage rapide. Et, si c'était l'Allemagne, leur problème, finalement ?

Pour le savoir, il faut regarder quelle est la source de la compétitivité outre-Rhin, en d'autres termes disséquer l'économie de bazar. La mécanique est simple : outsourcer les phases de production à moindre valeur ajoutée vers les pays d'Europe centrale, devenus l'arrière-pensée productive des industriels allemands, et conserver en Allemagne l'assemblage et les maillons de fabrication décisifs. Ce rôle central de plateforme de l'Allemagne se lit très bien à travers la place qu'elle occupe dans les échanges extérieurs de la région : à la fois premier fournisseur de ces pays (l'Allemagne représente entre le tiers et le quart environ des importations de la Pologne, de la République tchèque et de la Hongrie), elle est aussi leur premier client, et de loin (plus du quart de leurs exportations en moyenne).

D'ailleurs, l'évolution des échanges commerciaux entre l'Allemagne et les PECO a explosé depuis le début des années 90 : multipliés par 11, contre 3 pour le reste du monde. Et ce que cherchent les entreprises allemandes, c'est moins un grand marché de débouchés qu'un grand marché de facteurs bon marché, mobilisables pour asseoir et renforcer son avantage concurrentiel sur le reste du monde.

Coup d'arrêt brutal à la convergence salariale

C'est bien pourquoi les donneurs d'ordres allemands mettent la pression sur leurs sous-traitants situés à l'étranger, notamment

depuis la crise. Cela a porté un coup d'arrêt brutal au processus de convergence salariale entre l'Allemagne et ses satellites depuis 2008-2009 : le salaire moyen d'un Tchèque représente aujourd'hui moins du tiers de celui d'un Allemand, celui d'un Hongrois à peine plus de 26%.

Et ce n'est pas un problème de productivité. Ni les écarts de productivité, ni surtout son évolution par rapport aux salaires (sauf de façon marginale en Hongrie) ne peuvent expliquer un tel retournement. En Allemagne en revanche, les salaires depuis 2011 progressent beaucoup plus vite que la productivité. Tout se passe donc comme si les entreprises allemandes siphonnaient en partie la réserve de productivité des PECO. Sous domination allemande, les pays d'Europe de l'Est sacrifient leur rattrapage et s'enferment dans le rôle de sous-traitants à bas coûts. xerficanal-economie.com 08.11

L'État gouverné par des mafieux.

- L'affaire Florence Parly, ou les complaisances de l'État actionnaire - multinationales.org

En 2016, la ministre des Armées, Florence Parly, a touché une rémunération de près de 450 000 euros bruts à la SNCF, à quoi s'ajoutaient 139 000 euros bruts de jetons de présence en tant qu'administratrice d'entreprises comme Altran, Ingenico et Zodiac. Avant cela, en 2014, elle a aussi bénéficié d'indemnités de licenciement d'Air France de 675 800 euros bruts. Ces revenus étonnamment élevés semblent en contradiction avec la limitation des rémunérations dans le secteur public adoptée il y a quelques années. Des révélations qui posent beaucoup de questions sur la manière dont sont gérés les entreprises publiques et le portefeuille de participations de l'État. Le patron de l'Agence des participations de l'État, Martin Vial, n'étant autre que l'époux de Florence Parly. (...)

Pour expliquer le licenciement de 2014, Air France et Florence Parly évoquent d'énigmatiques « désaccords stratégiques ». L'article (Mediapart - LVOG) souligne également la complaisance dont a bénéficié l'actuelle ministre de la part de son administration :

On découvre ainsi que Florence Parly était en disponibilité pour convenances personnelles lorsqu'elle était chez Air France ; puis hors cadres lorsqu'elle était à la SNCF ; et enfin en disponibilité d'office depuis sa nomination en tant que ministre des armées. De la sorte, la haute fonctionnaire a pu naviguer d'une entreprise à l'autre, d'une entreprise privée où l'État est le principal actionnaire jusqu'à une entreprise publique, en obtenant des rémunérations considérables, puis un parachute, le tout en disposant d'une totale sécurité de l'emploi. Car, bien évidemment, Florence Parly a le loisir de reprendre son métier d'administratrice civile à la direction du budget quand elle le veut. multinationales.org 6 novembre 2017

[Ils ont vraiment tous les droits. Quand est-ce qu'on va abolir les privilèges ?](#)

L'erreur, c'est qu'ils existent encore !

- Entreprises : bientôt un droit à l'erreur pour les déclarations sociales et fiscales - Franceinfo

Le gouvernement présentera le 29 novembre un projet de "droit à l'erreur" qui concède à chacun le droit de se tromper dans ses déclarations fiscales et sociales. Franceinfo

Autant taper directement dans la caisse...

- Un banquier-assureur privé pour diriger la Caisse des dépôts - Liberation.fr

Le futur patron du bras financier de l'Etat devra pacifier la question du financement du logement social et sans doute mettre de l'ordre dans les multiples filiales que détient la Caisse des dépôts. Liberation.fr

Qui peut le mieux, peut le moins...

- Malgré des profits records, Siemens sabre dans ses effectifs - Liberation.fr

Le conglomérat allemand va supprimer 6 900 postes au moment où son concurrent américain GE fait de même. De quoi inquiéter les salariés d'Alstom déjà rachetés par GE et ceux de la branche ferroviaire qui vont être repris par Siemens. Liberation.fr

A quand un autodafé des films des années 30 à 2017 ?

- La cigarette bientôt interdite dans les films français ? - Publicsenat.fr

Interpellée par une sénatrice PS sur le cinéma français qui « valorise » et « banalise » l'usage de la cigarette auprès des jeunes,

la ministre de la Santé, Agnès Buzyn, a dit « rejoindre totalement » la sénatrice. Publicsenat.fr

Le PS en première ligne de la réaction, j'espère que cela ne choque pas les partisans (d'hier et d'aujourd'hui ou demain) du front unique avec cette pourriture...

En viendront-ils à légaliser la pédophilie, la zoophilie, l'inceste ?

Ma compagne a été mariée de force à 12 ans avec un homme d'une vingtaine d'années. La tradition voulant que le couple aillent vivre chez les parents de l'épouse, elle dormit pendant plus d'un an avec sa mère, terrorisée à l'idée que cet homme puisse la toucher. L'année suivante pour s'assurer qu'on ne l'avait pas trompé sur la qualité de la marchandise qu'on lui avait refilée, là encore conformément à la coutume qui veut que la femme soit enceinte dans l'année qui suit son mariage, avec un peu de retard il la violera et elle tombera enceinte. Pour la petite histoire, ivre chaque soir, il la rouera de coups, il la traînera sur le sol en la tirant par les cheveux, et il l'attachera avec des cordes pour mieux la violer pendant encore 8 ans, décédant soudainement d'une cirrhose, ce qui mettra fin au cauchemar de Selvi. Par la suite, traumatisée par cette expérience épouvantable aucun homme ne l'approchera. Et la famille direz-vous ? Elle n'interviendra pas, la femme devant se soumettre à son mari.

Je pense qu'une enfant de cet âge n'est pas en mesure d'avoir conscience de la portée d'un acte sexuel, qu'elle soit consentante ou non. Paradoxalement parce que je refuse d'endosser la robe d'un juge de l'inquisition, j'estime que les rapports sexuels que peuvent avoir un homme et une jeune femme mineure devraient les concerner exclusivement dès lors qu'ils sont consentis, sinon il s'agirait d'un viol et la législation existe déjà pour le condamner.

Donc lorsque le législateur entend légiférer pour "fixer le seuil en dessous duquel un enfant ne pourrait être considéré comme sexuellement consentant", une fois de plus il se mêle de ce qui ne le regarde pas en portant atteinte à un des aspects de la liberté individuelle.

Les bonnes consciences ou les moralistes à deux balles estimeront peut-être qu'il est criminel de laisser une enfant commettre un acte dont elle n'a pas conscience et qui influencera le cours de son existence... Je leur répondrai qu'il en va ainsi de la plupart des actes commis par les hommes qui n'influent pas seulement sur le cours de leur propre existence, mais également et dans des proportions autrement dramatiques sur l'orientation de la société toute entière, donc qu'ils commencent par balayer devant leur porte, par prendre en mains leur propre destin avant de vouloir s'occuper de celui des autres.

On constatera aussi que ce n'est pas la première fois que le législateur tente de criminaliser et réprimer la jeunesse de plus en plus tôt au motif hypocrite de mieux la protéger ou pour tenir compte de la maturité de plus en plus précoce des enfants, abaissement de l'âge de la responsabilité pénale, de l'école obligatoire, de l'accès à l'apprentissage, etc. Sans parler de leur ignoble campagne contre le sexisme ou le harcèlement sexuel dans les écoles, tendant à culpabiliser les enfants pour des actes commis par des adultes, dont l'origine est à rechercher dans les rapports entre dominant et dominé inhérent aux fondements du capitalisme et qui ne disparaîtront qu'avec lui. C'est une manière comme une autre de les détourner de la responsabilité du capitalisme dans ce domaine comme dans bien d'autres.

- Consentement sexuel des mineurs: l'âge minimal pourrait s'établir à "13 ou 15 ans" - AFP

L'âge de présomption de non-consentement des mineurs, seuil en dessous duquel un enfant ne pourrait être considéré comme sexuellement consentant, est "en train d'être débattu" et se situera entre "13 et 15 ans", a indiqué dimanche la secrétaire d'Etat à l'Egalité entre les femmes et les hommes, Marlène Schiappa.

Interrogée sur BFMTV sur l'acquittement récent par une cour d'assises d'un homme jugé pour le viol d'une jeune fille de 11 ans, Mme Schiappa a répondu qu'"en tant que membre du gouvernement", elle ne pouvait "pas réagir à des décisions de justice".

"Néanmoins dans la loi contre les violences sexistes et sexuelles (que le gouvernement veut proposer en 2018, ndlr), nous avons identifié trois volets, dont celui de la création d'un seuil de présomption de non-consentement irréfragable", a-t-elle ajouté.

Cela consistera à inscrire dans la loi le fait "qu'en dessous d'un certain âge, on considérerait qu'il ne peut pas y avoir débat, jamais, sur le consentement sexuel d'un enfant, et que tout enfant en dessous d'un certain âge serait d'office considéré comme violé ou agressé sexuellement". AFP 12 novembre 2017

Fascisme rampant. Inquisition. Délation généralisée. La parole aux procureurs proxénètes.

A quand les plaintes préventives ?

- Des "pré-plaintes" envisagées pour les violences sexuelles - Reuters

Quand le chef de l'Etat appelle à la délation.

- Violences sexuelles: "Saisissez la justice", dit Macron aux victimes - Reuters
- Le harcèlement sexuel n'est ni de gauche ni de droite - Liberation.fr
- Violences sexuelles : hausse des plaintes - Liberation.fr
- Harcèlement sexuel, agressions sexuelles, viols... Oui, la parole s'est libérée dans le sillon du scandale mondial de l'affaire Weinstein... Liberation.fr
- Manuel Valls accuse Edwy Plenel d'utiliser "les mêmes mots que Daech" - Le Huffington Post

En famille. Ils veulent tous en être.

- Prévention du harcèlement: Pénicaud attend des "propositions" des partenaires sociaux - AFP

La ministre du Travail, Muriel Pénicaud, a annoncé mercredi qu'elle allait demander aux représentants syndicaux et patronaux des "propositions" en matière de prévention du harcèlement au travail, notamment pour combattre le "sexisme ordinaire", selon elle terreau de dérapages. AFP

La lutte contre les violences faites aux femmes, une lutte du monde du travail - Lettre n° 35 du 17 novembre 2017 - Démocratie révolutionnaire (NPA)

Quand l'opportunisme atteint l'ignominie.

- PS: un ex-président du MJS accusé d'agressions sexuelles - AFP

Le Parti socialiste a réclamé mardi soir des "suites judiciaires" après des accusations de harcèlement et d'agressions sexuelles visant un ancien président du Mouvement des Jeunes socialistes, Thierry Marchal-Beck. AFP

- Etats-Unis: un républicain accusé d'attouchements appelé à se retirer - AFP

Elles se prostituent et hurlent au harcèlement ou au viol.

- Brooke Shields, 52 ans, en cuir et résilles : le cliché qui surprend
- Gros accident de décolleté lors des GQ Awards à Madrid

[En famille. Drague king.](#)

- Il existe "une proximité évidente" entre Alain Juppé et Emmanuel Macron, selon Edouard Philippe - Franceinfo
- Claude Goasguen : "On peut difficilement lutter contre un gouvernement qui fait une politique de droite" - Franceinfo
- Valls approuve la proposition de Juppé sur les européennes - AFP
- Européennes : Estrosi drague Macron via Juppé - Liberation.fr

Ils se bousculent pour achever le sale boulot...

- Borloo : « Je me mets au boulot ! » - LeParisien.fr

Il a dit « banco » ! Dernièrement, en privé, Emmanuel Macron l'avait enjoint de « reprendre du service ». Requête implicite que Jean-Louis Borloo a décidé d'accepter.

Dans la fosse septique...

- Clémentine Autain "Je suis très sceptique concernant l'opération d'Emmanuel Macron sur la politique de la ville" - Franceinfo

Le doute est-il permis ? Pour un peu elle trouverait des aspects progressistes dans la politique de Macron.

Cela tombe bien...

- Emmanuel Macron : une volonté de changer d'image - Franceinfo

... mais cela va s'avérer difficile apparemment.

- La République en Marche : 100 "marcheurs" vers la sortie - Franceinfo

Une centaine de "marcheurs" a décidé de claquer la porte de la République en Marche, dénonçant le manque de démocratie dans l'élection de Christophe Castaner à la tête du parti, samedi prochain, 18 novembre. Franceinfo

[En famille. Ils en appellent à Macron. Ils ne savent plus quoi inventer pour le légitimer.](#)

- Israël recale sept élus, dont les députées Danièle Obono et Clémentine Autain - LeParisien.fr

La délégation était composée de sept élus, dont quatre députés, issus du Parti communiste et de La France Insoumise. Elle disait vouloir rencontrer Marwan Barghouti, haut cadre du Fatah emprisonné depuis plus de quinze ans par Israël.

Dans un communiqué, La France insoumise dénonce après la déclaration israélienne un « déni de démocratie et de liberté » qui est « aussi consternant qu'inacceptable ». Le mouvement, dont quatre députés - Clémentine Autain, Michel Larive, Danièle Obono et Muriel Ressiquier - devaient participer au voyage, appelle « le président de la République, le gouvernement et le président de l'Assemblée nationale à intervenir pour que cette menace d'interdiction ne soit pas rendue possible », estimant qu'« il en va de la démocratie et de la paix ». LeParisien.fr

Où cela en Israël ? Ne serait-ce pas la seule démocratie dans la région ? Et dire que cet idiot de Premier ministre avait l'occasion de le démontrer, ils lui ont tendu la perche et il ne l'a pas saisi, quel dommage !

Pour eux, c'est un vrai bonheur que ce soit Macron qui ait été élu, pendant 5 ans ils vont pouvoir remplir le rôle d'opposant parlementaire qui était dévolu hier au PS.

En complément. Ce sont des agents actifs et assumés de la décadence de la société.

Jean-Luc Mélenchon voulait tweeter en écriture inclusive. Et c'est raté. - Le Huffington Post

Les véritables défenseurs des droits des femmes emploient dans leur langage des substantifs génériques tels qu'ils se présentent que ce soit au masculin ou au féminin, et qui sous-entendent qu'ils concernent aussi bien des hommes que des femmes.

J'élève des chèvres, chèvre est féminin, mais dans mon troupeau il y a quatre mâles, quel substantif devrais-je employer à la place de chèvre

Commentaire d'un internaute

- ""Impossible", comme si un article dans "Libération" traitait du sort des Palestiniens en dénonçant les dérives d'Israël. Les gens oublient que c'est l'extrême droite qui gouverne là-bas."

Ils le savent et ils s'en foutent, voilà ce que vous ne pouvez pas imaginer, ils sont très forts...

[Ils sont Charlie ! Ramener l'islam à un pénis ne leur pose aucun problème, mais ramener Israël au dollar leur en pose un.](#)

- PS: Filoche menacé d'exclusion après un tweet aux relents antisémites - AFP

Gérard Filoche, figure de l'aile gauche du PS, est menacé d'exclusion après un tweet à caractère antisémite visant Emmanuel Macron qui lui vaut déjà des poursuites de la Licra et du Crif, bien qu'il l'ait très rapidement effacé.

Une image d'Emmanuel Macron les bras levés devant un globe terrestre, le bras orné d'un brassard ressemblant à un accoutrement nazi où la croix gammée a été remplacée par le signe dollar, sur fond de drapeaux américain et israélien et de photos de Patrick Drahi, Jacob Rothschild et Jacques Attali: ce visuel diffusé sur Twitter sur le compte de Gérard Filoche était accompagné de quelques mots: "un sale type, les Français vont le savoir tous ensemble bientôt".

Dénonçant "un photomontage immonde", la Licra (Ligue internationale de lutte contre le racisme et l'antisémitisme) va saisir la justice, a-t-elle annoncé dans un communiqué samedi.

"Ce tweet de Gérard Filoche est une honte absolue relayant des contenus complotistes trempés dans l'obsession des juifs", a également souligné l'organisation sur Twitter. (Israël et les juifs sont deux choses différentes, en réalisant un amalgame entre les deux, cela leur permet d'identifier l'antisionisme à l'antisémitisme et le tour est joué. - LVOG)

Le Conseil représentatif des institutions juives de France a également annoncé sur Twitter qu'il allait porter plainte. "Bien que niant en être l'auteur, il en devient le prescripteur et diffuseur", dit-il, estimant que M. Filoche "mérite à ce titre d'être poursuivi pour apologie de la haine antisémite".

L'Union des étudiants juifs de France a dit saluer la procédure d'exclusion et a annoncé son intention de porter plainte, tout comme le Bureau national de vigilance contre l'antisémitisme (BNVCA).

Pour Gérard Filoche, "a priori l'image Macron + argent est totalement banale. Il y en a 100 comme ça. A l'examen, ce montage et sa source sont bad. Dès que je l'ai su je l'ai retiré aussitôt. Tout à fait désolé! quant à la cabale en meute elle vise autre chose non?", a-t-il tweeté samedi matin.

Ce tweet "a été retiré, il ne sera plus là, j'ai fait mes excuses", a également déclaré M. Filoche à l'AFP. "Qu'est-ce qu'on veut de plus?" a-t-il ajouté, soulignant qu'il est "fondateur de SOS Racisme".

"Je suis de gauche et contre la droite et l'extrême droite", a-t-il ajouté. "S'ils disent que je suis antisémite qu'ils le prouvent, que je suis raciste, qu'ils le prouvent", a-t-il encore déclaré, mettant en cause pour les attaques le visant "les macroniens d'un côté et l'aile droite du PS de l'autre".

Mais selon M. Temal, dans cette image "on voit tous les codes que malheureusement on a pu voir dans les années 30". "C'est un tweet ouvertement antisémite, c'est sur cette base que s'engage la procédure d'exclusion, au nom du PS et au nom de ses valeurs", a souligné le responsable socialiste.

Jugeant ce tweet "indigne du débat républicain", la maire de Paris Anne Hidalgo a demandé sur Twitter l'exclusion de M. Filoche du parti socialiste.

"Il y a bien longtemps que le PS aurait dû exclure Gérard Filoche (...) et il faut attendre un tweet innommable et antisémite pour engager une procédure d'exclusion", a tweeté pour sa part l'ancien Premier ministre Manuel Valls. AFP 18 novembre 2017 (Le lien entre l'Etat Juif et le dollar leur suffit pour lancer l'anathème antisémite. Voyons ce que pensait un juif émancipé du rapport des juifs à l'argent au XIXe siècle. - LVOG)

Peut-être que le PS est destiné à devenir exclusivement la poubelle de son courant d'extrême droite néolibéral...

Epilogue.

"J'assume et je vous dis que c'est une connerie": le socialiste Gérard Filoche se défend après son tweet jugé "antisémite" francetvinfo.fr

Gérard Filoche a indiqué ne pas être "seul à travailler sur ce fil". Pour autant, il n'engagera aucune poursuite pour découvrir l'auteur du tweet malheureux: "Ça, c'est mon problème. (...) J'assume, c'est mon fil, j'assume et je vous dis, c'est une connerie."

Le retrait de ce tweet est intervenu après la découverte des origines de ce photomontage qui émane du site "Égalité et réconciliation" fondé par l'essayiste d'extrême droite Alain Soral. "Évidemment, immédiatement, on a enlevé cette connerie et immédiatement j'ai dit que je m'excusais et que j'étais désolé", a rapporté Gérard Filoche. francetvinfo.fr 18.11

En quoi cela serait-il condamnable de visiter ce genre de sites sachant que la quasi-totalité des médias, y compris les médias dits alternatifs pratiquent l'autocensure quand on veut s'informer ou connaître les arguments de nos ennemis, etc. ? Ce n'est pas mon cas par manque de temps, je me limite à deux ou trois portails, Le Réseau Voltaire, Arrêt sur Info ou Mondialisation.ca, et les Les-crisés.fr. Je recueille les infos sur Yahoo news uniquement. J'allais oublier le portail du POID.

Ces gens-là n'ont manifestement pas la conscience tranquille, ce qui n'est pas mon cas et je le démontre lors de chaque causerie, les lecteurs en sont témoins.

La parole est à Karl Marx. L'argent : le Dieu profane du juif ou quel est son fondement ? Le besoin pratique, l'égoïsme.

- Nous essayons de rompre la formule théologique. La question relative à la capacité d'émancipation du Juif se change pour nous en cette autre question : quel est l'élément social particulier qu'il faut pour supprimer le judaïsme ? Car la capacité d'émancipation du Juif d'aujourd'hui est le rapport du judaïsme à l'émancipation du monde d'aujourd'hui. Ce rapport résulte nécessairement de la situation spéciale du judaïsme dans le monde actuel asservi (Geknechteten Welt).

Considérons le Juif réel, non pas le Juif du sabbat, comme Bauer le fait, mais le Juif de tous les jours.

Ne cherchons pas le secret du Juif dans sa religion, mais cherchons le secret de la religion dans le Juif réel. Quel est le fond profane du judaïsme ? Le besoin pratique, l'utilité personnelle. Quel est le culte profane du Juif ? Le trafic. Quel est son Dieu profane ? L'argent. Eh bien, en s'émancipant du trafic et de l'argent, par conséquent du judaïsme réel et pratique, l'époque actuelle s'émanciperait elle-même.

Une organisation de la société qui supprimerait les conditions nécessaires du trafic, par suite la possibilité du trafic, rendrait le Juif impossible. La conscience religieuse du Juif s'évanouirait, telle une vapeur insipide, dans l'atmosphère véritable de la société. D'autre part, du moment qu'il reconnaît la vanité de son essence pratique et s'efforce de supprimer cette essence, le Juif tend à sortir de ce qui fut jusque-là son développement, travaille à l'émancipation humaine générale et se tourne vers la plus haute expression pratique de la renonciation ou aliénation humaine. (...)

Le Juif s'est émancipé d'une manière juive, non seulement en se rendant maître du marché financier, mais parce que, grâce à lui et par lui, l'argent est devenu une puissance mondiale, et l'esprit pratique juif l'esprit pratique des peuples chrétiens. Les Juifs se sont émancipés dans la mesure même où les chrétiens sont devenus Juifs. (...)

Dans la pratique parfaite, l'égoïsme spiritualiste du chrétien devient nécessairement l'égoïsme matériel du Juif, le besoin céleste se mue en besoin terrestre, le subjectivisme en égoïsme. La ténacité du Juif, nous l'expliquons non par sa religion, mais plutôt par le fondement humain de sa religion, le besoin pratique, l'égoïsme.

C'est parce que l'essence véritable du Juif s'est réalisée, sécularisée d'une manière générale dans la société bourgeoise, que la société bourgeoise n'a pu convaincre le Juif de l'irréalité de son essence religieuse qui n'est précisément que la conception idéale du besoin pratique. Aussi ce n'est pas seulement dans le Pentateuque et dans le Talmud, mais dans la société actuelle que nous trouvons l'essence du Juif de nos jours, non pas une essence abstraite, mais une essence hautement empirique, non pas en tant que limitation sociale du Juif, mais en tant que limitation juive de la société.

Dès que la société parvient à supprimer l'essence empirique du judaïsme, le trafic de ses conditions, le Juif est devenu impossible, parce que sa conscience n'a plus d'objet, parce que la base subjective du judaïsme, le besoin pratique, s'est humanisée, parce que le conflit a été supprimé entre l'existence individuelle et sensible de l'homme et son essence générique.

L'émancipation sociale du Juif, c'est l'émancipation de la société du judaïsme.

Bruno Bauer : Die Fähigkeit der deutschen Juden und Christen, frei zu werden. (K. Marx : La Question juive)

La société pourrie par l'égoïsme dans laquelle nous vivons et dont nous devons nous débarrasser est à son image, plus que jamais...

Quand le gardien du "temple" du sionisme raciste d'extrême droite éructe.

- Réintégrer un gouvernement? Valls ne serait pas contre, bien au contraire - L'Express.fr

Dans Le Monde, jeudi, M. Valls n'a pas caché son envie de revenir aux affaires un jour. "Si vous me demandez "avez-vous envie de retrouver ça" ? Oui, bien sûr ! Gouverner c'est exceptionnel !", a-t-il lancé.

Un haut responsable de la majorité ne cache pas une certaine perplexité devant la virulence de M. Valls. "La dérive hyper-laïciste et anti-islam c'est un enfermement (...) Son expression est plus à droite que celle de Laurent Wauquiez (...) Je n'arrive pas à savoir où il veut aller", commente cette source.

"Il y a une planète Valls (...) Il intervient dans un registre qui est le sien. Il garde le temple. (...) Cela l'identifie, mais cela l'isole aussi", observe un de ses anciens amis. L'Express.fr et AFP

En complément.

- Sondage : seul Alain Juppé est "un atout potentiel" pour le gouvernement, selon une courte majorité de Français - Franceinfo

- Partis politiques : les vrais chiffres des adhérents - Franceinfo

LREM - Officiellement 386 000 adhérents avec "deux clics sur internet". 72 000 seulement ont validé ses statuts sur internet.

LFI - Officiellement 540 000 adhérents avec "deux clics sur internet".

LR - Officiellement 235 000 adhérents. 145 000 seulement sont à jour de cotisation.

FN - Officiellement 80 000 adhérents. Selon Florian Philippot ils ne seraient que 40 000.

PS - Officiellement 120 000 adhérents. 42 000 seulement seraient à jour de cotisation. Franceinfo 17 novembre 2017

Ils n'ont pas donné les chiffres d'autres partis. Je rajoute cette info publiée par la tendance Claire du NPA le 25 juillet 2017 : *Sur la "dés-ouvriérisation" du PCF*

Jusque vers 1970, 45 % de ses adhérents étaient ouvriers : ils n'étaient déjà plus que 31 % en 1997. En 2003, alors que les ouvriers composent un quart de la population active, on ne comptait que 10 % de délégués ouvriers au XXXI^e congrès du parti.

Au POI et POID ils ont cessé de communiquer leur nombre d'adhérents quand ils se sont effondrés, avant leur scission, au NPA ils doivent être environ 3.000, à LO, ils donnent les mêmes chiffres depuis 30 ans !

[Camarades, la situation est prérévolutionnaire en France \(et révolutionnaire en Catalogne\). \(Un lambertistes POID-TCI\) La preuve.](#)

- Sondage : pour 60% des Français, il n'est plus possible de s'opposer aux ordonnances - Publicsenat.fr

- La mobilisation anti-réforme du Code du travail s'essouffle - Reuters

La quatrième journée de mobilisation contre la réforme du Code du travail n'a réuni jeudi que 80.000 manifestants dans toute la France, dont 8.000 à Paris, selon le ministère de l'Intérieur, confirmant l'essoufflement du mouvement.

Contrairement aux précédentes journées d'action contre cette réforme, Force ouvrière (FO) avait pourtant rejoint en tant que telle la CGT, Solidaires, l'Unsa, la FSU et les organisations étudiantes et lycéennes Unef, UNL et FIDL.

Si quelques militants CFTD et CFTC ont participé aux cortèges, en revanche les instances nationales de ces deux centrales n'avaient pas appelé à manifester.

Le mouvement a été très peu suivi au sein de l'Education nationale, où le taux moyen de grévistes n'est que de 1,44%, selon le ministère de l'Education.

La CGT a fait pour sa part état de 172 manifestations et de dizaines de milliers de manifestants sur l'ensemble du territoire, dont 40.000 dans les rues de la capitale.

Les trois précédentes journées d'action des 12 et 21 septembre et du 19 octobre avaient réuni respectivement 223.000, 132.000 et 37.700 personnes dans les rues de France, selon les chiffres du ministère de l'Intérieur. Reuters 16 novembre 2017

- Paris : une «marche sur l'Élysée» réunit quelques centaines de manifestants - leparisien.fr

Plusieurs centaines de personnes ont mené samedi à Paris une « marche sur l'Élysée » contre « la politique anti-sociale » d'Emmanuel Macron, en dénonçant pêle-mêle la baisse des emplois aidés, les réformes du code du travail et de l'ISF.

Cette marche, qui répondait à l'appel du Front social, une coordination de sections syndicales (CGT, SUD, CNT, Unef), de collectifs et d'associations (Droit au logement, Droits devant...), a rassemblé 3000 personnes selon les organisateurs et 1800 selon la préfecture de police.

Les manifestants ont défilé de la place du Maréchal Juin (17e arrondissement) au boulevard Haussmann (8e), non loin de l'Élysée.

« On va dire au président des riches ce qu'on pense de tous les dégâts qu'il est en train de provoquer en France », avait lancé au micro Romain Altmann d'Info-com CGT, en début de manifestation. « Il y en a ras-le-bol de subir, on est trop loin de l'unité et c'est cette unité qu'on est venu chercher aujourd'hui », avait ajouté Mickaël Wamen (CGT Goodyear). (C'est ça, il va t'entendre ! - LVOG)

Drapeaux, fumigènes, fanfare et slogans ont animé le cortège peuplé de nombreux syndicalistes et militants politiques de gauche, principalement de la France insoumise et du NPA. Eric Coquerel, député (LFI) de Seine-Saint-Denis, comptait parmi les manifestants.

Une centaine de militants antifascistes, autonomes et anticapitalistes s'étaient placés en tête de cortège.

La manifestation n'a donné lieu à « aucun incident majeur, hormis une dizaine de dégradations (vitrines, distributeurs de billets) », a indiqué dans un communiqué la préfecture de police, précisant que les images de vidéosurveillance de la manifestation seraient étudiées pour « identifier les auteurs de ces faits et engager à leur encontre les procédures appropriées ».

Des vitrines d'agences bancaires ont été brisées, ainsi que celles de l'ambassade d'Arabie saoudite, a constaté un journaliste de l'AFP.

Dans son « appel du 18 novembre », publié récemment, la coordination disait vouloir s'employer à « faire converger toutes les luttes qui rassemblent afin de créer les bases d'un mouvement interprofessionnel reconductible ». Ses initiateurs vont inviter, mercredi à Paris, l'ensemble des syndicats, partis et associations hostiles au gouvernement, pour convenir « d'une date, d'un lieu » unique pour rassembler les mécontentements. leparisien.fr 19.11

[Ils osent tout. Manipulation des chiffres du chômage ou désinformation.](#)

- Le chômage repart légèrement à la hausse - Libération

La croissance accélère mais le taux de chômage repart, très légèrement, à la hausse. Cette hausse, qui se situe dans la marge d'erreur de l'indicateur (plus ou moins 0,3 point), ne remet pas en cause une tendance à la baisse. Sur un an, le taux de chômage est en recul de 0,3 point.

Le chômage des 15- 24 ans diminue légèrement de 0,7 point sur le trimestre, même s'il reste au niveau très élevé de 21,9 %. Depuis 2003, il dépasse la barre des 20 %. En revanche, les 50 ans et plus et les 25-49 ans ont vu leur taux augmenter. Libération 17.10

[Dossier Arabie saoudite - Liban](#)

- Pétrole : l'introduction d'Aramco en Bourse compromise ? - boursier.com 14.10

Saudi Aramco envisagerait de renoncer à son projet d'une introduction en Bourse sur les marchés internationaux, en faveur d'un placement privé, selon le 'Financial Times'.

Depuis janvier 2016, les marchés boursiers se préparent à l'arrivée en Bourse d'un poids-lourd pétrolier, le géant saoudien Saudi Aramco... L'opération semble cependant avoir du plomb dans l'aile si l'on en croit des sources proches du dossier citées vendredi par le 'Financial Times'.

Selon le quotidien financier britannique, le groupe contrôlé par l'Etat saoudien envisagerait de renoncer à son projet d'introduction en Bourse sur les marchés internationaux, en faveur d'un placement privé auprès de fonds souverains et d'investisseurs institutionnels internationaux, notamment chinois.

De son côté, l'agence 'Bloomberg' a indiqué vendredi que l'Arabie saoudite envisageait plutôt de reporter l'introduction en Bourse sur les marchés internationaux jusqu'à la fin 2019, mais qu'elle pourrait en revanche placer des titres Aramco à la Bourse de Riyad avant la fin 2018.

La plus grosse introduction en Bourse de tous les temps ?

En 2016, l'Etat saoudien a indiqué vouloir céder en Bourse 5% du capital d'Aramco, une participation qui pourrait atteindre 100 milliards de dollars et valoriserait l'ensemble du géant pétrolier jusqu'à 2.000 Mds\$, selon Riyad. Les analystes

financiers avancent des chiffres un peu moins élevés compte-tenu de la baisse du cours du pétrole depuis trois ans. boursier.com 14.10

En complément

- Ryad étudie plusieurs options pour l'introduction d'Aramco en Bourse - romandie.com 14.10

Selon le WSJ, les autorités saoudiennes pourraient procéder à une introduction en Bourse sur le marché financier de Ryad, mais étudient également des cessions de parts d'Aramco à un investisseur chinois.

L'Arabie saoudite, premier exportateur mondial de brut, a subi les effets de l'effondrement à la mi-2014 de ses revenus pétroliers, qui représentaient plus de 90% des recettes publiques. Le royaume a affiché des déficits budgétaires totalisant plus de 200 milliards de dollars au cours des trois derniers

exercices et prévoit un déficit budgétaire de 53 milliards de dollars en 2017.

Pour financer ces déficits, Ryad a eu recours à des emprunts sur les marchés internationaux et intérieur et a retiré environ 245 milliards de dollars de ses réserves. romandie.com 14.10

Le camouflet infligé au président Macron en Arabie saoudite, par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire

Ayant organisé à la hâte un déplacement en Arabie saoudite afin de ramener le Premier ministre libanais qui y est retenu prisonnier avec sa famille, le président Emmanuel Macron y a essuyé un affront public sans précédent. Bien que la presse française et occidentale ait tout fait pour occulter une partie des événements, l'opinion publique arabe n'a pu que constater la perte vertigineuse de prestige et d'influence de la France au Moyen-Orient. Réseau Voltaire 14.11

- Macron parvient à négocier la libération d'Hariri - Réseau Voltaire 15 novembre 2017

Le président français Emmanuel Macron, qui avait été éconduit lors de sa visite à Riyad, a finalement obtenu la libération du Premier ministre libanais, Saad Hariri, détenu avec sa famille en Arabie saoudite.

Après que les États-Unis et la Russie aient appelé l'Arabie saoudite à la raison, la France a officiellement invité M. Hariri et sa famille à Paris. L'Arabie saoudite aurait accepté.

Pour sauver la face du roi Salmane, la France, faisant une nouvelle fois volte-face, a immédiatement réitéré des positions anti-iraniennes Réseau Voltaire 15.11

En réalité Macron n'a rien négocié du tout, les Américains lui ont assigné un rôle et il l'a joué sans broncher. Les Saoudiens, les Britanniques et les Français se partagent le boulot, le tout orchestré depuis Washington.

Aux Saoudiens la séquestration d'Hariri accompagnée d'une diatribe contre l'Iran pour faire diversion pendant que MBS réalise un coup d'Etat et un hold up proche des mille milliards de dollars, aux Britanniques la proposition de mise en bourse d'Aramco valorisée un peu moins de 2.000 milliards de dollars propriété des Saoud (Apparemment repoussé à 2019 selon Les Echos), aux Français de les débarrasser d'Hariri devenu trop encombrant, apparemment, ou en attendant de jouer une nouvelle partition au Liban écrite par l'équipe de Trump, l'avenir le dira, aux Américains d'orchestrer cette mise en scène que les uns et les autres ont dû monnayer au passage...

- Le président libanais veut des éclaircissements de Ryad sur la situation de Hariri - AFP 11 novembre 2017

Le président libanais Michel Aoun a appelé samedi l'Arabie saoudite à "éclaircir les raisons" qui entravent le retour au Liban du Premier ministre Saad Hariri, dont la démission choc a entraîné une nouvelle crise politique dans le pays.

Vendredi, l'Élysée avait fait savoir que le prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane "a assuré ne pas vouloir faire la guerre au Hezbollah" et désirait "préserver la stabilité du Liban", lors d'une rencontre avec M. Macron.

Une semaine après l'annonce de M. Hariri, son retour au Liban se fait toujours attendre, et le président n'a toujours pas accepté sa démission, assurant qu'il attendait de le rencontrer pour en discuter avec lui.

Toute position ou mesure qu'il a pu prendre ou qui lui sont imputées (...) sont le résultat de la situation ambiguë et trouble qu'il est en train de vivre en Arabie saoudite, et ne peuvent pas être prises en considération", a indiqué le président Aoun.

Samedi, la porte-parole de la Maison Blanche Sarah Sanders a déclaré que "les Etats-Unis appelaient tous les pays et toutes les parties à respecter la souveraineté du Liban, son indépendance et son mécanisme constitutionnel".

Le chef de la diplomatie américaine Rex Tillerson avait déjà mis en garde vendredi "toute partie, à l'intérieur ou à l'extérieur du pays, qui utiliserait le Liban comme théâtre de conflits par procuration", tout en désignant le Premier ministre libanais démissionnaire Saad Hariri comme un "partenaire solide des Etats-Unis". AFP 11 novembre 2017

- 800 milliards de dollars confisqués en Arabie saoudite - Réseau Voltaire 9 novembre 2017

Selon le Wall Street Journal, le total des biens confisqués aux adversaires et rivaux politiques du prince héritier Mohammed Ben Salmane (« MBS ») s'élèverait à 800 milliards de dollars [1].

Cette somme pourrait encore augmenter de 550 milliards de dollars pour atteindre 1 250 milliards de dollars. Cependant, une grande partie de ces avoirs est stationnée à l'étranger ce qui contraindra l'Arabie saoudite à faire valoir ses droits.

La répression actuelle permettrait ainsi au royaume de rétablir sa situation financière, gravement affectée par la baisse persistante des cours du pétrole.

Selon l'association des banques d'Arabie, plus de 1 700 comptes bancaires auraient été placés sous scellés.

[1] "Saudis Target Up to \$800 Billion in Assets", Margherita Stancati & Summer Said, Wall Street Journal, November 8, 2017.

(<https://www.wsj.com/articles/saudi-arabia-expands-crackdown-on-elite-1510062385>)

- La démission de Saad Hariri, une manœuvre saoudienne Par Robert Fisk — 13 novembre 2017

Lorsque l'avion de Saad Hariri a atterri à Riyad le 3 novembre au soir, la première chose qu'il a vue a été un groupe de policiers saoudiens entourant l'avion. Quand ils sont montés à bord, ils ont confisqué son téléphone portable et ceux de ses gardes du corps. C'est ainsi que le Premier ministre du Liban a été réduit au silence.

Le vendredi 3 novembre, il participait à une réunion du cabinet à Beyrouth. Puis il a reçu un coup de téléphone l'appelant auprès du roi Salman d'Arabie Saoudite. Hariri, qui, comme son père assassiné Rafiq, a la double nationalité saoudienne et libanaise, est parti immédiatement. On ne dit pas non à un roi, même si on l'a vu quelques jours plus tôt, comme l'avait fait Hariri. Et surtout quand le royaume doit à la compagnie « Oger » de Hariri 9 milliards de dollars, car tel est l'état de fait communément répandu dans ce qu'on appelle maintenant « l'Arabie Saoudite à court de liquidités » [selon d'autres sources, ce serait Hariri qui serait lourdement endetté envers l'Arabie Saoudite et au bord de la faillite].

Mais des choses plus extraordinaires devaient venir. De manière totalement imprévisible et au choc total des ministres libanais, Hariri, lisant un texte écrit, a annoncé samedi sur la chaîne de télévision Al-Arabiya – les lecteurs peuvent deviner quel royaume du Golfe la possède – qu'il démissionnait de son poste de Premier ministre du Liban. Il y a eu des menaces contre sa vie, a-t-il dit – bien que les services de sécurité à Beyrouth n'en aient eu nulle connaissance –, le Hezbollah devait être désarmé et partout où l'Iran interférait au Moyen-Orient, le chaos régnait.

Indépendamment du fait que le Hezbollah ne peut pas être désarmé sans une autre guerre civile – l'armée libanaise est-elle supposée les attaquer alors que les chiites sont la plus grande communauté du pays (beaucoup d'entre eux servant dans l'armée) ? C'étaient des mots que Hariri n'avait jamais utilisés auparavant. En d'autres termes, ils n'avaient pas été écrits par lui. Comme quelqu'un qui le connaît bien a dit cette semaine, « ce n'était pas lui qui parlait ». En d'autres termes, les Saoudiens avaient ordonné au Premier ministre libanais de démissionner et de lire à haute voix la déclaration de son propre départ depuis Riyad.

Je devrais ajouter, bien sûr, que la femme et la famille de Hariri sont à Riyad, donc même s'il retournait à Beyrouth, il laisserait des otages derrière lui. Ainsi, après une semaine de cette farce politique scandaleuse, on parle même à Beyrouth de demander au frère aîné de Saad Hariri, Bahaa, de siéger au cabinet. Mais qu'en est-il de Saad lui-même ? Certaines personnes ont pu le joindre par téléphone à son domicile de Riyad, mais il n'a dit que quelques mots. « Il dit 'Je reviendrai' ou 'Je vais bien', c'est tout, seulement ces mots, ce qui ne lui ressemble pas du tout », dit quelqu'un qui sait de quoi il parle. Et si Hariri revenait ? Affirmerait-il que sa démission lui avait été imposée ? Les Saoudiens oseront-ils prendre ce risque ?

En toute certitude, Hariri n'avait pas prévu ce qui lui est arrivé. En effet, il avait des réunions prévues à Beyrouth le lundi suivant – avec le FMI, la Banque mondiale et une série de discussions sur l'amélioration de la qualité de l'eau : pas exactement l'action d'un homme qui a prévu de démissionner de son poste de Premier ministre.

Il n'y aura pas de plaintes de Washington ou de Londres, dont le désir de profiter du dépeçage de la compagnie pétrolière Saudi Aramco (un autre projet du prince héritier) étouffera toute velléité de protestation ou de mise en garde. Et compte tenu du ridicule compte-rendu des récents discours du prince héritier dans le New York Times, je soupçonne que même ce vieil organe de presse ne sera pas inquiété par le coup d'État saoudien [même chose pour L'Immonde et la presse française mainstream dans son ensemble]. Car c'est bien de ça qu'il s'agit. MBS a dégommé le ministre de l'Intérieur plus tôt cette année et maintenant il se débarrasse du pouvoir financier de ses adversaires.

Mais les hommes impitoyables peuvent aussi être humbles. Hariri a été autorisé à voir le roi – la raison originale pour laquelle il croyait qu'il se rendait à Riyad – et a même rendu visite cette semaine au prince héritier des Émirats Arabes Unis, un pays allié des Saoudiens qui l'empêcherait de sauter sur un vol à destination de Beyrouth. Mais pourquoi diable Hariri aurait-il voulu aller aux Émirats ? Pour prouver qu'il était encore libre de voyager alors qu'il ne peut même pas retourner dans le pays qu'il est censé gouverner ?

Les Saoudiens peuvent retenir le Premier ministre libanais en otage, mais leur plan apparent de renverser le gouvernement de Beyrouth s'est glorieusement retourné contre eux. Loin de briser le gouvernement et de jeter les ministres du Hezbollah aux chiens, la nation libanaise s'est soudainement réveillée à l'union – contre les Saoudiens.

Le gouvernement libanais a annoncé qu'il n'acceptait pas la déclaration de démission que Saad Hariri a été obligé de lire à Riyad, et des hashtags sont apparus dans plusieurs rues de Beyrouth proclamant « Kul'na Saad » – « Nous sommes tous Saad ». Même les musulmans sunnites du Liban sont furieux contre leurs homologues sunnites d'Arabie Saoudite. Arrêt sur Info

- Liban : la mystérieuse démission de Saad Hariri - Franceinfo

Saad Hariri est attendu la semaine prochaine à Beyrouth pour la fête nationale. Pour Franck Genauzeau, envoyé spécial à Beyrouth (Liban), "les Libanais l'attendent avec beaucoup de questions. Ils ont noté que leur Premier ministre n'a appelé aucun responsable politique libanais pendant son séjour en Arabie Saoudite, mais qu'il l'a fait à l'instant où il a posé le pied en France. Voilà qui relance les spéculations sur sa liberté de parole et sa liberté de mouvement pendant son séjour en Arabie Saoudite. Beaucoup de zones d'ombres entourent sa démission", explique-t-il.

Démission mystérieuse

Au coeur de Beyrouth, le palais du gouvernement observe depuis des décennies les soubresauts de la politique libanaise. Mais jamais il n'avait vu son Premier ministre au centre d'un tel polar diplomatique. Le feuilleton est né début novembre. La veille de sa démission, rien ne laisse présager la décision de Saad Hariri. Son compte Twitter égrène ses rendez-vous. Une photo attire l'attention des experts : une rencontre avec des dignitaires iraniens de haut rang. Cette photo attire-t-elle la colère du rival saoudien ? Saad Hariri annonce rejoindre Riyad pour une réunion de travail. Le lendemain, 4 novembre, il annonce sa démission. Aucun journaliste libanais ne parvient alors à le joindre pour obtenir des explications. Les rumeurs se font insistantes. Le premier ministre serait retenu dans sa villa, privé de ses téléphones. Huit jours de silence radio puis une étrange interview sur la chaîne qui appartient à la famille Hariri. Le premier ministre semble mal à l'aise, fusille un homme du regard et boit verre d'eau sur verre d'eau, clairement éprouvé. La France tente alors une médiation. Il y a dix jours, Emmanuel Macron improvise une escale surprise à Riyad puis envoie Jean-Yves Le Drian et une équipe de diplomates. Paris obtient un accord, mais Jean-Yves Le Drian a dû repousser une visite en Iran et accepter de durcir le ton face à Téhéran. Selon la présidence libanaise, Saad Hariri sera présent la semaine prochaine à Beyrouth. Franceinfo 19 novembre 2017

[L'impérialisme ou l'économie de guerre.](#)

- Washington a dépensé 5,6 trillards de dollars en guerres depuis le 11-Septembre - Réseau Voltaire 9 novembre 2017

Selon une étude de la Brown University, les guerres entreprises publiquement par Washington depuis le 11-Septembre 2001 ont coûté 5 600 milliards de dollars au peuple états-unien, soit 23 386 dollars par contribuable. C'est plus de trois fois le coût avoué par le Pentagone.

L'étude ne porte que sur les guerres déclarées contre l'Irak, la Syrie, l'Afghanistan et le Pakistan. Elle ignore les dépenses US liées aux guerres sous-traitées comme celle d'Israël contre le Liban et celle du Royaume-Uni et de la France contre la Libye [1].

[1] United States Budgetary Costs of Post-9/11 Wars Through FY2018 : A Summary of the \$5.6 Trillion in Costs for the US Wars in Iraq, Syria, Afghanistan and Pakistan, and Post-9/11 Veterans Care and Homeland Security, Neta C. Crawford, Brown University, November 2017.

(watson.brown.edu/costsofwar/files/cow/imce/papers/2017/Costs%20of%20U.S.%20Post-9_11%20NC%20Crawford%20FINAL%20.pdf)

Ne cherchez plus le lézard.

- Requin-lézard: un monstre préhistorique à 300 dents capturé au Portugal - sputniknews.com

Le personnel de l'Institut portugais de la mer et de l'atmosphère a repêché un requin fabuleux dans les eaux de l'Algarve, la région la plus au sud du Portugal continental. Il s'agit d'une espèce préhistorique rare de requin, le requin-lézard, qui saisissait ses proies en pliant son corps comme un serpent.

L'apparition du monstre de 300 dents, aussi aiguës qu'un rasoir, et de quelque 1,5 mètre de long remonte à des millions d'années, indique le portail Portugal News. Selon les chercheurs portugais, la créature est restée inchangée depuis lors, c'est pourquoi les scientifiques qualifient le requin-lézard de «fossile vivant».

Les requin-lézards ne sont pas très bien étudiés compte tenu du fait qu'ils vivent dans les profondeurs. Ils peuvent être observés dans les océans Atlantique et Pacifique, le long des côtes australiennes, néo-zélandaises et japonaises. sputniknews.com 11.11

ACTUALITE EN TITRES

Mystification.

Catalogne : 750 000 indépendantistes ont manifesté à Barcelone - Franceinfo 11 novembre 2017

Lire l'article : Catalogne : au royaume du fantôme, par Antonio Muñoz Molina - Madrid 14 novembre 2017 (<http://www.voltairenet.org/article198798.html>)

Tous les arguments historiques cités par les indépendantistes catalans sont faux. Sans exception.

Non, ce n'est pas une rumeur...

Dans les couloirs lors du sommet de l'APEC au Vietnam.

«Je ne connais pas ses habitudes, nous ne nous connaissons pas assez. Le Président des États-Unis se conduit tout à fait amicalement et correctement», a déclaré Vladimir Poutine à des journalistes. «C'est un homme bien élevé et avec qui il est agréable de communiquer et de travailler en commun», a ajouté M.Poutine. sputniknews.com 11.11

S'ils le disent, raison de plus pour ne pas les croire.

En réalité, quotidiennement France Info reprend à la lettre au même titre que l'ensemble des médias les dépêches de l'AFP qui est une fabrique de fake news ou qui relaie les fausses informations qui lui sont transmises par différents canaux situés au-dessus, OTAN, UE, Pentagone, etc.

- L'Agence France Info : priorité au correct - Libération

Créé en 2016, à rebours de la course à l'actualité en continu, ce service interne s'applique à vérifier les sources et les informations des agences et des concurrents pour éviter les erreurs à l'antenne.

Avec une vingtaine d'employés, ce drôle de service, très original dans le paysage français des médias, agit comme un bureau de vérification des faits. Il passe au crible et valide (ou pas) les informations qui tournent ici et là avant qu'elles soient reprises à l'antenne ou mises en ligne sur le site. Estelle Cognacq justifie la démarche sans prendre de gants : «Je ne fais plus confiance aux autres médias.» Même à l'AFP, la grande agence de presse française, qui fournit en nouvelles l'ensemble des médias et que la profession considère comme une référence de fiabilité.

Désormais, la radio ne relaie plus aucune information basée sur une ou plusieurs «sources proches du dossier», selon la formule consacrée dans le milieu. Elle ne le fait que lorsque la source est nommément identifiée. Ou après que l'agence interne de France Info a réussi à la croiser. L'agence ne va quand même pas jusqu'à repasser derrière les reporters de France Info, à l'égard desquels la confiance a valeur de postulat.

En revanche, elle «fact-checke» les collègues de France Inter et France Bleu sur les sujets de police et de justice - l'une des marottes de la radio. Chaque validation débouche sur une dépêche éditée par l'agence, à destination de l'ensemble de la rédaction

et des autres entités de Radio France.

L'agence produit une cinquantaine de dépêches par jour. A l'annonce de son lancement, l'agence avait été accueillie avec scepticisme au sein de la radio. «On nous l'avait présentée comme le moyen de se passer des agences externes comme l'AFP ou Reuters», se rappelle un journaliste de France Info. Une ambition depuis rangée au placard. «C'est impossible tant que l'agence compte 20 personnes», poursuit ce même journaliste

Pour Vincent Giret, directeur de France Info (et ancien numéro 2 de Libération), l'agence «fonctionne très bien. Elle a vocation à renforcer sa position de certification de l'info au sein du média global que devient France Info, en tant que radio, télévision et site internet». Point névralgique de France Info, la structure a été créée pour devenir le point d'entrée et de sortie de tous les flux d'actualité qui arrivent en son sein. Libération 16.10

Stratégie de la déstabilisation, du chaos et de la guerre.

- George Takei, la star de "Star Trek", accusé d'agression sexuelle - Le Huffington Post

- La "Lady Gaga" du Vietnam interpellée pour un slogan injurieux à l'intention de Trump -AFP

Quand se faire du fric à n'importe quel prix a "des bases scientifiques", c'est forcément légitime, ça en impose !

- Légaliser le cannabis, une bonne idée qui prend racine - Liberation.fr

Désormais en place dans plusieurs Etats, la régulation pose des bases scientifiques permettant d'asseoir les bienfaits économiques et sanitaires d'une vente contrôlée par l'Etat. Liberation.fr

Ils osent tout

Parole de banquier.

- Macron: "je ne sais pas ce que ça veut dire "avoir une politique pour les riches"" - AFP

Voilà qu'ils font les poubelles...

- LCI recrute Thierry Solère et Jean-Christophe Cambadélis pour un débat hebdomadaire - Le Huffington Post

Pas besoin, ce papier hygiénique puait déjà la haine à plein nez.

- Charlie Hebdo accuse Edwy Plenel d'attiser la haine envers le journal - LeParisien.fr

- Theresa May dénonce les "actes hostiles" de la Russie - AFP

- Exposition, théâtre: l'art militant de Pussy Riot célébré à Londres - AFP

Pussy Riot, le groupe contestataire russe devenu l'ennemi juré du président Vladimir Poutine, débarque à Londres avec une exposition et une pièce de théâtre immersif racontant l'effroyable expérience carcérale vécue par deux de ses membres dans les geôles russes. AFP 16.10

Complaisance et provocation...

- Un dirigeant de l'opposition vénézuélienne s'exile en Espagne - Reuters

Antonio Ledezma, l'un des chefs de file de l'opposition vénézuélienne qui vivait en résidence surveillée depuis son arrestation pour complot en février 2015, a fui vendredi en Colombie avant de gagner l'Espagne par avion. Reuters

Donc avec la complicité des autorités colombiennes à la solde de Washington...

- Corée du Nord : l'examen médical d'un transfuge montre les conditions de vie effroyables du pays - Atlantico.fr

Voilà comment l'ensemble des Coréens du Nord sont bourrés de parasites ! A bombarder !

- L'EI n'a pas disparu, mais son rêve d'Etat, si - AFP

Quel dommage !

- Record pulvérisé pour un de Vinci adjudé 450,3 millions de dollars - AFP

Il faut bien que s'enrichir serve à quelque chose...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

- Le régime syrien reprend le contrôle quasi total de Boukamal, dernier fief urbain de l'EI - AFP

L'armée syrienne et ses alliés ont progressé samedi à Boukamal, reprenant le contrôle de la quasi totalité du dernier bastion urbain contrôlé par le groupe Etat islamique (EI) en Syrie, a rapporté l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

"Les forces du régime syrien, le Hezbollah libanais, les Gardes de la révolution iraniens ainsi que les milices irakiennes ont pris samedi le contrôle de plus de 80% de Boukamal, après une vaste offensive entamée vendredi soir", a déclaré à l'AFP le directeur de l'Observatoire, Rami Abdel Rahmane, précisant que les combats se poursuivaient.

Depuis les airs, les avions de l'allié russe couvraient l'avancée par d'intenses bombardements. Au sol, les troupes progressaient avec précaution pour éviter le scénario d'un retrait face à une contre-offensive de l'EI, toujours selon l'OSDH.

Samedi, la télévision d'Etat syrienne diffusait des images de Boukamal d'où s'échappait une colonne de fumée et où résonnait le bruit d'explosions.

En 2014, à l'issue d'une percée fulgurante, les jihadistes s'étaient emparés de près de la moitié de la Syrie et près d'un tiers du territoire irakien, et avaient proclamé un "califat" à cheval entre ces deux pays.

Trois ans plus tard, l'EI a perdu quasiment tous les territoires dont il avait pris le contrôle. AFP 18 novembre 2017

Une bonne nouvelle qui passera inaperçue, cherchez l'erreur...

Zimbabwe

- Zimbabwe : des milliers de manifestants pour la démission de Robert Mugabe - Franceinfo

Des milliers de Zimbabwéens se sont rassemblés dans les rues de la capitale pour manifester leur soutien aux militaires désireux de pousser le président Robert Mugabe, au pouvoir depuis 37 ans, vers la sortie.

À 93 ans, le chef de l'État accusé de despotisme est de plus en plus isolé. Placé en résidence surveillée, il a été aperçu le 17 novembre lors d'une remise de diplômes universitaires. Son règne semble toucher à sa fin, même ses anciens compagnons de la guerre d'indépendance demandent aujourd'hui son départ ainsi que celui de sa femme, Grace Mugabe, 52 ans, qu'il préparait à sa succession. Les manifestations qui traversent le pays sont d'une ampleur inédite depuis l'indépendance en 1980. Aujourd'hui, un sentiment nouveau de liberté souffle sur le pays. Le parti du président doit se réunir le 19 novembre pour évoquer la démission du plus vieux chef d'État encore actif.

[Haut de page ↗](#)

Le 26 novembre 2017

CAUSERIE

La causerie d'aujourd'hui couvre la semaine du 19 au 26 novembre. Ce sera sans doute une des dernières.

● Causerie au format pdf (38 pages)

Chacun admet que la situation est grave et nauséabonde. Petit à petit les gens sont en train de se rendre compte que la civilisation humaine est en train de s'effondrer. Mais la plupart en ignore l'origine et comment cela peut se produire.

Ils sont les acteurs de leur propre perte sans en avoir réellement conscience parce qu'ils sont manipulés et refusent le plus souvent de l'admettre, ils ne comprennent pas quel intérêt des gens auraient-ils de vouloir nuire à leurs intérêts, parce qu'ils ne parviennent pas à imaginer qu'un besoin insatiable de pouvoir ou de puissance puisse les animer et se confond avec leur raison d'être, dont le système économique capitaliste constitue leur support.

Cette causerie leur est destinée. Etant particulièrement longue et dense, je conseille aux lecteurs de la télécharger et de la lire tranquillement. Elle présente l'avantage de s'inscrire dans une stratégie politique destinée à combattre nos ennemis sur tous les fronts à la fois, de manière à briser un par un tous les obstacles qui empêchent de cerner, puis de comprendre que tous les acteurs ou toutes les institutions qui détiennent du pouvoir mènent le même combat politique contre les classes exploitées et opprimées pour les contraindre à vivre dans une société et un monde de plus en plus injuste et cynique, de telle sorte qu'elles abandonnent définitivement l'espoir ou l'idéal de vivre dans une société ou un monde meilleur et plus juste que seul le socialisme peut incarner.

Ceux qui estiment que la lutte des classes se situeraient uniquement sur le plan politique illustrent eux-mêmes que décidément ils n'ont rien appris ou compris, qu'ils appartiennent à un monde qui n'existe plus et que le combat politique a pris une autre dimension. Ce que nos ennemis ne peuvent obtenir de l'extérieur, ils s'emploient à l'obtenir de l'intérieur.

Par exemple, s'ils n'ont pas encore réussi à liquider la Sécurité sociale, en réduisant ses moyens de fonctionnement ils l'étouffent à petit feu, jusqu'au jour où totalement épuisée le basculement se produira pour ainsi dire naturellement ou sera souhaité comme un soulagement et sa privatisation sera enfin réalisée. C'est également de cette manière en employant d'autres procédés qu'ils ont réussi à pourrir le mouvement ouvrier de l'intérieur, sans même avoir besoin d'employer la force, les militants tout comme les assurés sociaux étant devenus les principaux acteurs de leur propre perte. Et ceux qui passent la plupart de leur temps devant un écran sont en train de s'autodétruire sans que personne ne les y oblige.

Si l'issue à la crise du capitalisme demeure politique, si tout ramène effectivement à la politique, et à l'économie il faut préciser, si le combat et l'organisation politique restera le facteur déterminant l'orientation de la société et l'avenir de l'humanité, ce n'est certainement pas en réduisant l'ensemble des composantes de la situation strictement ou uniquement à la politique qu'on parviendra à briser les obstacles qui nous empêchent de construire le parti indispensable pour entraîner les masses au combat politique et vaincre nos ennemis. Telle est du moins ma conviction.

Et c'est parce que notre combat sera âpre et long, semé d'embûches, qu'il doit être mené sur tous les fronts et sans concession à nos ennemis. C'est le seul moyen pour ne pas fléchir, hésiter, douter, chercher des raccourcis, se démoraliser, perdre patience, sombrer dans le populisme, y laisser notre âme comme aurait dit Marx.

L'armement ou l'argumentation théorique et politique ne suffisent pas ou sont impuissants face à des cerveaux qui ont été formatés pour fonctionner d'une certaine manière à leur insu, de telle sorte que si on ne démonte pas et on ne dénonce pas les mécanismes psychologiques et les instruments qui ont servi à leur conditionnement, les rapports des travailleurs au monde extérieur, à la réalité, à leur propre condition demeureront faussés.

Ces instruments ont atteint un tel degré de perfectionnement, qu'ils sont dorénavant en mesure d'agir si profondément sur l'équilibre mental d'une personne ou d'une population, au point de créer des désordres psychologiques dans certains cas irréversibles qui se traduisent par des comportements qu'ils ne peuvent pas contrôler.

Nous commencerons par là notre causerie, bonne lecture et réflexion surtout.

[Comment fonctionne la désinformation.](#)

- Puissance et dangers de la désinformation par Eric Woillez, doctorant en physique à l'ENS de Lyon - 10 novembre 2017 - Arrêt sur Info

L'idée d'utiliser la désinformation à des fins militaires est très ancienne. L'art de la guerre (VIe ou IVe siècle av. J.C.) [5] du

général chinois Sun Tzu est le premier ouvrage connu à donner les principes fondamentaux de la désinformation. Le général Sun Tzu voyait dans la désinformation une technique de guerre efficace: "L'art suprême de la guerre, c'est de soumettre l'ennemi sans combattre". Celui-ci résume sa théorie en quelques grands principes qui eurent une influence considérable et servirent de références aux stratèges futurs qui voulurent pratiquer la désinformation (voir le tableau ci dessous). Nous voyons donc que la désinformation fut dès l'origine une technique de guerre, destinée à détruire l'adversaire avec un minimum de forces.

La pratique de la désinformation est restée balbutiante dans les siècles qui suivirent par manque de moyens techniques. La situation devait changer substantiellement à l'époque moderne avec l'arrivée des médias de masse, l'invention de l'imprimerie, de la TSF et l'apparition de journaux quotidiens. L'opinion publique prit aussi un rôle croissant dans la vie politique, d'où la tentation bien naturelle pour certains individus ou groupes de s'en emparer et de s'en servir à leurs propres fins. (...)

Notons simplement pour conclure cette section que la désinformation a acquis de plus en plus d'efficacité grâce à l'apparition d'internet et des réseaux sociaux. Elle n'est plus du tout le privilège d'états puissants et de leur services spéciaux. Les opérations de désinformation – aussi appelés montages- sont parfois menées par des agences privées contre rétribution d'un client qui préfère rester dans l'ombre.

Une opération de désinformation n'a pas de schéma fixe puisqu'elle doit impérativement s'adapter au contexte social et politique et aux possibilités techniques. Nous allons cependant essayer de décrire la conception d'une opération dans ses grandes lignes.

Elle commence sous l'impulsion d'un client qui est le financeur et le bénéficiaire de l'opération. Ce client peut être aussi bien une compagnie privée qu'un état ou un homme politique. Comme le client reste généralement dans l'ombre, il est toujours très difficile de savoir qui a lancé une campagne de désinformation.

Le client s'adresse alors à un agent, c'est un professionnel qui est responsable de l'ensemble de l'opération de désinformation. Les agents furent souvent les services secrets lorsque l'opération était lancée par un état, mais aujourd'hui des agences de communication spécialisées peuvent parfaitement assurer ce rôle.

S'il souhaite réussir, l'agent doit obligatoirement faire une bonne étude de marché pour concevoir une campagne qui a des chances d'être bien acceptée par le public. Ceci l'amènera à bien choisir le support et le thème de la désinformation. Le but est toujours d'amener le public à croire à la désinformation, il faut donc que les supports aient l'air aussi vrais que possible. Toutefois la désinformation ne s'adresse qu'en surface à l'intelligence du public qu'elle prétend induire en erreur; en profondeur elle s'adresse à sa sensibilité: "visez les tripes " disait Goebbels. Aussi si le thème n'est pas entièrement rationnel, il a des chances d'être mieux accepté, car -ne l'oublions pas- les passions sont toujours plus fortes en l'Homme que les convictions.

Enfin, l'opération de désinformation utilise plusieurs relais pour diffuser le thème choisi. Le message est ensuite amplifié par les caisses de résonances. Les caisses de résonances sont en général de bonne foi, elles croient vraiment au message qu'elles relaient et sont de ce fait d'autant plus convaincantes. On peut comparer la situation à un instrument de musique: le thème de la désinformation, s'il est choisi avec une bonne fréquence, va entrer en résonance et s'amplifier grâce au soutien des médias et du public, jusqu'à devenir une véritable symphonie désinformante.

L'épisode du cheval de Troie est décrit dans Virgile comme une astucieuse ruse de guerre, mais l'épisode peut se voir aussi comme l'allégorie d'une opération de désinformation réussie. (...)

...l'opération a parfaitement réussi car elle a abouti à l'autodésinformation. Il n'est plus besoin d'aucune influence extérieure pour entretenir le thème, il est alimenté directement par l'opinion publique.

Comment concrètement concevoir une opération de désinformation? Les possibilités sont infinies, elles s'adaptent au contexte et à la mentalité du temps. Cependant, on peut déterminer quelques grandes manières "classiques " de désinformer, que nous présentons ici sans prétendre être exhaustifs.

Il est en général difficile de nier totalement une réalité, surtout lorsqu'elle est déjà connue du public. Il est donc judicieux de présenter des affirmations en mélangeant le vrai et le faux. Comme une partie des affirmations est vraie et reconnue publiquement, cela donnera confiance à l'auditoire et celui-ci pensera naturellement que l'ensemble des affirmations est vrai. (...) Le désinformateur peut aussi modifier les circonstances de l'évènement ou passer sous silence une partie des informations. (...)

Nous laissons au lecteur le plaisir de compléter cette liste de techniques à loisir, interprétation sous-jacente des faits, modification ou suppression des motifs, donner des parts inégales aux adversaires, etc... Aucune affirmation n'est abusive en désinformation, il suffit qu'elle soit adaptée à l'auditoire. On observe même des occasions où il est judicieux d'inverser totalement la réalité : "plus c'est gros, plus ça passe " est également un principe fondamental de la désinformation.

Les médias comme caisses de résonance

Dans notre société, il est très facile de trouver les caisses de résonance pour diffuser de la désinformation, ce sont les médias, internet, les réseaux sociaux. Plusieurs facteurs contribuent à en faire des instruments très puissants de désinformation. Il y a d'abord le fait que le public est très réceptif à une information écrite ou visuelle. "c'est vrai puisque je l'ai vu " est souvent notre premier réflexe face à une information visuelle. Or une image se manipule à volonté aussi bien qu'un texte écrit, en jouant sur le cadrage, en la sélectionnant soigneusement, ou tout simplement en la fabriquant par un montage. Si l'opérateur sait s'y prendre, elle peut contenir une charge émotive très forte ce qui en fait un objet idéal pour s'adresser aux passions de l'Homme. N'oublions pas que les buts du désinformateur et ceux du journaliste se recoupent en un point: ils sont l'un et l'autre amenés à créer une émotion. Pour le désinformateur, c'est l'émotion qui entraînera les actions qu'il veut provoquer, et pour le journaliste, l'émotion se vend toujours mieux que le renseignement.

Un autre aspect des médias favorise grandement le désinformateur. Les médias ont une forte tendance à se copier les uns les autres, à parler de "ce dont on parle " et à créer ainsi des bouffées éphémères d'informations. Il y a bien sûr des émissions ou des journaux considérés comme les plus importants et au pas de qui les autres ont tendance à se mettre. Lorsqu'un nouveau sujet sort, on observe souvent que l'ensemble des médias s'y concentre rapidement, tel un orchestre qui brode à l'unisson sur le même thème, lequel est ensuite relégué dans l'oubli lorsque le public commence à se lasser. Ce phénomène d'amplification rapide d'un sujet est à l'avantage du désinformateur qui pourra ainsi facilement créer dans le public une sorte de psychose collective.

Il pourrait alors être tentant de ne lire que des journaux "sérieux " qui affichent une volonté d'objectivité. En réalité, rien n'est plus favorable à la désinformation que l'objectivité d'apparence [7] . Il faut absolument prendre conscience qu'une information est nécessairement biaisée. Un fait n'est pas une information. Les médias ne donnent jamais des faits, ils donnent des informations. Lorsque le biais n'est pas ouvertement déclaré, il intervient de façon bien plus subtile dans les détails de l'information: mise en page, choix de l'information délivrée, utilisation d'adjectifs valorisants ou dépréciatifs, dessin humoristique, avis de la rédaction... Tous ces petits détails sont des techniques d'influence d'autant plus efficaces qu'elles amènent l'auditeur à croire à ce qu'il lit. L'objectivité d'apparence amène donc à interpréter l'information, non directement, mais par des moyens détournés, exactement ce que recherche le désinformateur lui-même

La logomachie et la langue de bois

La logomachie, i.e bataille à coup de mots, et la langue de bois [6] sont deux procédés distincts de désinformation, mais tous deux ont pour objectif d'attaquer le vocabulaire et la façon de parler pour mieux désinformer. Ces procédés se fondent sur le principe que la pensée est impuissante sans parole et qu'un certain vocabulaire condamne non seulement au mensonge exprimé mais aussi au raisonnement tordu. Le but consiste à créer au sens propre une nouvelle langue, en choisissant avec soin un nouveau vocabulaire, afin que tout discours devienne désinformant, même sans mauvaises intentions de la part de celui qui le prononce. La langue de bois appauvrit le vocabulaire en ne retenant que les mots et expressions qui servent la cause choisie. Un appauvrissement du vocabulaire a comme répercussion immédiate un appauvrissement de la pensée. Aussi, lorsque la langue de bois est solidement installée, même un individu voulant penser autrement que la pensée dominante sera automatiquement limité et recadré par l'usage du vocabulaire. La langue de bois fait sien l'aveu de Goebbels: "Nous ne parlons pas pour dire quelque chose, mais pour obtenir un certain effet " .

La logomachie, elle, va créer de nouvelles expressions pour porter un jugement de valeur sur l'adversaire. (...)

La cible: l'opinion publique

La cible de la désinformation est, par définition, l'opinion publique. La désinformation joue de la paresse intellectuelle de l'Homme, et utilise le fait que la cible se laisse désinformer. Elle ne peut aboutir sans l'acquiescement de ceux qu'on vise. Nous l'avons vu dans la section 2, les Grecs ont bâti le cheval de Troie, mais la ruse aurait été vaine si les Troyens ne l'avaient eux-mêmes introduit dans la ville. Pour obtenir facilement cet acquiescement, la désinformation s'adresse aux passions de l'Homme, et particulièrement à la haine ou à la peur. Une opération de désinformation consiste souvent à donner d'abord à la cible des préjugés qui seront favorables à la future campagne de désinformation, puis à lancer cette campagne. Par exemple, on créera ou on accroîtra l'hostilité que telle population peut éprouver pour l'ennemi qu'on veut lui donner. Une opération de désinformation crée presque toujours deux camps, les bons et les mauvais. Elle vise à dire le plus de mal possible de l'ennemi, à le noircir de sorte qu'il apparaisse comme totalement mauvais: c'est le procédé de diabolisation. C'est un procédé extrêmement vicieux, car nous le savons bien, aucun groupe d'humains, aucun individu n'est totalement bon ou mauvais, la réalité est toujours plus subtile que cette vision manichéenne. Mais il est tellement plus confortable d'avoir un ennemi clairement défini, qui joue le rôle de bouc émissaire, et que l'on peut haïr et mépriser sans retenue. Retenons que l'information ne va jamais sans une déformation, hélas toujours dans le sens d'une simplification moralisatrice.

L'opération de désinformation est réussie lorsqu'elle crée dans le public une quasi-unanimité de caractère psychotique. Le public est alors dans un état irrationnel qui le pousse à ne plus voir que ce qui va dans le sens de la désinformation, à en rajouter en se désinformant lui-même. Lorsque cette psychose est atteinte, le désinformateur n'a plus besoin d'agir car le désinformé devient lui-aussi désinformateur et amplifie l'opération. L'Homme possède en lui un instinct grégaire qui le conduit à penser avec la masse, à créer une sorte de pensée unique rassurante parce qu'elle est partagée par tous. Ce type de terrain favorise la désinformation puisqu'il a tendance à éliminer ceux qui pensent autrement. Le "Dites-leur ce qu'ils veulent entendre. " de Lénine résume en peu de mots l'essence même de la désinformation.

Que faire?

Il faut d'abord prendre conscience d'une chose: il n'existe pas d'information vraie, objective, décrivant parfaitement la réalité. C'est pourquoi il est inutile de tomber dans la paranoïa en voyant des opérations de désinformation dès qu'une information est biaisée ou mensongère. La prudence et la réserve bien légitime que l'on doit avoir vis-à-vis de l'information ne doit pas nous conduire à une théorie du complot, ce serait de la désinformation au second degré. De même, les médias ne sont pas nécessairement désinformants, ils jouent leur rôle de relais de l'information et ne portent pas à eux seuls la responsabilité des opérations de désinformation. Ne l'oublions pas, c'est l'acquiescement et la paresse intellectuelle de la cible qui fait aboutir l'opération de désinformation.

Cependant une opération de désinformation se repère assez facilement lorsqu'on est sur ses gardes: il y a anguille sous roche quand des journaux, même de bords opposés, se trouvent d'accord jusqu'aux détails près, quand plus personne n'ose soutenir publiquement une thèse contraire à la thèse dominante. On observe alors que les médias peuvent diffuser des informations grossièrement fausses ou absurdes avec le plus grand sérieux, sans même se rendre compte du ridicule de la situation. Et lorsqu'une désinformation flagrante est en cours, il faut la combattre farouchement et intelligemment.

En fin de compte, la désinformation doit questionner notre honnêteté intellectuelle. Il est tentant dans un conflit d'idées de vouloir faire triompher les siennes, en utilisant tous les moyens possibles, y compris le mensonge. Et d'un autre côté, refuser de considérer avec attention les arguments adverses de peur d'être mis en tort, car il est tout aussi difficile de reconnaître et d'accepter ses erreurs lorsque la vérité apparaît clairement. La désinformation impose à chacun d'entre nous de faire ce choix crucial: "Est-il plus important de faire triompher mes idées ou de chercher la vérité?" Arrêt sur Info 10.11

Le plus important ne serait-il pas plutôt que mes idées soient conformes à la vérité ? Ce qui implique de l'avoir cherché et de l'avoir trouvée.

Dans le même registre ou exercice pratique.

Manipulation des consciences. Mode d'emploi.

- Au Milipol, la torture tient salon - liberation.fr

Qui est à l'origine de l'info, qui donne l'info, qui vise qui ?

Libération ou l'oligarchie Drahi dénoncerait la torture, pour un peu ses amis du complexe militaro-industriel-financier, vous y croyez vraiment ? In vraisemblable, n'est-ce pas ?

Qui visait cet article, quel était véritablement son objet ? Les armes fabriquées par les puissances occidentales et vendues aux monarchies du Golfe pour ensuite approvisionner Daesh, Al-Nosra, Al-Qaïda, les troupes supplétifs de l'OTAN et du Pentagone qui massacrent les peuples du Moyen-Orient ? Pas vraiment, des fabricants chinois d'instruments de torture.

Les bombes au phosphore, à fragmentation, à l'uranium appauvri et autres saloperies du même genre employées au Yémen par l'Arabie saoudite, à Gaza par Israël ou en Irak, en Syrie, en Afghanistan, en Somalie par les Etats-Unis étant tout à fait légales et respectables, au moins elles servent une bonne cause, la démocratie ou elles visent un ennemi commun à la France : l'Iran, les chiites auxquels sont alliés la Chine et la Russie.

Pour ne pas se mouiller ou couvrir Drahi, ils vont faire appel à l'une de leurs officines qui présente l'avantage d'avoir une étiquette humaniste, donc un acteur a priori crédible pour traiter ce genre de sujet.

C'est un chercheur d'Amnesty International qui l'a découvert, mardi. «Il y avait des "bracelets" qui envoient des décharges électriques», décrit Aymeric Elluin. Du matériel de «contrainte physique» dont l'Union européenne a proscrit l'importation et l'exportation en 2006, l'exposition ou même la promotion en 2016.

Sous la fière affiche «China Pavillon», l'entreprise Origin Dynamic a pourtant exposé ses «bracelets» électriques, qui s'attachent aux cuisses.

En plus d'exposer son attirail, Origin Dynamic faisait la promotion d'autres instruments tout aussi proscrits par l'UE. Une brochure vantait notamment sa «spike electric shock riot fork», sorte de longue fourche administrant des décharges électriques. Dans une brochure de l'exposant China Pioneer, le chercheur d'Amnesty a découvert une matraque couverte de piques. liberation.fr 23 novembre 2017

Au passage ils en profitent pour peaufiner l'image de l'UE qui a soutenu toutes les guerres de l'OTAN, le coup d'Etat néonazi de Kiev, etc. Qu'on se le dise, la menace qui pèse sur les peuples et la paix, c'est la Chine, pas l'UE, pas l'impérialisme français, américain, britannique, allemand, italien, espagnol, israélien, CQFD.

Comment ils captent votre attention.

Vous constaterez que c'est une obsession chez eux. Lire la causerie précédente où nous avons abordé les moyens de la réduire à l'aide d'agents chimiques tels que le chlorure, le bromure et le fluor qui interfèrent avec la molécule d'iode indispensable au cerveau pour que l'homme développe cette faculté.

On est en droit de penser que le développement des sciences peut favoriser l'apparition d'applications criminelles qui peuvent mettre en péril le destin de l'humanité ou lui porter gravement atteinte. C'est en fait un constat.

- Nos esprits peuvent être piratés : Les initiés craignent une dystopie du smartphone par Paul Lewis - Arrêt sur Info 06.10

<https://www.les-crisis.fr/nos-esprits-peuvent-etre-pirates-les-inities-craignent-une-dystopie-du-smartphone-par-paul-lewis/>

Les employés de Google, Twitter, Facebook qui ont aidé à rendre la technologie tellement addictive, se déconnectent eux-mêmes d'internet. Reportage de Paul Lewis sur les refusniks de la Silicon Valley qui s'alarment d'une course à l'attention humaine.

Justin Rosenstein avait bricolé le système d'exploitation de son ordinateur portable pour bloquer Reddit, il s'est retiré de Snapchat, qu'il compare à de l'héroïne, et s'est imposé des limites à son utilisation de Facebook. Mais même cela ne suffisait pas. En août, le manager technique de 34 ans a pris une mesure plus radicale pour restreindre son utilisation des réseaux sociaux et d'autres technologies addictives.

Rosenstein a acheté un nouvel iPhone et a demandé à son assistant d'installer un moyen de contrôle parental pour l'empêcher d'installer n'importe quelle application.

Il était particulièrement conscient de l'attrait des « like » de Facebook qu'il décrit comme « des signaux brillants de pseudo-plaisir », pouvant être aussi vides que séduisants. Et Rosenstein devait être au courant : Il a été le premier développeur de Facebook qui a créé le bouton « like ».

Une décennie après qu'il soit resté toute une nuit à coder le prototype de ce qui était alors appelé le « bouton génial », Rosenstein appartient à un groupe d'hérétiques petit, mais grandissant, à la Silicon Valley qui se plaint de la montée d'un soi-disant « marché de l'attention » : un internet conçu pour les exigences du marché de la publicité.

Ces « refusniks » sont rarement les fondateurs ou les directeurs, qui sont peu enclins à se détourner du mantra de leurs entreprises sur le fait de « faire un monde meilleur ». Au contraire, ils touchent plutôt les gens quelques échelons plus bas dans l'échelle de l'entreprise : designers, développeurs, chefs de produits qui, comme Rosenstein il y a quelques années, ont mis en place la construction d'un monde numérique duquel ils essayent maintenant de se dégager. « C'est très commun », dit Rosenstein, « pour des humains de développer quelque chose avec les meilleures intentions, et qui se révèlent avoir pour eux des conséquences négatives inattendues ».

Rosenstein, qui a aussi contribué à développer Gchat durant un passage chez Google et qui maintenant dirige une société basée à San Francisco, qui accroît la productivité, paraît le plus concerné par les effets psychologiques sur les gens qui, comme le montrent des études, touchent, glissent ou tapent 2617 fois par jour.

C'est un problème grandissant que, aussi bien que les usagers accros, la technologie contribue à une sorte « d'attention partielle continue », limitant sévèrement la capacité des gens à se concentrer et peut même abaisser le QI. Une étude récente a montré que la seule présence de smartphones endommage la capacité cognitive – même si l'appareil est éteint. D'après Rosenstein, « Tout le monde est distrait, tout le temps ».

Mais ces soucis sont triviaux comparés à l'impact dévastateur sur le système politique dont certains des pairs de Rosenstein pensent que cela peut être attribué à la montée des réseaux sociaux et au « marché de l'attention » qui les mènent. (...)

En 2017, Rosenstein faisait partie d'un petit groupe d'employés de Facebook qui ont décidé de créer une voie de moindre résistance – un seul clic – pour « envoyer des petits bouts de positivité » dans la plateforme. Le « like » de Facebook a eu, selon Rosenstein, « un succès exceptionnel » : l'implication est montée en flèche comme les gens adoraient la stimulation brève qu'ils avaient en donnant et recevant une affirmation sociale, alors que Facebook collectait des données précieuses sur les usagers et leurs préférences pour les vendre aux publicitaires. L'idée a vite été copiée par Twitter avec son « like » en forme de cœur (avant c'était un « favoris » en forme d'étoile), Instagram et de très nombreuses autres applications et sites web.

Ce fut la collègue de Rosenstein, Leah Pearlman, alors chef de produits à Facebook et dans l'équipe qui a créé le « like » de Facebook, qui a annoncé cette fonction dans un post du blog en 2009. A présent, à 35 ans et illustratrice, Pearlman a confirmé par e-mail qu'elle aussi, s'est retrouvée à ne pas aimer le « like » de Facebook et autres boucles de feedback addictifs. Elle a installé un plug-in sur son navigateur qui supprime ses fils d'actualité Facebook, et elle a engagé un manager de réseau social pour contrôler sa page Facebook à sa place.

Justin Rosenstein, l'ancien développeur de Google et Facebook qui a contribué à créer le bouton « like » : Tout le monde est distrait, tout le temps.

« Je pense qu'il y a une raison particulièrement importante pour que nous en parlions à présent, c'est que nous sommes peut-être la dernière génération à se souvenir de la vie d'avant », déclare Rosenstein. Il est peut-être significatif que Rosenstein, Pearlman, et la plupart des initiés technologiques qui remettent en question le « marché de l'attention », soient dans la trentaine, membres de la dernière génération qui peuvent se souvenir d'un monde dans lequel les téléphones étaient branchés dans le mur.

C'est révélateur que beaucoup de ces jeunes techniciens se sèvent eux-même de leurs propres produits, et envoient leurs enfants dans les écoles d'élites de la Silicon Valley où les iPhones, iPads et même les ordinateurs portables sont interdits. Ils semblent s'en tenir aux paroles de Biggie Smalls [Notorious BIG, rapper assassiné, NdT] de leur propre jeunesse sur les dangers de revendre du crack et de la cocaïne : Ne jamais se défoncer avec son propre stock.

Un matin d'avril de cette année, des designers, des programmeurs et des entrepreneurs de partout dans le monde se réunissaient dans un centre de conférence sur la côte de la baie de San Francisco. Ils avaient payé chacun 1700 dollars pour apprendre à manipuler les gens dans l'utilisation habituelle de leurs produits, au cours d'une conférence bien sûr organisée par Nir Eyal.

Eyal, 39 ans, l'auteur de *Hooked : How to Build Habit-Forming Products*, [L'hameçonnage, ou comment concevoir des produits qui rendent dépendant, NdT] a passé plusieurs années à conseiller l'industrie de la technologie, enseignant les techniques qu'il a développées en étudiant de près le fonctionnement des géants de la Silicon Valley.

« Les technologies que nous utilisons sont devenues des obsessions, sinon des dépendances à part entière », écrit Eyal. « C'est le besoin de vérifier la réception d'un message. C'est l'attrait de se rendre sur YouTube, Facebook ou Twitter pendant quelques minutes, pour ensuite se retrouver à tapoter et à faire défiler une heure plus tard ». « Rien de tout cela n'est accidentel », écrit-il. « C'est exactement ce que leurs concepteurs voulaient ».

Il explique les subtiles astuces psychologiques qui peuvent être utilisées pour inciter les gens à développer des habitudes, comme varier les récompenses qu'ils reçoivent pour créer une « besoin », ou exploiter des émotions négatives qui peuvent agir comme « déclencheurs ». « Les sentiments d'ennui, de solitude, de frustration, de confusion et d'indécision provoquent souvent une légère douleur ou irritation et incitent à agir presque instantanément et souvent sans réfléchir, pour apaiser la sensation négative », écrit Eyal.

Les participants de l' Habit Summit de 2017 ont peut-être été surpris quand Eyal a annoncé sur scène que le discours d'ouverture de cette année portait sur « quelque chose d'un peu différent ». Il voulait répondre à l'inquiétude grandissante selon laquelle la manipulation technologique était nuisible ou immorale. Il a dit à son auditoire de faire attention à ne pas abuser de la notion de persuasion, et de se méfier de franchir une ligne en faisant appel à la coercition.

Mais il défendait les techniques qu'il enseigne et dédaignait ceux qui comparent la dépendance technologique aux drogues. (...)

Eyal confie les mesures qu'il a prises pour protéger sa propre famille. Il a installé dans sa maison une minuterie branchée à un routeur qui coupe l'accès à Internet à une heure fixe tous les jours. « L'idée est de se rappeler que nous ne sommes pas impuissants », a-t-il dit. « Nous avons le contrôle. »

Mais l'avons-nous vraiment ? Si les gens qui ont construit ces technologies prennent des mesures aussi radicales pour se sevrer en toute liberté, peut-on raisonnablement s'attendre à ce que nous autres exerçons notre libre arbitre ?

Pas d'après Tristan Harris, un ancien employé de Google âgé de 33 ans, qui a critiqué l'industrie des technologies. « Nous sommes tous branchés à ce système », dit-il. « Tous nos pensées peuvent être détournées. Nos choix ne sont pas aussi libres que nous le croyons. »

Harris, qui a été considéré comme « un spécialiste de la Silicon Valley », insiste sur le fait que des milliards de personnes n'ont guère le choix d'utiliser ces technologies désormais omniprésentes et ignorent en grande partie la manière invisible dont un petit nombre d'habitants de la Silicon Valley façonnent leur vie.

Diplômé de l'Université de Stanford, Harris a étudié sous la direction de BJ Fogg, un psychologue comportemental respecté dans

les cercles technologiques pour sa maîtrise des façons dont le design technologique peut être utilisé pour persuader les gens. Beaucoup de ses étudiants, y compris Eyal, ont fait carrière dans la Silicon Valley.

Tristan Harris, ancien employé de Google, critique maintenant l'industrie de la technologie : « Nos choix ne sont pas aussi libres que nous le pensons ».

Harris est l'étudiant qui a tourné voyou ; un lanceur d'alerte en quelque sorte, il dévoile les vastes pouvoirs accumulés par les entreprises technologiques et la façon dont elles utilisent cette influence. « Une poignée de personnes, travaillant dans une poignée d'entreprises technologiques, grâce à leurs choix, guideront ce qu'un milliard de personnes pensent aujourd'hui », a-t-il déclaré lors d'une récente conférence TED [Technology, Entertainment and Design, série de conférences destinées à propager des idées, NdT] à Vancouver.

« Je ne connais pas de problème plus urgent que celui-ci », déclare Harris. Ce dernier s'est fait connaître au public en donnant des conférences, en rédigeant des articles, en rencontrant des législateurs et en faisant campagne pour la réforme après trois ans de lutte pour le changement au sein du siège social de Google Mountain View.

Tout a commencé en 2013, alors qu'il travaillait comme chef de produit chez Google. Il a fait circuler une note de service stimulante, A Call To Minimise Distraction & Respect Users'Attention [Un appel pour minimiser la distraction et respecter l'attention des utilisateurs] à 10 collègues proches. Il a trouvé un terrain d'entente, qui s'est propagé à quelque 5 000 employés de Google, y compris des cadres supérieurs, qui ont récompensé Harris avec un nouvel emploi au titre ronflant : il devait être l'éthicien du design interne de Google et le philosophe des produits.

Avec le recul, Harris constate qu'il a été promu à un rôle mineur. « Je n'avais pas du tout de structure de soutien social », dit-il. Il ajoute : « Je devais m'asseoir dans un coin pour réfléchir, lire et comprendre. »

Il a exploré comment LinkedIn exploite un besoin de réciprocité sociale pour élargir son réseau ; comment YouTube et Netflix lancent automatiquement les vidéos et leurs épisodes suivants, privant les utilisateurs d'un choix de continuer à regarder ou non ; comment Snapchat a créé sa fonction Snapstreaks addictive, encourageant la communication quasi-constante entre ses utilisateurs, en majorité des adolescents.

Les techniques utilisées par ces entreprises ne sont pas toujours les mêmes : l'algorithme peut s'adapter à chacun en particulier. Par exemple, un rapport interne de Facebook a révélé cette année que l'entreprise peut identifier les adolescents qui se sentent « fragiles, inutiles et manquant de confiance ». Une information aussi détaillée, ajoute Harris, est « un modèle parfait de ce que l'on peut faire pour agir sur quelqu'un en particulier ».

Les entreprises de technologie peuvent exploiter ces vulnérabilités pour garder les gens branchés ; manipuler, par exemple, les gens qui reçoivent des « like » pour leurs posts, s'assurer qu'ils arrivent lorsqu'une personne est susceptible de se sentir vulnérable, qu'elle a besoin d'approbation ou qu'elle s'ennuie. Et les mêmes techniques peuvent être vendues au plus offrant. « Il n'y a pas d'éthique », dit-il. Une entreprise qui paye Facebook pour utiliser ses leviers de persuasion pourrait être une entreprise automobile ciblant des publicités sur mesure pour différents types d'utilisateurs qui veulent un nouveau véhicule. Ou bien il pourrait s'agir d'une ferme troll basée à Moscou qui cherche à orienter les électeurs d'un comté en ballottage comme le Wisconsin.

Harris croit que les entreprises de technologie n'ont jamais délibérément cherché à rendre leurs produits addictifs. Ils réagissaient aux incitations d'une économie de la publicité en expérimentant des techniques qui pouvaient capter l'attention des gens, et même en découvrant par hasard des designs très efficaces.

Un ami sur Facebook a dit à Harris que les concepteurs ont d'abord décidé que l'icône de notification, qui avertit les gens des nouvelles activités telles que les « demandes d'amis » ou « likes », devait être bleue. Cela correspondait au style de Facebook et, selon la réflexion stratégique, elle paraissait « subtile et inoffensive ». « Mais personne ne l'a utilisée », déclare Harris. « Puis ils l'ont changée en rouge et bien sûr tout le monde l'a utilisée. »

Le siège social de Facebook à Menlo Park, Californie. Le créateur de l'entreprise a décrit la fameuse fonction « like » comme « une sonnerie lumineuse de pseudo-plaisir ».

Cette icône rouge est maintenant partout. Quand les utilisateurs de smartphones jettent un regard sur leur téléphone, des douzaines ou des centaines de fois par jour, ils sont déifiés par des petits points rouge à côté de leurs applications, suppliant d'être tapotés. « Le rouge est une couleur déclencheur », dit Harris. « C'est pour ça qu'il est utilisé comme signal d'alerte. »

Le design le plus séduisant, comme l'explique Harris, exploite la même propension psychologique qui rend le jeu si compulsif : des récompenses variables. Quand on tape ces applications aux boutons rouges, on ne sait pas si on va découvrir un mail intéressant, une avalanche de « like », ou rien du tout. C'est la possibilité de déception qui le rend si compulsif.

C'est ce qui explique comment le mécanisme de pull-to-refresh [tirer-pour-actualiser] où les utilisateurs glissent vers le bas, s'arrêtent et attendent de voir quel contenu apparaît, est rapidement devenu l'une des caractéristiques de conception les plus addictives et omniprésentes de la technologie moderne. « Chaque fois que vous faites un glissé vers le bas, c'est comme une machine à sous », dit Harris. « Vous ne savez pas ce qui va suivre. Parfois, c'est une belle photo. Parfois, c'est juste une pub. »

Le designer qui a créé le mécanisme de pull to refresh pour actualiser, d'abord utilisé pour rafraîchir les flux Twitter, est Loren Brichter, largement admiré dans la communauté de développeurs d'applications, pour ses designs élégants et intuitifs.

Brichter, à présent âgée de 32 ans, dit qu'il n'a jamais eu l'intention de créer un design addictif — mais il ne conteste pas la comparaison avec les machines à sous. « Je suis 100% d'accord », dit-il. « J'ai deux gamins maintenant et je regrette chaque minute où je ne leur prête pas attention parce que je suis avalé par mon smartphone. »

Brichter a créé la fonction en 2009 pour Tweetie, sa start-up, principalement parce qu'il ne trouvait nulle part où mettre le bouton « refresh » dans son application. Maintenir et tirer vers le bas la page des flux pour actualiser ne semblait alors rien de plus qu'une astuce mignonne et maligne. Twitter l'a acquise l'année suivante, et a intégré le pull to refresh dans son application.

Depuis lors, ce design est devenu l'un des plus largement imité dans les applications ; l'action de tirer vers le bas est, pour des millions de gens, aussi intuitif que de se gratter.

Brichter dit qu'il est épaté par la longévité de cette fonction. Dans une époque de technologie de la notification instantanée, les applications peuvent s'actualiser automatiquement sans avoir été activées par l'utilisateur. « La fonction pourrait facilement prendre sa retraite », dit-il. Au lieu de cela, elle semble remplir une fonction psychologique : après tout, les machines à sous seraient beaucoup moins addictives si les joueurs ne pouvaient pas à tirer le levier eux-mêmes. Brichter préfère une autre comparaison : c'est comme le bouton redondant « fermer la porte » dans certains ascenseurs avec fermeture automatique des portes. « Les gens aiment pousser. »

Tout ce qu'a laissé Brichter, qui a mis son travail de design au second plan pour se concentrer sur la construction d'une maison dans le New Jersey, mettant en cause son legs. « J'ai passé de nombreuses heures et des semaines et des mois et des années à réfléchir à la question de savoir si j'ai fait quelque chose ayant eu un impact positif net sur la société ou sur l'humanité », dit-il. Il a bloqué certains sites Web, désactivé les alertes, limité son utilisation de l'application Telegram à communiquer uniquement avec sa femme et ses deux amis proches, et a tenté de se sevrer de Twitter. « Je perds encore du temps », avoue-t-il, « juste à lire des infos stupides que je connais déjà ». Il charge son téléphone dans la cuisine, le branche à 19 heures et ne le touche pas avant le lendemain matin.

« Les smartphones sont des outils utiles » dit-il, « Mais ils sont addictifs. Tirer pour actualiser est addictif, Twitter crée une dépendance. Ce ne sont pas des bonnes choses. Quand je travaillais dessus, je n'étais pas assez mûr pour le comprendre. Je ne dis pas que je suis mûr maintenant, mais je le suis un petit peu plus et je regrette ces mauvais côtés » (...)

James Williams ne croit pas que parler de dystopie soit exagéré. L'ex-stratège de Google qui a construit le système métrique pour le secteur de la recherche globale sur la publicité de l'entreprise, était au premier plan pour voir une industrie qu'il qualifie de « La plus grande, la plus standardisée et la plus centralisée du contrôle attentionnel de l'histoire humaine ».

Williams, âgé de 35 ans, a quitté Google l'année dernière et est sur le point de terminer un doctorat à l'Université d'Oxford, sur l'éthique du design persuasif. C'est un voyage qui l'a conduit à se demander si la démocratie peut survivre à la nouvelle ère technologique.

Il dit que son épiphanie est arrivée il y a quelques années, lorsqu'il a remarqué qu'il était entouré d'une technologie qui l'empêchait de se concentrer sur les choses sur lesquelles il voulait se concentrer. « C'était ce genre de prise de conscience individuelle et existentielle : que se passe-t-il ? » dit-il. « La technologie n'est-elle pas supposée faire tout le contraire de cela ? »

Cette gêne a été aggravée pendant un moment au travail, lorsqu'il a jeté un coup d'œil à l'un des tableaux de bord de Google, un affichage multicolore montrant l'attention que l'entreprise avait portée aux annonceurs. « Je me suis rendu compte : il s'agit littéralement d'un million de personnes que nous avons poussées ou persuadées de faire cette chose qu'elles n'auraient pas fait autrement », se souvient-il.

Il s'est lancé pendant plusieurs années dans recherche indépendante, dont une grande partie a été menée alors qu'il travaillait à temps partiel chez Google. Environ 18 mois plus tard, il a vu le mémo de Google distribué par Harris et ces deux-là sont devenu des alliés, luttant pour apporter un changement de l'intérieur.

Williams et Harris ont quitté Google à la même époque et ont cofondé un groupe de défense des droits, Time Well Spent, qui cherche à créer un élan public pour un changement dans la façon dont les grandes entreprises de technologie pensent au design. Williams a du mal à comprendre pourquoi cette question n'est pas à la une des journaux tout les jours.

« Quatre-vingt-sept pour cent des gens se réveillent et vont dormir avec leurs smartphones », dit-il. Le monde entier a maintenant un nouveau prisme pour comprendre la politique, et Williams s'inquiète des conséquences profondes.

Les mêmes forces qui ont poussé les entreprises technologiques à accrocher les usagers avec des astuces de design, dit-il, encourageant également ces entreprises à rendre la vision du monde compulsive, irrésistible à regarder. « Le marché de l'attention incite à concevoir des technologies qui captent notre attention », dit-il. « Ce faisant, il privilégie nos impulsions sur nos intentions. »

Cela signifie privilégier ce qui est sensationnel sur ce qui est nuancé, faire appel à l'émotion, à la colère et à l'indignation. Les médias d'information travaillent de plus en plus au service des entreprises technologiques, ajoute Williams, et doivent respecter les règles du marché de l'attention pour « faire du sensationnalisme, attirer et divertir pour survivre. » (...)

Si l'économie de l'attention érode notre capacité à nous rappeler, à raisonner, à prendre des décisions pour nous-mêmes – des facultés essentielles à notre autonomie – quel espoir y a-t-il pour la démocratie elle-même ?

« La dynamique de l'économie de l'attention est structurellement mise en place pour saper la volonté humaine », dit-il. « Si la politique est une expression de notre volonté humaine, sur le plan individuel aussi bien que collectif, alors l'économie de l'attention sape directement les postulats sur lesquelles s'appuie la démocratie ». Si Apple, Facebook, Google, Twitter, Instagram et Snapchat arrivent graduellement à écorner notre capacité de contrôler nos propres esprits, pourrait-on arriver à un point, je me demande, où la démocratie ne fonctionnerait plus ?

« Serons-nous capables de le savoir quand cela arrivera ? » réponds Williams. « Et si nous en sommes incapables, comment saurons-nous que cela n'est pas déjà arrivé? » Arrêt sur Info 06.10

Il n'est jamais trop tard pour se poser ces questions, tout du moins il faut l'espérer.

Personnellement je n'ai pas Internet sur mon téléphone portable et je n'ai jamais téléchargé la moindre application. Je m'en sers uniquement pour téléphoner ou écouter parfois de la musique. Je boycotte les réseaux sociaux. Quant à Internet, à part pour lire mon courrier ou effectuer des démarches administratives, m'informer et actualiser le portail, télécharger des films et des concerts, je ne l'utilise pas.

Quelques réflexions politiques.

1- Un internaute : "...la gauche des valeurs, le fatras sociétal qui fait croire à la « liberté individuelle » en contradiction avec le rêve d'émancipation collective."

Pour reprendre sa terminologie, soit "la gauche des valeurs" incarne "le rêve d'émancipation collective", soit elle incarne autre chose et ce n'est pas la gauche. Et puis, vaut mieux arrêter de croire ou de rêver, parce que le cauchemar que vivent au quotidien des millions de travailleurs est bien réel.

2 - L'art de mal poser une question

Editorial de la tribune des travailleurs du 15 novembre 2017.

- *"Peut-on ne pas rompre avec l'Union européenne, ses traités, ses « critères » et ses politiques destructrices ?*

Cette question est au cœur des problèmes auxquels les travailleurs et les jeunes sont confrontés."

Je ne pense pas que les travailleurs se posent cette question ou en tous cas pas dans ces termes.

- Lorsqu'ils sont confrontés à un problème, d'où vient-il ?

- D'une loi.

- Qui l'a adoptée ?

- Le gouvernement et le Parlement.

- Cette loi devait être compatible avec la Constitution de la Ve République

- Et cette Constitution à quoi sert-elle, d'où vient-elle ?

- C'est un instrument politique et juridique qui définit le rôle et le fonctionnement des institutions de manière à perpétuer les rapports existant entre les classes, qui ont pour origine le mode de production capitaliste ou le système économique en vigueur, au profit de la classe qui détient le pouvoir économique, pour qu'elle conserve le privilège ou le pouvoir politique de faire les lois en sa faveur ou pérenniser son hégémonie de classe. Il sert à la classe des exploités à justifier l'ordre établi et à réprimer ceux qui le remettent en cause ou qui veulent le renverser pour instaurer une société meilleure ou plus juste.

Ce qui signifie que la Constitution ou les institutions n'ont pas pour objectif d'oeuvrer au bien-être de l'ensemble des citoyens, de la communauté comme ils disent, et quand bien même la Constitution ou la législation comporterait des lois favorables aux exploités, elles seraient uniquement le produit de leur lutte de classe ou elles existeraient pour faire fonctionner la machine capitaliste.

Que vous ayez des difficultés pour finir les fins de mois, que vous ne puissiez plus vous soigner, vous loger correctement, manger à votre faim, vous chauffer, vous vêtir, suivre les études de votre choix, vous arrêter de travailler quand vous êtes fatigué, malade, vous occuper de vos enfants, que vous soyez au chômage, que vous ne puissiez pas changer d'emploi, déménager, inscrire votre enfant dans l'école la plus proche de votre domicile, que vous soyez obligé de vous taper des heures de transport pour aller travailler, que vous ne puissiez pas vous occuper d'un parent vieux et malade, que vous ne puissiez pas prendre votre retraite alors que vous êtes épuisé, usé jusqu'à la corde, etc. voilà l'unique ou seule origine de tous vos maux ou cauchemars : le capitalisme et sa Constitution, ses institutions.

Tout le reste est du baratin destiné à vous détourner de la tâche politique que nous avons à réaliser : Abolir le capitalisme et la Constitution (de la Ve République), renverser les institutions en place pour instaurer une République sociale. Ceci est valable pour la France et la plupart des autres pays dans le monde.

3- - Qui et pourquoi fabriquent-ils des ennemis, par exemple la Russie, l'Iran ?

Question inutile, lieu commun, tout le monde le sait... Pas vraiment en réalité, la majorité l'ignore et tout est fait pour qu'elle continue de l'ignorer, mais pas n'importe comment.

Ils les fabriquent pour détourner les masses de leur véritable ennemi, la classe qui les exploite et les opprime, le gouvernement, etc. certes, mais encore. Quand leurs représentants ou porte-parole désignent au peuple ses ennemis, cela signifie qu'ils se présentent à lui comme ses amis, ses alliés, ses protecteurs, dès lors franchement qui irait imaginer qu'ils sont ses ennemis ? Personne, une telle caractérisation serait insensée ou ne pourrait être proférée que par des ignorants ou des gens animés de mauvaises intentions, donc peu crédibles, et qui de fait pourraient bien être des complices de ces ennemis. Qu'ils ne s'étonnent pas ensuite du sort qui leur est réservé ou qu'ils soient bannis des médias, ils ont ce qu'ils méritent et la boucle est bouclée.

4-- Hier, la polémique par l'entremise des médias portait sur l'interprétation contradictoire de faits entre différentes personnes, peu importe ici qu'elle aient été réelle ou relevait d'apparences trompeuses. Et parmi les conclusions auxquelles parvenaient les protagonistes en présence pouvait figurer une caractérisation de la partie adverse, que généralement ils assumaient selon une répartition des rôles bien réglée.

Aujourd'hui, la polémique part d'une caractérisation à l'emporte-pièce, elle porte exclusivement sur la justification ou la réfutation d'une accusation émise a priori par la partie la plus belliqueuse, sans que soient examinés les faits ou les arguments qui sont à l'origine de cette polémique ou accusation, de sorte que la partie qui fait l'objet de ce procès d'intention n'aie pas les moyens de se défendre ou de faire valoir ses arguments, puisque l'objet de cette polémique (ou provocation) est uniquement de nuire à l'intégrité ou à la crédibilité de la partie adverse.

Un internaute a écrit à ce sujet qu'il s'agissait de "*transformer celui avec qui l'on est en désaccord en salaud*", en recourant à des procédés déloyaux ou en falsifiant, en tronquant les faits, au besoin en les fabriquant, car rien n'arrête ces ordures invitées des plateaux télé.

- Un internaute évoque la polémique entre Plenel et Charlie Hebdo : "*Cette polémique est bien dans l'air du temps : occuper le temps de cerveau des gens avec des articles sentencieux.*"

- Un autre internaute évoque un autre procédé : Quand vous dites "*si je me souviens bien*", vous n'avez pas le début d'une preuve mais vous le dites quand même. C'est ce qu'on appelle de la calomnie...", pas forcément, tout dépend si la personne est honnête ou non. C'est comme lorsqu'on dit "si j'ai bonne mémoire", formule qu'il m'est arrivé d'employer rarement, mais sans en tirer de conclusion puisque ma mémoire peut aussi être défaillante, il est recommandé de s'en méfier, car inconsciemment il lui arrive de procéder à des amalgames...

5-- Quand 1% détient plus de richesses que le reste de la population mondiale, on est en droit d'affirmer que ce 1% détient ou concentre tous les pouvoirs ou tout du moins contrôle tous les centres de pouvoir.

A partir de ce constat, cette infime minorité qui gouverne le monde va orienter sa propagande en faveur de minorités, afin qu'il leur soit accordé des droits égaux (sur le papier) à ceux de la majorité, au même titre qu'elle leur a permis d'user du même droit pour atteindre son statut actuel ou de posséder un pouvoir exorbitant. Cela se tient, c'est logique.

Pour parvenir à cette situation, il a fallu que la majorité de la population leur permette inconsciemment ou par ignorance d'acquérir ce niveau de pouvoir, peu importe ici les différents facteurs qui y ont contribué et que nous combattons quotidiennement par ailleurs.

Ils se sont enrichis dans des proportions démesurées au détriment des besoins de la majorité des exploités et des opprimés. La situation sociale résulte donc de l'opposition entre ce 1% de nantis et le reste de la population. Dès lors ses représentants vont s'employer à reproduire ce rapport à tous les niveaux de la société, afin de conforter l'hégémonie de ces privilégiés, de sorte que leur pouvoir ne puisse plus être contesté, c'est leur objectif.

Ils vont instrumentaliser toutes les minorités en les dressant contre la majorité de la population, en s'attaquant à tous les rapports qui existent entre dominants et dominés dans la société et qui la structurent, non pas pour les briser et on va comprendre immédiatement pourquoi, hormis ceux qui figurent à l'origine de leur système économique, puisque ce processus est uniquement destiné à en assurer la pérennité. Et sachant que ces rapports économiques vont perdurer aussi longtemps que le capitalisme n'aura pas été aboli, et que ce ne sont pas des lois qui mettront un terme aux rapports entre dominants et dominés qui existent à tous les niveaux de la société, ils se serviront de ces lois, non pas pour permettre à des minorités de faire respecter leurs droits répétons-le, mais pour dénoncer, réprimer (même rétrospectivement!), décrédibiliser, ostraciser, éliminer tous ceux qui ne les respecteront pas, acquérant ainsi un pouvoir coercitif ou de contrôle permanent sur l'ensemble de la population, qu'ils appelleront à participer à cette chasse aux sorcières en encourageant la délation, créant ainsi un climat délétère ou livrant la société au chaos.

Ils partent du principe que si vous admettez que les diverses minorités doivent posséder les mêmes droits que la majorité, vous leur consentirez le même droit sous peine de vous contredire, et c'est ainsi que vous accorderez aux riches de s'enrichir toujours plus sans broncher ou presque, et c'est exactement ce qui se passe.

Maintenant vous comprendrez peut-être mieux pourquoi nous ne marcherons jamais dans leurs combines pourries ou nous ne participerons jamais à leurs campagnes en faveur de telle ou telle minorité dès lors qu'ils en sont les auteurs ou qu'elles peuvent servir leur stratégie.

Le seul garant des droits ou aspirations individuels des travailleurs demeurent les droits collectifs, donc politiques, conquis lors de la lutte de classe par l'ensemble des exploités et des opprimés. La lutte de classe telle que nous la concevons inclut les droits des minorités.

Il faut avoir à l'esprit que les travailleurs n'ont jamais détenu le pouvoir économique et politique, ce ne sont donc pas eux qui ont fait preuve de discriminations envers telle ou telle minorité au cours des décennies ou des siècles passés, mais bien l'infime minorité qui gouvernait. Les préjugés que le peuple a pu adopter dans le passé, lui ont été inculqués par la classe qui détenait le pouvoir, c'est donc uniquement elle qui en détient la responsabilité et qu'il faut chasser du pouvoir.

6- Les classes n'existent pas ou la notion de classe doit être bannie. On comprend facilement pourquoi.

- «A l'Insee, nous ne parlons pas de classes moyennes car la définition n'existe pas», explique Marie Reynaud, cheffe de l'unité des études démographiques et sociales. La catégorie médiane, elle, est incontestable... AFP

[Le saviez-vous ?](#)

- Depuis 2015, George Soros appelle l'Europe à ouvrir ses portes et accueillir plus de migrants, notamment «au moins un million de demandeurs d'asile par an dans un avenir proche». sputniknews.com

Si cela sert les intérêts de l'oligarchie, cela peut-il servir les intérêts de ces "migrants" ou des travailleurs ?

[Ukraine. Qui a organisé et participé au massacre de Maïdan ?](#)

- Témoignage des snipers du massacre du Maïdan : « Les ordres venaient de l'opposition » - les-crises.fr 20.11

<http://www.dailymotion.com/video/x6a1gxp>

Un incroyable reportage passé le 15/11 dans l'émission Matrix de la chaîne de télévision italienne Canale 5 – sorte d'Envoyé spécial sur une des grandes chaînes de télévision italiennes – qui indique avoir retrouvé des snipers qui ont tiré sur les gens à Maïdan, et qui déclarent que c'était à la demande de l'opposition pour semer le chaos.

Verbatim du reportage précédent de Canale 5 (si vous n'avez pas vu la vidéo).

Il y a quatre ans, le 20 février 2014 sur la place de l'Indépendance à Kiev en Ukraine, 80 manifestants ont été tués par de mystérieux tireurs d'élite.

Deux jours après, Ianoukovytch, le président ukrainien pro-Poutine pro-russe, doit fuir, le régime ukrainien change et les rebelles prennent le palais présidentiel et le pouvoir.

Que s'est-il passé depuis ? Avons-nous échappé à une guerre européenne due à l'ingérence russe dans les affaires ukrainiennes ? Et surtout, nous, Européens, nos entreprises le constatent tous les jours, nous payons le prix d'un embargo qui, depuis ce moment-là, est dirigé contre la Russie.

Ce soir, grâce à Gian Micalessin, nous vous montrons un documentaire à couper le souffle. C'est un scoop international. Gian Micalessin a retrouvé trois personnes, trois tireurs d'élite, trois responsables de ces morts qui, vous le verrez dans le documentaire, n'étaient pas pro-russes, mais étaient en contact avec des officiels et des militaires américains.

“Que s'est-il passé ? Quelqu'un a été touché ! Je n'arrive pas à y croire. C'est arrivé ici même... Un homme à côté de moi a été touché !”

“C'était à l'aube. J'ai entendu le bruit et le sifflement des projectiles. Un homme a été touché à la tête par un tireur d'élite !”

Ils nous avaient donné l'ordre de tirer tant sur les policiers que sur les manifestants, sans distinction.

D'où viennent les tirs ? Les tirs provenaient de l'intérieur de l'hôtel Ukraine.

Gian Micalessin, reporter de guerre. — Bonsoir, où les avez-vous rencontrés ? — Je les ai rencontrés après un an de recherches, deux d'entre eux à Skopje, la capitale de la Macédoine, un troisième dans un autre pays d'Europe de l'Est qu'on m'a demandé de ne pas révéler.

— Donc c'étaient des pro-rebelles ? — C'étaient des Géorgiens envoyés par leur président géorgien de l'époque, Saakachvili, pour prendre part à l'opposition ukrainienne.

— Donc ce n'étaient pas des Russes qui ont tiré, c'est bien ça, votre thèse ? — On n'a jamais accusé les Russes d'avoir tiré, seulement d'avoir soutenu le gouvernement qui aurait tiré sur les manifestants.

Mais cette thèse ne tient plus debout selon ces 3 témoignages. Regardez le témoignage.”

Depuis 3 mois, la place Maïdan, au coeur de la capitale ukrainienne, est occupée par les manifestants qui demandent au gouvernement du président Viktor Ianoukovytch de signer l'accord d'association à l'Union européenne. Le matin du 18 février, les heurts se font plus sanglants. On compte déjà une trentaine de morts. Le pire arrive le matin du 20 février. Un groupe de mystérieux tireurs ouvre le feu sur les manifestants et les policiers. En quelques heures, on compte environ 80 cadavres. Le lendemain, Ianoukovytch fuit à l'étranger. Le 22 février, l'opposition prend le pouvoir. Mais qui a tiré sur la foule et les policiers ?

Jusqu'à ce jour, la thèse officielle parle d'un massacre ordonné par le gouvernement pro-russe. Cette thèse apparaît rapidement très douteuse. Le premier à la contester est le ministre des Affaires étrangères estonien Urmas Paet. Après son retour d'un séjour à Kiev effectué seulement 5 jours après le massacre, Paet transmet à la commissaire des Affaires étrangères de l'UE Catherine Ashton les révélations d'une docteure ukrainienne qui a examiné les cadavres de la place Maïdan. La conversation téléphonique interceptée et diffusée par les médias est déconcertante.

“Ce qui est assez inquiétant... Olga le dit aussi, c'est que toutes les preuves montrent que les personnes tuées par les tireurs, de part et d'autre, à la fois chez les policiers et les gens dans la rue, ont été tuées par les mêmes tireurs embusqués... Bien sûr, c'est... Oui, mais... Ensuite, elle m'a aussi montré des photos. Elle parle en tant que médecin, elle dit que l'écriture est la même, le type de balles est le même. Et ce qui m'inquiète vraiment, c'est que maintenant, la nouvelle coalition refuse d'enquêter sur ce qui s'est vraiment passé, et qu'il y a une conviction de plus en plus forte que derrière les tireurs embusqués, il n'y avait pas Ianoukovytch mais quelqu'un de la nouvelle coalition...”

Nous avons rencontré quelques membres d'un groupe qui ce jour-là a ouvert le feu sur la foule. Ce sont des Géorgiens, mais

à l'époque, en février 2014, ils étaient parmi les manifestants qui occupaient la place Maïdan et l'hôtel Ukraine.

L'histoire commence à Tbilissi par de nombreux acteurs cachés en coulisses. Le premier, l'ancien président géorgien Mikheïl Saakachvili, a participé en août 2008 à une guerre brève mais sanglante avec la Russie de Vladimir Poutine. Le second est son conseiller militaire, Mamuka Mamoulachvili. Envoyé à Kiev pour appuyer les manifestations de la place Maïdan, il deviendra commandant d'une unité de volontaires géorgiens engagés dans les affrontements avec les insurgés pro-russes du Donbass.

La première rencontre a eu lieu avec Mamoulachvili. "Nous nous sommes présentés à 25 dans le bureau du mouvement national, et sur les 25, 10 ont signé. Vous voyez ceci ? C'est une pièce d'identité à mon nom. C'était le laissez-passer d'une unité composée d'anciens policiers et personnel militaire. Elle était structurée comme une unité militaire. De fait, c'était un service de sécurité. Il avait été créé par Mikheïl Saakachvili. Nous devons aller en Ukraine. Nous n'avons pas le choix".

Dans un autre pays de l'Europe de l'Est qu'on nous a demandé de ne pas révéler, nous avons rencontré Alexander. Comme les deux autres, lui aussi vient de Géorgie, et comme les deux autres, il a aussi pris part aux événements tragiques de la place Maïdan. Lui aussi a fait partie des services de sécurité de Saakachvili, et avant cela il a été tireur d'élite dans l'armée géorgienne. C'est pour cette raison qu'il a été choisi par Mamuka Maoulachvili.

"Mamuka m'a d'abord demandé si j'étais vraiment tireur d'élite dans l'armée géorgienne. Alors si c'est vrai, me dit-il, tu dois aller à Kiev. Le 15 janvier, nous sommes partis. Dans l'avion, j'ai reçu mon passeport et un autre passeport avec ma photo mais avec un nom et un prénom différents. Puis ils nous ont donné 1 000 dollars à chacun avec la promesse de nous en donner encore 5 000 par la suite. Nous devons nous occuper des provocations. C'était nous qui devions provoquer les Berkout, les forces spéciales de la police. Notre rôle était de les provoquer afin de les pousser contre la foule. Vers le 15 et le 16 février, la situation a commencé à devenir chaque jour de plus en plus grave. Désormais tout était hors de contrôle, et on commençait à entendre les premiers tirs. Avec la montée des tensions, de nouveaux protagonistes sont apparus. Un jour, vers le 15 février, Mamoulachvili est venu en personne dans notre tente. Il y avait avec lui un autre homme en uniforme. Il nous l'a présenté et a dit que c'était un instructeur, un militaire américain."

L'américain s'appelle Brian Christopher Boyenger. C'est un ancien officier et tireur d'élite de la 101e division aéroportée des États-Unis. Après Maïdan, il se déplacera sur le front du Donbass, où il combattrait dans les rangs de la Légion géorgienne. "Nous étions toujours en contact avec ce Brian, qui était un homme de Mamoulachvili. C'était lui qui nous donnait les ordres. Moi, je devais suivre toutes ses instructions."

Les premiers soupçons de la présence d'armes à feu dans les rangs des manifestants impliquent Sergueï Pachinski, un leader de la place Maïdan, devenu ensuite président du Parlement de Kiev. Le 18 février, est apparu du coffre d'une voiture arrêtée par les manifestants un fusil mitrailleur avec une lunette de précision. Quelques secondes après, Pachinsky est arrivé et a demandé qu'on laisse passer cette voiture. Le 1er avril, les militants du groupe d'extrême droite Pravy Sektor quittent Kiev, en emportant d'étranges sacs dans lesquels, prétendent-ils, se trouvent des instruments de musique.

"À cette époque, tous les chefs de l'opposition se trouvaient régulièrement à l'hôtel Ukraine. Pachinski et trois autres personnes, parmi lesquelles se trouvait aussi Parassiouk, ont apporté à l'hôtel les sacs avec les armes. Ce sont eux qui les ont aussi apportées dans ma chambre." Ce Parassiouk, reconnu par Koba, est Volodimir Parassiouk, un des leaders de la manifestation de la place Maïdan. Quelques jours plus tard, il deviendra célèbre en lançant un ultimatum menaçant de destituer manu militari le président Viktor Ianoukovytch. "Si avant demain 10 heures, vous ne demandez pas officiellement la démission de Ianoukovytch, nous vous attaquerons avec des armes... C'est juré !"

Lorsqu'est arrivé Mamoulachvili, je lui ai également demandé « — Qu'est-ce qui se passe ? À quoi servent ces armes ? Tout va bien ? » « — Koba, les choses sont en train de se compliquer, nous devons commencer à faire feu », m'a-t-il répondu. « Nous nous ne pouvons pas attendre des élections présidentielles anticipées. » J'étais là, à l'hôtel Ukraine. Le 18 février, quelqu'un a apporté des armes dans ma chambre. Dans cette chambre, il y avait deux Lituaniens avec moi. Ce sont eux qui ont pris les armes.

Mamoulachvili est arrivé à l'hôtel et nous a expliqué qu'il y aurait une fusillade, à un autre endroit, le matin suivant. Il n'était pas seul, il était avec Brian. Avec eux, il y avait aussi une autre personne que je ne connaissais pas. Si je me souviens bien, cela devait être le 15 ou le 16 février. Pachinski nous a ordonné de rassembler nos affaires, et nous a emmené dans le palais du Conservatoire. Je suis entré dans le palais avec l'ensemble de mon groupe. Pachinski est arrivé avec d'autres personnes. Tous étaient masqués. En voyant leurs sacs, j'ai compris tout de suite qu'ils étaient armés. Ils ont sorti les armes de leurs sacs et les ont distribuées aux groupes présents.

Seul Pachinski s'exprimait. C'est lui qui donnait les ordres. Il nous expliqua que les Berkout, les forces spéciales de la police, risquaient de donner l'assaut au bâtiment. Il disait que nous devons résister coûte que coûte. On ne nous avait pas dit qu'il fallait tuer des personnes. Nous devons tirer afin de créer du chaos et de la confusion."

"Bon sang, tu as entendu ? Ce sont des tirs ! Sois prudent ! Il y a un autre blessé. Ces fils de p..... sont en train de tirer ! De là-bas,

de là-bas. — De l'hôtel Ukraine, c'est ça ? — Oui, de cette terrasse. Les salauds, ils sont en train de nous tirer depuis l'hôtel Ukraine. Bang ! Puis un autre Bang, comme ça. Un tir puis une pause. Ça venait de l'autre côté de l'hôtel.”

“À ce moment-là, j'ai entendu des tirs qui venaient de la chambre d'à côté. Au même moment, les Litvaniens ont ouvert la fenêtre. L'un d'eux a tiré par la fenêtre tandis que l'autre l'a refermée après. Je ne réussissais pas à comprendre ce qui se passait. Pachinski criait à tout le monde de se tenir prêts, de prendre les armes et le reste du matériel. Alors on s'est tous levés et on lui a donné les instructions. Nous devions tirer par à-coups de deux ou trois. Nous avons tous commencé à tirer deux ou trois coups à la fois. Pachinski se déplaçait d'un groupe à l'autre, et il y avait toujours près de lui cet homme plus jeune, celui qui s'appelait Parassiouk. Nous n'avions pas vraiment le choix, on nous avait donné l'ordre de tirer soit sur les Berkout, la police, soit sur les manifestants, sans faire de différence. C'est pour cela que j'étais complètement terrifié et stupéfait. Alors que depuis les étages supérieurs de l'hôtel Ukraine on tire sur la foule, les manifestants de la place Maïdan se sont réfugiés dans l'hôtel. C'est ainsi que les victimes se sont retrouvées à côté de leurs assassins. À l'intérieur, c'était un tel chaos qu'on ne comprenait même pas qui était qui. Il y avait plein de gens.”

Dans le salon recouvert de cadavres, de sang et de blessés, une caméra filme des hommes armés qui s'éloignent après avoir tiré sur la foule. “C'était un cauchemar, c'était terrible. Quand nous sommes sortis de l'hôtel Ukraine, dans la rue, il y avait des incendies et des policiers blessés. Il y avait des scènes terrifiantes. Nous avons abandonné les armes là. L'ordre était de tout laisser et de partir, de quitter le bâtiment le plus vite possible. On entendait des cris, il y avait des morts et tout autour beaucoup de blessés.

Ma première et seule pensée a été de m'en aller rapidement avant que je sois repéré, autrement ils m'auraient réduit en pièces sur place. Quelqu'un criait déjà qu'il y avait des tireurs. Je savais bien de quoi ils parlaient. Et puis j'ai vu des morts, tous ces blessés qu'on emportait et j'ai repris mes sens. À ce moment-là je n'avais pas encore réalisé, je n'étais pas prêt. Mais après j'ai compris. Nous avons été utilisés. Utilisés et piégés. La décision de parler, de tout raconter, je ne l'ai pas prise tout de suite. Elle a mûri lentement avec le temps. En vérité, il n'y a aucun motif pour m'inculper. On ne peut m'accuser de rien selon les bases légales de mon pays. Et de toute façon je suis un soldat, je n'ai peur de rien, pas même de mourir.”

“— Ton scoop, Gian Micalessin, montre que ce sont elles, les fake news, les fables selon lesquelles c'est la révolution de la place Maïdan qui a fait sauter le méchant président pro-russe sans les armes et par les réseaux sociaux. C'est une tout autre histoire qui s'est passée sur cette place”. “— Malheureusement cette fake news, comme tu dis, était la vérité officielle, cette vérité officielle qu'on nous a servi pendant au moins quatre ans, et qui nous a coûté très cher à nous, les Italiens. Embargo, et risque de guerre”. “— Mais alors, derrière ces tireurs que tu as rencontrés, qui disent ne pas avoir peur pour leur vie parce que ce sont des soldats, en réalité, comment peut-on croire qu'ils n'avaient pas compris, naïvement, avoir été les instruments d'une révolte qui ne leur appartenait pas ?”

“— Eh bien, ils pensaient seulement accomplir un travail. Il y a eu une révolution semblable, la soi-disant révolution rose en Géorgie, à laquelle ils participèrent sous les ordres de Saakachvili. Celle-là s'est conclue de manière pacifique. Donc ici aussi ils ont pensé jusqu'au 18 et 19 qu'ils n'auraient pas à prendre les armes, que tout pouvait se dérouler comme une simple révolte. Ces jours-là, clairement, quand la médiation européenne a décidé de faire des élections anticipées pour voir ce que voulait le peuple, les chefs de l'opposition en décidèrent autrement.”

“— De massacrer leur propre peuple pour créer une révolte ?” “— C'est ce qu'ils nous apprennent dans ce film”. “— Incroyable, vraiment. Merci Gian Micalessin”. “— Merci à vous.”

- La version des Snipers sur le massacre de Kiev : « Les ordres venaient de l'opposition »

Source : Gian Micalessin, Il Giornale, 15/11/2017

« Ils ont tous commencé à tirer deux ou trois coups à chaque fois. Cela a duré de 15 à 20 minutes. Nous n'avions pas le choix. On nous a donné l'ordre de tirer tant sur la police que sur les manifestants sans faire de différence. »

« J'étais totalement stupéfait. » C'est ainsi que le Géorgien Alexander Revazishvili se remémore la fusillade tragique du 24 février 2014, à Kiev quand un groupe de mystérieux tireurs ouvrirent le feu sur la foule et sur les policiers, massacrant plus de 80 personnes. Ce massacre a horrifié le monde et changé le destin de l'Ukraine en forçant la fuite du président pro-russe Viktor Ianoukovytch accusé d'avoir organisé la fusillade. Mais ce massacre a également changé le destin de l'Europe et de notre pays en déclenchant la crise menant aux sanctions contre la Russie de Poutine. Sanctions qui sont revenues en boomerang sur l'économie italienne.

Les confessions de Revazishvili et des deux autres Géorgiens – recueillies par l'auteur du document « Ukraine, les vérités cachées » diffusée ce soir à 23h30 sur Matrix, Canal 5 – révèlent une toute autre vérité bien déconcertante. Celle d'un massacre ourdi et exécuté par la même opposition qui a accusé Ianoukovytch et ses alliés russes.

Revazishvili et ses deux compagnons – rencontrés et interviewés dans le documentaire – sont un ancien membre des services de sécurité de l'ex-président géorgien Mikheil Saakachvili et deux ex-militants de son propre parti. Recrutés à Tbilisi par

Mamuka Mamulashvili, le conseiller militaire de Saakashvili, ils sont chargés d'appuyer – avec d'autres volontaires géorgiens et lituaniens – les démonstrations en cours à Kiev, moyennant une prime de cinq mille dollars chacun.

Munis de faux passeports, ils arrivent en Ukraine pour coordonner les démonstrations et pour provoquer la police ukrainienne, initialement sans utiliser d'armes. Celles-ci entreront en scène le 18 février et seront distribuées entre les différents groupes de Géorgiens et de Lituaniens par Mamulashvili et par d'autres dirigeants de l'opposition ukrainienne. « Chaque sac contenait trois ou quatre armes, il y avait des pistolets Makarov, des fusils mitrailleurs AKM, des carabines ainsi que des paquets de cartouches ». Le lendemain Mamulashvili et les chefs des protestataires expliquent aux volontaires qu'ils devront affronter un assaut de la police dans le palais du conservatoire et dans l'hôtel Ukraïna.

On leur explique que, dans ce cas, il faudra tirer sur la place et semer le chaos. Mais un des protagonistes reconnaît avoir reçu une autre explication plus exhaustive. « Quand Mamulashvili est arrivé, je le lui ai également demandé. Si les choses se compliquent, alors nous devons commencer à tirer » – m'a-t-il répondu. « Nous ne pouvons pas aller aux élections présidentielles anticipées. Mais sur qui devons-nous tirer ?, lui ai-je demandé. Il m'a répondu que le qui et le où n'avaient pas d'importance, il fallait tirer partout afin de créer le chaos ».

Cela n'avait pas d'importance si nous tirions sur un arbre, une barricade ou sur ceux qui lançaient des cocktails molotov. Un autre volontaire le confirme : ce qui comptait était de semer la confusion. « J'entendais des hurlements », confesse Alexander – il y avait de nombreux blessés. Ma seule préoccupation était de partir aussi vite que possible avant qu'ils ne me détectent. Autrement, ils m'auraient mis en pièces. Quelqu'un criait déjà qu'il y avait des tireurs d'élite. Quatre ans après les faits, Alexander et ses deux compagnons disent n'avoir pas encore reçu la moindre récompense, raison pour laquelle ils ont décidés de dire la vérité sur ceux qui les ont utilisés et abandonnés. « Sur le moment je n'ai pas réalisé. Je n'étais pas prêt. Puis j'ai compris. Nous avons été utilisés et piégés. »

L'interception d'une communication en off entre un ministre estonien sur place, relatant les doutes à Catherine Ashton :
<https://www.les-crises.fr/la-face-cachee-de-la-crise-ukrainienne/>
<http://www.les-crises.fr/ukraine-oadvd-7/>

[Qu'ont-ils en commun, Plenel, Mélenchon, Filoche et des dizaines de milliers d'autres personnages qui leur ressemblent, ainsi que Charlie Hebdo ?](#)

Leur principale faiblesse connue de leurs adversaires : Ils ne croient pas dans les idées qu'ils véhiculent, et les uns comme les autres savent pertinemment qu'elles ne mènent nulle part ou ne servent strictement à rien. Cela signifie que délibérément ils trompent les personnes qui les écoutent ou qui leur témoignent leur confiance. Comment ? En leur tenant généralement les discours qu'elles veulent entendre, rien de plus facile. Cela présente l'avantage de sauver les apparences et de pouvoir se livrer à toutes sortes de manipulation des esprits, de sorte que tout le monde ignorera leurs véritables intentions ou que ce sont des escrocs qui profitent de la naïveté ou de l'ignorance des gens.

Pour que la sauce prenne, il faut toutefois qu'une condition soit remplie : Que leurs idées étroites ou insignifiantes figurent dans un registre beaucoup plus large et facilement identifiable pour que la confusion à la base de leur escroquerie fonctionne, comme par exemple la gauche ou le socialisme, ce qui leur permettra au passage de s'attaquer à la véritable gauche ou aux représentants du socialisme, donc de jouer le rôle d'agents du régime.

Selon les circonstances, leurs adversaires, qui sont des représentants officiels du régime, leur en seront grés et les imiteront, ou bien ils leur reprocheront de renouer avec l'idéologie socialiste de leur jeunesse pour les décrédibiliser, ce qui aura pour effet de les pousser dans leurs derniers retranchements en expliquant maladroitement que telle n'était pas leur intention, bref, à se renier un peu plus ou une fois de plus, et comme ils font feu de tout bois, ils pourront même aller jusqu'à le revendiquer du bout des lèvres histoire de sauver les apparences, et leurs adversaires ne pousseront pas plus loin leur avantage, car ils savent que le régime a besoin de ces charlatans pour détourner les travailleurs de ces véritables opposants et leurs partis politiques.

Dissocier une partie du tout et les opposer par la suite, dissocier un objectif des moyens pour l'atteindre, puis y substituer des moyens qui ne permettront jamais d'atteindre cet objectif pour finalement l'abandonner et le remplacer par un autre, le tout sans remettre en question l'ordre établi, tel est leur fonds de commerce.

Leurs adversaires savent cela et s'en délectent, ce qui leur permet de les instrumentaliser. Une fois acculés, ils font amende honorable envers leurs maîtres et ils en restent là, l'essentiel étant que ces faux opposants au régime continuent de faire illusion, pendant que le gouvernement applique tranquillement son programme.

Les Plenel, Mélenchon, Filoche et cie. sont donc très vulnérables. Ils ont renié leurs idées pour satisfaire leur ambition personnelle. Ce sont des démagogues professionnels, des hypocrites sans vergogne, des menteurs sans principe ni scrupule ni morale. Ils ne croient pas un instant à ce qu'ils disent. Ils se comportent en vulgaires affairistes au détriment des gens qui leur font confiance, sans jamais porter atteinte au régime ou à ses représentants, sans jamais constituer une réelle menace pour eux. Ils jouent tous la même comédie et ils en ont tous conscience, seul la partition dévolue à chaque personnage change ou est

différente selon le rôle qu'ils sont amenés à remplir pour le compte du régime, qui en échange fera preuve de gratitude envers eux tant qu'ils lui seront utiles.

La palme de l'ignominie revient à ceux qui dans nos rangs estiment que lorsque le régime les balancera ou les liquidera, il faudrait les secourir ou les plaindre pour subir un destin aussi tragique, aussi injuste, on en aurait presque la larme à l'oeil, parce que voyez-vous, nous serions les suivants sur la liste, et bien qu'ils ne comptent pas sur nous pour soutenir ces escrocs, ces fossoyeurs du socialisme, nos idées, nos convictions, notre idéal ne sont pas à vendre, nous l'assumerions même face à un peloton d'exécution.

J'ai à l'esprit en permanence ces milliards de travailleurs et leurs familles pour qui la vie quotidienne est un véritable cauchemar et qui n'en verront jamais le bout aussi longtemps que le capitalisme n'aura pas été éradiqué de la surface de la terre, alors à côté le sort de ces ignobles individus travestis en opposants au régime et oeuvrant en réalité à sa survie, me laisse totalement indifférent.

Ce sont des êtres serviles et insignifiants qui ne méritent pas l'attention qu'on leur porte, qui, vous l'aurez remarqué ne doivent leur notoriété qu'aux médias-oligarques ou à un parti de droite, le PS.

Alors pourquoi relayer cette polémique ou cette information. Pour montrer de quoi ils sont capables, sachant qu'ils sont corrompus par l'idéologie de la classe dominante depuis de longues décennies et qu'ils ne rompront jamais avec, leur déchéance finale étant pour ainsi dire inscrite depuis le début de leur reniement, c'est un message en direction de ceux qui n'ont pas compris que mettre le doigt dans l'engrenage de la collaboration de classe les broiera un jour ou les prédestinera à connaître le même sort que ces escrocs.

Vous aurez compris où mène la confusion des genres.

Il fut une époque où certains se figurèrent que le révisionnisme du socialisme scientifique, que l'on appela le réformisme, aurait été à l'origine du progrès social et qu'il aurait été ainsi historiquement justifié, de telle sorte que le condamner était impensable, chacun était appelé à l'adopter sous peine de passer pour un affreux réactionnaire, sans se poser davantage de questions cela va de soi, jusqu'au jour où on s'aperçu qu'il constituait non seulement le principal obstacle au socialisme mais aussi au progrès social en devenant son principal fossoyeur, beaucoup trop tard hélas ! car entre temps il s'était profondément ancré dans les esprits pendant que le socialisme en était sorti totalement, de telle manière que le capitalisme triomphant allait devenir l'horizon indépassable, pour le pire uniquement, puisque entraînant avec lui l'effondrement de la civilisation humaine...

Vous ne voudriez tout de même pas qu'on en soit, n'est-ce pas, rassurez-vous ?

Nous allons voir maintenant comment ces gredins s'en sortent, indignement, il ne peut pas en être autrement.

On ne touche pas au protégé de l'oligarchie anglo-saxonne-sioniste.

- Jacques Attali va porter plainte contre Gérard Filoche après son tweet polémique - huffingtonpost.fr 19.11

Macron sur les pas de Valls.

- Tweet antisémite de Gérard Filoche: le parquet de Paris ouvre une enquête - L'Express.fr

Après l'émoi suscité au sein de la classe politique, c'est au tour de la justice de s'intéresser au tweet publié samedi par Gérard Filoche, jugé antisémite. Le parquet de Paris a ouvert ce lundi une enquête préliminaire des chefs de "provocation à la haine ou à la violence à l'égard d'une personne ou d'un groupe de personnes à raison de leur appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée", précise à L'Express une source judiciaire, confirmant une information de l'AFP. L'Express.fr 21 novembre 2017

"Après l'émoi suscité au sein de la classe politique", tiens donc, mais cela ne les émeut pas que Porochenko soit parvenu au pouvoir en Ukraine suite à un coup d'Etat soutenu par des milices néonazis, et que le président du parlement ukrainien soit un néonazi assumé et antisémite. Ils sont même invités à Paris, Berlin ou Washington...

Le Crif et la Licra ont déclaré qu'ils allaient porter plainte contre Gérard Filoche. On ne présente plus le Crif représentant l'extrême droite sioniste. Quant à la Licra moins connue, j'ai lu ceci dans un article hier soir :

- "*La Licra est une officine pro-israélienne qui traîne les militants de BDS devant les tribunaux, les couvre d'insultes et réclame la criminalisation de l'antisionisme.*" (Bruno Guigue - Le Grand Soir)

Commentaires d'internautes.

1- "Quand c'était Sarkozy représenté par les jeunes socialistes faisant un salut nazi, le parquet était resté muet..."

2- "Quand est-ce que le parquet de Paris ouvrira une enquête sur la complicité directe de Hollande et Fabius avec al Nosra..."

Epuration et justice expéditive au Parti Sioniste.

Filoche exclu du PS après son tweet anti-Macron - Reuters

Le Parti socialiste a exclu mardi Gérard Filoche, figure de l'aile gauche du parti, quatre jours après la diffusion sur son compte Twitter d'un message anti-Macron inspiré de la propagande antisémite, a fait savoir le sénateur David Assouline.

"Le bureau national a voté à l'unanimité pour l'exclusion de G.Filoche", a écrit le sénateur sur Twitter. "Il ne pourra plus dès ce soir se réclamer du Parti Socialiste et de ses instances. Reuters 22.11

Epilogue.

- Filoche va attaquer en justice la décision d'exclusion du PS - AFP

La décision du Bureau national du PS d'exclure Gérard Filoche suite à son tweet antisémite n'est pas conforme aux statuts du parti et "sera dénoncée devant le tribunal de Paris", affirment ses avocats dans un communiqué jeudi. AFP 23 novembre 2017

Entre nous, le tweet de Filoche n'était pas antisémite, il mettait simplement en évidence un des aspects déterminants de la situation. Dès le début du XIXe siècle les Rothschilds étaient devenus la plus grande fortune d'Angleterre et rêvaient d'accroître son pouvoir pour contrôler le monde, ils auront mis deux siècles pour y parvenir avec leurs amis Warburg et cie. Cela ne nous choque pas, ce sont les faits, chacun peut le vérifier.

Les véritables antisémites sont ceux qui font l'amalgame ignoble entre les juifs et Rothschild pour ensuite le condamner, donc les accusateurs de Filoche. C'est très fort au point qu'un grand nombre de personnes soutiennent cette imposture scélérate.

Puisque monsieur Filoche s'est abaissé à refuser d'assumer ses actes, nous ne voyons pas pourquoi nous devrions le soutenir. De même que nous n'hurlerons pas avec les loups qui voulaient sa peau, ils sont bien pire que lui encore.

Quant à l'extrême droite, ses différentes factions sont, soit antisémite, soit anti-musulman, toutes anti-ouvrières.

Il faut dire que cette affaire arrivait à point.

- Netanyahu à Paris début décembre pour s'entretenir avec Macron - AFP 19 novembre 2017

Pour qui roule le Caudillo ? Il le dit lui-même : Le capitalisme, Bruxelles, Washington et Tel Aviv.

- Manuel Valls pointe un "problème des musulmans" dans la société française - Le Huffington Post

Lors d'un débat filmé ce mardi 21 novembre à Madrid organisé par le quotidien espagnol El Pais, Manuel Valls a affirmé -en espagnol- qu'il existe dans la société française un "problème" avec l'islam et les musulmans.

L'ancien premier ministre a fustigé dans la foulée les discours "nationalistes" ou "populistes" consistant à désigner des boucs émissaires, à "accuser Madrid, le capitalisme, Bruxelles, Washington... Le Huffington Post

- Manuel Valls juge "insupportable" que Dieudonné puisse continuer à "se produire" - Le Huffington Post

- BHL soutient Frédéric Haziza et dénonce la comparaison avec Tariq Ramadan - leparisien.fr

[En famille sous le joug de l'UE.](#)

- Castaner, Le Pen et Mélenchon à l'Elysée pour parler d'Europe - AFP

Emmanuel Macron reçoit lundi et mardi les principaux responsables politiques pour les sonder sur ses projets européens et l'organisation des élections européennes de 2019, un scrutin central à ses yeux.

Pour Nathalie Loiseau, ministre des Affaires européennes, dans La Croix, ce débat pourra être organisé "dans les collectivités locales, les universités, les syndicats, les entreprises...". Avec comme objectif de nourrir la réflexion des dirigeants au second semestre 2018. AFP 19.11

Tirez la chasse sur le capitalisme !

- Journée des toilettes: visite du musée des toilettes de Delhi - AFP

Des visiteurs s'intéressent aux centaines de toilettes exposées au musée des toilettes de Delhi, alors que la journée internationale des toilettes est célébrée dans le monde entier. AFP

Voilà le sort qu'ils réservent aux plus pauvres.

- "1,8 milliard de personnes utilisent de l'eau contenant des matières fécales" - L'Express.fr

La journée mondiale des toilettes, décrétée par l'ONU vise à alerter sur les enjeux liés à l'assainissement. L'impact sanitaire, notamment, est crucial.

"Chaque jour, 1 000 enfants meurent de maladies faciles à prévenir en améliorant les conditions d'assainissement et d'hygiène". A l'occasion de la journée mondiale des toilettes, l'ONU dresse ce constat alarmant et tente de sensibiliser les populations aux enjeux liés à l'assainissement et au traitement des eaux usées.

Selon l'instance, 842 000 vies pourraient être sauvées chaque année en associant eau salubre, bonne hygiène et assainissement amélioré.

Selon les chiffres de l'ONU, 4,5 milliards de personnes ne disposent pas de toilettes qui permettent une gestion hygiénique des excréments.

En Inde, 50% de la population n'a pas accès à des toilettes de qualité. Récemment "Toilet, a love story", un film tiré de faits réels, est sorti en salles. Il s'agit d'une histoire d'amour entre un homme et une femme. Ils tombent amoureux, se marient. Puis elle vient vivre chez lui et découvre stupéfaite qu'il n'y a pas de toilettes privées. Pour faire ses besoins, elle est obligée de suivre les autres femmes, en pleine nuit dans la forêt. Sidérée, elle s'en va. L'homme va alors tout faire pour la reconquérir et il va rassembler tout le village autour d'un projet de construction de latrines... l'express.fr 19.11

4,5 milliards de personnes vivent de nos jours dans des conditions indignes de la civilisation humaine, alors qu'une poignée d'ultra riches possèdent une fortune supérieure aux richesses détenues par la moitié de la population mondiale... et continuent de s'enrichir toujours plus en

Et qui va le financer ? Personne. Au bas mot pour équiper de toilettes une habitation cela coûte 15.000 roupies, ce qui représente trois mois de salaire (minimum) sur lequel vivent entre 5 et 10 personnes ou deux ou trois générations dans de nombreux cas, dans ces conditions il est impossible d'économiser cette somme. Et quand ils ont un revenu supérieur et inférieur à 10.000 roupies, ils sont lourdement endettés pour des années et se retrouvent dans la même situation extrêmement précaire que les plus pauvres.

Le jeune couple qui habite en face de chez nous a fait construire une petite maison, et comme il n'avait déjà pas assez d'argent pour clôturer leur minuscule parcelle de terrain, il en avait encore moins pour des toilettes. Sans parler que régulièrement je leur prête de l'argent pour finir les fins de mois, à d'autres familles très pauvres aussi, ils me rendent quand elles le peuvent, mais c'est une autre histoire qui ne regarde que nous...

Ils osent tout. Ils jubilent et peinent à se retenir.

- Patrons, faites-vous plaisir - Liberation.fr

- Licencié, c'est facile et c'est pas cher - Liberation.fr

Voilà ce que les dirigeants syndicaux ont accepté de "négocier" avec Macron.

LVOG - Avant et après les ordonnances.

- Héléna, Salariée dans un Ehpad. Avant: 42 000 €. Après: entre 6 800 et 27 300 € - Liberation.fr

- Véronique, responsable d'un magasin de meubles. Avant: 40 000 €. Après: entre 2 000 et 8 000 € - Liberation.fr

- Fabrice, employé d'une société informatique. Avant: 80 000 €. Après: entre 11 700 et 50 600 € - Liberation.fr

- Guillaume, chef d'un centre de réparation auto. Avant: 10 000 €. Après: entre 0 et 2 000 € - Liberation.fr

Le "**paradis**" ou la "**voie de l'ubérisation généralisée**".

- La Roumanie, nouveau paradis des patrons ? - Liberation.fr

Grâce à une modification radicale du code fiscal roumain, les entreprises installées dans le pays vont voir leurs charges sociales passer de quelque 35% à 2,25%. Un vrai coup dur pour les salariés.

«C'est une escroquerie politique !» s'indigne Dumitru Costin, leader du Bloc national syndical (BNS). Depuis une semaine, il ne décolère pas : «Ce gouvernement qui ose se qualifier de social-démocrate prend en réalité des mesures ultralibérales. Nous voilà désormais sortis de l'Europe sociale !». Pour Dumitru Costin, cette «révolution» fiscale va, par ailleurs, anéantir les promesses du gouvernement faites aux salariés du secteur public, qui devaient prochainement obtenir une hausse de leurs salaires de près de 25%. Mais le gouvernement social-démocrate avait promis de compenser intégralement le coût de ce transfert en augmentant le salaire brut de ces derniers. Pour finalement décider, faute de recettes budgétaires, de faire marche arrière. A l'instar de Dumitru Costin, la plupart des syndicats craignent que les employeurs du secteur privé ne suivent pas le mouvement et que les salaires nets subissent des baisses pouvant atteindre 20%.

En attendant, la Roumanie demeure très attractive pour les entreprises. Et nombre d'entreprises sont loin d'envisager une hausse des salaires bruts pour compenser ce transfert de charges sociales concocté par le gouvernement. «Beaucoup d'entreprises vont préférer mettre en place un système de rémunération basé sur des primes variables», imagine François Coste.

Selon Steluta Enache de BNS, «les patrons auront toujours un avantage car la main-d'œuvre n'est pas mobile en Roumanie et beaucoup acceptent de travailler pour un salaire minimum, par manque de choix, surtout en zone rurale». Ainsi, près de 1,3 million de salariés roumains empochent un revenu inférieur à 300 euros par mois. Pour le leader syndical Dumitru Costin, «les entreprises qui viendront en Roumanie ne verront qu'une chose : un taux de 2,25% de charges. Cette situation change complètement les rapports de force entre employé et patron». A croire que le PSD au pouvoir n'a qu'une seule ambition : mettre les salariés sur la voie de l'ubérisation généralisée. Liberation.fr 19.11

Savoir que la quantité se transforme en qualité ne sert à rien, si on n'est pas capable de déterminer à quel moment se produit précisément cette modification, et d'en tirer les conclusions qui s'imposent de préférence. S'agissant de la social-démocratie, elle est intervenue il y a plus d'un siècle quand elle est passée avec armes et bagages dans le camp de la réaction, dès lors avec le stalinisme elle devait être traitée comme telle.

Tous les modes de production qui se sont succédés depuis le néolithique ont rempli un rôle progressiste, jusqu'au moment où ils sont devenus une entrave au développement des forces productives, et dès lors ils devaient disparaître sous peine de stagner, de se putréfier, d'entraîner la société dans une régression sans fin avant d'être supplanter par des sociétés plus développées qui les intégraient ou lui imposaient son mode de production plus évolué, pour faire bref.

Ce processus historique ne concerna pas seulement les différents modes de production qui se sont succédés, mais également toutes ses représentations ou institutions qui furent vouées à la décadence et à ne plus jouer qu'un rôle nuisible pour les peuples avant de disparaître. Le capitalisme et ses institutions, leurs représentants (dont la social-démocratie), sont vouées à connaître le même sort, alors pourquoi s'est-on acharné à le nier en leur prêtant un rôle progressiste qui était épuisé ? N'était-ce pas le meilleur moyen d'assurer la survie d'un régime condamné à la faillite ? Pourquoi devrait-on nous interdire de nous poser ces questions ? Parce que des marxistes ne les auraient pas posées ainsi... Mais dites-moi, c'est bien Engels qui a affirmé qu'avec Marx ils avaient négligé cet aspect de la situation. Alors pourquoi ne devrait-on pas s'y attaquer, peut-être qu'on trouverait enfin la solution à nos problèmes, au lieu de s'enfermer dans un dogmatisme qui nous réduit à l'impuissance ou nous empêche de progresser.

[Les "bonnes affaires" pas pour tout le monde.](#)

- Emmanuel Macron, l'avenir des Guyanais vaut mieux qu'une Montagne d'or - Le Huffington Post

- Agnès Buzyn sur le remboursement des soins d'optique: "on n'est pas là pour offrir des montures Chanel à tout le monde" - Le Huffington Post

Interrogée sur la promesse de campagne d'Emmanuel Macron de rembourser à 100 % les soins d'optique, la ministre de la Santé à tenu à clarifier les choses: "On n'est pas là pour offrir des montures Chanel à tout le monde ou des verres antireflet qui filtrent

la lumière bleue". Le Huffington Post 22 novembre 2017

- Déficits : « La France qui se moque de ses engagements européens, qui ment, qui triche, c'est fini » répond Bruno Le Maire à la Commission - Publicsenat.fr

- Les bonnes affaires immobilières des anciens députés - Franceinfo

Certains élus ont acheté un bien immobilier grâce à leur indemnité représentative de frais de mandat (IRFM). Franceinfo

- Le chômage de nouveau à la hausse - Liberation.fr

[Inquisition du 1%. Délation généralisée et règlement de comptes.](#)

- Macron fait respecter une minute de silence en hommage aux 123 femmes tuées en 2016 par leur conjoint - Le Huffington Post

- Macron va faire de l'égalité femmes-hommes la "grande cause" de son quinquennat - AFP

- #SoyezAuRdv contre les violences sexuelles: un appel à Macron - AFP

- Les syndicats entrent dans le mouvement - Libération.fr

Mercredi dernier, à la Bourse du travail de Paris, la CGT rassemblait 150 de ses militantes (et quelques dizaines de militants) en vue d'explorer les solutions de lutte contre le harcèlement et les agressions sexuelles au sein des entreprises et des services publics. La veille, la CFDT avait organisé à son siège un rassemblement autour de la même problématique. Et une semaine plus tôt, les deux centrales adressaient, avec la CFTC et FO, une lettre au Premier ministre pour lui demander d'accepter qu'une place spécifique soit accordée aux femmes au sein de la norme sur «les violences dans le monde du travail» en cours de négociations avec l'Organisation internationale du travail. Liberation.fr 25 novembre 2017

- LCP suspend Frédéric Haziza, soupçonné d'agression sexuelle - AFP

La chaîne parlementaire (LCP) a suspendu mardi son présentateur vedette Frédéric Haziza et ouvert une enquête interne à son encontre, après une plainte d'une journaliste de la chaîne, Astrid de Villaines, pour agression sexuelle. AFP

- Un chorégraphe accusé d'«abus sexuels sous couvert de la danse» - Liberation.fr

- USA: le doyen démocrate de la Chambre accusé de harcèlement sexuel - AFP

- Deux élues proposent que chaque commune baptise une rue du nom d'une femme - Franceinfo

"Nos villes sont genrées. Elles sont aux hommes. Tout en témoigne (...) A chaque coin de rue nous cherchons la place de la femme", observent ces deux parlementaires dans un communiqué. A Paris, seules 4% des rues portent le nom d'une femme, selon le décompte de franceinfo réalisé en mars 2016. Franceinfo

- « Moi, je te crois » : les Espagnoles s'émeuvent d'un procès pour viol collectif - LeFigaro.fr

- Balances Chez Amazon, des salariés invités à dénoncer leurs chefs fautifs - Liberation.fr

C'est un «jeu» de fin d'année destiné à célébrer le «Peak Fest» (la fête du pic d'activité) au centre logistique d'Amazon, à Lauwin-Planque (Nord)... Liberation.fr

Mimétisme ou coïncidence...

- Trans en Chine : un premier rapport accablant - Liberation.fr

- Forte hausse en Russie des crimes contre la communauté LGBT - Reuters

Une réponse aux frustrées et aux impuissants.

LVOG - La féminisation des esprits des hommes ou des militants est l'apanage des faibles ou des lâches. Quant aux

femmes hystériques qui participent à cette ignoble campagne, se sont généralement des mal baisées ou elles n'ont pas été favorisées par la nature, et elle ne connaîtront sans doute jamais l'orgasme au cours de leur vie, la plupart des hommes non plus. Vous me direz qu'on peut très bien vivre et s'en passer, certes, et c'est le cas de ces femmes parce qu'elles le craignent, ce qui prouve si besoin était qu'elles ne sont pas libérées, car dans l'orgasme la notion de sexe n'existe pas ou elle est dépassée, on est dans un état fusionnel, et il n'y a pas de place pour un rapport de dominant à dominé.

Après s'être attaquées aux différentes générations, à toutes les couches de la société, ils en arrivent à dresser les femmes contre les hommes pour qu'ils leur ressemblent, mais comme elles sont plus faibles que les hommes ou dans une situation défavorable, cela revient à vouloir affaiblir les hommes au lieu de vouloir que les femmes deviennent plus fortes, ce qui ne peut qu'affaiblir les femmes. Il vaudrait mieux admettre que tous les hommes et toutes les femmes sont différents et qu'ils disposent d'un potentiel différent qui les prédisposent à accomplir des tâches différentes librement consenties. Une société qui fonctionnerait selon ce principe verrait la violence considérablement réduite ou devenir très rare. On en est très loin.

A l'étape suivante ils vont manipuler les ADN ou modifier des gènes pour que les hommes s'adaptent parfaitement à leur modèle de société. On n'est pas loin de la pureté aryenne ou on l'a dépassée.

Le plus misérable, pitoyable, pathétique, c'est de constater que cette campagne mondiale est orchestrée par les idéologues néolibéraux anglo-saxon, l'élite intellectuelle au service de l'oligarchie, et que ceux qui se réclament de la gauche, de l'extrême gauche, du socialisme, tous les syndicats y participent (une fois de plus) en chœur. J'appelle les militants à rompre avec ces partis et à combattre cette orientation dans les syndicats.

Un mot plus personnel.

Il y a plus de 35 ans, j'ai été amené à vivre une relation quasi fusionnelle avec une femme, y compris sur le plan sexuel. Pendant plus de six mois nous nous sommes livrés plusieurs fois par jour et des nuits entières à des exercices sexuels, mais à aucun moment ni elle ni moi ne connaîtront l'orgasme. Si je n'en avais pas fait l'expérience tout récemment avec ma compagne, je n'aurais jamais su ce que cela signifiait ou je me serais mépris que la qualité des rapports sexuels que j'avais eu autrefois avec cette femme. Voilà pourquoi j'affirme sans prendre trop de risques que l'orgasme est inaccessible à la plupart des femmes et des hommes, sauf peut-être au cinéma ou dans des vidéos pornographiques.

- L'Inquisition sexuelle par Israël Shamir — 20 novembre 2017 - Arrêt sur Info

Une moche baraquée, la cinquantaine ou plus, le cheveu mort, trois rangs de perles sous bajoues, racontant à gros sanglots une histoire d'atouchements non désirés, qui a peut-être eu lieu il y a des lustres, voilà qui constitue un spectacle pénible. Peut-être que Beverly Young Nelson a autrefois été jeune et belle, et capable de réveiller la passion au creux des reins d'un costaud, mais c'est loin, très loin. Et pourtant cette improbable créature a bel et bien empêché Roy Moore, le suspect, de gagner une élection en Alabama.

Si cette vieille chouette prétendait avoir prêté à Moore cent dollars trente ans plus tôt, et qu'elle les lui réclamait, intérêts et principal, le tribunal lui aurait ri au nez. Qu'est-ce qu'elle faisait donc, tout ce temps-là, où sont les preuves, lui dirait-on. Pourquoi personne ne lui pose la question aujourd'hui, alors que la carrière du bonhomme est fichue ? Comment se fait-il que des revendications aussi douteuses puissent anéantir un individu ?

D'autant plus que cette personne a un nom et un visage, même s'il n'est pas ragoûtant, alors que dans bien des cas, l'accusatrice reste anonyme, cachée derrière une lettre, tandis que l'accusé se retrouve nommé, montré du doigt, et en perd son boulot. Il n'y a que l'Inquisition qui ait agi de la sorte, à base de sources anonymes et de griefs opaques. Nous voilà aux prises avec la sexquisition.

Est-ce que c'est un phénomène purement américain ? La vengeance de Salem, où un spasme semblable de paranoïa massive avait amené une petite ville de la Nouvelle Angleterre à pendre une vingtaine de femmes accusées de sorcellerie ? A Salem, les hommes faisaient la chasse aux sorcières ; trois cents ans plus tard, ce sont les sorcières qui pourchassent les hommes.

Et c'est une épidémie mondiale. Les USA sont le modèle de tout l'espace de la Pax Americana, où l'on imite la musique et les films américains, et maintenant cet accès de démence. De tous les hommes, de tout âge, de toute confession, nul n'est à l'abri de poursuites.

En Israël, la petite âme sœur de l'Amérique, un rabbin a été inculpé pour une histoire de viol avec sodomisation sur une gamine il y a sept ans. C'est une policière féministe qui a géré l'affaire. Le rabbin a passé un mois en taule et presque une année en assignation à résidence ; il a perdu son travail, et son nom est maudit à jamais. Et puis on a découvert que la fille ne pouvait même pas se souvenir de ses propres mensonges et les répéter correctement. Le procureur a décrété l'annulation de la procédure et le rabbin David Harrison a été remis en liberté. Qui lui rendra son année gâchée, sa réputation, son travail ? Est-ce que l'accusatrice et la policière vont le dédommager ? Eh bien non.

Et encore, il a eu de la chance. Le président israélien Mosché Katsav en a eu moins. Sa première accusatrice, cachée derrière la lettre A, s'est avérée être une menteuse, et ses griefs n'ont pas été entendus. Mais à mesure que son histoire circulait bien des femmes s'étaient jointes à la chasse à courre, et Katsav s'était retrouvé derrière les barreaux. Maintenant, la plupart des juges sont des femmes, en Israël, et les hommes sont cuits.

L'Europe marche benoîtement dans les pas des USA. Là, c'est un universitaire d'Oxford, né suisse et musulman, Tariq Ramadan, l'homme qui a fait tout ce qu'il pouvait pour que les musulmans d'Europe se sentent européens. Une colonne de bonnes femmes est arrivée pour dire qu'il les avait violées ou approchées avec des avances non sollicitées il y a quelques années. Il a été obligé de se mettre en congé à l'université.

Bref pas un chrétien, pas un juif, pas un musulman ne saurait échapper à une semblable accusation, à partir du moment où il a un nom, une position et quelque argent sur son compte en banque. Pour une raison mystérieuse, les gens qui triment, les chauffeurs de taxi, les ascensoristes ou encore ouvriers sur les tapis d'assemblage n'ont jamais fait partie des souvenirs des copines de Beverly Young Nelson au bout de vingt ans. Est-il plausible que les représentants de la classe ouvrière ne se montrent jamais entreprenants ? Il n'y aurait que les riches et célèbres qui aient la main leste ?

Cet assaut sur les hommes se produit au moment de la campagne Balance-ton-porc sur les réseaux sociaux. Bien des femmes ont été obligées de se joindre à la meute : si vous ne faites rien, c'est probablement que personne ne vous a jamais trouvée assez attrayante pour tenter le coup. Elles ont foncé, en masse. Les hommes aussi sont réceptifs à l'hystérie de masse, mais les femmes battent tous les records. Et les réseaux sociaux sont un riche terreau pour ces campagnes.

Et s'il y avait un noyau de vérité au fond de tout ce grabuge? Jusqu'à un certain point, oui, quand on crie au loup, il n'y a pas de fumée sans feu. Les actes les plus courants peuvent être évoqués en des termes extrêmement sensationnalistes. Au lieu de dire « il m'a serrée dans ses bras et il m'a embrassée » dites plutôt « il a introduit de force sa langue dans ma bouche tout en m'immobilisant, puis il m'a clouée sur un lit sous son poids ». Le sexe, il y a des gens pour vous en parler, des puritains, des viragos, du gibier de psy, de manière à ce que vous soyez prêt à réclamer la peine de mort pour le prédateur de la chose.

Le terme viol ne veut plus dire la même chose qu'à l'origine. Mon ami Julian Assange a passé des années sous les verrous, et son aventure parfaitement consentie avec deux de ses groupies a été qualifiée de viol pour de menus aspects techniques (une capote déchirée, un état de demi-sommeil ou d'éveil incomplet). Dans les deux cas, cela partait d'un remords d'acheteur, ces dames regrettaient, deux jours après l'évènement, leur enthousiasme passager parce qu'il ne les avait point rappelées. Une femme détestant les hommes de toutes ses forces, la procureuse, se proclamant lesbienne, avait insisté pour envoyer Julian en taule. De son point de vue, un homme est à sa place quand il est enfermé, même si la requête est sans fondement. Et même après cette déclaration parfaitement discriminatoire, elle n'a pas été destituée.

La Suède connaît une avalanche de plaintes pour viol, ces temps-ci. Certains lecteurs ont fait le rapprochement avec l'immigration de masse en provenance du Moyen Orient. Et certes un homme de ces régions peut facilement se tromper dans l'interprétation des paroles ou des gestes d'une jeune Européenne. Mais non mais non, disent les féministes ! Pourtant jusque dans les années 1950, les Européens se méprenaient régulièrement sur l'usage des « allumettes suédoises ». La fille devait souligner son « non », sans quoi ils croyaient vraiment que c'était la façon féminine normale d'être timides. Et il y a tant de gestes courants qu'on appelle des viols en Suède maintenant, que le terme est complètement dévalué.

Tout peut être décrit de façon répugnante. Manger de la viande c'est du cannibalisme, un compliment c'est un viol. Et en même temps, des choses qui révoltent les gens normaux peuvent être décrites comme la normalité, voire la norme. Les hommes normaux sont révoltés par la description ou la présentation qu'on fait des relations sexuelles entre hommes. Et on les force à accepter tout cela tout en considérant les gestes habituels entre homme et femme comme quasi criminels. (...)

Si l'agression a lieu en ville, la fille devrait ameuter le quartier, hurler et pleurer. Si cela ne suffit pas, ou si l'agression a eu lieu hors les murs, elle devrait se précipiter à la gendarmerie. Pas au bout de vingt ans, pas une semaine plus tard, pas le surlendemain, mais sur le moment. Si elle n'a rien dit, c'est son problème.

Cette attitude réglerait la question de savoir si la femme veut dire oui ou non quand elle dit non. Si elle appelle au secours, c'est que c'est non. Et ce sera fini des mines dormantes prêtes à vous sauter à la figure à tout bout de champ. Deuxièmement, plus d'anonymat pour les accusatrices. Si vous accusez un homme, soyez prêtes à faire face, ne vous cachez pas derrière le voile de l'anonymat. Ces deux règles simples restaureront la santé de tous, et remettront le viol à sa vraie place horrible de jadis et de tous les temps.

Et pour le harcèlement, c'est le plus souvent une invention de la rancœur féminine. Cela ne devrait pas relever de la loi ni des tâches de la police. Si une dame est gênée par un regard insistant, qu'elle déclenche un procès, ou qu'elle appelle un policier si cela va plus loin. Les gendarmes savent ce qu'il faut faire avec ce genre de vice. Les souvenirs tardifs de harcèlement ne sont pas valables, même s'ils sont vrais. Si la femme n'a pas réagi sur le moment, c'est trop tard.

Autrement, bientôt les USA n'auront plus un politicien mâle et normal, juste des femmes et des efféminés. Et la maladie se

répandra dans toute l'Europe, jusqu'au jour où le vieux Monde et l'Amérique du Nord seront prêts au repeuplement par des Africains virils.

La Russie reste un territoire libre pour les mâles. Bien des modes américaines envahissent Moscou, mais l'émasculon n'en fait pas partie. Les Russes ont interdit la propagande homosexuelle en direction des mineurs, et ils ont réglé le problème. De fait, les femmes russes préfèrent grandement le style russe. Ce sont les hommes qui règlent l'addition au restaurant, qui leur tiennent la porte, qui les aident à enfiler leur manteau ; bref, les hommes qui continuent à faire ce que faisaient les hommes bien élevés en Amérique et en Europe, il y a un demi-siècle.

La Russie a connu sa campagne "Balance-ton-porc" l'année dernière. Et un tas de femmes ont récité ou inventé des histoires de harcèlement. Mais c'est resté au niveau de Facebook, car la loi ne permet pas de porter plainte des années après les faits allégués.

Et surtout, les Russes considèrent le sexe entre homme et femme comme une chose normale. Ils ne sont pas horrifiés par une relation entre prof et élève, ou entre patron et assistante. Les reportages sur les châtimons sévères imposés par les juges américains dans le cas d'une professeuse couchant avec des jeunes gens rencontrent l'incrédulité et la stupéfaction. Sur cinquante histoires récentes de ce genre, aucune n'aurait été sanctionnée en Russie. Je ne comprendrais pas d'ailleurs en quoi un gamin de 17 ans séduit par sa prof de 23 ans aurait subi un tort.

On envierait plutôt le gosse, en tout cas. Mais c'est cette attitude traditionnelle en matière de sexe qui est la raison principale des attaques médiatiques contre la Russie, bien plus que les histoires de « hackers russes ».

Il est très difficile de défendre Weinstein, avec son obsession pour l'Holocauste et sa soif de revanche sur les blondes. Mais c'est son cas qui a ouvert les portes de l'Enfer. Réfermons-les vite avant que l'équilibre de l'univers entre le yin et le yang, entre les pôles mâle et femelle, ne soit rompu.

Pourquoi est-ce que les USA se retrouvent frappés de cet étrange fléau? Je serais tenté de l'expliquer comme une réaction contre la révolution de 1968, y compris la révolution sexuelle qui en faisait partie. Pour nous, les gosses des Sixties', vivre c'était facile, le sexe c'était un domaine de liberté et de plénitude, en Californie ou en Crimée comme sur la Côte d'Azur. Nous en avions à profusion, du sexe sans capote, souvent avec des étrangères. C'était ça, le communisme. Redouter l'amour libre et le sexe à la portée de chacun, c'est avoir peur du communisme.

Les riches garçons et filles qui sont arrivés au pouvoir ensuite ont tout transformé en source de gains, et c'est avec ce schéma en tête qu'ils ont créé la pénurie, y compris la pénurie de sexe ; il s'agit d'une contre-révolution sexuelle. Les plaignantes pour harcèlement sont les petits soldats de la contre-révolution sexuelle, elles font monter les tarifs de leurs charmes en organisant la pénurie. C'est elles qui y perdront, les malheureuses ; espérons qu'elles n'auront pas dézingué la planète avant de s'en apercevoir. Arrêt sur Info

Personnellement je n'ai jamais touché une femme par crainte d'une réaction violente. Quand je travaillais en France, mes collègues hommes et femmes de la même génération se faisaient la bise le matin, pas moi, j'adressais un bonjour de loin aux femmes et je serrais la main des hommes. J'étais complexé et je craignais les femmes au caractère imprévisible. Sans doute que je les identifiais à ma mère qui était autoritaire et me frappait...

Leur complexe d'infériorité les rend hypocrites et sounoises, cruelles, c'est sans doute ce qu'aiment ceux qui les dressent contre les hommes parce qu'ils se ressemblent, au chaos ils ajoutent le règne de la terreur pour conserver leur pouvoir...

[Antisocial tu perds ton sang froid.](#)

- Psychiatrie : à Amiens, l'hôpital abandonné - Liberation.fr

Depuis sa visite du centre Philippe-Pinel, la députée Barbara Pompili (LREM) sonne l'alerte contre les conséquences dramatique pour les patients du manque de personnel. Liberation.fr

- Bruxelles veut l'égalité salariale hommes-femmes d'ici deux ans - Reuters

- Bruxelles: la situation de migrants en Libye "ne peut pas durer" - AFP

La situation "épouvantable" en Libye des migrants, dont certains sont vendus comme des esclaves, "ne peut pas durer", a déclaré jeudi à l'AFP le commissaire européen Dimitris Avramopoulos au moment où la coopération de l'UE avec Tripoli fait l'objet de vives critiques. AFP

- Vaste opération d'Interpol contre le trafic d'êtres humains en Afrique - LeFigaro.fr

Quarante personnes ont été arrêtées au cours d'une opération simultanée d'Interpol visant des trafiquants d'êtres humains dans plusieurs pays d'Afrique. LeFigaro.fr

Ils font du si "bon boulot" (Fabius)

- Syrie: Lafarge aurait versé plus de 500 000 dollars au groupe Etat islamique - leexpress.fr

Le chiffre est vertigineux. Selon Le Canard Enchaîné, la filiale syrienne du groupe Lafarge a versé 509 694 dollars au groupe Etat islamique afin de maintenir ses activités en Syrie entre juillet 2012 et septembre 2014. Au total, le cimentier français aurait versé 5,56 millions de dollars "au titre des 'dons' à de nombreuses factions armées locales en Syrie, précise l'hebdomadaire satirique. leexpress.fr

[Fin de règne. Quand toutes les puissances occidentales sont en proie à une crise politique permanente.](#)

- Allemagne: Merkel en pleine crise après l'échec de négociations gouvernementales - AFP

- Le gouvernement irlandais au bord de l'implosion - Reuters

[Ils osent tout](#)

- Notre QI est-il vraiment en train de baisser ? - Liberation.fr

Libération en est la preuve si besoin était !

- Esclavage en Libye : Emmanuel Macron évoque un crime contre l'humanité - Franceinfo

- Piratage d'utilisateurs : le gouvernement écrit à Uber - LeParisien.fr

- Des ONG réclament l'abandon de la réforme de la justice en Pologne - Reuters

- Carla Del Ponte "satisfaite" de la condamnation de Ratko Mladic - euronews

- Affaire Ramadan: Caroline Fourest entendue par les enquêteurs - AFP

- Pour le conseiller à la sécurité nationale, Trump a l'intelligence d'un enfant de "maternelle" - BFMTV

- Pour Amnesty, les Rohingyas de Birmanie sont victimes d'"apartheid" - AFP

- Des journalistes ougandais inculpés pour trahison - Reuters

- Macron multiplie les contacts sur le Proche-Orient - Reuters

- Le Sénat vote l'augmentation du prix du tabac mais la limite pour les cigares - Publicsenat.fr

- Grande-Bretagne: Hammond met en avant les mesures sociales du projet de budget - Reuters

- L'Arabie saoudite tire à boulets rouges sur l'Iran - AFP

L'Arabie saoudite a averti l'Iran dimanche qu'elle ne resterait pas "les bras croisés" face à sa politique "agressive", en pleine exacerbation des tensions entre les deux puissances rivales au Moyen-Orient. AFP

Mimétisme.

- Emmanuel Macron a exprimé vendredi le "souhait que l'Iran ait une stratégie régionale moins agressive", tout en s'inquiétant de "sa politique balistique qui apparaît non maîtrisée". AFP

- La Ligue arabe met en garde l'Iran - euronews

- L'ONU enjoint les belligérants en Syrie à ne plus viser les civils - AFP
- Vente d'esclaves en Libye : Tripoli ouvre une enquête sur des actes "inhumains" - Franceinfo
- En Suède, un festival de musique sans hommes se tiendra cet été - L'Express.fr
- Migrants : une campagne-choc contre les frontières - Franceinfo
- Le pape à table parmi les exclus pour la 1ère "Journée mondiale des pauvres" - AFP

[Dossier sur le Zimbabwe.](#)

- Zimbabwe: chronique de la chute annoncée du monument Mugabe - AFP

Depuis trente-sept ans qu'il dirige le Zimbabwe, Robert Mugabe semblait insubmersible. Son règne s'est lézardé en quelques jours et paraissait lundi, malgré sa résistance, proche de la fin, après une succession de convulsions inédites dans l'histoire du pays.

Retour en six épisodes sur deux semaines folles qui ont mis à genoux le dernier régime issu de la lutte anticoloniale.

Le 6 novembre, le ministre de l'Information, Simon Khaya Moyo, annonce que le chef de l'Etat a limogé son vice-président Emmerson Mnangagwa, accusé de manquer de "loyauté".

A Harare, la nouvelle ne surprend personne. Depuis des semaines, la première dame, Grace Mugabe, s'est lancée dans une violente campagne de dénigrement contre M. Mnangagwa, qui lui barre la route de la succession de son mari.

A peine évincé, celui que l'on appelle le "crocodile" annonce son exil. Mais il défie le couple présidentiel et jure de revenir au pays pour prendre la tête du parti au pouvoir, la Zanu-PF.

La capitale bruisse déjà de rumeurs faisant de la deuxième épouse du chef de l'Etat la nouvelle vice-présidente. La voie semble dégagée pour que, le moment venu, elle succède à son mari.

Dans les rangs de l'armée, le dernier caprice du couple Mugabe passe très mal. Pour son chef d'état-major, le général Constantino Chiwenga, c'est même la foudrue de trop.

Hors de question, juge-t-il, que l'incontrôlable Grace grille la politesse à "son" candidat Emmerson Mnangawa, héros de la guerre de libération et incontournable de la galaxie sécuritaire.

"La purge actuelle qui vise clairement les membres du parti engagés dans la guerre d'indépendance doit cesser immédiatement", tonne le général Chiwenga, en treillis et en colère, lors d'une intervention inédite devant la presse le 13 novembre.

"L'armée n'hésitera pas à intervenir", menace-t-il.

Et pour la première fois depuis l'indépendance du pays en 1980, l'armée franchit le Rubicon dans la nuit du 14 au 15 novembre. Ses blindés prennent position à Harare.

L'opération se déroule en douceur, officiellement sans faire de victimes. Seuls quelques coups de feu sont tirés autour du "Toit bleu", la propriété du chef de l'Etat, aussitôt placée en résidence surveillée avec sa famille.

Un porte-parole de l'état-major s'invite à l'aube à la télévision nationale pour assurer qu'il ne s'agit pas là d'un coup d'Etat mais juste d'une opération contre les "criminels" de l'entourage du président, en l'occurrence les partisans de Grace Mugabe.

A l'aube, la capitale se réveille interloquée mais reste calme, comme soulagée d'entrevoir la fin du règne de son président.

Mais le vieil homme, déterminé et retors, n'est pas décidé à capituler en rase campagne. Le 16 novembre, il rencontre pour la première fois les généraux qui le poussent vers la sortie et refuse sèchement de leur remettre sa démission.

Le lendemain, il s'offre même sa première sortie publique depuis l'intervention des militaires.

Revêtu d'une toge bleue et d'une coiffe assortie, il préside une cérémonie de remise de diplôme d'une université d'Harare. Avant

de s'endormir dans son grand fauteuil de bois...

Malgré son obstination, les soutiens du président le lâchent un à un. Ses anciens "camarades" de la guerre d'indépendance sont les premiers à lui tourner le dos. "La partie est finie", lance leur chef, Christopher Mutsvangwa.

Samedi 18, des dizaines de milliers de manifestants envahissent les rues des deux principales villes du pays, Harare et Bulawayo (sud-ouest), aux cris de "Bye bye Mugabe" ou "Au revoir grand-père".

Scènes inimaginables il y a quelques semaines, la foule fraternise avec l'armée, l'instrument de répression favori du régime.

Dimanche, la défaite de Robert Mugabe semble consommée. Réunie en urgence, la Zanu-PF lui retire son mandat de président du parti et exclut son épouse de ses rangs.

Cette fois c'est sûr, pense-t-on à Harare, il doit confirmer qu'il jette le gant lors d'une allocution télévision prévue en soirée.

Encadré d'une brochette de militaires en tenue, Robert Mugabe lit de son anglais d'un autre siècle une longue déclaration dans laquelle il reconnaît le bien-fondé de certaines critiques, mais prêche l'unité et la réconciliation.

Il s'emmêle dans son texte et finit sa prestation... sans annoncer qu'il se retire. Enième provocation, il assure même qu'il présidera le prochain congrès de la Zanu-PF !

Dans le pays, c'est la surprise et la déception. Le "roi" n'a pas encore abdicqué, mais il est désormais sous la menace d'une destitution qui doit être engagée mardi.

Malgré ses rebuffades, Robert Mugabe continue de dialoguer avec l'armée.

Contre des "garanties", il a accepté "une feuille de route" pour une sortie de crise, a assuré lundi soir le chef d'état major Constantino Chiwenga.

Surtout, le vieux leader a renoué avec son vice-président déchu. "Le Crocodile", qui a attendu son heure, doit rentrer prochainement au pays. Leur face-à-face sera-t-il décisif ? AFP 21 novembre 2017

Leur candidat ou le ministre de la répression de Mugabe

- Au Zimbabwe, Mugabe lâche enfin le pouvoir - AFP Son ancien vice-président Emmerson Mnangagwa, 75 ans, devrait être nommé dès mercredi président par intérim, selon le parti au pouvoir, la Zanu-PF.AFP

- Après Mugabe, le Zimbabwe a l'opportunité d'un avenir sans oppression, selon May - AFP

La démission du président zimbabwéen Robert Mugabe après 37 ans de pouvoir offre à son pays l'opportunité de connaître un avenir sans oppression, a déclaré mardi la Première ministre britannique, Theresa May.

Les Etats-Unis ont également relevé que le départ de Mugabe était "une opportunité historique pour les Zimbabwéens" d'en finir avec "l'isolement" de leur pays.

"Je suis si heureux que Mugabe soit parti", a réagi Tinashe Chakanetsa, 18 ans. "Trente-sept ans de dictature, ce n'est pas rien. Maintenant je rêve d'un nouveau Zimbabwe dirigé par le peuple et non une seule personne".

"Le nouveau dirigeant devra montrer un visage sympathique à la communauté internationale", relève l'expert Derek Matyszak (Institut pour les études de sécurité - ISS). AFP

- Mnangagwa, un "crocodile" qui veut rassembler les Zimbabwéens - Reuters

Cacique du régime, celui que les Zimbabwéens surnomment "le crocodile" était aux commandes lors des différentes vagues de répression des quatre dernières décennies. Reuters

- Mugabe parti, Mnangagwa devient le président du Zimbabwe - AFP

Emmerson Mnangagwa s'est battu aux côtés de Robert Mugabe pour l'indépendance du Zimbabwe en 1980. À la libération, il

devient le patron des services de renseignement.

Plus tard, il est accusé d'avoir dirigé la brutale répression qui aurait fait environ 20 000 morts en 1983 dans des provinces dissidentes. Un rapport de l'ONU, en 2002, l'accuse également d'avoir participé au pillage des richesses du sous-sol congolais.

Et ça ne s'arrête pas là. Il est aussi soupçonné d'avoir orchestré les fraudes massives et intimidations qui ont permis la « réélection » du dictateur en 2008.

Le Mouvement pour le changement démocratique (MDC) a affiché sa préférence pour la mise en place d'un gouvernement d'union nationale jusqu'aux élections prévues en 2018, mais a assuré qu'aucune discussion n'était engagée.

Son chef, Morgan Tsvangirai, s'est montré jeudi, dans un entretien avec l'AFP, très magnanime envers le président Mugabe, assurant que les Zimbabwéens ressentaient "des émotions conflictuelles pour ce héros, qui est aussi une brute".

"Que faire à quelqu'un qui a 93 ans ? Le laisser tranquille", a-t-il ajouté, "le nouveau président doit comprendre qu'on peut pardonner et avancer." AFP 24 novembre 2017

[Dossier sur la Syrie.](#)

- Syrie: Poutine rallie Erdogan et Rohani à l'idée d'une réunion politique en Russie - AFP

Vladimir Poutine s'est assuré du soutien des présidents turc et iranien à l'idée de réunir en Russie des représentants du régime syrien et de l'opposition, voyant une "vraie chance" de régler ce conflit, malgré les doutes qui continuent d'entourer cette initiative. AFP 22 novembre 2017

- Russie, Iran et Turquie proposent un "congrès des peuples syriens" - Reuters

La Russie, l'Iran et la Turquie ont approuvé mercredi l'idée d'organiser prochainement à Sotchi un congrès des peuples syriens, initiative destinée à engager un dialogue politique et à trouver une solution à six années de guerre civile en Syrie.

"L'Iran, la Russie et la Turquie ont convenu aujourd'hui l'organisation prochaine d'un congrès syrien à Sotchi", a déclaré Hassan Rohani devant la presse. "Ce prochain congrès syrien établira les bases d'une Constitution pour la Syrie", a-t-il ajouté.

Les trois chefs d'Etat appellent les autorités syriennes ainsi que l'opposition modérée "à participer de manière constructive" à ce congrès qui pourrait se tenir dans un avenir proche.

Aucune date n'est précisée, non plus que les noms des organisations et groupes qui seraient invités à y participer.

L'idée reste de réunir autour d'une même table les représentants des différents groupes religieux, factions combattantes et communautés de Syrie.

"Le congrès examinera les principales questions de l'agenda national syrien", a expliqué Poutine devant les journalistes en compagnie de Rohani et Erdogan.

"Il s'agit en premier lieu d'établir un cadre pour la future structure de l'Etat, d'adopter une nouvelle Constitution et sur cette base d'organiser des élections sous le contrôle des Nations unies", a précisé le président russe.

Toujours selon le communiqué, les trois chefs d'Etat réaffirment leur volonté commune d'éradiquer le groupe Etat islamique et s'engagent au respect de l'unité et de l'intégrité territoriale de la Syrie.

Avant la réunion, Vladimir Poutine avait réclamé de la part de tous ses acteurs des "concessions" et des "compromis" pour parvenir à une solution politique.

La défaite des djihadistes de l'Etat islamique (EI), dont le dernier bastion urbain dans l'est de la Syrie, Albou Kamal, est tombé la semaine dernière, a fait entrer le conflit dans "une nouvelle phase" qui permet de relancer le processus de paix, avait poursuivi Vladimir Poutine. Reuters 22 novembre 2017

- L'opposition syrienne intransigeante sur le départ d'Assad - Reuters

Plusieurs groupes de l'opposition syrienne, réunis en conférence à Ryad pour définir une ligne commune dans les pourparlers de

paix, ont réaffirmé mercredi leur demande d'une mise à l'écart de Bachar al Assad comme condition préalable à une transition politique en Syrie.

Cette exclusion d'Assad, qui reste un obstacle majeur à un éventuel règlement de la guerre civile, semblait être moins d'actualité après la démission lundi, sans explications, de Ryad Hidjab, président du Haut Comité des négociations (HCN).

Bachar al Assad et pour son refus que le chef du régime syrien puisse jouer un rôle quelconque dans une transition en Syrie.

Le projet de communiqué final de la conférence parrainée par l'Arabie saoudite reprend cette exigence...

Le HCN a jusqu'ici représenté l'opposition syrienne aux pourparlers de Genève, mais il existe d'autres plate-formes de l'opposition soutenues par des puissances comme l'Egypte ou la Russie.

La plate-forme de Moscou, dirigée par l'ancien vice-Premier ministre Kadri Djamil, a décliné l'invitation de Ryad, accusant les membres du HCN de saper les efforts pour parvenir à la constitution d'une délégation unique. Reuters 22 novembre Reuters

- L'opposition syrienne s'accorde pour envoyer une délégation unifiée à Genève - AFP

L'opposition syrienne est parvenue vendredi à Ryad à trouver un terrain d'entente pour envoyer une délégation unifiée en vue des prochaines négociations à Genève avec le régime sous l'égide de l'ONU.

"Nous nous sommes mis d'accord avec les deux autres groupes (de l'opposition) pour envoyer une délégation unifiée pour participer aux négociations directes à Genève", a annoncé à la presse Bassma Kodmani, un des membres de l'équipe de négociateurs.

L'annonce de l'accord intervient au deuxième jour des pourparlers organisées sous l'égide de l'Arabie saoudite, réunissant quelque 140 représentants de l'opposition avant les négociations prévues à Genève le 28 novembre avec le régime du président Bachar al-Assad.

La rencontre de Ryad intervient alors que la Russie, alliée du régime de Bachar al-Assad, espère réunir sur son sol un "congrès" entre des représentants du gouvernement et de l'opposition syrienne sous les auspices des puissances qui les soutiennent. AFP 23.11

[Haut de page ↗](#)

Le 27 novembre 2017

CAUSERIE

● Causerie au format pdf (5 pages)

Les Plenel, Filoche et cie. n'ont apparemment pas saisi qu'avec l'arrivée de Macron au pouvoir, l'époque pendant laquelle ils remplissaient le rôle d'idiots utiles de gauche pour le compte du régime est définitivement révolue.

Après être passée par plusieurs phases depuis la fin du XIXe siècle, le socialisme réformiste, le social-patriotisme, ou le social-impérialisme, le social-libéralisme, la social-démocratie termine sa course dans la poubelle du néolibéralisme, en sacrifiant parmi ses partisans tous ceux qui entendaient préserver un aspect social à cette idéologie bourgeoise pour justifier leur étiquette (usurpée) de gauche, autant que pour en tirer profit.

La trajectoire ou la courbe empruntée par le socialisme réformiste correspond à celle du capitalisme, qui après être passé par une phase ascendante amorça au détour du XXe siècle une phase descendante qui devait finalement le conduire à un état de crise permanente et à recourir au chaos et à la barbarie pour assurer sa pérennité, à défaut d'avoir été supplanté par le socialisme scientifique.

Ce n'est pas pour me donner un genre ou de l'importance que j'emploie l'expression de socialisme scientifique.

A l'heure où tout le monde a une idée plus ou moins déformée du socialisme, plutôt plus que moins, où on nous sort toute sorte d'experts ou analystes véreux ou vendus pour justifier la politique du gouvernement ou nous expliquer que la situation n'est pas si mauvaise et pourrait être pire, ou encore que nos difficultés quotidiennes seraient le produit d'un concours de

circonstance malheureux mais passager, sinon du ressort de la fatalité, tous ces gens qui étalent leur science perméable à l'idéologie néolibérale, usent et abusent de leur statut pour tromper les travailleurs.

La crédibilité de leurs démonstrations ne réside pas dans leurs discours, mais dans l'utilisation qui est faite de l'image du chercheur, du scientifique, du savant qui est censé maîtriser son sujet ou posséder les connaissances qui l'autorise à se prononcer sur tel ou tel sujet, de sorte que ses conclusions feront autorité ou seront présentées comme telles.

Diplômé d'une grande école, officiant comme professeur dans une université, ayant publié de nombreux ouvrages, membre ou ex-membre de telle ou telle institution prestigieuse ou internationale, franchement qui oserait les défier, quel manant aurait l'audace de prétendre que ce sont des ignares, des faussaires, des manipulateurs, des intellectuels malhonnêtes, alors que leurs paroles sont sanctifiées par l'ensemble de ce qu'ils appellent la classe politique et les médias, autant remettre en cause les saintes paroles de l'Évangile !

Il en va de même avec un ex-ministre, un élu ou un dirigeant d'un parti se réclamant du socialisme, un militant issu d'une famille de syndicalistes ou ayant rejoint le PS ou le PCF ou plus tard un de leurs satellites dits de gauche ou d'extrême gauche, ces gens-là ont acquis une telle expérience qu'ils savent forcément de quoi ils parlent quand ils évoquent le socialisme, alors qu'ils en ont été les fossoyeurs durant toute leur vie, mais là encore qui aura l'audace de remettre en cause leur légitimité à s'exprimer au nom du socialisme, qui osera leur dénier ce droit ou affirmer que la définition qu'ils en donnent correspond à celle qui fut adoptée à la fin du XIXe siècle par les opposants au socialisme scientifique au profit du capitalisme.

Quand on observe que ceux qui se réclament du socialisme, du communisme, du trotskysme (pas tous ces courants) marchent au côté de Macron dans l'opération destinée à dresser les femmes contre les hommes, Macron et son gouvernement qui sont minoritaires et illégitimes faut-il le rappeler, ils s'emploient à le légitimer au moment même où ils vont s'attaquer à la Sécurité sociale pour l'achever...

Les militants, les travailleurs, tous les lecteurs qui se connectent sur ce portail doivent savoir que tous ces partis ou militants qui peuvent se réclamer de la révolution russe de 1917 ou du marxisme ou de je ne sais quoi encore, sont en réalité étrangers au socialisme scientifique.

Ils peuvent être animés de généreuses intentions, ils peuvent combattre pour de nobles causes, citer à tour de bras les maîtres du marxisme ou du socialisme scientifique, mais en aucun cas ils ne le représentent, car jamais un véritable socialiste ne s'associerait aux campagnes initiées par la réaction mondiale quel qu'en soit le contenu, du fait qu'elles ont été conçues uniquement pour servir les intérêts de la réaction.

Si on les écoutait, on devrait accorder à Macron, comme hier à Hollande, de se préoccuper du sort de certaines couches de travailleurs, de certains peuples, pour être parvenu à ce stade de décomposition ou de déchéance politique, on est en droit d'en déduire qu'on se trouve en présence d'un processus irréversible du fait qu'ils sont allés jusqu'à le théoriser pour justifier leur engagement au côté de la réaction, ils sont donc définitivement perdus pour le socialisme scientifique ou notre cause.

Il y a des symptômes qui ne trompent pas, voyez-vous, mais jugez plutôt vous-mêmes.

Pour adopter l'écriture inclusive, ce à quoi Macron et Philippe se refusent d'après ce que j'ai lu, ce qui entre nous prouve qu'ils sont moins cons que ces demeurés de gauche ou d'extrême gauche qui se laissent embarquer dans la première opération venue et pourrie, dès lors qu'elle est censée défendre un droit ou une valeur attribuée à la gauche, il leur a fallu le justifier avec forces arguments en triturant au scalpel le passé accusé de tous les maux à l'aide de critères d'aujourd'hui, retenez bien ce procédé malhonnête car ils s'en servent en toute occasion semblable, donc aller toujours plus loin dans l'opportunisme. Mais ce qu'ils visaient à réécrire, ce n'était pas tant le passé jugé détestable, mais bien plutôt le présent comme s'il était plus présentable, en lui substituant leur version de la réalité, selon laquelle les conditions seraient remplies ou il serait tant que tous les préjugés adoptés par les peuples ou certaines couches disparaissent... puisque le dictateur en place en a décidé ainsi.

Par bien des côtés ils sont pire que la réaction, ils vont jusqu'à lui fournir des arguments supplémentaires, qui un jour ou l'autre se retourneront contre eux, et malheureusement aussi contre nous pour les avoir combattus. Donc en plus ces gens-là sont dangereux pour tous les militants qui demeurent fidèles au socialisme scientifique.

Vous aurez noté au passage qu'ils considèrent que tant la situation sociale insupportable à laquelle font face des millions de travailleurs et jeunes, que Macron et son gouvernement, les plus à droite sous la Ve République, les rapports entre les classes favorables à celle des exploités, la concentration de tous les pouvoirs entre les mains d'une poignée d'oligarques, la crise du capitalisme qui se répercute à tous les niveaux de la société, etc. bref, l'ensemble de ces facteurs et leur orientation seraient finalement favorables aux droits des femmes, des travailleurs immigrés, aux homosexuels, aux minorités en général... Quel bonheur !

Cela signifie clairement qu'ils n'ont que faire de la situation telle qu'elle existe, telle que la subissent les travailleurs et les jeunes. Cela ne les intéresse pas ou ils ne sont pas directement concernés, soit qu'ils soient des nantis ou complètement inconscients ou

les deux à fois, ils adoptent la même attitude que les lobbyistes et autres petits bourgeois, qui décident sans tenir compte de la situation que tout serait possible, dès lors qu'ils l'ont décrété en la parant de vertus qui n'existent pas, mais qui pourraient exister pour peu que par la force en recourant au législateur ils parviennent à bout des préjugés attribués aux masses, mais qui en réalité portent le sceau du régime ou du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme ou par la femme si vous y tenez, on se détend un peu.

En conservant les rapports sociaux de production qui existaient hier, alors que la société est en train de s'effondrer, ces tartufes décrètent qu'elle serait encore compatible avec le progrès social et la démocratie, ils voudraient cautionner le capitalisme qu'ils ne s'y prendraient pas autrement. Voilà à quoi ils en sont arrivés.

Il n'y a absolument rien de scientifique dans leur démarche, c'est ce qu'il faut retenir.

Un dernier mot.

Au début des années 80 ce furent les fondateurs de SOS racisme, Désir, BHL, Kouchner, Dray et cie. tous d'abominables réactionnaires qui avec le PS instrumentalisèrent le racisme et firent monter l'extrême droite. D'autres salopards de la même espèce lancèrent une multitude d'ONG (RSF, MSF, etc.) pour détourner les travailleurs du mouvement ouvrier et accompagner les privatisations à venir. Le PS et le PCF créèrent un tas d'associations qui devaient remplir les mêmes fonctions. Plus tard, tous s'engouffrèrent comme un seul homme dans les mal nommés réseaux sociaux créés cette fois par l'oligarchie, afin que chaque citoyen puisse devenir un acteur du chaos qu'elle allait orchestrer à l'échelle mondiale, et cela fonctionna encore à merveille.

De nos jours, les crypto-staliniens du NPA et de LO, ainsi que LFI, profitent que le PS et le PCF se sont effondrés pour reprendre le flambeau de l'opportunisme.

La causerie d'hier soir.

Je tiens à ajouter à la brève causerie d'hier soir qui figure ci-dessous, que contrairement aux poufiasses qui n'ont pas porter plaintes lorsqu'elles furent victimes de harcèlement sexuel, parce qu'elles estimèrent que leurs carrières valaient mieux que leurs valeurs, autrement dit que cela ne les gênaient pas de se faire tripoter du moment que cela leur rapportait quelque chose, pour n'avoir jamais troqué mes convictions ou mes principes au profit de ma carrière professionnelle ou de mon emploi, j'ai été licencié plus d'une fois, ce qui a contribué à briser mon couple et m'a conduit par la suite à m'exiler en Inde.

Les militants qui les soutiennent sont des planqués ou des nantis, des fonctionnaires en général, qui n'ont jamais été confrontés à cette situation, et en cautionnant l'ignoble marchandage auquel ces harpies se sont livrées dans le passé, ils témoignent qu'ils n'ont pas plus de principes qu'elles.

Avec quelques heures d'avance, il est 21h50 ce dimanche soir, j'ajoute un petit mot à la causerie mis en ligne quelques heures plus tôt.

Il suffit qu'une ou plusieurs personnes portent une grave accusation sur quelqu'un pour que cette personne soit forcément coupable des paroles ou des agissements qu'on lui prête ou qu'on lui reproche sans autre forme de procès.

Ensuite il est demandé à l'accusé de se défendre, mais comment le pourrait-il dès lors qu'il a été jugé coupable avant même de s'exprimer et compte tenu que l'accusation qui a été portée contre lui à valeur de preuve, c'est impossible.

C'est le procédé utilisé par tous les régimes despotiques.

Ce qu'il ne faut pas oublier, c'est que les poufiasses qui portent plaintes pour harcèlement sexuel plusieurs années après les faits présumés, n'ont pas trouvé utile de porter plainte immédiatement après les faits évoqués parce qu'elles ont considéré que les valeurs qu'elles mettent aujourd'hui en avant n'en valaient pas la peine en privilégiant leur ambition ou leur carrière professionnelle, ce qui signifie que ces salopes n'ont ni principe, ni valeur, ni scrupule, ni morale, ce sont des ordures qui ne méritent que le mépris.

Dans le cas de Plenel, ils ont porté une accusation sans preuve qu'il ne pouvait évidemment pas démentir, dès lors il était forcément coupable. Le même procédé fut employé lors des procès de Moscou par Staline au milieu des années 30.

Dans celui de Filoche, ils n'ont pas tenu compte que plusieurs personnes pouvaient publier des documents sur son fil (Twitter) ou qu'il ignorait la provenance de la caricature à l'origine de cette polémique. Il a cru s'en tirer en plaidant coupable par ignorance, ne se souvenant pas que cela n'avait pas épargné la vie des dirigeants bolcheviks que Staline avait décidé de liquider physiquement. Staline, Hitler, Pétain, Franco, Mussolini, Salazar, Pinochet, Vidéla ou n'importe quel dictateur réservèrent le même sort à ceux qui étaient prêts à se renier pour tenter de sauver leur peau.

Ces campagnes sont dignes de ces dictateurs.

Elles sont reprises par le NPA et LO, chacun à leur manière.

La palme de l'ignominie revient au NPA qui fait plus fort que toute la réaction réunie, jugez plutôt.

Les articles récents qu'ils ont publiés.

- Violences sexistes : après la libération de la parole, construire une mobilisation féministe !
- Contre les violences faites aux femmes!
- De quoi le viol est-il le nom?
- Un viol est un viol, et un viol est un crime!
- MeToo à WeTooGether: inscrire le mouvement dans la durée
- Existans : Intersexes et trans, contre vos violences ! (Tendance Claire)

La décomposition ou la débilité ne s'arrête pas là.

- Grand meeting unitaire.
- ...Nous sommes tou.te.s précaires et chômeur.ses
- ...les chômeur.e.s moins indemnisé.e.s, fliqué.e.s, méprisé.e.s, radié.e.s.

Pour être vulgaire, on leur souffle dans le cul et ils démarrent au quart de tour !

LO en est évidemment.

- Contre les violences faites aux femmes. - 23 Novembre 2017

Lutte ouvrière s'associe à cette manifestation pour les droits des femmes appelée, samedi 25 novembre...

- Charlie Hebdo – Mediapart : débat ou caricature ? - 23 Novembre 2017

Il y a une lutte à mener pour changer la société, et elle est à mener sur tous les plans. Cela inclut la lutte contre le racisme, contre l'obscurantisme religieux, contre les violences sexuelles, contre toutes les discriminations et les idées fausses que la société capitaliste secrète ou revivifie en permanence, et bien sûr la lutte contre le capitalisme lui-même.

Pour un peu ils allaient oublier le capitalisme ! On aura compris que LO tout comme le NPA participe à l'offensive de la réaction contre les masses en se parant de bonnes intentions et en reprenant les mêmes méthodes scélérates.

Personnellement je ne combats pas "*contre le racisme, contre l'obscurantisme religieux, contre les violences sexuelles, contre toutes les discriminations*", etc. je combats les instruments et les institutions qui utilisent tout ce qui leur tombe sous la main pour détourner les travailleurs de la lutte de classe. Ma cible, contrairement à eux, ce ne sont pas les travailleurs et leurs préjugés mais uniquement le régime, son idéologie et ses représentations, donc je n'ai pas besoin de justifier mon anticapitalisme. Vous aurez saisi la distinction, n'est-ce pas ? Ces gens-là me font horreur, quelle honte !

[Haut de page ↗](#)